

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'ORGANISATION & L'ACTION SYNDICALES

DANS LA

TYPOGRAPHIE FRANÇAISE

PATRONS. — OUVRIERS

Thèse pour le Doctorat

Présentée et soutenue le Mardi 5 Novembre 1907
à une heure et demie de l'après-midi

PAR

Marcel BAR

Président de thèse : M. R. JAY, professeur.

Suffragants : { MM. BARTHELEMY, professeur.
HITIER, agrégé.

PARIS

IMPRIMERIE DURUY ET C^{ie}, 22, RUE DUSSOUBS

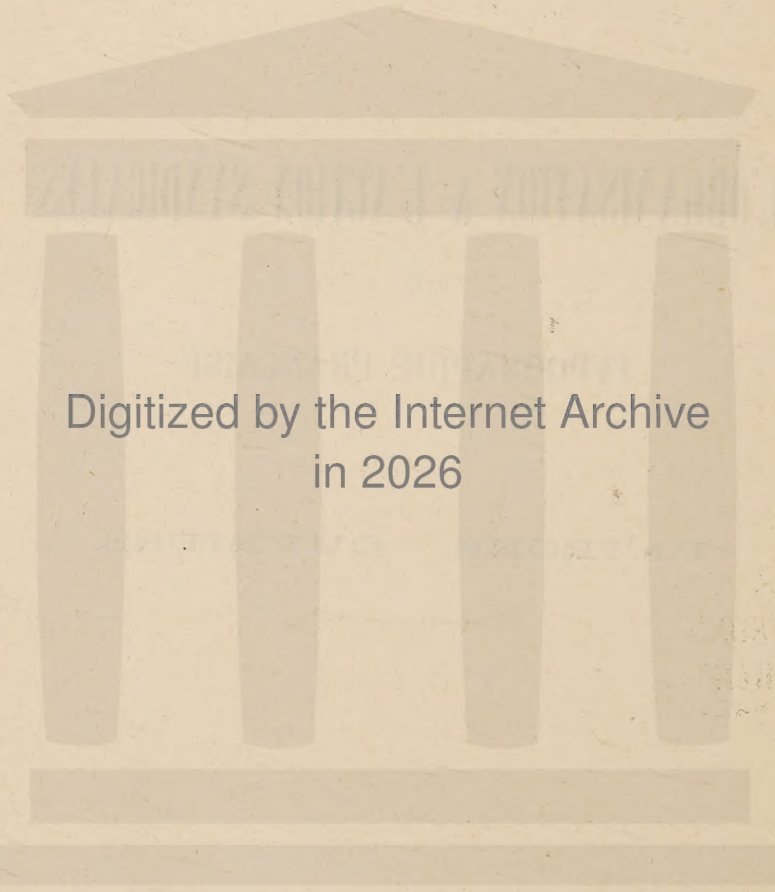
—
1907

L'ORGANISATION & L'ACTION SYNDICALES

DANS LA

TYPOGRAPHIE FRANÇAISE

PATRONS. — OUVRIERS



Digitized by the Internet Archive
in 2026

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

L'ORGANISATION & L'ACTION SYNDICALES

DANS LA

TYPOGRAPHIE FRANÇAISE

PATRONS. — OUVRIERS

Thèse pour le Doctorat

Présentée et soutenue le Mardi 5 Novembre 1907
à une heure et demie de l'après-midi

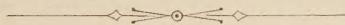
PAR

Marcel BAR



Président de thèse : M. R. JAY, professeur.

Suffragants : { MM. BARTHELEMY, professeur.
HITIER, agrégé.



PARIS

IMPRIMERIE DURUY ET C^{ie}, 22, RUE DUSSOUBS

1907

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

PRÉFACE

Dans le sens large du mot, l'on entend par syndicat une association entre un certain nombre d'individus qui se réunissent pour défendre un intérêt économique spécial ou général. Le mot syndicat implique donc qu'il existe chez les syndiqués une activité commune.

Cette activité commune peut être limitée à un objet spécial et au temps nécessaire pour atteindre le but proposé : le syndicat est dit alors syndicat d'entreprise temporaire ; elle peut être plus large : il existe alors entre les syndiqués un lien professionnel plus ou moins étroit et les syndicats sont dits : Syndicat d'industrie, Syndicat de production ou Syndicat corporatif.

Un syndicat de banquiers réunis pour lancer une affaire industrielle est un syndicat d'entreprise temporaire. Les cartels, les trusts sont des syndicats d'industrie ; les syndicats agricoles sont des syndicats de production.

Le syndicat corporatif est la forme syndicale la plus développée, c'est le type actuel de l'organisation ouvrière et patronale.

Aux termes mêmes de la loi, le syndicat professionnel est un groupement ayant *exclusivement* pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles.

L'étude que nous nous proposons de faire de l'organisation et de l'action syndicales dans la typographie française, sera donc l'étude de l'organisation corporative ouvrière et patronale et des résultats acquis par cette organisation.

L'organisation syndicale ne date, dans sa forme légale, que de la loi de 1884 qui a permis en France la création des syndicats professionnels. Mais bien avant 1884, il existait une organisation corporative typographique tant du côté patronal que du côté ouvrier.

Quoique dissimulée sous le nom d'association pour les patrons, bien qu'occulte d'abord, puis cachée sous le nom de société de secours mutuels pour les ouvriers, l'organisation corporative, antérieure à 1884, n'en présente pas moins les caractères essentiels de l'organisation syndicale professionnelle. A vrai dire, la loi de 1884 n'a fait que rendre licite l'existence des syndicats qui fonctionnaient depuis très longtemps déjà sous un régime de tolérance administrative. Nous ne bornerons donc pas notre étude à l'examen de l'organisation syndicale actuelle, nous remonterons à ses sources et nous suivrons l'évolution des groupements corporatifs au cours du xix^e siècle.

Il nous paraît nécessaire enfin, comme introduction à notre sujet, de décrire rapidement quelle fut l'organisation corporative dans la typographie française sous l'ancien régime.

Notre intention n'est point de faire ici une étude détaillée de la Corporation des Libraires-Imprimeurs, ni des Confréries de Compagnons.

Nous renvoyons le lecteur désireux d'approfondir le sujet à l'excellente *Histoire économique de l'Imprimerie*,

publiée par M. Mellotté (1). Nous n'étudierons l'organisation corporative qu'au strict point de vue de l'organisation syndicale typographique.

Au sens propre du terme, le mot *typographie* est synonyme d'*imprimerie typographique* ; mais, il est devenu d'usage courant dans l'imprimerie typographique de désigner sous le seul nom de *typographes* les ouvriers compositeurs.

Notre étude de l'organisation et de l'action syndicales actuelles (2) chez les ouvriers ne concernera donc que les ouvriers compositeurs, et pour nous le nom de *typographe* sera synonyme du terme de *compositeur typographe*.

En ce qui concerne l'organisation et l'action syndicales chez les patrons, nous ne considérerons que les maîtres imprimeurs typographes.

(1) Tome I. — L'Imprimerie sous l'ancien régime. Hachette et Cie. 1905. Nous citerons aussi l'étude de M. Radiguer, *Maîtres Imprimeurs et Ouvriers Typographes*. Société nouvelle de librairie et d'édition, 1903.

(2) Au cours de notre introduction historique, nous parlerons des *compagnons* sans faire de différence entre les imprimeurs et les compositeurs.

INTRODUCTION

L'Organisation et l'Action syndicales
dans la Typographie française
sous l'ancien Régime et sous la Révolution.

INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

L'ORGANISATION & L'ACTION SYNDICALES PATRONALES

I. Situation économique de l'imprimerie à ses débuts. — II. La Confrérie de Saint-Jean l'Évangéliste. — III. La Communauté des Imprimeurs. — IV. L'organisation patronale pendant la Révolution.

I.

SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'IMPRIMERIE A SES DÉBUTS

Régime de liberté légale. — Ce ne fut point sans d'ardentes luttes que l'art de l'imprimerie parvint à s'introduire en France. La Corporation des Copistes et des Enlumineurs, qui en 1470 étaient au nombre de six mille, opposa à l'industrie nouvelle une résistance acharnée.

Grâce à la sollicitude royale, grâce à l'appui de l'Université, l'imprimerie put triompher de tous ces obstacles; et, s'il fallut attendre trente ans que le premier livre imprimé parût en France, les progrès furent ensuite très rapides. A la fin du xv^e siècle, l'on comptait dans le royaume plus de trente ateliers; et, selon l'appréciation de Chevillier (1), bibliothécaire de la Sorbonne, le premier historien de l'imprimerie pari-

(1) *L'Origine de l'Imprimerie de Paris*, par CHEVILLIER. Paris, in-4°, 1694.

sienne : « Si les Français n'ont pas eu la gloire d'avoir inventé l'imprimerie et de l'avoir pratiquée les premiers, ils ont eu celle de s'être distingués les premiers dans cet art, et de l'avoir porté jusqu'au point de sa dernière perfection. »

C'est sous un régime de liberté économique légale que l'imprimerie fit ses débuts en France et qu'elle se développa d'une façon si intense pendant le cours du xvi^e siècle. Mais, il convient de ne pas s'abuser sur l'étendue de cette liberté légale, et ce serait se tromper lourdement que de donner à l'expression le sens qu'elle aurait de nos jours sous notre régime d'individualisme économique.

Restrictions à la liberté économique. — Certes, dans la société du xv^e et du xvi^e siècle, si étroitement réglementée dans toutes les manifestations de son activité, le régime dont jouissait l'imprimerie apparaît comme une exception tout à fait singulière et remarquable. Mais, si l'on étudie les faits de près, l'on aperçoit vite combien sont nombreuses les restrictions qu'apportent à cette liberté les obligations du milieu, les mœurs et même l'immixtion royale.

Comment, en effet, l'imprimerie aurait-elle pu vivre et prospérer sous le régime d'individualisme économique que nous connaissons aujourd'hui, dans une société formée de la juxtaposition de collectivités diverses, et où l'individu ne pouvait vivre qu'en se réclamant de l'une de ces grandes collectivités : Université, Basoche, corporation de marchands, communautés de métiers ? Si l'imprimerie put devenir prospère, c'est, précisément, parce qu'elle rentra dans le giron de l'Université et qu'elle s'agrégea à la puissante Corporation des Libraires.

Le titre de *suppôts* de l'Université a été pour les imprimeurs un privilège très précieux sans que jamais, à vrai dire,

le joug de leur protectrice fût bien lourd pour eux. Il se réduisit à une censure plus théorique que réelle de toutes leurs publications, censure qui, dès le xvi^e siècle, avait perdu toute efficacité.

L'obligation où furent les imprimeurs d'accepter leur assimilation aux libraires devait être une restriction beaucoup plus sensible à la liberté économique dont ils jouissaient. Les libraires, en effet, faisaient partie de la puissante Confrérie de Saint-Jean l'Évangéliste : les imprimeurs durent à leur tour entrer dans la Confrérie ; et, bien que jusqu'en 1571 aucune condition restrictive ne fut apportée par le pouvoir à l'accès de la maîtrise, en fait, il devint presque impossible de devenir maître imprimeur, si l'on ne s'était assuré au préalable l'accès de la Confrérie.

D'autre part, la liberté économique était si peu dans les mœurs, que les imprimeurs ne tardèrent pas à assujettir l'exercice de leur industrie aux mêmes règles étroites qui réglementaient les autres corps de métiers. Bien qu'aucune obligation légale ne fût intervenue, la situation de l'industrie du livre ne présenta bientôt plus de grandes différences avec les autres industries légalement réglementées.

L'intervention royale, enfin, fut fréquente dans l'imprimerie, même avant 1618, date du premier règlement général de la Corporation. Mais il est juste de dire que, jusqu'en 1618, cette intervention fut toujours d'ordre général et administratif, et non d'ordre corporatif. En 1571, en 1586, en 1610, le Roi ne s'occupa que d'assurer une surveillance générale sur les imprimés et de prohiber les organisations ouvrières sous toutes leurs formes. Ce n'est qu'en 1618 que paraît la première réglementation organisant l'industrie du livre en communauté de métier.

L'organisation corporative des maîtres imprimeurs a suivi

dans son évolution l'état économique de l'industrie du livre ; elle revêt donc deux formes successives, l'une tout à fait embryonnaire, l'autre au contraire très développée. Sous le régime de la liberté, la Confrérie représente la seule organisation. Sous le régime postérieur à 1618, la Communauté présente un type d'organisation légale très étroite.

II.

LA CONFRÉRIE DE SAINT-JEAN L'ÉVANGÉLISTE

Caractère de la Confrérie. — La Confrérie de Saint-Jean l'Évangéliste réunissait tous les corps de métiers se rattachant à l'industrie du livre : les copistes, les enlumineurs, les relieurs, les doreurs, les libraires, les imprimeurs, les fondeurs, les papetiers.

Fondée en 1401, sous l'autorisation royale, son but était purement religieux, avec des tendances de société de secours mutuels. Nous ne possédons pas de documents précis sur son organisation intérieure et sur son action. Mais il paraît bien que, jusqu'à la création des communautés tout au moins, son action se maintint exclusivement dans le domaine religieux. La Confrérie comprenait des dignitaires appelés Maîtres. Ses ressources étaient assurées par un droit d'entrée, une cotisation annuelle et des quêtes faites au cours des cérémonies religieuses.

L'on ne peut pas voir dans la Confrérie une véritable organisation « syndicale ». La seule manifestation d'activité corporative qu'elle ait présentée apparaît dans la lutte d'influence qu'elle soutint contre la Communauté des Imprimeurs, après le règlement de 1618, et où, d'ailleurs, elle finit par être vaincue. La Confrérie était une réunion corporative, ce ne fut jamais une organisation corporative.

Jusqu'en 1618, les seuls vestiges d'organisation chez les maîtres imprimeurs nous sont fournis par les édits royaux de 1571, 1586 et 1610, qui ordonnent aux imprimeurs et aux libraires d'élire dans des conditions déterminées des syndics chargés de surveiller la qualité des impressions.

III.

LA COMMUNAUTÉ DES IMPRIMEURS

Création de la Communauté de Paris. -- C'est, semble-t-il, sous l'influence d'une grave crise économique que les imprimeurs sentirent la nécessité de se grouper étroitement pour défendre leurs intérêts professionnels menacés.

Tout naturellement, la forme du groupement qui leur vint à l'esprit fut celle dont ils avaient l'exemple sous les yeux dans les autres industries : la Communauté de métier ; et, conformément à l'esprit du temps, c'est au Roi qu'ils s'adressèrent pour obtenir satisfaction.

A la suite d'une assemblée générale où les maîtres imprimeurs et les libraires de Paris s'étaient réunis, ils adressèrent des « remontrances très humbles » au Roi. Après avoir exposé la situation pénible dans laquelle se débattait leur industrie, ils concluaient à la création d'une Chambre syndicale.

« Il est advenu, se plaignaient-ils, que le bon ordre que l'on remarquait anciennement s'est tourné en corruption, et qu'il s'est glissé plusieurs abus et confusions sur quoi vos prédécesseurs rois auraient donné ordre et règlement,... mais la malice de plusieurs et la jalousie d'aucuns imprimeurs, libraires et relieurs ne voulant endurer la visite du syndic et de ses quatre adjoints,... se seraient divisés, ayant les libraires depuis, visité seul les livres et les imprimeurs l'imprimerie : au moyen de laquelle division, l'imprimerie et librairie ont été en grande confusion, et s'est imprimé plusieurs livres en votre dite ville et y en a été apporté contre l'honneur de Dieu et de votre État. Aucuns desquels libraires et imprimeurs

sont tellement ignorants, qu'ils ne savent seulement pas lire, n'ayant la connaissance requise, ni de l'impression, ni de la vente (1). »

L'édit du 9 juillet 1618 vint accorder satisfaction aux désirs des postulants en organisant la Communauté des Imprimeurs et des Libraires.

Les débuts de la Communauté. — Le but de la Communauté était de faire appliquer les règlements royaux qui régissaient la corporation. L'organe actif était formé d'un bureau comprenant un syndic et quatre adjoints nommés en assemblée générale. Aux termes de l'article 17 de l'édit : « Tous les libraires, imprimeurs et relieurs devaient s'assembler par chacun an, en la salle des Mathurins, au bureau de la Communauté, en la présence du lieutenant civil et du substitut du procureur général au Châtelet, le 8 de mai, à deux heures de relevée et non plus tard, afin de procéder à l'élection du syndic et de ses quatre adjoints ».

Une amende de 20 livres fut plus tard instituée contre les absences non justifiées. Le bureau devait tenir des séances hebdomadaires.

Les débuts de la Communauté furent marqués par de graves désordres intérieurs. Une lutte d'influence s'engagea entre la Confrérie de Saint-Jean l'Évangéliste et la Chambre. Bien des maîtres imprimeurs ne voulant pas reconnaître l'autorité nouvelle, en ce qui concerne l'accession à la maîtrise notamment, s'estimaient en règle lorsqu'ils avaient versé à la Confrérie le droit d'ouverture de boutique. — Le Bureau, d'autre part, s'efforçait d'accaparer sans contrôle la direction de la Communauté.

Les élections des officiers syndicaux n'allaient pas souvent

(1) Bibliothèque nationale, manuscrit fr. 21,817.

sans tumulte ; et le désordre fut si grave en 1639, que le Roi fut obligé d'intervenir en nommant lui-même, par arrêt, le syndic et les quatre adjoints, en même temps que pour prévenir de nouveaux incidents, il organisait un suffrage restreint. Le nouveau corps électoral se composa des anciens officiers, du Bureau et de 8 imprimeurs, 8 libraires et 8 relieurs.

Cette centralisation administrative, au sein de la Communauté, eut pour effet d'y ramener un calme relatif. Cependant l'accord était loin d'y être encore parfait. Un antagonisme aigu séparait les imprimeurs des libraires d'une part, et des relieurs d'autre part.

Les Relieurs sont éliminés de la Communauté. — Les relieurs avaient dans la Communauté un rôle un peu sacrifié. Les libraires et les imprimeurs étaient d'accord pour les reléguer au second plan. Cependant, chacun, fort de sa maîtrise, croyait pouvoir exercer simultanément les trois industries de libraire, d'imprimeur, de relieur. Les arrêts de 1666 et de 1667 précisant les conditions d'accession à chacune des trois professions, vinrent les spécialiser étroitement. Les relieurs résistèrent; un arrêt du Conseil du 11 avril 1674 ordonna la fermeture des librairies et imprimeries ouvertes par des relieurs, à peine d'une amende de mille livres. La scission enfin fut radicalement prononcée le 7 septembre 1686, par *l'édit du Roi pour le règlement des relieurs et doreurs de livres* qui groupait ces derniers en une communauté particulière.

Une intervention de l'Université, froissée de n'avoir pas été consultée en l'occasion, n'eut aucun résultat. En 1723, les relieurs se retirèrent de la Confrérie elle-même, et le partage des effets communs fut homologué par arrêt du Conseil, le 19 janvier 1731.

Dissensions entre les Imprimeurs et les Libraires. —

Si les imprimeurs et les libraires s'étaient entendus pour évincer les relieurs de leur groupement, il ne se produisait pas moins entre les deux corporations des luttes continuelles pour l'obtention de la première place dans la Communauté. Tout au début de l'imprimerie, les libraires avaient essayé d'étouffer les nouveaux venus; puis, n'ayant pu y réussir, et comprenant très vite que la multiplication et la diffusion des livres ne pouvait que leur être profitable, ils avaient accueilli les imprimeurs parmi eux. Lors de la constitution de la Communauté, les libraires tentèrent de prendre dans la direction des affaires une place prépondérante, mais les imprimeurs résistèrent énergiquement à cette prétention.

En dehors de cette question d'amour-propre, une autre raison plus grave expliquait l'antagonisme qui séparait les deux professions. Les intérêts des imprimeurs et des libraires étaient tout à fait contraires. Tandis que les libraires ne visaient qu'à susciter la concurrence entre imprimeurs, qu'à s'établir eux-mêmes imprimeurs pour abaisser leur prix de revient, les imprimeurs cherchaient, au contraire, à enrayer cette concurrence et à limiter leur nombre pour relever leur prix de vente.

C'est sur ce terrain de la concurrence que s'engagea la lutte. Après des incidents nombreux, les imprimeurs remportent un premier succès définitif, avec l'édit de 1686 qui limitait leur nombre à 36 pour la ville de Paris.

Transportée sur l'autre terrain, la lutte reprend au sujet de la prédominance d'un métier sur l'autre dans les affaires de la Communauté. Les imprimeurs se plaignaient que par suite du départ des relieurs, les libraires disposassent de douze voix, tandis qu'ils n'en avaient eux-mêmes que quatre. Un nouveau règlement général de l'industrie du livre vint

en 1723 trancher la question, et il semble que dans la suite l'accord se soit maintenu au sein de la Communauté entre libraires et imprimeurs.

Procès de la Communauté contre l'Université. — Nous avons vu que les libraires et imprimeurs étaient considérés comme suppôts de l'Université. Dès que la Communauté fut créée, elle manifesta le désir de s'affranchir du joug de l'Université qui d'ailleurs n'avait plus rien de réel. Un procès s'ensuivit, procès fameux, qui fut le plus long de ceux qu'elle soutint et qui ne fut solutionné que le 10 octobre 1723 par un arrêt du Conseil du Roi. Cet arrêt consacrait la liberté de la Communauté tout en lui imposant toutefois certaines marques de déférence vis-à-vis de l'Université.

Le Règlement de 1777. — Atteinte elle aussi par la suppression générale des communautés et confréries, jurandes et maîtrises édictée par Turgot en 1776, elle fut reconstituée peu après, le 30 avril 1777, d'une façon plus stricte qu'elle ne l'avait jamais été.

Elle dura jusqu'au décret du 2-17 mars 1791 qui, abolissant l'ancien régime de réglementation corporative, inaugura l'ère de l'individualisme économique.

L'organisation des Communautés d'imprimeurs en province. — La Communauté parisienne date de 1618; ce n'est qu'en 1644 seulement que le pouvoir royal organisa les chambres syndicales provinciales. En 1789, on comptait en France 20 communautés de libraires-imprimeurs, dont le siège était dans les villes suivantes : Amiens, Angers, Besançon, Bordeaux, Caen, Châlons-sur-Marne, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Montpellier, Nancy, Nantes, Nîmes, Orléans, Paris, Reims, Rouen, Toulouse.

L'organisation syndicale était la même en province qu'à Paris et la limitation du nombre des imprimeurs fut étendue à la province en 1723.

Le caractère de l'action des Communautés. — C'est la difficulté pour l'individu de vivre isolé qui poussa les maîtres imprimeurs à réclamer en 1617 une réglementation corporative. Ce sera le même mobile qui les conduira plus tard vers l'association syndicale. Cependant, dès qu'elles furent créées, les communautés eurent un champ d'action bien différent de celui des chambres syndicales actuelles. Fondées pour veiller à la stricte application de règlements royaux visant surtout la police générale des imprimés et le maintien de la perfection du travail, elles s'occupèrent bien d'atteindre le but qui leur était proposé, mais elles songèrent avant tout à organiser la profession dans le sens le plus strict de leurs intérêts patronaux. L'exercice de la profession étant très étroitement réglementé, toute l'activité de la Chambre se résuma dans les efforts faits pour l'application des règlements royaux. Ces règlements étaient d'ailleurs favorables aux intérêts des maîtres en ce qu'ils leur permettaient de tenir les ouvriers en tutelle étroite et d'empêcher toute organisation corporative ouvrière. Ils furent toujours assez mal appliqués, et pendant toute l'existence de la Communauté, ils donnèrent lieu à de nombreuses procédures : arrêts du Parlement, ordonnances d'exécution, appels au Roi, etc.

Les diverses manifestations de cette action. — Nous n'entrerons pas dans les détails de cette lutte continuelle soutenue par la Communauté, pour défendre et pour étendre ses privilèges.

Nous nous bornerons à examiner rapidement la façon

dont la Chambre put remplir ses principales attributions : la délivrance des brevets, la surveillance des imprimés tant au point de vue administratif qu'au point de vue technique, la direction du marché de la main-d'œuvre.

La délivrance des Brevets. — C'est à la Chambre qu'il appartenait de délivrer le brevet aux nouveaux maîtres imprimeurs. Après la création de la Communauté un certain nombre d'imprimeurs se bornaient à se mettre en règle avec les prescriptions nullement officielles de la Confrérie et ils ouvraient boutique ensuite sans se soucier de la Chambre syndicale. Ce fut seulement à partir de 1639 que la Chambre put faire rigoureusement appliquer son privilège.

En principe, la maîtrise était ouverte³ à tout compagnon qui remplissait les conditions de capacité requises ; mais, tous les efforts des maîtres tendirent à supprimer en fait cette liberté d'accès. Peu à peu la corporation devint un monopole véritable pour les maîtres qui disposèrent souverainement de la maîtrise. Malgré les nombreux textes législatifs qui déterminaient les conditions de capacité, aucun obstacle d'ordre technique ne s'offrait réellement à l'entrée de la carrière pour les privilégiés qui pouvaient y avoir accès. Quant aux compagnons, il n'y avait guère pour eux d'autre moyen d'arriver à la maîtrise que d'épouser la veuve ou la fille d'un maître. Les ordonnances de 1686 et de 1723, en limitant le nombre des imprimeurs, ne firent qu'affermir cette situation.

La surveillance des Imprimés — La Chambre syndicale avait un rôle officiel de police générale de la profession. Elle était l'auxiliaire du pouvoir en ce qui concernait l'application des règlements. Son syndic et ses quatre adjoints

corroboraient les inspecteurs de la librairie. Chargés plus spécialement de contrôler l'observation des prescriptions techniques, sur le nombre des presses, l'état du matériel et la qualité de la production, ils avaient aussi pour mission de veiller à ce qu'il ne parût point de livre non autorisé ou contrefait. Cette surveillance était plus théorique qu'effective, et Hennery (1) signalait au Roi les ménagements que se croyaient obligés d'avoir pour leurs confrères les fonctionnaires syndicaux, à titre d'ailleurs de réciprocité.

La Direction du Marché de la main-d'œuvre. — Aux termes des règlements, la Chambre devait avoir la haute main sur le marché de la main-d'œuvre. C'était là une de ses attributions les plus importantes, celle peut-être qu'elle mit le plus de constance à remplir, et dont l'exercice amena le plus d'incidents.

Les abus du débauchage, favorisés par le nombre relativement restreint des compagnons et par le manque de scrupules de certains maîtres, est une des plaies dont souffrit toujours l'imprimerie sous l'ancien régime. Et, c'est pour y porter remède, que les édits réglementèrent étroitement le service de placement des compagnons.

En principe, c'est à la Chambre que doit s'adresser tout ouvrier sans place désireux de se faire embaucher. Il est prescrit aux compagnons de toujours retirer des lettres de sortie lorsqu'ils quittent leur ancien atelier. D'autre part, les patrons ne doivent embaucher aucun ouvrier non porteur de ces lettres de sortie.

Cette obligation du billet de sortie excita toujours les plus vives résistances dans le monde de la typographie parisienne,

(1) Mémoire d'Hennery sur les Garçons imprimeurs, 20 oct. 1755. B. nat. man. fr. 22122.

mais sans que la Chambre cessât jamais de réclamer énergiquement l'application des règlements. Un arrêt du Parlement du 14 juillet 1654, un autre du 8 mai 1661, repoussant les demandes des compagnons, ordonnèrent la stricte application des règlements. La Chambre, d'autre part, n'hésita pas à agir contre les patrons qui, peu soucieux eux-mêmes de respecter les règles de leur communauté, embauchaient des compagnons sans lettres de sortie. L'arrêt du 21 janvier 1654 menaçait d'une amende de 200 livres parisis tout patron en contravention à ce sujet : le 18 mars 1664, la Chambre décida elle-même d'infliger aux contrevenants une amende de 20 livres.

Cependant, ordonnances et arrêts ne parvenaient pas à supprimer le débauchage. Le 20 juillet 1720, la Chambre constate que les imprimeurs continuent d'embaucher les compagnons « sans qu'ils fassent apparoir de leur congé par écrit ». Aussi, le règlement général de 1723 précise-t-il les attributions de la Chambre relatives au placement des ouvriers. Pour rendre ses prescriptions plus efficaces, il organise un service de contrôle : les maîtres devront désormais déclarer à la Chambre, chaque semaine, le nom des compagnons entrés ou sortis de leur atelier.

Une délibération syndicale du 16 juin 1724 nous montre que compagnons et maîtres imprimeurs parviennent à éluder le contrôle établi. Les compagnons continuent de quitter les ateliers sans lettres de congé, et pour éviter toute sanction, ils entrent dans leur nouvelle place sous un nom d'emprunt.

C'était en leur offrant de plus forts salaires que les maîtres se débauchaient réciproquement leurs ouvriers. Pour atteindre l'abus, la Chambre parisienne donna à son bureau le pouvoir de fixer les salaires, de trancher les différends

relatifs à cet objet et de refuser de donner du travail aux ouvriers qui n'accepteraient pas cet arbitrage.

Malgré tous ces efforts, la situation loin de s'améliorer tendait, au contraire, à devenir pire que jamais, s'il faut en juger par la rigueur des sanctions proposées ou successivement édictées.

Le Règlement de 1777 accrut encore les attributions des communautés relatives au placement des compagnons désormais soumis à une surveillance rigoureuse. La réglementation devint un système général étendu à toute la France. Tout compagnon était tenu, dans un délai d'un mois, de se faire inscrire à la Chambre syndicale de laquelle il ressortissait en indiquant : son nom, son âge, le lieu de sa naissance, sa demeure, le nom de son patron et le temps depuis lequel il était occupé. Il recevait un « cartouche », véritable carte d'identité, qu'il était obligé, s'il venait à changer de place, de faire viser par son ancien maître, puis par la Chambre, et qu'il devait présenter à toute réquisition des officiers syndicaux. Des registres de mutations et de congés étaient tenus à la Chambre et chez chaque maître. Le bureau syndical devenait l'intermédiaire obligé de tout embauchage et il avait pouvoir d'arbitre dans toute contestation entre maîtres et compagnons.

Ce régime de réglementation excessive dura jusqu'à la Révolution.

IV

L'ORGANISATION PATRONALE PENDANT LA RÉVOLUTION

Les communautés furent supprimées par un décret de mars 1791 ; elles continuèrent donc de fonctionner près de deux années pendant la période révolutionnaire.

Mais sous le souffle puissant de la Révolution balayant les vieilles et caduques institutions de l'ancien régime, les communautés de libraires-imprimeurs étaient sans force. Le tourbillonnement des idées donnait journellement naissance à une foule de brochures, de libelles et de journaux divers. Trop peu nombreux pour pouvoir satisfaire aux besoins nouveaux de la presse devenue libre, inhabiles peut-être pour la plupart à se plier aux exigences nouvelles, les 36 imprimeurs parisiens durent se résigner à voir se créer à côté d'eux un grand nombre d'imprimeries surnuméraires. La société naissante rompait les cadres trop étroits de l'ancienne, et les nouveaux imprimeurs paraissent ne s'être en aucune façon préoccupés des règles de l'accession à la maîtrise et des pouvoirs de la Chambre. En 1790, on comptait plus de 200 imprimeurs à Paris.

Lorsque le décret de 1791, supprimant les jurandes et maîtrises, mit officiellement un terme à l'existence de la Chambre syndicale, il ne fit guère que sanctionner un état de fait, la Communauté des Libraires-Imprimeurs n'avait plus aucune existence réelle.

CHAPITRE II

L'ORGANISATION ET L'ACTION SYNDICALES OUVRIÈRES

- I. L'organisation occulte des compagnons. — II. L'action syndicale ouvrière.
III. L'organisation corporative ouvrière sous la Révolution.

I.

L'ORGANISATION OCCULTE DES COMPAGNONS

Prohibition de toute organisation ouvrière sous l'ancien régime. — Dans l'étude de l'organisation patronale, nous avons distingué deux périodes bien distinctes : l'une où l'organisation reste à un état tout à fait embryonnaire ; l'autre, au contraire, où, devenue obligatoire, elle est poussée aux dernières limites de la réglementation.

En ce qui concerne l'organisation ouvrière, la situation ne changera pas pendant toute la durée de l'ancien régime. Ce sera toujours la prohibition absolue de toute association corporative, prohibition qui d'ailleurs ne parviendra jamais à faire disparaître l'organisation occulte, incomplète mais toujours vivace des forces ouvrières typographiques.

La Confrérie des Compagnons. — Dans les premières imprimeries, la haute culture des ouvriers, le caractère presque sacré du métier, maintenait entre les maîtres et les compa-

gnons une intimité très grande. Chez Robert et H. Estienne tous parlaient latin. Le salaire était mensuel et fixe et les engagements très longs.

Pendant les premières années de l'exercice de l'imprimerie, les compagnons et apprentis firent, avec les maîtres, partie de la Confrérie de Saint-Jean l'Évangéliste ; ils payaient un denier de cotisation par semaine. Mais, peu à peu la profession s'industrialise ; de grosses maisons se fondent ; et, au cours du xvi^e siècle, les ateliers comptant une cinquantaine d'ouvriers ne sont pas rares. C'est alors que naissent tous les problèmes sociaux que nous connaissons de nos jours. Les rapports entre ouvriers et patrons perdent leur nature intime, des divergences d'intérêt éclatent et, malgré que le caractère de la Confrérie soit surtout religieux et mutualiste, les compagnons sentent le besoin de former un groupement particulier, où les tendances syndicales pourront se révéler plus librement.

D'après M. J. Delval (1), la Confrérie des Compagnons se serait formée à Paris au commencement du xvi^e siècle. Elle choisit pour tenir ses assises l'enclos de Saint-Jean-de-Latran. Le choix était habile, car la Commanderie de Saint-Jean-de-Latran jouissant de la franchise, seul, le commandeur avait droit de justice dans les limites de l'enclos, et toutes les ordonnances, tous les arrêts ne pourront jamais empêcher les compagnons de s'y réunir.

Caractère occulte de la Confrérie. — Toujours prohibée, la Confrérie ne put avoir qu'une existence occulte ; elle ne nous a laissé aucun document nous permettant de connaître son organisation.

Nous ne constatons son existence et sa force que par les nombreux actes législatifs ou judiciaires auxquels elle donna

1) *Revue des Arts graphiques*.

lieu jusqu'en 1791. Ce sont là aussi les seules sources susceptibles de nous fournir de trop rares détails sur son organisation intérieure.

C'est ainsi, par exemple, que le Mémoire rédigé en 1572 par les maîtres imprimeurs de Lyon en réponse aux Remontrances et Mémoires pour les compagnons publiés à la suite de l'édit de Gaillon (1571), nous apprend que la Confrérie était dirigée à Lyon « par quelques mutins qui terrorisent les compagnons et leur font payer tous les samedis 5 à 6 sols par tête, pour fournir aux dépenses que lesdits partiaux et mutins font tant en justice qu'autrement et bien souvent les bonnes gens sont contraints de laisser leur famille sans pain pour bailler d'argent à la Confrairie ».

Grève de Lyon. — Les premiers événements qui révélèrent la force de l'organisation ouvrière furent les troubles qui agitèrent l'imprimerie à Lyon dès 1539 et qui furent caractérisés par de longues grèves. La sentence rendue à ce sujet par le sénéchal de Lyon semble être le premier document où apparaisse la personnalité de la collectivité ouvrière. Si les monopoles et les réunions de plus de cinq compagnons y sont défendus, la sentence toutefois ne fut rendue qu'après comparution de cinq compagnons délégués par leurs camarades et de dix maîtres : c'était là la constatation officielle de l'existence d'un groupement ouvrier organisé.

Mesures préventives contre les organisations ouvrières. — Nous trouvons encore la preuve de la puissance réelle des confréries dans les mesures que prirent les autorités pour tâcher de briser toute organisation ouvrière. La sentence du sénéchal de Lyon avait défendu les serments et mono-

poles sous peine d'amende, de prison et de bannissement, et le 21 août 1539, les « Lettres royaulx » de Villers-Cotterets organisèrent une procédure spéciale et sans appel, sanctionnée par la torture, la peine de mort même, et dirigée contre les compagnons coupables de violences et monopoles. D'autre part l'influence des groupements existants parut assez grande pour que l'autorité crût devoir prendre, non seulement de vigoureuses mesures répressives, mais aussi des mesures préventives, qu'elle étendit à toutes les industries du Royaume par l'ordonnance de Villers-Cotterets (août 1539) :

« Art. 185. — Seront abattues, interdites, et défendons toutes confréries de gens de métier et artisans par tout le royaume.

« Art. 191. — Nous défendons à tous lesdits maîtres, ensemble aux compagnons et serviteurs de tous métiers, de ne faire aucunes congrégations ou assemblées grandes ou petites et pour quelque cause que ce soit, ne faire aucuns monopoles et n'avoir ou prendre aucune intelligence les uns avec les autres du fait de leur métier, sous peine de confiscation de corps et biens ».

Malgré ces prohibitions formelles, les confréries de compagnons subsistèrent. La grève qui éclata à Paris à la fin de 1539, et qui dura deux années, montre bien que la résistance ouvrière était aussi fortement organisée à Paris qu'à Lyon. Les nombreux arrêts, sentences, qui vinrent confirmer les interdictions portées par l'ordonnance de Villers-Cotterets, ne paraissent pas avoir eu grand effet, car l'édit perpétuel et irrévocable de Gaillon, rendu en 1571, confirme toutes les interdictions de monopoles, coalition, confréries et banquets, se basant sur le trouble apporté à l'industrie française de la typographie par l'agitation ouvrière au profit de l'industrie étrangère.

Depuis cet édit jusqu'à la Révolution, nous retrouvons constamment la trace de l'existence des confréries, soit dans les nombreux actes législatifs et judiciaires qui les prohibent, soit dans les procès soutenus par les ouvriers contre les communautés, soit dans les actes de ces dernières qui se plaignent fréquemment de l'audace de ces sociétés toujours prohibées et toujours vivantes.

Les Chapelles. — La résistance que les confréries purent ainsi opposer avec succès à toutes les prohibitions laisse supposer une organisation intérieure fortement constituée. Il est permis de croire que cette organisation puisa une grande partie de sa force dans ce qu'on appelait les chapelles. C'est dans les chapelles, en effet, ou groupements des ouvriers par atelier, que les compagnons pouvaient faire l'apprentissage de la solidarité syndicale.

Le règlement de la Chapelle de l'imprimerie Hérissant (1760) nous apprend que :

« Il ne pourra y avoir aucun chapelain qu'il ne paye sa première banque (1), dans le cas même qu'il apporterait quittances et certificats de l'avoir payée en province :

« Ce droit de chapelle est fixée à la somme de 9 livres.

« 2^o Droit de chevet, quand même il apporterait certificats ou quittances de l'avoir payé en province. Ce droit est fixé à la somme de 6 livres ;

« 3^o Il ne pourra être reçu aucun chapelain qu'après avoir été trois mois dans ladite imprimerie ; la bienvenue étant fixée à la somme de 4 livres 10 sols, sur laquelle somme de 4 livres 10 sols sera diminué par chaque mois 10 sols quand un chapelain aura travaillé en sus des 3 mois, terme fixé pour être reçu chapelain ;

(1) Le mot banque dans le langage typographique est synonyme de paye.

« 4° Avons arrêté que dans le cas où il y eût actuellement des chapelains et d'autres ouvriers qui désirent y être admis et même à l'avenir et qui ne se conformeraient pas au présent règlement, non seulement seront exclus pour l'année où le cas échouera, mais même pour toujours. »

En dehors de ces droits de chapelle, de chevet, de bienvenue, les ressources de la chapelle étaient très diverses. L'apprenti payait 6 livres comme droit de tablier; il abandonnait sa première banque quand il devenait compagnon; les batteries entre compagnons donnaient lieu à des amendes de 3 livres à 30 sols; l'oubli d'éteindre la chandelle enfin valait 5 sols. Un certain nombre d'exemplaires dits de chapelle était prélevé sur les tirages et vendu au profit de la caisse.

Cette caisse servait à payer les bombances que se permettaient les compagnons à la Saint-Jean et à la Saint-Martin; elle servait aussi à un usage plus noble, celui de caisse de secours mutuels.

Habitué ainsi à s'imposer les quelques sacrifices que nécessitait la chapelle, les compagnons étaient préparés à ceux que pouvait leur demander une organisation de résistance proprement dite.

Les chapelles paraissent avoir toujours été tolérées jusqu'au règlement de 1777, article 21, qui les interdit formellement.

Les manifestations collectives ouvrières. --- Le pouvoir sous l'ancien régime ne se borna pas seulement à interdire l'organisation des forces ouvrières, il s'opposa aussi à toute manifestation collective des ouvriers typographes. En ce qui concerne cette dernière interdiction, nous trouvons pourtant quelques exceptions.

Nous avons vu que le sénéchal de Lyon, en 1539, rendit sa sentence après avoir entendu une délégation de compagnons et de maîtres imprimeurs. Le 11 février 1655, la communauté « estimant que la voye d'accomodation être trouvée toujours la plus douce » (1), charge une commission de six maîtres imprimeurs de s'aboucher avec la délégation ouvrière composée de deux compagnons dûment mandatés.

Le droit d'ester en justice enfin, ne fut sérieusement contesté aux ouvriers qu'à partir de 1689. Un arrêt du Parlement du 14 août 1671 leur reconnaissait même formellement le droit d'assigner en justice qui ils voudraient. Un arrêt du 31 mars 1689 était plus libéral encore et les compagnons purent pendant quelque temps espérer pouvoir enfin s'organiser librement. Cet arrêt faisait « défense aux compagnons imprimeurs d'associer dans leur corps aucuns compagnons qui ne soient de la qualité requise, sous quelque prétexte que ce soit » (2). C'était reconnaître implicitement aux compagnons le droit d'association, contrairement à toutes les habitudes des temps; aussi, un arrêt du Conseil du 11 août 1689 vint-il annuler l'effet de l'arrêt du Parlement. Confirmant les décisions anciennes, il prohibe les « assemblées » et bourses communes des ouvriers imprimeurs. Il va même plus loin et, réagissant vigoureusement contre la tendance indiquée par le Parlement, il défend aux imprimeurs « de faire aucunes procédures et poursuites en nom collectif, sauf aux dits compagnons et à chacun d'eux en particulier à se pourvoir en cas de contravention aux règlements » (3).

Depuis cette époque, et malgré les réclamations des

(1) Registre de la Communauté, tome I.

(2) Bibl. nat. Man. franç. 22064.

(3) Bibl. nat. Man. franç. 22067.

typographes, les règlements maintinrent toujours ces dispositions rigoureuses.

En résumé, en ce qui concerne l'organisation ouvrière sous l'ancien régime, nous en sommes réduits presque entièrement aux conjectures. Le seul fait patent qui puisse être affirmé, c'est l'existence d'une organisation, plus ou moins rigide, mais constituée de façon suffisamment forte pour pouvoir résister aux prohibitions légales pendant trois siècles.

II

ACTION SYNDICALE OUVRIÈRE

La réglementation de l'apprentissage et du nombre des apprentis, les salaires, la durée de la journée de travail, telles sont les principales questions qui sollicitent l'activité des compagnons aux ^{xvi}e, ^{xvii}e et ^{xviii}e siècles.

Nous franchirions les limites de cette introduction historique en faisant l'histoire complète de ces revendications. Nous nous bornerons donc à examiner rapidement quels furent les moyens d'action des compagnons pour faire aboutir leurs desiderata et quels furent les résultats qu'ils purent ainsi obtenir.

XVI^e Siècle. — Les édits de 1539 et de 1541, rendus à la suite des troubles qui avaient agité l'imprimerie à Paris et à Lyon, marquaient pour les ouvriers l'échec complet de leurs revendications. Mais les compagnons n'acceptèrent pas passivement leur défaite, et ils engagèrent contre ces édits de longues procédures que vint clôturer un nouvel édit, celui de Gaillon (1571), confirmant en grande partie les précédents.

A ce nouvel acte législatif, les ouvriers opposèrent de nouveaux procès, et pour en hâter la solution, envoyèrent au Roi les *Remontrances et Mémoires pour les compagnons imprimeurs de Paris et de Lyon : Opposants contre les maîtres imprimeurs et les libraires desdits lieux et adjoints*. Le plaidoyer était habile, il fit impression ; le 10 septembre 1572, fut promulguée une déclaration « sur l'édit concernant les réformations de l'imprimerie », qui accordait satisfaction

aux compagnons sur la plupart de leurs réclamations, notamment sur la question des apprentis dont le nombre était limité à deux par atelier.

XVII^e Siècle — La fondation de la Communauté des Imprimeurs et des Libraires eut pour effet de rendre plus difficiles les rapports entre compagnons et maîtres, en raison des fonctions disciplinaires dont étaient investis le syndic et les adjoints. Un arrêt du Parlement, prononcé en juillet 1654, ayant confirmé toutes les dispositions du règlement de 1618 dont ils se plaignaient, les compagnons adressèrent à leur tour, le 4 août 1654, requête au Parlement demandant :

« 1^o L'élévation de leur salaire ;

« 2^o L'application des anciens règlements concernant l'apprentissage ;

« 3^o L'égalité des obligations des maîtres et des compagnons relativement aux délais-congés.

« 4^o De défendre aux maîtres de semer des billets, c'est-à-dire de s'envoyer entre eux des avertissements de ne pas embaucher tel ou tel ouvrier considéré comme mutin, cabaleur ou mauvais sujet (1). »

L'arrêt rendu par le Parlement le 12 juillet 1659 se bornait à prescrire l'application des règlements existants. De nouvelles réclamations que les compagnons présentèrent par la suite au Parlement n'amenèrent aucune solution. Elles portaient surtout sur la concurrence que leur faisaient subir les ouvriers provinciaux et étrangers, et sur l'obligation du billet de sortie.

XVIII^e Siècle — En 1723, à l'occasion de la promulgation du règlement général de la librairie et imprimerie de Paris,

(1) RADIGUER. *Maîtres imprimeurs et ouvriers typographes*.

qui maintenait toutes les règles auxquelles étaient assujettis les compagnons, ceux-ci présentèrent par requête leurs revendications au Roi. C'était surtout la question de la lettre de congé qui leur tenait le plus à cœur. Cette requête n'eut aucune suite, mais pendant toute la durée du xviii^e siècle, ce sera de la part des compagnons une résistance perpétuelle à tous les édits, à tous les actes judiciaires et législatifs qui tenteront de faire appliquer cette règle que les compagnons jugeaient contraire à leur dignité.

Conclusion. — En résumé, c'est toujours autour du règlement, qu'elle veut ou faire appliquer ou faire réformer, que gravite l'action corporative ouvrière sous l'ancien régime. Ce sont toujours les mêmes chefs de revendications qui sont présentés, mais sans la méthode ni l'esprit de suite que seule peut mettre dans son action une organisation syndicale fortement et librement organisée.

III.

L'ORGANISATION CORPORATIVE OUVRIÈRE
SOUS LA RÉVOLUTION

Les Clubs de typographes. -- Avec la Révolution, les ouvriers typographes allaient pouvoir s'organiser au grand jour, mais leur groupement n'aura qu'une existence bien éphémère. A peine avait-il eu le temps de naître et de se former que la loi Chapelier, en juin 1791, venait repousser les typographes sous un régime d'individualisme absolu bien plus rigoureux que celui dans lequel, au point de vue social, la Royauté s'était efforcée de les maintenir.

La Révolution, partie d'un principe tout autre que la Royauté, du principe contraire même, puisque c'était précisément la haine de l'ancien régime économique et la peur de sa renaissance qui la faisait agir, n'en arrivait pas moins sur le terrain de l'organisation ouvrière aux mêmes conclusions que la Royauté, à l'interdiction absolue de toute association corporative.

Quoi qu'il en soit, nous trouvons de 1789 à 1791, deux années très intéressantes, où sous forme de club, les typographes s'organisent fortement, tant à Paris qu'en province. Leur groupement s'appelait, à Paris, le Club typographique et philanthropique, et nous en connaissons la constitution et l'histoire par un périodique hebdomadaire qui parut du 1^{er} novembre 1790 au 31 mai 1791 sous le nom curieux de *Le Club typographique et philanthropique, dédié à MM. les contribuables*.

L'association, forte d'environ 1,200 membres, comprenait deux parties bien distinctes, une société de secours mutuels

et une organisation s'occupant exclusivement des intérêts corporatifs. Chaque atelier élisait son délégué, qui disposait aux assemblées d'un nombre de voix proportionnel au chiffre de ses mandants.

L'Action syndicale. — L'action du Club se fit sentir surtout à propos de deux questions qui sont encore aujourd'hui parmi celles qui sollicitent le plus l'activité syndicale ouvrière, l'apprentissage et les salaires.

Les tendances de ce groupement paraissent avoir été pondérées ; il est curieux de comparer l'état d'esprit dont semblent alors animés les typographes « syndiqués », comme on dira plus tard, à l'état d'esprit actuel de la Fédération française des Travailleurs du Livre. Nous retrouvons la même dignité calme dans la forme des revendications, les mêmes tendances à l'entente entre ouvriers et patrons après une franche discussion des intérêts respectifs.

Il n'est pas jusqu'à l'idée même d'une fédération entre tous les clubs provinciaux et parisiens qui n'ait été mise en avant par quelques esprits, sans succès d'ailleurs.

Déjà fortement organisés, les typographes, on le conçoit, accueillirent fort mal la loi Chapelier. Malgré leurs réclamations et leur activité, la peur d'une résurrection de l'ancien régime économique fut toujours assez forte dans les assemblées révolutionnaires pour que l'on demeurât sourd aux revendications des ouvriers à ce sujet.

PREMIÈRE PARTIE

L'Organisation et l'Action syndicales
chez les patrons.

PREMIÈRE PARTIE

L'ORGANISATION & L'ACTION SYNDICALES CHEZ LES PATRONS

Plan. — Nous nous proposons dans cette première partie de notre travail de passer successivement en revue l'origine et l'état actuel de l'organisation patronale, puis les diverses manifestations de cette action.

La Chambre parisienne, l'Union des Maîtres Imprimeurs, les syndicats provinciaux feront l'objet des trois premiers chapitres. Après avoir examiné dans un quatrième chapitre l'importance de cette organisation, nous aborderons l'étude de son action.

Grâce au dévouement très actif des dirigeants, l'œuvre des syndicats patronaux est considérable déjà. Laissant de côté les détails, nous ne nous arrêterons qu'aux manifestations importantes de cette activité. Nous adopterons la classification suivante : Travail et questions industrielles, questions commerciales et économiques, législation et jurisprudence.

Hâtons-nous de dire que cette classification est loin d'être parfaite — la plupart des questions que nous allons examiner étant d'ordre éminemment pratique, se rattachent en effet à la fois par un ou plusieurs côtés à chacune de ces catégories, — mais elle nous a paru l'une des moins mauvaises, parce que très simple ; c'est celle d'ailleurs de l'Union des Maîtres Imprimeurs dans ses congrès.

CHAPITRE PREMIER

LA CHAMBRE SYNDICALE DES IMPRIMEURS DE PARIS

I. Situation économique de l'Imprimerie avant 1839. L'évolution de l'idée syndicale chez les maîtres imprimeurs. — II. L'Association des Imprimeurs. — III. La Chambre syndicale des Imprimeurs-Typographes.

I.

SITUATION ÉCONOMIQUE DE L'IMPRIMERIE AVANT 1839. L'ÉVOLUTION DE L'IDÉE SYNDICALE CHEZ LES MAÎTRES IMPRIMEURS.

Situation économique de l'Imprimerie après la Révolution. — Aux lendemains de la période révolutionnaire, l'industrie de l'imprimerie se trouvait dans une situation des plus précaires. Le bouleversement amené par la Révolution qui créait la liberté économique absolue là où régnait auparavant la plus étroite des réglementations, un changement profond dans les besoins auxquels répondait l'imprimerie, le trouble général du marché, le contrôle arbitraire et souvent désastreux d'une police qui très fréquemment saisissait livres et journaux, toutes ces causes avaient contribué à semer les ruines et les faillites dans l'industrie du livre. Au lieu de 6 à 700 qu'ils étaient à Paris pendant les premières années de la période révolutionnaire, les imprimeurs étaient en prairial an ix réduits au nombre de 340. Aussi, dès

1799, voyons-nous reparaitre l'idée d'une réglementation étroite copiée sur celle de l'ancien régime (1).

De son côté, le Gouvernement se montrait désireux d'établir une réglementation de la profession, mais son désir procédait d'un tout autre mobile que celui des imprimeurs. Le but qu'il poursuivait était un but de police générale, il cherchait à établir un régime qui pût lui assurer la surveillance efficace de tous les imprimés.

Création des Brevets. — Après 15 mois de travaux, et l'étude de neuf projets successifs, le Conseil d'État elabora un décret qui parut le 5 février 1810. Ce décret limitait à 60 le nombre des imprimeurs parisiens désormais brevetés ; il les soumettait à un certain nombre de prescriptions étroites destinées à faciliter la surveillance de tous les imprimés ; le contrôle était assuré par la Direction générale de l'Imprimerie créée au ministère de l'intérieur.

L'organisation de la profession devait être l'objet de règlements ultérieurs. Au sein du Conseil d'État, deux opinions contraires s'étaient formées, l'une comportait la création de Chambres syndicales patronales et l'élaboration de règlements d'atelier, l'autre rejetait toute organisation corporative, persuadée que « moins on ferait, mieux on ferait ».

Le règlement promis ne fut jamais publié, mais en 1811 le nombre des imprimeurs brevetés fut élevé de 60 à 80. Le régime des brevets devait durer jusqu'au 10 septembre 1870.

La limitation du nombre des maîtres imprimeurs fut loin de produire, tout d'abord, l'amélioration attendue dans la situation économique de l'industrie du livre. Sous l'influence

(1) *Moyen sûr et infailible de rendre l'imprimerie à sa première splendeur et à sa première activité*, CAILLEAUX, PARIS, an VII. — *Mémoire sur le rétablissement de la Communauté des Imprimeurs de Paris*, par STOUPE, PARIS 1806. — *Idées générales sur les causes de l'anéantissement de l'Imprimerie*, etc., Orléans 1806.

de l'état perpétuel de guerre dans lequel vécut la France jusqu'en 1815, cette industrie arriva au dernier point de la misère; mais, avec la Restauration, et le rétablissement de la paix, une ère de prospérité survint qui dura jusqu'en 1850.

Les Succursalistes. — A partir de cette époque, de nouveau, des plaintes nombreuses s'élevèrent chez les imprimeurs parisiens. Parmi les principales causes de la situation précaire de leur industrie, ils citaient la perturbation apportée sur le marché du livre par l'introduction de la machine à imprimer, la concurrence faite aux imprimeurs parisiens par l'Imprimerie Nationale et par les imprimeurs de banlieue dont le nombre s'était élevé. Mais de tous les maux dont souffrait la typographie française, de l'aveu de tous, le plus grave était le développement des succursalistes. Quand un imprimeur breveté n'avait pas réussi dans ses affaires, il faisait exploiter son brevet par un ou plusieurs succursalistes, moyennant une rétribution annuelle. Ces succursalistes cédaient parfois eux-mêmes partie de leur droit à des sous-traitants; il en résultait un accroissement considérable du nombre des imprimeurs parisiens, qui se trouvait en réalité presque doublé (1). La concurrence devenait plus âpre et d'autant plus, que les succursalistes ne payant pas patente et n'ayant pas à amortir les frais d'achat d'un brevet, pouvaient abaisser leurs prix de revient, pratiquant ainsi de véritables prix de famine.

La police refusait d'intervenir. Elle déclarait n'avoir pas à le faire, les imprimés portant le nom d'un imprimeur breveté responsable. Toutes les plaintes adressées aux pouvoirs publics restaient vaines. C'est alors que les intéressés

(1) Rapport de la Commission de 1838.

résolurent de tenter un suprême effort auprès du ministre pour réclamer l'élaboration du règlement promis par le décret de 1810.

La Commission de 1838. -- Ils s'assemblèrent le 15 mai 1838 et chargèrent les esprits les plus éminents de la corporation réunis en Commission d'établir un rapport sur les moyens de « remédier à des abus qui s'étaient introduits dans l'exercice de la profession ». Ce rapport parut le 15 juin 1838 ; il fut communiqué au ministre appuyé d'une pétition portant 70 signatures. Après avoir passé en revue les maux dont souffrait la profession et dont nous venons de parler, le rapport proposait comme remède la création d'une « Chambre syndicale des Imprimeurs, constituée dans la forme de celle que possèdent plusieurs autres professions pour leur discipline ». Au sujet des conditions économiques très dures inhérentes à la nature de l'imprimerie, le rapport s'exprimait ainsi :

« N'est-il aucun soulagement possible à ces maux ? Nous pensons qu'on le trouverait, aussi honorable qu'efficace, dans le bon esprit et dans l'intention fermement arrêtée qui nous porterait à nous unir et à lutter avec persévérance contre toutes les difficultés de la position. Il nous paraît impossible qu'on n'obtienne pas des résultats favorables de l'accord qui présiderait à la recherche et à l'examen attentif de toutes les causes de dommage et d'improduction dont sont frappés nos établissements ; des rapports fréquents et officieux qu'entretenaient les imprimeurs ; des renseignements donnés et reçus ; des expériences acquises dans l'application des procédés nouveaux ; des conseils et de la réserve des plus anciens confrères ; des vues et des combinaisons progressives des plus jeunes. Et pour mettre en œuvre tous ces éléments d'amélioration, nous croyons fermement qu'il n'est pas de voie plus sûre que l'établissement ou plutôt le rétablissement d'une Chambre syndicale ou autre quant au nom.

« . . . Il est facile d'apprécier quels services peut rendre cette sorte de juridiction officieuse émanée des élus de leurs confrères, qui, sans autre considération que les principes d'équité et d'impartialité, veilleraient sur les intérêts de tous, maîtres et ouvriers..... La question du nombre des apprentis et les règles de l'apprentissage, les arbitrages amiables, le règlement des mémoires d'impression, enfin « toutes autres « affaires que le temps et l'expérience amèneraient successivement « pourraient utilement rentrer dans les attributions de la Chambre ».

A peu près à la même époque, paraissait une brochure ne portant aucune date et ne révélant d'autre nom que celui de l'imprimeur. Ces *Observations à l'appui d'un projet de statuts d'une Chambre des Imprimeurs* reprenaient, en les développant, les idées soutenues dans le rapport de la Commission, et étaient suivies d'un *Projet de statuts d'une Chambre des Imprimeurs en 18 articles*.

Tous ces efforts cependant n'avaient abouti à aucun résultat, et les imprimeurs résolurent de demander à l'initiative privée le remède aux maux dont ils souffraient.

II

L'ASSOCIATION DES MAITRES IMPRIMEURS

Son objet. — Le 30 août 1839 furent adoptés les premiers statuts de l'Association des Imprimeurs de Paris. Leurs 27 articles étaient précédés des considérants suivants qui résument succinctement et très nettement les causes qui ont déterminé les imprimeurs à organiser leur premier groupement corporatif moderne.

« Les soussignés, imprimeurs à la résidence de Paris,

« Considérant qu'ils ont, à plusieurs reprises, sollicité de l'autorité des mesures qui remédiassent aux abus qui se sont introduits dans l'imprimerie et réclamé le règlement promis par le décret constitutif du 5 février 1810;

« Que plusieurs jurisconsultes ont été d'avis qu'il n'y avait pas possibilité, en ce moment, d'obtenir des tribunaux le redressement desdits abus;

« Que depuis quelques années les maux qui frappent l'imprimerie n'ont fait que s'accroître et qu'il est urgent d'y apporter remède;

« Considérant que le seul moyen légal de remédier à cet état de choses est de constituer une association entre eux ;

« Que ce moyen a déjà été employé avec succès pour empêcher la ruine dont plusieurs industries étaient menacées ;

« Considérant que, s'il est difficile de déterminer dès à présent toutes les améliorations à introduire, les abus à combattre, il est cependant certains points sur lesquels tous les intérêts sont d'accord;

« Que l'extinction du marronnage (1) doit être le principal objet des efforts de l'Association ;

« Qu'il est également important que le corps des imprimeurs ne soit composé que d'hommes capables d'exercer cette industrie et dont les antécédents garantissent l'avenir ;

« Qu'il y a un avantage réel à créer des rapports suivis entre les imprimeurs et que, par suite de réunions régulières, il s'établira entre eux des usages et une confiance utiles à tous ;

« Considérant que si l'on peut, dès l'abord, redresser tous les abus, il devient d'autant plus important de se constituer d'une manière forte et durable, qui permette d'adopter les améliorations que l'usage, le temps et les discussions amèneront nécessairement ;

« Que, pour arriver à cette constitution, il est indispensable d'exciter et d'entretenir le zèle des membres de l'Association, comme aussi de maintenir l'exécution des statuts par des récompenses et des peines ;

« Par tous ces motifs et d'après ces considérations,

« Après avoir consulté les statuts des diverses sociétés déjà existantes, et pris l'avis de plusieurs jurisconsultes ;

« Après en avoir mûrement délibéré ;

« Les susdits soussignés ont rédigé les articles suivants pour servir de statuts à l'Association des Imprimeurs de Paris. »

Le but poursuivi, c'est, d'une façon générale : de suppléer à l'absence du règlement promis par le décret du 5 février 1810 (art. 2), puisque, sans qu'aucune durée limite fût fixée, l'obtention de ce règlement devait marquer le terme de l'Association tout au moins sur ses bases primitives (art. 3). La suppression du marronnage devait résulter de l'interdiction formelle qu'acceptaient les adhérents de « donner, louer

(1) Les succursalistes étaient aussi appelés imprimeurs marrons.

ou vendre à qui que ce soit, pour quoi que ce soit, et sous quelque prétexte que ce soit, le droit d'imprimer sous leur nom » (art. 4).

Un article additionnel aux statuts stipule que : « Les imprimeurs, que des engagements contractés avec un ou plusieurs marrons empêcheraient, quant à la question du marronnage seulement, d'exécuter dès à présent lesdits statuts, peuvent néanmoins y adhérer pour toutes les autres clauses. Mais ils devront faire connaître la durée des engagements qu'ils auraient contractés et se soumettre rigoureusement aux clauses qui concernent le marronnage, après l'expiration des dits traités. »

Le développement des connaissances professionnelles enfin avait paru une tâche assez importante à remplir pour qu'elle fût statutairement fixée. Mensuellement devaient avoir lieu des conférences dont le but était de « fixer les usages à introduire dans l'imprimerie ; de créer entre les adhérents des relations suivies ; de s'éclairer mutuellement sur les besoins, les charges et les droits des imprimeurs. » Chaque membre présent avait droit à un jeton de la valeur de 2 fr. 50.

Organisation intérieure de l'Association.— L'organe actif de l'Association était un bureau composé de 9 délégués nommés en assemblée générale et qui s'appela la Chambre des Imprimeurs. Les réunions du Bureau devaient avoir lieu une fois par mois et donnaient droit à un jeton de présence de 2 fr. 50.

Quant au budget de l'Association, un droit d'entrée de 50 fr. et une cotisation annuelle de 50 fr. en devaient assurer les ressources.

Nous avons vu dans les documents cités plus haut que la volonté des imprimeurs était d'organiser une véritable cham-

bre de discipline. Aussi ne devons-nous pas nous étonner de trouver dans les statuts de l'Association, tout un ensemble de mesures coercitives et de punitions véritables.

« Tous les adhérents sont tenus d'assister aux réunions générales. Les absents, sans excuses valables et admises par l'assemblée, seront *punis* d'une amende de 20 fr. » (art. 11).

« Toute infraction aux engagements pris sera *jugée* par le bureau qui a pouvoir d'arbitre. L'associé présumé en défaut sera cité devant lui, entendu dans ses explications et *condamné*, s'il y a lieu :

1° A l'avertissement;

2° A la réprimande;

3° A l'exclusion des conférences pendant un temps plus ou moins long;

4° A l'exclusion de la Société, avec perte des sommes versées.

Il pourra, en outre, être condamné à une amende de 10 à 50 francs » (art. 19).

Les condamnations sont sans appel et sans recours en cassation, sauf en ce qui concerne le cas d'exclusion définitive qui est susceptible d'appel devant l'assemblée générale (art. 20).

Toute *citation à comparaître*, toute *sommation de payer* demeurée infructueuse, donnera lieu contre le *défaillant* à une amende de 20 francs.

La radiation d'office est prononcée contre l'associé récalcitrant qui trois fois refuse *d'obtempérer*.

« La sentence rendue par les arbitres délégués, comme il est dit à l'article 19, et portant condamnation au payement des amendes stipulées, sera en outre déposée, conformément à l'article 1020 du Code de procédure civile, au greffe du Tribunal civil de la Seine et rendue exécutoire par le Président. »

Ne croirait-on pas, en lisant ces articles que nous venons de citer, parcourir un code pénal?

Ce langage procédurier, la rigueur des sanctions édictées, nous montrent mieux qu'aucun discours que la situation paraissait grave et qu'il fallait pour l'améliorer adopter une attitude énergique.

Sur 80 imprimeurs parisiens alors brevetés, 50 adhèrent à ces rigoureux statuts et vont chez le notaire déposer leur signature au bas de l'acte constitutif.

Situation légale de l'Association. — Quelle fut la situation légale de cette Association? A aucun moment, elle ne sera autorisée ni reconnue légalement par l'Administration. Dès sa naissance, les délégués ne négligent aucune démarche pour arriver à lui donner une existence officielle. Mais, quels que soient leurs efforts ils ne peuvent réussir; les autorités se bornent à tolérer l'existence de l'Association.

Il est vrai qu'à défaut d'une reconnaissance officielle, le Gouvernement donna à l'institution nouvelle une véritable approbation tacite. C'est au *Moniteur* que paraissait l'annonce de la nomination des nouveaux officiers de l'Association (1); C'était elle qui délivrait les certificats de capacité pour l'obtention des brevets; elle obtint de répartir les prix institués au XVIII^e siècle par l'imprimeur Coignard, en faveur de quatre typographes choisis parmi les vétérans du métier; elle remplissait auprès des tribunaux les fonctions d'arbitre.

Mais ce sera seulement la loi de 1884 qui fixera l'existence légale de l'Association, dès lors transformée en syndicat professionnel.

Son fonctionnement et les modifications dans son organisation jusqu'en 1870. Dans les premières années de

(1) PAUL DUPONT, *Histoire de l'Imprimerie*.

sa fondation, l'Association fonctionna régulièrement et activement. Le siège de ses réunions se trouvait rue de Turenne, n° 12, dans des locaux loués à des sociétés qui se réunissaient périodiquement.

Une campagne vigoureuse contre les succursalistes, l'établissement après bien des efforts d'une jurisprudence déclarant illicite la concession par un maître de l'exploitation de son brevet, l'habitude enfin prise par le Ministre d'exiger des nouveaux brevetés l'engagement écrit de ne prendre aucun succursaliste, aboutissent à la disparition presque complète des imprimeurs marrons (1).

Mais si l'Association put atteindre ainsi l'un des buts qu'elle s'était proposés, elle échoua complètement dans les tentatives qu'elle fit auprès du Ministre, pour obtenir le fameux règlement tant attendu.

Les événements de 1848 vinrent interrompre le fonctionnement régulier de la Chambre. Le 25 février 1850, le Président expose « qu'il serait peut-être temps de reprendre les anciennes habitudes de l'Association et d'en réunir mensuellement les membres comme par le passé » (2).

Cependant, le chiffre de la cotisation paraissait trop élevé à beaucoup d'imprimeurs. Les statuts furent revisés dans ce sens, le 11 mars 1850. Provisoirement le versement d'un droit d'entrée était supprimé, la cotisation annuelle réduite à 20 francs, et à 5 francs l'amende encourue en cas d'absence aux réunions. Par contre, les jetons de présence de la Conférence mensuelle et du Bureau étaient supprimés.

Le 12 mai 1853, sont votées les modifications définitives aux statuts. Le droit d'entrée reste supprimé et la cotisation annuelle est fixée à 30 francs. Le jeton de présence de la

(1) DELALAIN, *Bulletin Ch. synd.*, p. 131 (1901).

(2) Compte rendu des travaux de la Chambre pendant les années 1840, 1841 et 1842.

Conférence des imprimeurs est rétabli ; l'on supprime l'amende encourue pour absences aux assemblées générales, mais l'on gratifie d'un jeton de présence tous les membres présents.

L'Association des Imprimeurs après la suppression du brevet jusqu'à 1880. -- Le décret du 10 septembre 1870, qui supprimait les brevets apporta une certaine perturbation dans le fonctionnement de l'Association des Imprimeurs.

Le but principal de l'Association, l'obtention d'un règlement ne pouvait plus être atteint désormais et il était nécessaire que celle-ci s'organisât sur de nouvelles bases. Les nouveaux statuts furent adoptés en 1876.

Le but de l'Association est maintenant « d'entretenir entre tous ses membres des rapports de bonne confraternité et de soutenir vis-à-vis de l'autorité ou des tiers les intérêts généraux des imprimeurs » (art. 2.)

Pendant longtemps l'Association croira devoir affirmer le droit à une indemnité des imprimeurs brevetés, en refusant d'admettre dans son sein les imprimeurs nouveaux venus à la profession. L'article 3 des statuts porte en effet que jusqu'à ce qu'il ait été statué définitivement sur la question de l'indemnité due pour le retrait des brevets, les titulaires d'imprimeries anciennement brevetés ou leurs associés seront seuls admis dans l'Association.

La cotisation, l'organisation intérieure restent les mêmes, mais l'Association perd complètement son caractère si original de chambre de discipline. Tout ce qui procédait de cette idée a disparu dans les nouveaux statuts, où nous ne trouvons plus trace d'aucune contrainte. La Conférence des imprimeurs avait disparu elle aussi. L'Association paraissait sous sa forme nouvelle plus débile que l'ancienne organisation dont elle ne possédait plus la forte armature.

Ce régime d'exclusivisme à l'égard des imprimeurs nouveaux dura jusqu'en 1880. Mais la physionomie du marché de l'imprimerie s'était modifiée. De grandes maisons nouvelles s'étaient fondées à Paris; d'importants travaux d'impressions avaient quitté la capitale pour la banlieue ou les départements; malgré tous les efforts des intéressés, la question de l'indemnité de brevet semblait ne devoir être jamais tranchée, sinon défavorablement aux intérêts des imprimeurs. Il parut alors que c'en était fait de l'Association, si elle persistait dans son attitude de protestation et qu'il lui fallait, pour continuer à vivre, s'adapter franchement aux conditions économiques nouvelles de l'imprimerie. Le 19 mai 1880, l'assemblée générale votait les nouveaux statuts.

Les nouveaux statuts de 1880. — Aux termes de l'article 1^{er}, l'ancienne Association des Imprimeurs de Paris s'ouvrait désormais aux imprimeurs non brevetés, puis aux imprimeurs de province. Mais il était stipulé dans l'article transitoire que l'entrée des nouveaux imprimeurs dans l'Association n'impliquait de la part de leurs confrères brevetés aucun abandon du droit à une indemnité.

Le but poursuivi restait le même, l'article 3 le précisait en le détaillant. L'on faisait en outre un effort vers le rétablissement des conférences : « Le deuxième mercredi de chaque mois, à la diligence du secrétaire, une assemblée sera tenue dans laquelle seront examinées et discutées toutes les propositions, questions ou communications intéressant la corporation, dont un des adhérents aura, par lettre adressée au président, demandé la mise à l'ordre du jour au moins cinq jours à l'avance. » (article 13).

La cotisation enfin était de nouveau portée à 50 francs.

III.

LA CHAMBRE SYNDICALE DES IMPRIMEURS TYPOGRAPHES

La loi de 1884 sur les syndicats professionnels. —

Quelques années après cette évolution si radicale de l'Association des imprimeurs, était votée la loi sur les syndicats professionnels. Il y avait avantage pour l'Association à se transformer en syndicat et, en décembre 1884, elle mettait ses statuts en harmonie avec la nouvelle législation.

Elle ajoutait à ses sujets d'activité « les consultations à donner aux pouvoirs publics, sur tous les différends et toutes les questions se rattachant directement ou indirectement à l'imprimerie, conformément à l'article 6 de la loi du 21 mars 1884. » « Après avis conforme de l'assemblée générale, la Chambre pourra se concerter pour l'étude et la défense de ses intérêts économiques, industriels et commerciaux avec toute autre association de patrons régulièrement constituée, conformément à l'article 5 de la loi de 1884. »

Aucun autre changement important n'était apporté aux statuts. Depuis, à diverses reprises, quelques modifications de détails furent votées en assemblée générale.

L'Association prend le nom de Chambre syndicale. —

Cependant l'Association continuait de s'appeler l'Association des Imprimeurs, de même que la réunion de ses neuf délégués formait toujours la Chambre des Imprimeurs. Mais depuis la loi de 1884, il s'était formé un grand nombre de syndicats et l'usage tendait à confondre les deux termes de syndicats et de chambres syndicales. Le 5 mai 1890, l'Asso-

ciation prit le nom de Chambre syndicale des Imprimeurs Typographes et son bureau abandonna le nom de Chambre des Imprimeurs pour prendre celui de Bureau de la Chambre syndicale.

Ajoutons enfin que depuis le 21 avril 1899, les réunions du deuxième mercredi de chaque mois ont disparu; il n'y a plus maintenant d'autres réunions que les séances mensuelles du bureau et les assemblées générales annuelles ou extraordinaires.

La formation de la Commission parisienne de la Chambre. — Entre les imprimeurs parisiens et les imprimeurs de province, il existe un certain antagonisme d'intérêts. Les conditions de production diffèrent pour Paris et pour la province; une main-d'œuvre moins chère, des frais généraux moindres, permettent aux imprimeurs provinciaux, pour certains travaux dits de « labeurs », notamment pour le livre, d'obtenir des prix de revient plus bas que ceux des imprimeurs parisiens. Il s'ensuit une concurrence très âpre, et l'exode d'un grand nombre de travaux d'édition provoqua chez quelques imprimeurs parisiens le désir de former un groupe spécial pour défendre leurs intérêts menacés.

D'ailleurs, la Chambre syndicale n'était plus le seul groupement corporatif patronal de l'imprimerie typographique. Des syndicats provinciaux, puis l'Union des Maîtres Imprimeurs s'étaient créés, et montraient une très grande vitalité.

La question se posa donc de décider si la Chambre syndicale des Imprimeurs Typographes continuerait à accepter dans son sein les imprimeurs de province ou si elle se bornerait uniquement à grouper les imprimeurs parisiens.

Le problème était complexe, car il fallait tenir compte

d'un très grand nombre de considérations de fait qu'il ne nous appartient pas d'examiner ici. Étudiée dans une assemblée générale extraordinaire, tenue le 24 mai 1905, la question ne put être tranchée. L'on décida enfin en novembre 1906 de ne pas modifier la constitution de la Chambre. L'on se contentait de former un sous-groupement : la Commission parisienne, composée exclusivement de membres parisiens fut chargée de trancher toutes les questions relatives aux intérêts spéciaux des imprimeurs typographes de Paris.

Ce groupement, sans personnalité propre, se superpose à la Chambre syndicale des Imprimeurs Typographes ; il est représenté par un bureau de neuf membres.

CHAPITRE II

L'UNION SYNDICALE DES MAÎTRES IMPRIMEURS DE FRANCE

I. Les premiers Congrès des Maîtres Imprimeurs. — II. L'Union syndicale des Maîtres Imprimeurs de France.

I.

LES PREMIERS CONGRÈS DES MAÎTRES IMPRIMEURS

Caractère des premiers Congrès. — Les Congrès de maîtres imprimeurs, qui eurent lieu de 1840 à 1894, à des intervalles très irréguliers, ne procédaient d'aucune tendance syndicale proprement dite. Il nous paraît cependant nécessaire d'en retracer rapidement l'histoire ; car ces congrès sont les premières manifestations de l'idée qui, en se transformant et en se développant, devait aboutir à la création de la principale association syndicale des imprimeurs français, l'Union syndicale des Maîtres Imprimeurs de France.

Congrès de Tours, 20 novembre 1848. — Ce furent deux imprimeurs de Tours (1) qui eurent les premiers l'idée de grouper dans un congrès tous les imprimeurs de France pour traiter de leurs intérêts communs. Ils

(1) MM. Lecesne et Alfred Laurent.

envoyèrent à tous leurs confrères une circulaire dans laquelle ils insistaient sur la nécessité de discuter en commun certaines questions particulièrement intéressantes pour l'avenir de l'imprimerie typographique. Les moyens d'empêcher l'accroissement du nombre des brevets, une centralisation trop complète des impressions administratives au profit de Paris, les responsabilités pénales des imprimeurs, l'Imprimerie nationale, telles étaient les principaux sujets dont ils proposaient l'étude.

Le Congrès se tint à Tours le 20 novembre 1848. Sur les 92 congressistes présents, la très grosse majorité étant des imprimeurs des départements, il fut décidé que la commission du Congrès se mettrait en rapport avec la Chambre syndicale de Paris. Une commission spéciale fut nommée à cet effet par les Parisiens dont l'assemblée générale avait, le 29 novembre 1848, adopté toutes les décisions du Congrès de Tours.

Il y avait là, semble-t-il, un premier effort vers un groupement corporatif national, mais cet effort restera vain, et ce sera seulement vingt ans plus tard que les imprimeurs songeront de nouveau à se réunir en congrès.

Congrès de 1867. — L'heure, il est vrai, était pour eux très grave. Une loi sur la Presse allait être discutée au Corps législatif et la question de la suppression des brevets était à l'ordre du jour.

Le maintien du régime des brevets, ou tout au moins en cas de suppression l'octroi d'une indemnité suffisante, la diminution des responsabilités légales, tel est le but auquel tend la corporation des maîtres imprimeurs tout entière. Presque en même temps, en février et en mars 1867, à Paris, à Tours, à Troyes se réunissent des congrès qui dis-

cutent la question. A Paris enfin, le 31 mars, se tient un Congrès général qui groupe, tant comme présents que comme adhérents, plus de 650 imprimeurs.

Le Bureau du Congrès fut assez actif et assez heureux pour faire triompher une partie des réclamations qu'il avait été chargé de présenter; aussi, en 1868 et en 1869, reçut-il de toutes les parties de la France une grande quantité de lettres réclamant la tenue d'une nouvelle assemblée.

Congrès de 1869. — Ce Congrès se réunit le 31 octobre 1869 à Paris. Ce n'était plus seulement une réunion improvisée, provoquée par une nécessité impérieuse et fortuite, c'était déjà un groupement organisé : chaque adhérent devait envoyer d'avance une cotisation de 10 francs destinée à parer aux frais divers de publicité et d'organisation.

L'assemblée ne tardait pas d'ailleurs à entrer très avant dans la voie de l'association corporative, en décidant que le Bureau conserverait tous pouvoirs jusqu'à ce que fût réglée la question du régime de l'imprimerie, qu'il se constituerait en Secrétariat général des Imprimeurs de France, et qu'il s'occuperait de former des syndicats départementaux, qui devaient se maintenir en rapports suivis avec le Syndicat central siégeant à Paris.

Sous une forme déjà remarquablement nette, c'était l'idée qui, reprise vingt-cinq ans plus tard, devait donner naissance à l'Union des Maîtres Imprimeurs de France. N'est-il pas, d'ailleurs, tout naturel de songer à prolonger les effets d'un congrès par une organisation permanente, chargée à la fois de mener à bonne fin les résolutions prises en commun et de préparer la réunion et l'ordre du jour du Congrès suivant.

Si l'Union des Maîtres Imprimeurs ne fut pas créée en 1869, c'est que le Bureau du Congrès n'eut pas le loisir d'élaborer les statuts qui auraient constitué entre chaque adhérent le lien syndical nécessaire. L'objectif, c'était de faire aboutir les conclusions adoptées. L'organisation syndicale n'était qu'un moyen, non un but, et le Bureau ne s'en occupa juste que dans la limite qui lui fut nécessaire pour atteindre son but. Il fonda des syndicats départementaux, certes, mais, en l'absence de tout lien statutaire, ces groupements dont l'activité se réduisit à un seul objet n'eurent du syndicat professionnel que le nom. Le seul lien qui pût donner de la cohésion au Syndicat général des Imprimeurs de France et aux syndicats départementaux, c'était l'œuvre commune poursuivie d'ailleurs avec activité; aussi, ne survivront-ils pas au décret de septembre 1870 qui faisait disparaître le but qu'ils poursuivaient.

II.

L'UNION SYNDICALE DES MAÎTRES IMPRIMEURS

Fondation de l'Union. — Ce fut l'initiative du syndicat patronal de Nantes qui fit, en 1893, renaître la tradition des Congrès de maîtres imprimeurs. Un comité d'organisation se constitua et parvint à réunir 310 adhésions. Le Congrès se tint à Lyon en septembre 1894.

L'on songeait à faire de ces assemblées une institution régulière. L'on décida donc de se réunir l'année suivante à Marseille; une commission permanente fut chargée de faire aboutir les vœux adoptés tout en préparant l'organisation du prochain Congrès.

Le mot d'union avait été timidement prononcé, à Lyon, mais il ne paraissait pas avoir retenu l'attention générale. Quelques imprimeurs cependant, favorables à l'idée, parvinrent à faire partager leurs vues à la Commission permanente et à lui faire accepter le principe d'une fédération des syndicats des maîtres imprimeurs de France. La proposition, portée à l'ordre du jour du Congrès de Marseille, fut soutenue par M. Jobard, imprimeur à Dijon, qui soumit un projet de statuts à l'approbation de l'assemblée. Acceptés provisoirement, pour la durée d'un an, ces statuts devaient être définitivement discutés et arrêtés au Congrès suivant.

Les premiers statuts de l'Union. L'Union des Maîtres Imprimeurs de France se donnait pour but de centraliser les efforts de tous les syndicats de maîtres imprimeurs existants, de servir d'intermédiaire entre les imprimeurs et les pouvoirs publics, d'aider par tous les moyens à la fondation de nou-

veaux syndicats et enfin d'assurer chaque année la réunion d'un Congrès.

Elle s'ouvrait non seulement aux imprimeurs typographes, mais encore à tous les imprimeurs, lithographes, phototypeurs, taille-douciens, photgraveurs, etc. Elle comprenait d'une part des syndicats, d'autre part, des membres actifs individuels.

Ses tendances étaient générales, et, elle entendait se superposer aux groupements syndicaux existants, sans vouloir en aucune façon se substituer à eux. A ce sujet, le principe de l'action de l'Union fit l'objet de nombreuses controverses, et, à l'heure actuelle, malgré que cette association soit devenue un véritable syndicat, la nature de ses attributions est encore imprécise dans l'esprit de beaucoup de ses adhérents.

Les ressources de l'Union étaient assurées par les cotisations annuelles. Les syndicats payaient proportionnellement au nombre de leurs adhérents à raison de deux francs par tête. Les membres individuels versaient trois ou cinq francs, selon qu'ils étaient ou non membres d'un syndicat adhérent.

L'objet principal de l'Union était d'assurer la réunion du Congrès, et c'était là la grande préoccupation des statuts. Ces Congrès, annuels, avaient pour mission de nommer le Comité central, d'approuver les comptes rendus des travaux de l'année, et surtout de discuter les questions portées à l'ordre du jour et rapportées par un membre adhérent. Le président de l'assemblée devenait de droit président de l'Union jusqu'au prochain Congrès. Les travaux de ces assemblées devaient être réunis en un volume dont chaque sociétaire recevait un exemplaire.

Un comité central, composé d'au moins vingt membres, était chargé de l'administration de l'Union. Chaque syndicat y pouvait envoyer un délégué.

Un bulletin périodique, enfin, devait tenir les adhérents au courant des travaux de l'Union.

Tels furent, au début, les statuts de l'Union des Maîtres Imprimeurs de France. Dans le cours de l'existence du syndicat, ils devaient recevoir de nombreuses modifications, et lors du dernier Congrès, tenu à Bordeaux en 1907, la question de leur transformation figurait encore à l'ordre du jour.

Plan de l'étude de l'organisation de l'Union. — Nous allons passer rapidement en revue ces transformations successives, en examinant l'organisation actuelle de l'association au point de vue : 1° de sa constitution proprement dite, c'est-à-dire de sa forme et de ses éléments constitutifs ; 2° de ses ressources financières ; 3° de ses Congrès ; 4° de son administration.

Transformation de l'Union en un Syndicat professionnel proprement dit. — L'idée première de la Commission permanente du Congrès qui décida, en 1895, d'élaborer un projet de statuts, était de fonder une fédération de syndicats. Cependant, il fallait d'abord vivre, et pour cela réunir un chiffre de cotisations suffisant. Rejeter les 180 membres individuels, qui, d'avance, donnaient leur adhésion, c'était se priver d'un concours financier important déjà et susceptible de le devenir bien davantage.

Les statuts provisoires permirent donc l'admission de membres individuels, et c'est le même argument financier qui, l'année suivante, fit adopter les statuts définitifs sur cette base, malgré l'avis des Chambres syndicales de Paris et de Lyon.

Les partisans de la forme fédérale opposaient à l'argu-

ment financier un argument qui avait, lui aussi, son importance. Quelle était la situation légale de l'Union? Si l'on en faisait une Fédération de syndicats, aux termes de l'article 5 de la loi de 1884, sa situation était parfaitement légale. Si, au contraire, l'on continuait de grouper des individus et des syndicats, l'existence de l'Union serait-elle légale; comment devait-on interpréter l'article 5 de la loi de 1884?

Les statuts, tels qu'ils étaient conçus, avaient bien été acceptés au ministère; mais, postérieurement à leur dépôt, un incident assez significatif était venu montrer que l'opinion de l'Administration avait changé quant à l'interprétation de l'article 5 de la loi de 1884. Les papetiers ayant voulu former une Union, avaient élaboré des statuts copiés sur ceux de l'Union des Maîtres Imprimeurs; or, le dépôt de ces statuts avait été refusé au ministère parce que le fait de grouper concurremment des individus et des syndicats avait paru alors contraire à la loi.

C'est sur ce terrain, qu'au Congrès de 1898, s'engagea la discussion entre les partisans de la forme fédérale et ceux de la forme syndicale proprement dite. Il fut admis sans conteste, qu'il fallait, pour donner à l'Union une existence légale indiscutable, opter entre les deux solutions. En fait, l'organisation syndicale des maîtres imprimeurs était bien trop insuffisante pour que pût vivre et prospérer une fédération de syndicats, et cette solution se trouvant écartée *ipso facto*, l'on décida de transformer les statuts de l'Union dans le sens d'un syndicat professionnel.

Malgré cette modification, l'on ne pouvait se résoudre à changer le nom de l'association, ce nom d'Union, sous lequel elle s'était fait connaître. L'on s'avisa alors d'accoler au mot Union l'épithète « syndicale », et l'Association devint l'Union syndicale des Maîtres Imprimeurs de France.

Éléments constitutifs de l'Union. — L'article 2 de la loi de 1884 stipule que les syndicats se composent « de personnes exerçant la même profession, des métiers similaires ou des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés. » Or, l'Union comprenait d'un côté d'anciens imprimeurs et de l'autre des fournisseurs. L'on pouvait admettre les fournisseurs, comme exerçant des professions connexes concourant à l'établissement de produits déterminés ; mais il fallait qu'ils fussent sur un pied d'égalité parfaite avec les imprimeurs.

L'on avait bien songé à créer pour eux une catégorie spéciale de membres qui n'auraient eu que voix consultative, mais c'eût été contraire à la loi. Après de très chaudes discussions, l'on décida que l'association ne recevrait plus à l'avenir aucun fournisseur, mais que les fournisseurs déjà adhérents continueraient de faire partie de l'Union avec les mêmes droits que les imprimeurs. Ce vote privait l'Union d'un concours financier assez important. Sous l'influence d'impérieuses nécessités budgétaires, l'assemblée générale du 20 février 1905 a cru devoir revenir à l'idée première. De nouveau, les fournisseurs furent admis dans l'association, mais seulement à titre de membres associés.

Quant aux anciens imprimeurs, ils devinrent, après 1898, membres d'honneur. Les membres d'honneur sont nommés par le Congrès. Ils n'ont aux congrès et aux assemblées générales que voix consultative et ils ne peuvent faire partie du Comité central.

Ajoutons enfin que les statuts s'opposent à l'admission des directeurs, gérants ou administrateurs d'associations ouvrières de production.

Tendances vers une orientation nouvelle. — L'Union

se compose donc à l'heure actuelle de membres adhérents, de membres associés, de membres d'honneur et de membres correspondants. Elle est devenue un véritable syndicat, mais un syndicat s'étendant à toute la France.

Cette forme qui était réellement la seule possible lorsqu'il fallut prendre une décision, présente bien des inconvénients, et les partisans d'une orientation nouvelle se montrent nombreux. De temps à autre, dans les Congrès, la question donnait lieu à quelque courte discussion, mais c'est surtout après la grève générale de 1906 que se précisèrent certains mécontentements. En raison du rôle très effacé où se maintint l'Union pendant la lutte, quelques désillusions se produisirent au sujet de son utilité. L'on sentait qu'à la Fédération ouvrière, il eût été bon d'opposer une Fédération patronale, aussi rigide et aussi fortement organisée.

La question de la transformation de l'Union dans ce sens fut agitée à l'Assemblée générale de Marseille, en octobre 1906, au lendemain même de la grève. Portée à l'ordre du jour du Congrès de Bordeaux (juin 1907), elle était l'une des questions les plus importantes qu'eût à résoudre l'assemblée.

Les ressources financières de l'Union. Aux termes des statuts primitifs, la cotisation de chaque syndicat était de 2 francs par syndiqué et celle des membres individuels de 3 ou 5 francs selon qu'ils faisaient ou non partie d'un syndicat adhérent.

Ces cotisations ne procuraient à l'Union que des ressources très minimes, qui ne suffisaient même pas à couvrir les frais matériels des Congrès.

Pour assurer l'équilibre du budget, la cotisation fut portée par le Congrès de Paris, en 1897, à la somme de 12 francs; celle des imprimeurs faisant partie d'un syndicat adhérent

était réduite à 10 francs, 2 francs restant à la charge de celui-ci.

Cependant les ressources continuaient d'être insuffisantes pour assurer la marche du syndicat et pour lui permettre de faire aboutir la plupart des revendications patronales.

« Nous n'avons pas assez d'argent, avouait le président du Congrès de Dijon en 1901, nous sommes pauvres et nous avons les mains liées ; or, nous ne voulons pas augmenter la cotisation de 12 francs, estimant la chose difficile, et nous vous demandons s'il y a dans l'Union des membres assez généreux pour nous donner de bon cœur chaque année un billet de 50 ou de 100 francs. »

L'année qui suivit le Congrès de Dijon, 19 membres se firent inscrire pour une cotisation de 100 francs et 10 pour une cotisation de 50 francs. L'augmentation de recettes était de 2,032 francs, c'était bien loin de ce qu'avait espéré le Comité central ; et bientôt, devant l'accroissement des dépenses, il fallut encore une fois songer à augmenter les ressources.

L'élévation du taux des cotisations parut impraticable, car l'on voulait conserver l'Union largement ouverte et abordable à tous. L'on décida de perfectionner le système adopté à Dijon ; mais cette fois, au lieu de songer à ménager la modestie des membres fondateurs ou donateurs, en tenant leur générosité secrète, bien au contraire, le Comité central avoua franchement qu'il fondait de grandes espérances sur l'amour-propre de chacun ! Une assemblée générale extraordinaire adopta, le 20 février 1905, le nouveau régime financier qui est actuellement celui sous lequel vit l'Union syndicale. Les adhérents sont divisés en quatre catégories, suivant l'importance de leur industrie, auxquelles correspondent respectivement des cotisations de 100, 50, 25 et 12 francs.

De plus, l'on rétablit les membres associés, eux-mêmes divisés en quatre catégories.

La psychologie pratique du Comité central eut pour résultat appréciable d'augmenter les recettes de près de 3,000 francs, quoique le choix de la catégorie dans laquelle il se range appartienne sans contrôle aucun à chaque adhérent.

Les Congrès. — La réunion du Congrès annuel, tel était à ses débuts l'objet principal de l'Union. L'on peut même dire que l'Union en elle-même n'était guère alors que le prolongement et l'émanation du Congrès. Puis avec le temps, sa personnalité s'accuse, son organisation se perfectionne, elle devient un véritable syndicat. Tandis que d'abord le Comité central n'était que l'organe d'exécution du Congrès, bientôt il agit de sa propre initiative, faisant preuve d'une grande activité. Les Congrès deviennent en fait de véritables assemblées générales régies par les règles ordinaires à ces assemblées; et s'ils conservent la caractéristique des congrès qui est la discussion des questions à l'ordre du jour, ils n'abordent plus que les questions de principe. Leur rôle consiste à approuver l'action du Comité central et à lui donner une direction générale à suivre pour l'avenir.

D'ailleurs, les statuts révisés par le Congrès de Bordeaux en 1898 stipulent que le Comité central peut décider exceptionnellement de remplacer le Congrès par une assemblée générale ordinaire. Cette assemblée est régie par les mêmes règles que le Congrès; elle a les mêmes attributions que lui, mais en diffère sur les deux points suivants: 1° elle se tient au siège social; 2° l'élection d'un nouveau président de l'Union n'est pas assujettie à l'obligation de l'article 29 stipulant qu'il doit être choisi parmi les adhérents de la ville où se tient le Congrès.

C'est souvent une grosse difficulté, pour les organisateurs des congrès de trouver un nombre de rapporteurs suffisant. Il arrive que des rapports sont attribués d'office à des bonnes volontés escomptées qui se refusent ou ne peuvent mettre à leur travail toute l'ardeur nécessaire. Mais très souvent aussi, les questions à l'étude font l'objet de rapports remarquables. Et, comme les travaux des congrès sont publiés en une brochure distribuée aux adhérents, cette collection de comptes rendus forme une précieuse bibliothèque, qui constitue certainement l'une des œuvres les plus utiles et les plus intéressantes de l'organisation syndicale des maîtres imprimeurs.

L'Administration de l'Union. — L'Union est administrée par un Comité central composé d'au moins 21 membres, et dans lequel chaque syndicat est représenté de droit soit par son président, soit par un délégué. Les membres du Comité sont nommés pour trois ans en congrès ou en assemblée générale. Ils se réunissent sur convocation du Président.

Nous avons vu que pendant les premières années de son existence la personnalité de l'Union s'était peu accusée, et que le Comité central se bornait à assurer l'exécution des décisions prises par le Congrès. Cependant, en 1897, deux ans après sa fondation, l'Union comptait déjà un très grand nombre d'adhérents. Il fallait songer à entretenir « la vie dans ce grand corps » (1) et pour cela il fallait « un centre, absolument comme un cœur à notre organisme » (2). C'est ainsi qu'il devenait nécessaire de créer un secrétariat qui pût décharger le Comité de toute la besogne matérielle, centraliser la correspondance et faire en sorte que toutes les ques-

(1) CHAMEROT. Congrès de Paris, 1897.

(2) Idem.

tions posées par les adhérents reçussent une réponse immédiate. Ce Secrétariat, dont la fondation avait été décidée en mai 1897, ne put fonctionner qu'en décembre 1898.

En même temps, l'on s'avisait qu'il était bien difficile au Comité central de produire œuvre utile dans les conditions où il avait fonctionné jusqu'alors. A cause de la dispersion de ses membres, ce Comité ne pouvait guère, en effet, se réunir que tous les trois mois. L'on constitua donc un Sous-Comité permanent, qui, muni par délégation des pouvoirs d'exécution du Président, put, en s'assemblant toutes les semaines, examiner les affaires courantes et solutionner immédiatement une foule de questions.

Les résultats de ces réformes importantes ne se firent pas attendre. Dès l'année suivante, l'Union s'augmentait de 150 membres.

Puis, peu à peu, le champ d'activité du Comité s'élargit. Les questions mises à l'étude deviennent plus nombreuses ; le bulletin mensuel se développe : largement ouvert à tous, il devient le lien commun entre tous les adhérents. Le Secrétariat se perfectionne, et enfin l'Assemblée générale du 4 juillet 1904 décide la création de « l'Office central ».

Cette institution, d'une très grande utilité, a développé très rapidement les services que les adhérents étaient en droit d'attendre de l'Union, et grâce à ses efforts, l'Union syndicale des Maîtres Imprimeurs se trouve actuellement fortement organisée. L'Office central centralise le travail ; il suit toutes les questions, formant des dossiers, réunissant et classant les archives. Autour de l'Office, est groupé un comité de contentieux complet, susceptible de donner aux adhérents des consultations précises sur toutes affaires de droit commercial, de droit civil, de procédure et sur toutes les questions d'impôts et de patente.

CHAPITRE III.

LES CHAMBRES SYNDICALES PROVINCIALES

Longtemps l'Association des Imprimeurs resta le seul groupement patronal typographique en France. Dans des villes importantes, comme Lyon, comme Bordeaux, c'est seulement en 1892 que se constitueront des syndicats de maîtres imprimeurs, alors que les syndicats ouvriers locaux existaient depuis fort longtemps déjà.

En juillet 1898, des syndicats patronaux fonctionnent activement à Niort (Deux-Sèvres), Marseille, Saint-Étienne, Dijon, Limoges, Nantes, etc.

Mais c'est surtout depuis ces dernières années, sous l'influence du mouvement de revendications qui agite le monde typographique ouvrier, et sous l'influence aussi de l'active propagande faite par l'Union, que l'organisation syndicale patronale a fait de rapides progrès en province. De nouveaux syndicats se sont fondés, d'anciens se sont transformés ou sont en voie de transformation.

L'étude particulière de chacune de ces associations locales nous exposerait à de continuelles redites, en raison de la grande ressemblance existant entre tous les statuts syndicaux. Nous nous bornerons à signaler les principales caractéristiques de quelques-unes de ces organisations.

Rouen. — Le Syndicat rouennais, fondé en 1887, groupe en une même association, mais dans des sections indépen-

dantes et autonomes, les imprimeurs typographes, lithographes ou taille-douciers, les libraires et les papetiers. Un bureau général est chargé de l'administration du Syndicat qui compte actuellement trente adhérents.

Bordeaux. La Chambre syndicale des Patrons imprimeurs, lithographes et typographes de Bordeaux se distingue par la rigidité de son organisation. Ses statuts sont un modèle de précision et de clarté.

Parmi les préoccupations de la Chambre figurent au premier plan, le développement des compétences professionnelles et la lutte contre les intermédiaires.

La lithographie et la typographie forment deux groupes. Dans chacun, un conseil de section est chargé de trancher les questions spéciales, mais l'administration du Syndicat est unique.

Deux longs chapitres règlent les *droits et obligations* des membres adhérents, les *droits et devoirs* des membres du Bureau et du Conseil.

A côté des devoirs et obligations, il existe des sanctions contre les fautes graves. Les peines disciplinaires sont au nombre de quatre : 1° le rappel à l'ordre ; 2° l'exclusion de la salle des délibérations ; 3° le blâme avec mention au procès-verbal ; 4° l'exclusion de la Chambre syndicale. Ajoutons la destitution dont sont passibles les membres du Bureau « pour négligence dans l'accomplissement de leurs devoirs ».

Cette organisation est une des plus intéressantes qui soient en France chez les maîtres imprimeurs. Les principaux résultats qu'elle a produits sont notables. Nous citerons : une entente meilleure entre les patrons, la suppression des abus de la concurrence, l'accord avec l'organisation syndicale ouvrière.

Lyon. — La ville de Lyon présente un syndicat de maîtres imprimeurs typographes et lithographes très fortement organisé, et dont la prospérité va croissant. Pendant l'année 1906, l'effectif de ses membres est passé de 78 à 92. La Chambre syndicale publie depuis 16 années un bulletin mensuel. Dans un très large esprit de solidarité corporative, le service de cet intéressant organe technique est fait gratuitement à tous les imprimeurs de France.

Chambre syndicale des Maîtres Imprimeurs de l'Est. — La Chambre syndicale des Maîtres Imprimeurs de l'Est se constitua à Nancy en 1902.

Nous citerons parmi les buts qu'elle se propose d'atteindre, la réunion des « usages épars dans les différents ateliers, afin d'arriver à l'établissement de la jurisprudence destinée à régir cette industrie ».

Le nombre actuel des adhérents est de 55, dont 38 sont des imprimeurs typographes.

Le Syndicat prend une part très active au mouvement corporatif, il a mis à l'étude le projet d'un règlement intérieur extrêmement rigoureux, dont l'effet serait de resserrer singulièrement le lien syndical entre adhérents.

Syndicat des Maîtres Imprimeurs de la Nièvre. — Le Syndicat des Maîtres Imprimeurs de la Nièvre fut fondé en 1902, par les imprimeurs de Nevers, pour parer aux éventualités d'une grève menaçante. Son organisation ne présente aucune particularité saillante, mais par l'esprit de solidarité syndicale, dont sont animés ses adhérents, par la propagande active qu'il n'a cessé de faire depuis sa fondation en faveur du développement des syndicats patronaux, ce groupement s'est placé au premier rang dans le mouvement syndical patronal.

Il a pu élaborer et faire appliquer, d'abord en 1904, un tarif de vente des imprimés électoraux, puis à partir de juin 1905, un tarif général des principaux imprimés courants.

C'est son initiative qui provoqua la constitution d'une fédération régionale, la Fédération des Maîtres Imprimeurs de la Région du Centre. C'est son exemple enfin qui, en entraînant les syndicats fédérés — Allier, Cher, Loiret, Puy-de-Dôme, Yonne — a fait de ces cinq groupements des organisations syndicales extrêmement vivaces.

La Fédération des Maîtres Imprimeurs de la Région du Centre. — Cette fédération date de décembre 1905. Elle a pour but principal d' « établir un tarif commun minimum des principaux travaux d'imprimerie les plus courants, applicable dans tous les départements adhérents ; d'aider à la création de syndicats dans les autres départements ».

Chaque année, une assemblée générale ou un congrès réunit les adhérents des syndicats fédérés.

La Fédération fonctionne utilement et montre une très grande activité. L'un de ses premiers succès, dans la lutte qu'elle a entreprise contre la concurrence, a été l'établissement d'un tarif de vente minimum dans chacun des départements adhérents. Elle cherche actuellement, conformément à ses statuts, à les unifier en un seul.

Syndicat patronal des Maîtres Imprimeurs Typographes et Lithographes. Papetiers et Libraires de l'arrondissement de Béziers. — Ce syndicat, créé à la fin de l'année 1905, se distingue tout particulièrement par les mesures rigoureuses qu'il a inscrites dans ses statuts, en vue de la lutte contre la concurrence.

« Le membre de la Chambre syndicale, dit l'article 32 des

statuts, qui aura travaillé ou travaillera au-dessous des tarifs adoptés pour l'arrondissement de Béziers, sera appelé devant le Bureau pour fournir des explications.

« Si le Bureau juge qu'il y a manquement à l'engagement pris, le délinquant sera condamné à une amende de 50 à 100 francs suivant le cas. Cette amende devra être versée immédiatement entre les mains du trésorier, contre un reçu.

« Si le délinquant croit avoir raison, il peut demander à ce que le Bureau convoque l'Assemblée générale pour juger le cas. La condamnation de l'Assemblée générale sera sans appel.

« Au cas de non-payement, le délinquant pourra être radié, sans préjudice des poursuites que l'on pourra exercer contre lui.

« Si le même fait se reproduit par le même délinquant, l'amende sera double et le sociétaire radié. »

**Syndicat des Maîtres Imprimeurs, Relieurs, Carton-
niers de la région du Nord.** — C'est la grève générale d'avril 1906 qui mit les imprimeurs de la région du Nord « dans la nécessité de former précipitamment ce syndicat » (1).

La lutte contre la concurrence, le fonctionnement d'un service de placement patronal, sont les deux objets principaux de son activité.

Un bulletin, dont quelques numéros fort intéressants ont paru déjà, sera publié mensuellement.

Syndicat des Maîtres Imprimeurs de la Vienne. — Le 4 mars 1906, les imprimeurs typographes et lithographes du

(1) *Bulletin officiel du Syndicat des Maîtres Imprimeurs, Relieurs, Carton-
niers, de la région du Nord.*

département de la Vienne constituaient le Syndicat des Maîtres Imprimeurs de la Vienne.

Le but de l'association est celui que se proposent tous les syndicats similaires; il y a lieu cependant de remarquer que la solidarité corporative tient dans les préoccupations du Syndicat une place extrêmement importante. C'est ainsi que les statuts précisent que l'un des buts de l'association est « d'établir et de maintenir entre les adhérents une solidarité professionnelle les obligeant à s'entraider dans les circonstances nécessitant un appel à cette solidarité, notamment pour assurer l'exécution des travaux ne pouvant être différés ».

Cet effort vers la solidarité corporative devait aboutir à un résultat très intéressant : l'établissement de tarifs de vente scrupuleusement appliqués, par tous les adhérents.

Le nombre total des syndiqués est de 19, dont 16 imprimeurs typographes représentant 740 ouvriers. Le siège du Syndicat est à Poitiers dont tous les imprimeurs sans exception ont adhéré à l'association.

Chambre syndicale des Maîtres Imprimeurs de Troyes et du département de l'Aube. - L'un des plus jeunes syndicats patronaux de la corporation — sa date de création ne remonte en effet qu'au mois de novembre 1906 — ce groupement compte actuellement 15 adhérents.

La lutte contre la concurrence, la formation d'un code de jurisprudence professionnelle forment ses principaux sujets d'activité.

Autres groupements syndicaux. En dehors des différents syndicats dont nous venons de dire quelques mots, et qui sont à la tête du mouvement syndical patronal dans

l'industrie française du livre, il existe d'autres syndicats patronaux dont l'activité n'est pas négligeable.

Nous citerons ceux d'Alger, Amiens, Ardèche, Avignon, Caen, Deux Savoies, Deux-Sèvres, Dijon, région franc-comtoise, Finistère, Limoges, Maine-et-Loire, Marseille, Montpellier, Nantes, Oran, Saint-Etienne, Saône-et-Loire, Toulouse.

CHAPITRE IV

L'ESPRIT SYNDICAL CHEZ LES MAÎTRES IMPRIMEURS ET L'IMPORTANCE DE LEUR ORGANISATION

Quoiqu'une très grande partie des adhérents des syndicats locaux fassent également partie de l'Union, pour pouvoir apprécier la puissance économique et sociale de l'organisation patronale dans la typographie française, il est nécessaire d'envisager séparément l'Union d'une part, et les syndicats locaux d'autre part.

L'esprit syndical. — La puissance de l'organisation corporative d'une profession dépend essentiellement du degré de développement de l'esprit syndical dans la corporation.

Comment peut-on définir l'esprit syndical? Il est assez complexe et s'analyse en tendances diverses procédant toutes d'ailleurs de l'intérêt personnel, mais d'un intérêt personnel élargi jusqu'au sentiment de la solidarité. C'est d'abord l'esprit d'association, qui pousse l'individu à chercher dans un groupement des avantages et une force qu'il lui serait impossible d'atteindre, s'il demeurerait isolé; puis c'est l'esprit de solidarité en raison duquel l'associé subordonne parfois son intérêt particulier et immédiat à l'intérêt général, véritable moyenne de tous les intérêts particuliers; c'est l'esprit de discipline, corollaire nécessaire du précédent; c'est enfin

l'esprit de dévouement et d'abnégation qui incite l'individu à mettre son activité au service de la cause commune, contrairement parfois aux suggestions égoïstes de son intérêt immédiat.

Il ne peut y avoir d'organisation corporative fortement constituée tant au point de vue économique qu'au point de vue social, que si l'esprit syndical, tel que nous venons de le définir, existe réellement dans la profession. Seul, il pourra donner au syndicat les effectifs qui le rendront puissant et la cohésion qui lui permettra une action vigoureuse.

L'esprit syndical chez les Maîtres Imprimeurs.— Quel est chez les Maîtres Imprimeurs français le degré de développement de l'esprit syndical ?

Les dures nécessités économiques qui poussèrent vers l'association les imprimeurs parisiens en 1839 avaient développé chez eux un esprit de solidarité corporative très remarquable. Puis, avec l'évolution des conditions de production, avec la suppression du régime du brevet, les fortes caractéristiques de l'Association disparaissent.

Bien que celle-ci se soit ouverte à la province et aux chefs des maisons nées sous le régime de la liberté, le nombre des syndiqués reste pendant longtemps à peu près stationnaire.

Puis, lentement, se dessine un mouvement vers l'organisation syndicale. Peu à peu des groupements se forment à Rouen (1887), à Lyon, à Bordeaux (1892), puis à Saint-Étienne, à Limoges, etc. En 1894 enfin, la fondation de l'Union marque un gros effort vers l'organisation syndicale.

La création de l'Union était due surtout à l'initiative de quelques militants dont l'intelligente activité saura la porter

jusqu'au point de développement où nous la trouvons aujourd'hui. Mais, s'il faut en juger par les doléances de ces derniers, l'esprit syndical n'avait pas encore atteint, durant ces dernières années, dans la profession et chez les adhérents de l'Union eux-mêmes le degré de développement qu'on était en droit d'attendre. La lecture des discours prononcés en séance d'ouverture de Congrès par les Présidents successifs de l'Union, est assez suggestive à cet égard.

En 1898, le Président constate que sur 4,000 imprimeurs auxquels fut envoyé un questionnaire concernant l'apprentissage, il ne reçut que 270 réponses.

Malgré la propagande active de l'Union, constate-t-il en 1901, l'idée syndicale n'a pas encore pénétré chez les imprimeurs. Le Comité fait le service du *Bulletin* à tous les patrons français; des convocations au Congrès leur ont été adressées : sur 3,000 qui ne font pas partie de l'association 4 ou 5 seulement ont envoyé leur adhésion.

Et pourtant, s'écrie l'un des plus vaillants champions de l'idée syndicale, le Président de la Chambre parisienne, dans un rapport au Congrès de 1900 : « si vous voyiez de près comme je les vois les syndicats ouvriers, si vous constatiez leur vie intense, vous jugeriez comme moi qu'il n'y a pas lieu de nous laisser aller à une quiétude dangereuse. Ce ne sont pas eux qui se laissent arrêter par une question d'argent. Ils en trouvent toujours. Ce n'est pas chez eux qu'une question posée reste sans solution. Chacun prend parti et défend son opinion avec ardeur. Et ce qui est décidé par la majorité est exécuté par tous. C'est cette animation et cette discipline que je voudrais vous voir apporter dans les choses petites ou grandes qui vous intéressent. Il faut que vous vous modifiez, mes chers Confrères, permettez-moi de vous le dire, si vous ne voulez pas être emportés par le courant comme des

épaves (1). A la veille de la grève générale de 1906, au Congrès de Rouen, le Président, dans un appel chaleureux à l'esprit d'association, rappelle que sans organisation suffisamment forte, les patrons n'ont trop souvent à opposer aux volontés de leurs ouvriers qu'une résistance passive, une « nolonté ».

Un des faits enfin qui montre le plus clairement combien les maîtres imprimeurs ont résisté longtemps à l'idée syndicale, c'est le peu d'importance de la cotisation de l'Union. En 1897, quand on élève la cotisation annuelle de 3 ou 5 francs à 12 francs, 75 membres préfèrent donner leur démission plutôt que de payer ces quelques francs supplémentaires.

Mais, si jusqu'à ces dernières années l'esprit syndical se développait fort lentement chez les maîtres imprimeurs, il semble bien qu'à l'heure actuelle, sous l'influence d'une grave crise économique amenée par les abus de la concurrence, sous l'influence de la brutale révélation des forces syndicales ouvrières que fut la grève générale de 1906, cet esprit syndical fasse chez les patrons de très rapides progrès.

De la lecture de tous les documents émanant de l'organisation syndicale patronale depuis deux années environ, bulletins syndicaux, circulaires, rapports aux assemblées générales, il se dégage l'impression très nette que le monde patronal dans la typographie française, s'efforce actuellement de trouver la formule d'organisation syndicale qui lui permettra d'acquérir toute la cohésion nécessaire sur le terrain corporatif.

De nombreux syndicats se fondent et agissent; des fédérations locales se créent. L'institution de bureaux de placement patronaux à Paris et dans certaines villes de province, un projet de création d'une caisse de résistance, l'étude d'un

(1) Nous verrons plus loin, en étudiant l'organisation syndicale ouvrière, que ces éloges ne correspondent pas toujours à la réalité. Comme les dirigeants patrons, les dirigeants ouvriers se plaignent fréquemment de l'apathie de leurs effectifs syndicaux.

règlement d'assurance mutuelle en cas de grève, l'assiduité des imprimeurs au dernier Congrès (1907), sont autant d'indices intéressants de ce mouvement vers l'union syndicale.

Puissance de l'Organisation patronale — La puissance des organisations syndicales locales dans la typographie française est loin d'être uniforme. Si nous trouvons de nombreuses régions où les associations corporatives sont fortement constituées, il en est encore d'autres où elles sont demeurées sans force, il en est d'autres même où les patrons ignorent tout groupement syndical.

Au-dessus des chambres locales, avec un effectif beaucoup plus imposant et des tendances très générales, vient se placer l'Union syndicale des Maîtres Imprimeurs de France. Le but et l'idéal de l'Union seraient de réunir dans une même association la presque totalité des imprimeurs français, mais alors que l'on compte en France 3,500 à 4,000 imprimeurs, l'Union ne comprend actuellement que 750 adhérents environ.

Ces 750 adhérents, représentent, il est vrai, la plupart des grosses maisons; parmi les 3,000 imprimeurs restés en dehors du groupement, il en est un grand nombre occupant un ou deux ouvriers compositeurs, et une seule petite machine à imprimer.

Entre ces derniers et les patrons possesseurs de plusieurs machines de grand format, il n'existe pour ainsi dire aucune communauté d'intérêt. Il n'est donc pas étonnant que ces « petits » n'éprouvent pas le besoin de s'unir avec leurs confrères plus puissants dans une même organisation syndicale.

Il n'en faut pas moins constater qu'un assez grand nombre de maisons de moyenne importance demeurent encore réfractaires à l'idée syndicale. Or, l'Union des Maîtres Imprimeurs ne nous paraît pas susceptible d'accroître désormais

beaucoup le chiffre de ses membres, et c'est la forme même de sa constitution qui nous semble en être la cause.

Une association corporative ne peut produire œuvre utile, qu'autant qu'elle réunit des éléments semblables, rapprochés dans l'espace, et gouvernés par des intérêts communs. Du groupement des intérêts et des situations naîtra une personnalité propre, synthétique de toutes les personnalités individuelles des syndiqués, qui pourra avoir une action bien délimitée et féconde, parce qu'elle ne sera que la résultante de tous les intérêts individuels.

L'Union syndicale des Maîtres Imprimeurs ne réunit pas toutes ces conditions. Ses adhérents, épars dans toute la France, ont en même temps que des intérêts communs, bien des intérêts contraires; les conditions de production et les conditions économiques sont souvent très dissemblables pour deux confrères habitant des départements différents. Donc, malgré tout le dévouement des dirigeants, malgré l'esprit de suite de l'Office central, le vice inhérent à la nature de l'Union nous paraît être le manque de cohésion.

La forme de groupement qui permettrait l'organisation d'une véritable force syndicale nationale serait celle d'une fédération de syndicats, et c'est bien là le but que poursuivent les militants du mouvement syndical patronal.

Mais le nombre des syndicats locaux n'est pas actuellement suffisant en France pour que cette transformation puisse s'opérer dès maintenant. Le rôle de l'Union, fort bien compris par elle d'ailleurs, ne peut encore se borner qu'à favoriser la constitution de syndicats locaux. Chaque année de nouveaux groupements se forment ainsi; lorsqu'ils seront suffisamment nombreux, l'Union pourra se superposer à eux, les diriger, les grouper en fédération, et prenant en mains les intérêts supérieurs de la corporation, remplir avec efficacité le rôle dévolu à une fédération nationale.

CHAPITRE V.

L'ACTION SYNDICALE ET LES QUESTIONS INDUSTRIELLES

I. L'école Gutenberg. — II. Les questions d'assurances. — III. Le brevet de maître imprimeur.

Le développement des connaissances professionnelles de leurs adhérents est une des tâches les plus utiles qui s'offrent à l'activité d'un syndicat. Les organisations syndicales des maîtres imprimeurs typographes n'ont pas failli à ce devoir. Soit par des rapports lus en séance de congrès, soit par des articles paraissant dans les organes syndicaux, la plupart des questions techniques ont été soigneusement étudiées. La collection de ces périodiques et comptes rendus des travaux des congrès, formé une véritable et précieuse encyclopédie de technique typographique.

Mais l'action syndicale s'exerce ici sur un terrain trop spécial pour qu'il nous soit permis de nous y attarder. Ces manifestations de la vie syndicale sont d'ailleurs tout internes, nous n'aborderons que les questions où l'organisation patronale a pu affirmer son activité au dehors, soit au sujet de l'école professionnelle Gutenberg, soit au sujet des assurances diverses, soit au sujet de la suppression du brevet des maîtres imprimeurs.

I.

L'ÉCOLE PROFESSIONNELLE GUTENBERG

C'est le désir de remédier à la crise économique que traversait alors l'industrie du livre, en relevant le niveau professionnel ouvrier, qui amena la Chambre syndicale parisienne à fonder l'École professionnelle Gutenberg.

La question ne présente qu'un intérêt historique, puisque actuellement l'École n'existe plus; nous ne dirons donc que quelques mots de son fonctionnement.

L'École fut créée, en 1885, par une Association spécialement constituée à cet effet. Elle était placée sous le patronage de la Chambre, qui prit, en 1890, la place de l'Association dont elle avait acquis tous les droits.

« Instruire et former les enfants aux pratiques de l'art typographique, et par là, constituer un personnel habile destiné à relever le niveau de cet art », tel était le but poursuivi, exclusivement philanthropique.

Le budget de l'École assez modeste d'ailleurs, était fourni pour plus des deux tiers par les imprimeurs, l'État accordant une subvention annuelle de 3,000 francs. Le nombre des élèves était fixé à 20, et les études duraient trois années.

La Chambre apporta toujours la plus grande vigilance à la surveillance de l'École; mensuellement, deux membres du Bureau, désignés à tour de rôle, venaient inspecter les élèves. Mais des nécessités d'ordre pratique et budgétaire rendaient difficile le fonctionnement de l'institution. Le 30 juillet 1902, une assemblée générale extraordinaire de la Chambre vota la dissolution de l'École; elle invitait le Président à entrer en pourparlers avec le Préfet de la Seine pour amener une fusion avec l'École Estienne.

II.

LES QUESTIONS D'ASSURANCES

Incendie. — Peu de sujets sollicitèrent l'activité syndicale patronale autant que les questions d'assurances, et que les questions d'assurances contre l'incendie en particulier. C'est que celles-ci soulèvent dans l'industrie de l'imprimerie de très nombreuses difficultés : appréciation du risque extrêmement délicate en raison des compositions conservées, responsabilité concernant les compositions clichées et les imprimés magasinés très difficile à déterminer entre l'éditeur et l'imprimeur.

Aussi depuis le premier Congrès patronal n'y eut-il pas de congrès où la question n'ait été agitée, pas d'année où elle n'ait provoqué des démarches ou des propositions de la part des comités syndicaux.

Le taux des primes généralement appliqué aux imprimeurs typographes paraissait trop élevé. En mai 1896, en exécution d'un vœu du Congrès de Marseille, une commission de trois membres fit auprès du Syndicat comprenant les douze principales compagnies d'assurances, une démarche pressante pour obtenir des conditions plus avantageuses. Mais tous les efforts des imprimeurs, plusieurs fois renouvelés dans la suite, restèrent vains.

L'idée d'une mutuelle contre l'incendie avait été émise au Congrès ; l'on avait décidé de ne s'y arrêter qu'en cas d'insuccès auprès des compagnies françaises syndiquées. Devant la mauvaise volonté de celles-ci, le moment semblait venu d'agir ; et, au Congrès de 1900, fut déposé un projet de statuts d'une compagnie d'assurance mutuelle contre l'in-

cendie avec réassurance immédiate à des compagnies de premier ordre et abaissement très sensible du taux des primes.

Le projet paraissait réalisable, mais avant d'en discuter les détails, il était nécessaire d'en déterminer de façon précise les chances de succès. A cet effet, une enquête approfondie fut tentée par l'Union des Maîtres Imprimeurs.

Au Congrès suivant, tenu à Limoges en 1901, le Président avait le regret de constater que sur tous les questionnaires envoyés aux membres de l'Union, 75 réponses seulement lui étaient parvenues.

« La question, disait-il, valait cependant la peine d'attirer l'attention de nos confrères, dans un sens ou dans l'autre. Elle avait été très sérieusement étudiée par le rapporteur, elle lui avait coûté de nombreuses démarches; et, ne fût-ce que par déférence pour lui, j'estime que nos confrères n'auraient pas dû faire preuve d'une telle indifférence. »

Sur ces entrefaites, une compagnie étrangère soumettait à l'Union des propositions avantageuses et une commission était nommée pour étudier la question. Cette concurrence parut assez sérieuse aux compagnies d'assurances françaises pour que quelques-unes consentissent à abaisser le taux de leurs primes. Grâce à la persévérance de son action, le but que s'était proposé l'Union se trouvait donc en grande partie atteint.

Pendant que se poursuivait cet effort vers un abaissement du taux des primes, la question d'une police type était fréquemment agitée. Au Congrès de Paris, en 1897, à la suite d'une discussion très précise, une commission spéciale avait été chargée d'élaborer un modèle type. D'accord avec le Président du Cercle de la Librairie, l'on devait rechercher une rédaction commune qui sauvegardât les intérêts des

éditeurs et des imprimeurs, mais il ne résulta de ces travaux rien d'efficace.

Le seul résultat appréciable à ce sujet est dû à l'initiative personnelle d'un grand imprimeur de Bordeaux, qui soumit au Congrès de 1905 une formule aussi parfaite que possible et susceptible, par conséquent, de rendre les plus grands services aux imprimeurs embarrassés.

Accidents. — Dès avant le vote de la loi sur les accidents du travail, alors que, des travaux législatifs, l'on pouvait inférer comme certaine dans un très court délai la consécration du risque professionnel, la Chambre syndicale parisienne avait discuté la question de l'assurance patronale contre les risques du travail. Le principe de l'assurance mutuelle avait été adopté par le Congrès de Marseille, conformément aux conclusions d'un rapport présenté par le Président de la Chambre syndicale parisienne. Le Bureau de celle-ci crut, sur l'initiative du Cercle de la Librairie, trouver la solution pratique dans la création d'un syndicat d'assurances mutuelles de toutes les industries du Livre qui devait lui-même s'assurer le concours d'une compagnie d'assurances dans des conditions bien déterminées.

Ce projet ne put avoir de suite, mais la Chambre ne se désintéressa pas de la question, s'efforçant d'obtenir de quelques compagnies d'assurances les conditions les plus favorables à la corporation.

De son côté, l'Union des Maîtres Imprimeurs ne restait pas inactive et le Comité central envoyait un questionnaire détaillé à tous les adhérents afin de connaître le nombre et l'importance des accidents survenus dans l'industrie de l'imprimerie pendant les deux dernières années. L'on put ainsi établir une statistique qui permit de discuter utile-

ment les prétentions des diverses compagnies d'assurances. Le choix du Comité fut porté par une circulaire à la connaissance des adhérents.

Dans tous les congrès qui suivirent l'application de la loi de 1898, la question du mode d'assurance, assurance à prime fixe ou assurance mutuelle, donna lieu au dépôt de nombreux rapports très étudiés et à de longues discussions. Les opinions étaient partagées, et les indécis purent trouver dans ces débats tous les arguments pour et contre chacun des deux procédés.

Un essai de mutuelle entre imprimeurs, très étudié par le syndicat de Lyon, n'eut pas de suite ; et l'on finit, en 1902, par renvoyer la solution de la question *ad infinitum*. L'on chargeait le Comité central de recevoir toutes les communications relatives aux assurances et de tenir tous les adhérents de l'Union au courant par la voie du *Bulletin*.

Risques commerciaux. — Pour en terminer avec les questions d'assurances, signalons encore les discussions qui eurent lieu lors du premier congrès, au sujet des risques commerciaux (insolvabilité de clients) et le dépôt d'un rapport tendant à la généralisation de l'assurance contre ce risque spécial.

III.

LE BREVET DE MAITRE IMPRIMEUR

Le décret du 10 septembre 1870. Le décret du 10 septembre 1870, en supprimant l'institution du brevet des imprimeurs, rendait entièrement libre l'exercice de la profession. Mais l'article 4 stipule qu'« il sera ultérieurement statué sur les conséquences du présent décret à l'égard des titulaires de brevet ».

Depuis la promulgation de ce décret jusqu'à nos jours, les imprimeurs ont vainement attendu que fût réalisée cette promesse de « statuer ». Dans leur esprit, la solution ne pouvait équitablement consister que dans un dédommagement pécuniaire, et tous les efforts des syndicats patronaux tendirent à provoquer une solution dans ce sens.

Il ne nous appartient pas ici de rechercher si les réclamations des imprimeurs étaient plus ou moins fondées en droit, nous nous bornerons à exposer rapidement quelle fut l'attitude de l'organisation patronale dans la question.

Attitude de la Chambre syndicale parisienne. — Les nouveaux statuts votés par l'Association des Imprimeurs, après la suppression du brevet, indiquaient bien quel était le sentiment de l'Association sur la question. Aux yeux de ses membres, le décret de suppression ne pouvait constituer à lui seul le nouveau régime législatif sous lequel devait vivre la profession. Il convenait d'attendre, en restant dans le *statu quo*, que fût voté le texte qui, en réglementant l'octroi des indemnités, assurerait définitivement l'établissement de ce régime.

Cette attitude de protestation dura jusqu'en 1880 ; mais du fait que l'Association consentit dès lors à s'ouvrir aux maisons non brevetées, il n'en résultait pas que la question fût abandonnée par les intéressés. Elle restait à l'ordre du jour et dès que l'Union fut constituée l'on pensa que, présentées par elle, les revendications des imprimeurs auraient plus de chance d'aboutir, que celles qui jusqu'alors avaient été présentées individuellement sans aucun succès (1).

Intervention de l'Union. La question fut portée à l'ordre du jour du Congrès. D'ailleurs la prescription trentenaire était proche et il convenait de prendre une dernière décision. En 1895, le Congrès se borne à émettre un vœu ; en 1896, un rapport intéressant n'est suivi d'aucune décision, puis en 1897, enfin, le Congrès décide l'introduction d'une instance collective destinée à interrompre la prescription.

Cependant, peu confiants dans l'activité de l'Union à ce sujet, quelques imprimeurs se réunissent pour faire de la question une étude juridique approfondie et ils apportent au Congrès de Limoges en 1898 des conclusions très précises, desquelles il résultait, que la procédure jusqu'alors suivie en l'espèce était erronée. Devant cette affirmation, l'assemblée nomme une commission de trois membres, chargée de rechercher une ligne de conduite sûre et enfin susceptible de conduire au succès. Après de longues tergiversations l'on finissait par décider de faire au Ministre sommation d'avoir, conformément au décret du 10 septembre 1870, à saisir le Parlement d'un projet de loi : faute de satisfaction, on devait l'assigner en responsabilité civile. Ce fut

(1) Une instance avait été engagée devant le Conseil d'État. Par arrêt du 4 avril 1879, celui-ci avait constaté que c'est à l'autorité législative qu'il appartient de statuer sur la question et que c'était avec raison que le Ministre de l'Intérieur avait refusé de statuer sur la demande d'un imprimeur.

seulement le 6 septembre 1900 que la Commission engagea la procédure devant le Conseil de Préfecture, par un mémoire adressé au Préfet de la Gironde. Sur arrêt de débouté, l'affaire fut portée en appel par un rapport adressé au Ministre des Finances, et contenant mise en demeure de saisir le Parlement.

Le Ministre n'ayant donné aucune suite à cette sommation, l'on pensa à porter l'affaire devant le Conseil d'État; mais, devant la très grande incertitude du résultat, l'affaire fut abandonnée.

Conclusion. — L'on peut donc considérer aujourd'hui comme caduque la promesse du décret de 1870, et il ne fait plus de doute pour personne que la question du brevet des imprimeurs ne soit maintenant tranchée dans le sens défavorable aux intérêts de ces derniers.

CHAPITRE VI.

L'ACTION SYNDICALE ET LES QUESTIONS COMMERCIALES ET ÉCONOMIQUES.

I. L'Imprimerie Nationale et les imprimeurs français. — II. La question des impressions liturgiques. — III. La concurrence entre imprimeurs. — IV. Les arbitrages entre imprimeurs et les arbitrages judiciaires.

Nous ne nous arrêterons pas à toutes les innombrables questions de détail qui donnèrent aux organisations syndicales patronales l'occasion d'exercer leur influence tutélaire et directrice auprès de leurs adhérents.

Parmi la très grande quantité de sujets traités, depuis l'utilité de l'espéranto, jusqu'aux questions de psychologie commerciale ! nous n'en choisirons que quatre : la question de l'Imprimerie Nationale, celle des livres liturgiques, et d'autre part, la question de la concurrence entre imprimeurs et celle des arbitrages entre imprimeurs et clients.

I.

L'IMPRIMERIE NATIONALE ET LES IMPRIMEURS FRANÇAIS

L'institution d'une imprimerie d'État remonte au règne de Louis XIII. C'est une ordonnance du 2 février 1620, qui fonde au Louvre une imprimerie royale « chargée spécialement de la publication de tous les actes des Conseils, des impressions de la Maison du roi, en même temps qu'elle a pour mission de multiplier et de répandre les principaux monuments de la Religion et des Lettres ».

Pendant la période révolutionnaire, s'affirme le principe de l'impression par l'État lui-même des documents émanant des Pouvoirs législatifs et exécutifs et des Administrations publiques ; l'imprimerie impériale est solidement organisée sur ces bases, par le décret du 24 mars 1809. Ce régime de monopole exclusif dura jusqu'en 1814. Plus libéral, Louis XVIII restreignit le privilège de l'imprimerie royale, aux documents émanant directement de l'autorité royale et de l'autorité législative, aux objets qui, par leur nature exigeaient ou le secret ou une garantie particulière, et enfin aux impressions d'ouvrages spécialement autorisées par le pouvoir royal (1). Puis, par un revirement complet, il ne tarda pas à revenir par l'ordonnance du 25 juillet 1825, au régime du monopole exclusif.

Réclamations des imprimeurs. — La publication de cette dernière ordonnance provoqua de la part des imprimeurs de très vives réclamations, et ces plaintes, qui trouvèrent de

(1) Ordonnances, du 28 décembre 1814 et du 23 juillet 1820.

temps à autre leur écho à la Chambre des Députés, n'ont pas cessé de se produire depuis 1823 jusqu'à nos jours.

Intervention de l'Association des Imprimeurs. — Ce n'est qu'en 1873, à l'occasion d'un projet de loi déposé par le Garde des Sceaux et tendant à accorder à l'Imprimerie Nationale une augmentation de budget de 500,000 francs, que, pour la première fois, l'Association des Imprimeurs intervint dans la lutte. Jusqu'à ce moment, craignant sans doute de compromettre le régime de tolérance administrative sous lequel elle vivait, elle s'était bornée à montrer à l'Imprimerie Nationale une hostilité sourde. Les députés adversaires du projet, fournis par l'Association de documents nombreux et significatifs, purent combattre vigoureusement l'initiative ministérielle. Mais ce premier effort n'eut aucun succès, et il en sera sans cesse de même dans la lutte qui va se poursuivre constamment entre l'organisation syndicale patronale et l'Imprimerie Nationale.

C'est toujours à l'occasion de la discussion du budget que les chambres patronales ont tenté de faire voter quelques restrictions au privilège de l'Imprimerie Nationale. En 1882, la Chambre syndicale parisienne rédige une protestation énergique contre le projet de budget de l'Imprimerie Nationale. En 1888, nouvelle attaque sous forme de déposition à la sous-commission chargée d'étudier le régime et le fonctionnement de l'Imprimerie Nationale.

Décret de 1889. — Mais toutes ces protestations restaient sans effet. Bien plus, le 28 avril 1889, un décret vint encore aggraver la situation dont les imprimeurs croyaient avoir à se plaindre : l'Imprimerie Nationale acquérait le droit exclusif d'exécuter toutes les impressions nécessaires

au service des différents départements ministériels ou ordonnées par l'Administration centrale. Sur les réclamations des imprimeurs, le Ministre de l'Intérieur consentit à donner au texte nouveau une interprétation aussi favorable que possible à l'industrie privée, en décidant que seuls seraient réservés à l'Imprimerie Nationale les imprimés des Administrations centrales ayant leur siège dans les Ministères.

La campagne de l'organisation syndicale patronale de 1893 à 1897. — En 1893, la campagne menée par les organisations syndicales patronales se fait très vive. Un vaste pétitionnement s'organise dans l'industrie du livre réclamant l'abrogation du décret de 1889. En même temps, les Chambres syndicales de Paris, de Lyon, de Saône-et-Loire adressent des communications aux Pouvoirs publics auprès desquels elles font des démarches nombreuses. Les Bulletins syndicaux ne cessent de s'occuper de la question. Aux Congrès de 1895, de 1896, des rapports considérables sont déposés et discutés.

La discussion du Budget de l'Imprimerie Nationale en 1897. — Mais, c'est à propos de la discussion du budget de 1897 que devait se faire le plus grand effort. Des documents très étudiés sont envoyés au rapporteur du budget de l'Imprimerie Nationale. Favorablement écoutés, les imprimeurs peuvent un instant espérer le succès; la Commission du Budget exprimait en effet « le désir que le Gouvernement nommât une Commission chargée d'examiner dans quelles conditions pourrait s'effectuer la réorganisation ou la liquidation de l'Imprimerie Nationale »; elle proposait en outre d'introduire dans la loi de finances un article ainsi conçu : « A l'exception des documents présentant un caractère secret, les

Ministres pourront à partir du 1^{er} juillet 1897 faire exécuter les impressions de leurs administrations, soit par l'Imprimerie Nationale, soit 'par l'industrie privée » (1). Mais le Directeur de l'Imprimerie Nationale se défend vigoureusement, il va jusqu'à envoyer à tous les députés un « mémoire » imprimé aux frais du personnel de l'Imprimerie Nationale avec l'autorisation, dit-il, du Garde des Sceaux et qui ne tardera pas à donner naissance à de vifs incidents. La Chambre des Imprimeurs de son côté formule de nouvelles réponses.

Nomination d'une Commission d'enquête extraparlamentaire — Cependant une grande désillusion attendait les imprimeurs. Sur l'intervention du Ministre de la Justice qui acceptait de nommer une commission spéciale munie des pouvoirs les plus étendus pour enquêter sur la situation de l'Imprimerie Nationale, la Commission du Budget vote purement et simplement l'adoption du budget de l'Imprimerie Nationale. Le Gouvernement promettait d'apporter des propositions fermes avant le 1^{er} juillet.

La nomination d'une commission extraparlamentaire n'était certes pas encore un succès pour l'organisation patronale, c'était néanmoins le premier résultat obtenu par elle dans la lutte engagée depuis si longtemps.

Sans retard, les groupements patronaux se mirent en devoir d'agir activement auprès de la Commission pour faire triompher leurs revendications. Une délégation de 15 imprimeurs et du Président de la Chambre est reçue par la Sous-Commission d'étude. Un questionnaire détaillé est envoyé à tous les patrons syndiqués, afin de réunir contre l'Imprimerie Nationale un dossier que l'on voulait considérable.

(1) Rapport BOZERIAN, Octobre 1897.

La question au Congrès de Paris en 1897. — La question fit naturellement l'objet d'une très vive discussion au Congrès des Maîtres Imprimeurs qui se tint à Paris en mai 1897.

Il fut décidé que chacun, dans ses relations politiques ou mondaines, ferait une active propagande dans le sens des intérêts de l'imprimerie particulière.

Le Congrès émit le vœu « que le décret du 28 août 1889 et l'ordonnance du 23 janvier 1823 sur les rapports de l'Imprimerie Nationale avec les administrations publiques fussent rapportés.

« Que le rôle de l'Imprimerie Nationale fût nettement limité à l'impression des documents confidentiels ou intéressant la sûreté de l'État et à la recherche des améliorations et progrès à introduire dans l'art de l'imprimerie.

« En conséquence, que toutes les administrations fussent rendues libres de se procurer leurs impressions comme elles l'entendraient, mais avec obligation pour toutes de faire dans chaque département les commandes d'impressions nécessaires à ce département ».

Conformément aux décisions du Congrès, le Bureau se rendit dans le courant d'août 1897 auprès du Président du Conseil, du Garde des Sceaux et du Ministre du Commerce pour leur faire connaître ce vœu et en appuyer les conclusions.

Cependant le temps passait, et dix mois après la constitution de la Commission, le rapporteur du budget de l'Imprimerie Nationale constatait que celle-ci n'avait tenu « qu'une seule et unique séance, le 18 janvier 1897, et que l'on ignorait à quelle époque elle serait de nouveau convoquée ».

Le compromis adopté par la Commission du budget. — Le rapport de la commission parlementaire, parut en

décembre 1897. Le Président de la Chambre syndicale ayant pu en avoir communication officieuse, se rendit auprès du Garde des Sceaux, nouvellement arrivé au pouvoir, pour lui exposer les arguments des chambres syndicales patronales.

Malheureusement pour les imprimeurs, la Commission du budget, soucieuse de ne pas créer de difficultés à un ministère nouveau, s'arrêta à un compromis qui remettait la solution à plus tard : l'on devait introduire dans le Comité consultatif de l'Imprimerie Nationale chargé d'autoriser les ministres à confier leurs impressions à l'industrie privée, six membres nouveaux dont la mission serait de défendre les intérêts des contribuables.

Les résultats pratiques de la lutte. - Tous les efforts des chambres syndicales patronales aboutissaient ainsi à un bien médiocre résultat et, de la discussion du budget à la Chambre, il ressortait seulement ceci, que les ministres pourraient, *uniquement pour des raisons d'économies*, demander à ce comité consultatif l'autorisation de s'adresser à l'industrie privée.

Résumant les phases de la lutte qui venait de se terminer, le Président de la Chambre parisienne disait en assemblée générale :

« Si nous n'avons pas obtenu la libre concurrence avec l'Imprimerie Nationale pour les impressions administratives, nous sommes parvenus à empêcher le transfert et l'extension de l'Établissement d'État... Si, la voix des protestataires n'a pas été entendue, tout le devoir a été fait dans cette question pour opposer la raison à toutes les déclamations vides sur un thème connu. Mais le dernier mot n'est pas dit et il ne faut pas se lasser de renouveler les protestations

jusqu'au jour où il se trouvera enfin un député qui proposera très nettement l'abrogation du décret de 1889 ».

« La défaite du Comité central, disait-il encore au Congrès des Maîtres Imprimeurs, n'est pas une déroute et la question devra être reprise par nos successeurs et les successeurs de nos successeurs sans jamais être abandonnée. »

C'est dans cet esprit que le Congrès votait le maintien à l'ordre du jour, d'une façon permanente, de la question de l'Imprimerie Nationale, avec mandat au Comité central : « a) de surveiller avec la plus grande vigilance et en s'appuyant sur la dernière décision de la Chambre, les nouvelles tentatives de transfert et d'extension qui pourraient être faites et d'y opposer la plus vive résistance ; b) d'attendre patiemment et de saisir, si elle se présente, l'occasion de provoquer à nouveau devant le Parlement le retour de l'Imprimerie Nationale aux proportions restreintes d'un établissement modèle sur le type de Sèvres et des Gobelins. »

Procès de M. Paul Dupont et du Président de la Chambre syndicale contre le Directeur de l'Imprimerie Nationale. — Un curieux incident montre nettement combien les organisations syndicales patronales prenaient à cœur la lutte qu'elles avaient engagée contre leur grande ennemie.

La brochure publiée par le Directeur de l'Imprimerie Nationale, au frais de tout son personnel et intitulée : « *Réponse de l'Imprimerie Nationale aux allégations de ses adversaires* », était d'allure assez vive. M. Paul Dupont, l'imprimeur parisien, et le Président de la Chambre des Imprimeurs typographes, se jugeant lésés par la façon dont ils avaient été pris à partie dans la brochure, assignèrent le Directeur de l'Imprimerie Nationale devant le Tribunal

civil de la Seine : M. Paul Dupont réclamait 500,000 francs de dommages-intérêts, et le Président de la Chambre syndicale, tant en son nom personnel, que comme président du syndicat, réclamait également des dommages-intérêts à fixer par état.

Après rejet de l'exception d'incompétence, le Tribunal déboutait les deux poursuivants. Sur appel, le Président de la Chambre était de nouveau débouté, mais M. Dupont obtenait 2,000 francs d'indemnité.

Attitude actuelle de l'organisation syndicale patronale.

— Après le peu de succès du gros effort dont nous venons de retracer l'histoire, il semble que les imprimeurs aient un peu perdu leur foi dans la réussite. La Commission du budget avait proposé, en 1899, de faire entrer au Comité consultatif deux membres nouveaux, un patron et un ouvrier, proposition qui fut d'ailleurs repoussée par les Chambres. A ce sujet, l'un des plus ardents combattants de 1896 et de 1897 s'écriait avec scepticisme au Congrès de Bordeaux : « Qu'aurions-nous été faire dans ce Comité ? Rien d'utile évidemment ? Mais plus la concession était illusoire et plus apparaît le parti pris de tout nous refuser. »

Puis, il ne semblait plus y avoir unanimité sur la question. En province, de nombreux imprimeurs ne se montraient plus convaincus de l'utilité d'une campagne nouvelle, qui ne profiterait, pensaient-ils, qu'à quelques grosses maisons parisiennes.

La Chambre syndicale de Paris, qui avait engagé la lutte, se bornera désormais à suivre de près tous les incidents de la vie de l'Imprimerie Nationale, unissant son action à celle de l'Union des Maîtres Imprimeurs pour, de temps à autre, intervenir par des démarches auprès des Pouvoirs publics.

Nouvelle intervention patronale à l'occasion de l'édition des œuvres de Victor Hugo. — La transformation des locaux de l'Imprimerie Nationale, l'augmentation de son outillage et du nombre des ouvriers, furent votées sans aucune intervention directe de la part des organisations syndicales patronales. Mais, dans les derniers mois de l'année 1902, un grand quotidien ayant annoncé que l'Imprimerie Nationale allait éditer les œuvres complètes de Victor-Hugo, la Chambre syndicale s'émut, et par l'organe de son Président, elle fit auprès du Garde des Sceaux une démarche de protestation.

Le Ministre, arguant du peu de connaissance qu'il avait des textes réglant les rapports de l'Imprimerie Nationale avec les particuliers, promit de trancher la question au mieux des intérêts de l'industrie privée. Après de longs pourparlers, l'affaire se termina par un compromis dont les imprimeurs ne se montrèrent que peu satisfaits.

C'était sur l'ordonnance de 1823 que s'était appuyé le Ministre pour prendre sa décision. Or, celle-ci limite à trois seulement les cas dans lesquels l'Imprimerie Nationale peut être autorisée à travailler pour des particuliers :

1° S'il s'agit d'une impression pour laquelle est indispensable l'emploi de ceux des caractères orientaux que l'Imprimerie Nationale possède seule ;

2° S'il s'agit d'une impression offrant de telles difficultés techniques que l'Imprimerie Nationale soit seule en état de la mener à bien ;

3° S'il s'agit d'employer celles des séries du caractère Garamond ou du caractère Grandjean que l'Imprimerie Nationale possède seule.

Il parut aux imprimeurs que l'interprétation donnée, en l'espèce, à l'ordonnance de 1823 était beaucoup trop large ; qu'il y avait pour eux un intérêt immédiat à éviter le retour

de pareil incident, en se ménageant, par un moyen quelconque, la possibilité de guider le Ministre dans ses décisions.

Reprenant l'idée, déjà préconisée quelques années auparavant, l'on pensa à demander la création d'une Commission spéciale à laquelle seraient soumises toutes les demandes d'autorisation faites par l'Imprimerie Nationale en vertu de l'ordonnance de 1823, et dans laquelle figureraient un membre de l'Union, un membre de la Chambre et un membre de la Chambre des Fondateurs. Cette Commission pourrait, pensait-on, en renseignant le Ministre en temps utile sur les facultés de production de l'industrie privée, empêcher que fussent accordées des autorisations comme celle obtenue pour l'édition des œuvres de Victor Hugo.

Une pétition dans ce sens fut adressée au Ministre par l'Union des Maîtres Imprimeurs.

De son côté, le Syndicat de la Presse départementale menait une vive campagne. Il s'associait aux efforts de l'Union des Maîtres Imprimeurs et, avec quelque peine, finissait par s'assurer le concours de la Fédération du Livre. Le 5 juillet 1904, une délégation fut reçue par le Ministre auquel elle demanda l'entrée dans le Comité consultatif de l'Imprimerie Nationale, avec voix délibérative, d'un délégué de la Fédération, d'un délégué de l'Union et d'un délégué de la Presse départementale.

Aucune décision n'est intervenue depuis à ce sujet.

Le budget de 1905. — Le rapporteur au Sénat du budget de l'Imprimerie Nationale pour l'exercice 1905 paraissait désireux de faire de la question une étude approfondie.

Appel est fait, à l'assemblée générale de l'Union (1), au

(1) Assemblée générale de 1904.

concours de chaque imprimeur syndique, pour la constitution au Comité central d'un dossier fortement documenté qui devait être communiqué au rapporteur.

Le résultat de cet effort fut **uniquement moral**. Le rapporteur se borna à annexer à son travail une note dans laquelle il précisait le caractère tout à fait exceptionnel des autorisations pouvant être accordées à l'Imprimerie Nationale pour l'impression au compte de particuliers, et dans laquelle il recommandait « à la Commission spéciale de veiller sur ses avis et au Ministre sur sa signature ».

La situation actuelle. La question en est là à l'heure actuelle. Mais la lecture des périodiques syndicaux montre que l'Imprimerie Nationale fait l'objet des préoccupations constantes des dirigeants, dont tous les efforts consistent pour le moment à empêcher de nouveaux empiètements de « leur grande ennemie ».

Ratisbonne. Le Directeur des Cultes s'autorisa de cette déclaration pour agir vigoureusement auprès des évêques français; et le danger d'une concurrence étrangère se trouva ainsi enrayé.

Cependant, c'était en 1900 qu'arrivait à expiration le monopole accordé par Pie IX en 1868. La Chambre syndicale reprit sa campagne, aidée de la Fédération française des Travailleurs du Livre, pour que ce monopole ne fût pas renouvelé, conformément à la promesse faite antérieurement.

« Estimant que les privilèges accordés par la Congrégation des Rites, à un imprimeur étranger, dans le but de monopoliser en sa faveur l'industrie des livres d'église, sous le prétexte d'établir l'uniformité de la notation liturgique, constituent un très grand danger pour les industries françaises du livre », le Congrès des Maîtres Imprimeurs de juin 1901 décide de demander au gouvernement « d'intervenir auprès du Saint-Siège pour obtenir qu'un acte authentique, émanant de l'autorité liturgique, annule les privilèges concédés à l'éditeur de Ratisbonne, tant pour sa notation qui cesserait d'être d'un usage obligatoire pour aucun des livres liturgiques, que pour toutes les éditions de livres d'église ».

Des démarches dans ce sens faites par l'Union et par la Chambre syndicale décidèrent le Gouvernement à intervenir. L'industrie française obtint enfin, par un rescrit du pape, l'assurance formelle que le clergé français aurait désormais toute latitude pour s'adresser aux imprimeurs français.

III.

LA CONCURRENCE ENTRE IMPRIMEURS.

L'importance de la question. — La concurrence entre imprimeurs, les moyens les plus propres à l'enrayer, constituent l'une des questions les plus graves parmi celles qui préoccupent le monde de la typographie française.

Le problème est d'importance capitale, car il n'intéresse pas seulement la prospérité commerciale de l'industrie du livre, il intéresse aussi sa stabilité industrielle et sa sécurité sociale par les liens étroits qui le rattachent à toutes les questions de main-d'œuvre.

Tout au long de l'histoire de l'imprimerie, nous relevons les plaintes des patrons au sujet de la concurrence; et constamment, comme un véritable *leit-motiv*, ces plaintes apparaissent dans les lamentations des organisations syndicales tant patronales qu'ouvrières.

C'est en grande partie pour porter remède à la concurrence que, en 1618, les imprimeurs et les libraires de la Cité demandent au Roi la création d'une chambre syndicale; l'un des premiers et l'un des plus vifs soucis de la Communauté sera de tenter la suppression du mal, par la limitation du nombre des maîtres.

Le régime du brevet, institué par le décret de 1810, ne semblait pas devoir laisser place aux abus de la concurrence; cependant, nous les voyons renaître avec l'apparition des succursalistes et des imprimeurs marrons; et, c'est pour mieux lutter contre ceux-ci que les imprimeurs parisiens songeront à se grouper dans une association syndicale.

Avec l'avènement de la liberté économique dans l'industrie

du livre, la concurrence devait tout naturellement se développer ; il semble bien qu'elle soit arrivée actuellement à un degré d'acuité redoutable.

Les causes de la concurrence. — C'est surtout depuis leurs réunions en congrès ou en assemblées générales annuelles que les imprimeurs ont cherché à apporter un remède au mal dont ils se plaignent.

Il est toujours loisible à un industriel de restreindre ses bénéfices jusqu'aux plus extrêmes limites et il ne paraît guère qu'il puisse en être empêché par ceux de ses confrères plus exigeants que lui sur ce chapitre. Mais qu'un imprimeur accepte d'accomplir un travail pour un prix inférieur ou seulement égal au montant de ses propres frais d'établissement, cela paraît plus difficile à admettre. Le fait est cependant fréquent et il en faut chercher l'explication soit dans une appréciation inexacte des éléments du prix de revient, soit dans le désir inconsidéré et maladroit de faire des affaires à tout prix.

Des intermédiaires, dont l'activité commerciale a réussi à grouper une clientèle, servis par une connaissance parfaite de la place, savent profiter de ces « occasions » pour obtenir des prix d'exécution dérisoires qui jettent le trouble sur le marché.

C'est l'éternelle question des imprimeurs marrons toujours agitée et jamais résolue parce qu'elle paraît insoluble dans un régime de liberté économique. Un rapport au Congrès, constatait en 1902, qu'à Paris seulement il existait 700 intermédiaires faisant annuellement 50 millions d'affaires.

Tarifs de prix de revient. — Une ignorance technique et professionnelle trop fréquente, telle est, avons-nous dit, la cause directe de ces excès de la concurrence.

Il parut donc, que pour atteindre le mal, il convenait de mettre tout imprimeur à même d'établir un prix de revient exact. C'est dans cette pensée que le Congrès chargeait en 1895 la Chambre syndicale de Lyon, très préoccupée de la question, d'élaborer un tarif de prix de revient. Ce devait être un *vade mecum* industriel permettant à chaque chef d'imprimerie l'établissement immédiat d'un devis.

Une communication faite à ce sujet par la Chambre syndicale de Lyon au Congrès de 1897 n'eut aucune suite utile.

L'idée fut reprise quelques années plus tard au Congrès de Rouen en 1905. Un rapport très complet constatait les progrès faits par les imprimeurs étrangers sur cette question des prix de revient. Frappé des bons effets produits en Allemagne par l'application du Tarif minimum, le Congrès donnait mission au Comité central de faire une enquête sur les prix de revient auprès des groupements syndicaux et même auprès des membres isolés de l'Union.

« Les études demandées seraient faites au moyen des indications d'un modèle type et d'un questionnaire établis par le Comité et l'on devrait s'efforcer de les provoquer dans des régions très diverses de la France différant sur les salaires, les prix de force motrice, les loyers, etc. ».

Malheureusement les graves préoccupations de la grève de 1906 devaient empêcher le Comité central de remplir le rôle qui venait de lui être confié.

Tarifs minima de prix de vente. — L'établissement d'un tarif général de prix de revient est une tâche difficile et qui nécessite un long travail d'enquête. Il semble plus facile, pour certains imprimés très courants, d'élaborer des tarifs locaux de prix de vente.

L'application rigoureuse d'un pareil tarif oppose aux abus

de la concurrence une barrière d'autant plus importante que le nombre des articles prévus est plus considérable.

C'est là précisément la voie dans laquelle se sont engagés quelques syndicats de province qui ont fait de la lutte contre la concurrence l'objet principal de leurs préoccupations. Le Syndicat de la Vienne, les syndicats adhérents à la Fédération des Maîtres Imprimeurs de la Région du Centre, par exemple, ont pu obtenir ainsi des résultats appréciables.

Perfectionnement de l'éducation technique des imprimeurs. — Cependant, quelque bien établis qu'ils soient, des tarifs, soit de prix de vente, soit de prix de revient, ne peuvent prévoir les innombrables cas qui se présentent dans la pratique.

Si leur application est d'une aide précieuse dans la lutte contre la concurrence, elle ne saurait suffire à elle seule à en enrayer les abus; le seul remède consisterait à supprimer les causes mêmes de ces excès, c'est-à-dire l'ignorance professionnelle.

Une solution aussi absolue n'est évidemment pas possible, dans la pratique; mais, il semble bien que l'on puisse tout au moins s'en approcher, en s'efforçant par tous les moyens de développer les connaissances professionnelles et techniques des imprimeurs.

C'est bien là le rôle que s'efforce de remplir l'Union des Maîtres Imprimeurs avec un esprit de suite et une ténacité remarquables.

Une commission nommée par le Congrès de Limoges en 1898 fut chargée d'établir le modèle d'une comptabilité d'imprimerie. L'année suivante le rapporteur de cette commission, M. Delmas, apportait au Congrès un travail considérable,

d'une très grosse importance pratique. Cette étude sur la comptabilité en imprimerie, chef-d'œuvre de clarté et de précision, est, jusqu'à ce jour, ce qui a été écrit de plus définitif sur le sujet.

Depuis, aux Congrès de 1900 et de 1901, furent présentés de très intéressants rapports dus à des initiatives individuelles.

Mais l'action la plus utile est celle poursuivie chaque jour par l'Union dont le *Bulletin* publie fréquemment des articles techniques suffisamment courts pour être lus et suffisamment nets pour que d'une lecture même distraite subsistent néanmoins quelques idées précises.

Bureau central de Renseignements industriels. — Nous signalerons enfin, parmi les moyens proposés dans la lutte qu'a entreprise l'organisation syndicale patronale contre la concurrence, la fondation d'un bureau de renseignements industriels.

En 1901, le Congrès avait chargé le Comité central d'examiner s'il serait possible d'établir au Siège un bureau d'études de prix, bureau de renseignements industriels, auquel pourrait s'adresser tout imprimeur embarrassé.

Mais l'on s'aperçut bien vite que pour des raisons « psychologiques », l'idée n'était pas réalisable. L'incapacité établie et définitive marchant toujours de pair avec une parfaite confiance en soi, quel est l'imprimeur ignorant qui aurait eu l'idée de s'adresser à ce bureau d'études ? Quant à celui qui se rendrait compte de son inexpérience, le respect humain et l'amour-propre ne le détourneraient-ils pas d'aller ainsi quêmander un conseil ?

IV.

LES ARBITRAGES ENTRE IMPRIMEURS ET LES ARBITRAGES JUDICIAIRES.

L'arbitrage est une fonction essentiellement syndicale.

— Un syndicat possède une personnalité propre qui doit tendre à devenir la synthèse des personnalités sociales et économiques de ses adhérents.

Dégagée des contingences immédiates et personnelles, son action sera particulièrement féconde lorsqu'elle s'exercera dans les différends qui pourront surgir soit entre confrères soit entre un imprimeur et son client.

L'arbitrage entre imprimeurs. — Nous avons vu combien était important le rôle de chambre de discipline dévolu à l'Association des Imprimeurs par ses premiers statuts.

Mais depuis de longues années, il semblait que l'esprit syndical ne fût plus assez développé chez les maîtres imprimeurs pour que leur organisation corporative pût jouer utilement le rôle de tribunal d'arbitrage.

Le principe était timidement accepté, mais bien rares étaient ceux qui avaient foi dans l'intervention efficace de leur Bureau, et bien rares aussi étaient les Comités qui auraient eu l'audace d'intervenir entre confrères dans un cas difficile.

Il a fallu la rude secousse de la dernière grève, pour que les membres de l'Union, ou les membres des diverses chambres syndicales, fussent amenés à prendre les uns vis-à-vis des autres des engagements, qu'ils consentaient à

garantir par des sanctions éventuelles émanant de la collectivité syndicale.

Sous l'influence de la renaissance de l'esprit syndical, qui paraît se produire actuellement chez les maîtres imprimeurs, les organisations corporatives tendent à remplir avec efficacité le rôle de chambres de discipline, presque toujours, d'ailleurs, inscrit dans leurs statuts.

Les arbitrages judiciaires. L'arbitrage judiciaire entre imprimeur et client est bien loin d'offrir les mêmes difficultés d'application que l'arbitrage entre confrères. Il n'exige aucune discipline syndicale de la part de l'imprimeur. Le Syndicat n'intervient que pour désigner celui de ses membres qu'il choisit pour arbitre, et une fois ce choix effectué, il disparaît derrière la personnalité de l'arbitre.

L'imprimeur ne trouve dans cette intervention qu'une garantie de plus en faveur de la compétence et du bon sens de celui qui sera chargé de trancher le différend. Il n'y a point ici de ces questions de personnes si difficiles à éviter dans un syndicat et qui rendent particulièrement délicates les fonctions d'une chambre de discipline.

Les syndicats de maîtres imprimeurs se sont toujours efforcés de remplir ce rôle d'arbitrage le plus souvent possible, et les résultats obtenus ont été très appréciables. C'est ainsi, par exemple, que la moyenne des litiges arbitrés par la Chambre syndicale parisienne varie annuellement de 40 à 50.

CHAPITRE VII.

L'ACTION SYNDICALE

ET

LES QUESTIONS DE LÉGISLATION INDUSTRIELLE

Nous terminerons l'étude de l'action syndicale des maîtres imprimeurs par l'examen de l'attitude prise par les patrons en face des différents textes législatifs intéressant la profession : lois sur les responsabilités professionnelles diverses, lois sur la propriété des dessins, lois sur les tarifs postaux, lois fiscales (patentes et impôts divers), lois de protection ouvrière enfin.

I.

LÉGISLATION INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE

Dépôt légal. — On sait que pour assurer la protection de la propriété littéraire, et dans l'intérêt des collections nationales, les imprimeurs sont astreints au dépôt légal. La démarcation entre les imprimés soumis au dépôt et ceux dits « de ville » qui ne le sont pas, étant souvent difficile à faire, le Congrès de 1900 émit le vœu que désormais l'obligation incombât à l'auteur ou à l'éditeur. De plus, certaines administrations locales se refusaient à délivrer récépissé du dépôt, d'où l'impossibilité pour l'imprimeur de faire, le cas échéant, la preuve de ce dépôt. Avisé par une démarche du Président de l'Union d'un vœu exprimé par le Congrès de 1901, le Ministre de l'Intérieur, le 29 mars 1902, prescrivit aux préfets de veiller à ce qu'un récépissé de dépôt fût régulièrement remis à l'imprimeur.

Timbrage des affiches. — Aux termes des lois des 28 avril 1816 (*art. 68*), 18 juillet 1866 (*art. 4*), 27 juillet 1870 (*art. 6*) et 18 juillet 1886, l'imprimeur est responsable en ce qui concerne les affiches du paiement des droits de timbre et de l'amende qui peut être encourue par l'auteur; il est passible en outre d'une amende personnelle de 50 francs.

Cette situation si défavorable pour l'imprimeur — si illogique en même temps — puisque ce dernier était autorisé à livrer les affiches non timbrées, avait été l'objet d'une longue discussion en 1894 au Congrès de Lyon. L'année suivante, étaient déposés, presque en même temps, un projet de loi inséré dans le budget et une proposition de loi émanant de

M. Bazille, député. Ce fut le projet gouvernemental qui fut voté, il supprimait la responsabilité de l'imprimeur quand la contravention n'était point son fait personnel.

Marques de fabrique. — En ce qui concerne la législation des marques de fabrique, les vœux émis par les Congrès de 1900-1901 et 1902, demandant une atténuation de la responsabilité très lourde de l'imprimeur, sont restés sans résultat aucun.

Propriété des dessins. — La législation sur la propriété des dessins est très obscure. Pratiquement, il est presque impossible d'établir une distinction certaine entre les dessins que la loi et une jurisprudence variable considèrent comme dessins artistiques, et ceux qu'elles considèrent comme dessins industriels. Les imprimeurs soucieux de sauvegarder leurs droits sont obligés de remplir simultanément les formalités prescrites par les textes pour l'un et l'autre cas. Le vœu suivant formulé aux Congrès de 1897 et de 1898 fut transmis au Ministre du Commerce sans qu'il s'en soit suivi aucune modification à la législation :

« Tout dessin, dont on voudra se réserver la propriété devra être déposé, soit au Conseil des Prud'hommes, soit au Ministère de l'Intérieur, sans que le juge ait à apprécier la qualité artistique ou industrielle du dessin, le propriétaire du dessin déposé ayant seul qualité pour choisir le mode de dépôt. »

Tarifs postaux. — Les différentes modifications aux *tarifs postaux* ne laissèrent jamais indifférentes les organisations syndicales patronales.

Et si les démarches très nombreuses qu'elles eurent l'occasion de faire à ce sujet auprès des Pouvoirs publics, en

réussirent pas toujours à faire triompher les desiderata patronaux, les résultats acquis furent cependant des plus intéressants. Nous citerons, notamment, les réductions importantes apportées aux tarifs d'affranchissement des prospectus et catalogues, l'abandon d'un projet de surtaxe sur les affranchissements d'imprimés à 1 centime.

Impôts et taxes diverses. — En ce qui concerne les impositions auxquelles sont assujettis les imprimeurs, les organisations syndicales se montrèrent toujours gardiennes vigilantes des intérêts professionnels, soit en éclairant les patrons syndiqués sur la jurisprudence fiscale et en les aidant dans la vérification de leurs contributions, soit en agissant auprès des Pouvoirs publics, lors des remaniements de taxe, pour obtenir au profit de la profession la situation la meilleure possible.

Un certain nombre de contrôleurs avaient cru pouvoir assujettir les machines à imprimer à l'impôt foncier en les considérant comme immeubles par destination. A la suite d'une démarche du Comité central de l'Union auprès du Ministre des Finances qui avait déclaré ne pouvoir que s'en rapporter à la décision de la juridiction compétente, une action énergique fut décidée par le Congrès de 1901. L'on devait « porter la protestation devant la Commission du budget, ou à son défaut, devant la Chambre des députés, à la suite d'une campagne générale des Chambres de commerce et des Syndicats industriels avec le concours de la Presse ».

Dans la suite, ayant appris de source certaine que de très bons esprits parmi les fonctionnaires défendaient son opinion, la Commission permanente du Comité central crut pouvoir donner le conseil de protester avec quelque chance de succès à tous ceux qui voyaient leurs machines

imposées comme immeubles par destination. La question, d'ailleurs, est encore en l'état à l'heure actuelle, car des décisions en sens contraire ont été rendues par les Tribunaux administratifs (1).

Les effets de l'intervention syndicale auprès des Pouvoirs publics, relativement à la création de certaines taxes, ou à l'augmentation de certaines autres, fut souvent très heureuse.

Au moment de l'établissement des taxes municipales de remplacement, il avait été question : 1° de créer un timbre d'affiches dont le montant serait égal à celui du timbre de l'État ; 2° d'établir une taxe de 0,20 sur tout livre édité ou vendu à Paris au-dessus de 1 fr. L'imprimeur aurait été rendu responsable du paiement de la taxe et aussi de l'amende encourue. La Chambre syndicale des Imprimeurs protesta si vivement que le projet fut abandonné par la Commission municipale.

La question du timbre des affiches devait encore une fois donner à l'activité syndicale l'occasion de remporter un succès.

Le projet de budget de 1902 comportait une augmentation importante du tarif des timbres pour les affiches sur papier. Les efforts de la Chambre syndicale des Imprimeurs Typographes joints à ceux des Imprimeurs Lithographes et des Fabricants de papier, auprès de la Commission du budget, réussirent à obtenir de cette dernière le maintien du *statu quo*.

Sur cette question du timbre des affiches les réclamations des organisations patronales syndicales n'avaient pas toujours été aussi favorablement accueillies ; en juin 1896, une

(1) CONSEIL D'ÉTAT, 9 avril 1902. *Les machines sont immeubles par nature*. — CONSEIL DE PRÉFECTURE D'EURE-ET-LOIR, 7 septembre 1903. *Les machines sont meubles*.

requête de l'Union et des Présidents des Chambres des Imprimeurs Typographes et Lithographes, au Ministre des Finances, s'était heurtée à une fin de non-recevoir absolue.

Nous signalerons encore l'abandon obtenu par les Imprimeurs, du projet de taxe municipale sur les prospectus proposé, à Paris, en 1906.

La patente. — Mais c'est au sujet des modifications apportées aux lois sur les patentes, que les organisations syndicales eurent à dépenser la plus grande activité.

Le Gouvernement proposait, lors de la revision des patentes en 1895, une modification importante à l'établissement de celle des imprimeurs.

Bien que le Ministre et la Commission du budget se défendissent de vouloir augmenter le rendement de l'impôt, c'était à peu d'exceptions près le résultat auquel aurait abouti la réforme.

La Chambre parisienne, l'Union des Maîtres Imprimeurs, toute jeune encore, se hâtèrent de protester vigoureusement. Elles envoyèrent chacune de son côté, aux membres de la Commission du budget, une note détaillée sur la question, en même temps qu'elles multipliaient les démarches dans les bureaux de l'Administration des Finances et auprès des membres influents de la Commission du budget. Le Contrôleur général des Contributions directes avait paru frappé des arguments qui lui avaient été présentés, il s'était montré tout prêt à se convertir à la cause des imprimeurs, pourvu que lui fût apportée la preuve du peu de prospérité de l'industrie du livre.

Mais, le lendemain même du jour où un exposé très habile de l'état précaire de l'imprimerie élaboré par la Chambre, venait d'être approuvé en assemblée générale

extraordinaire, la Commission du budget votait le maintien du *statu quo* et le Gouvernement retirait son projet.

Cependant, la question, réservée par le Parlement lors du vote du budget, fut mise à l'étude par une commission spéciale.

Une délégation d'imprimeurs, tenant ses pouvoirs de la Chambre et de l'Union, vint exposer ses doléances devant la Commission, le 20 mars 1896 : elle demandait le maintien du *statu quo*, et si, « contrairement à son espoir la Commission jugeait indispensable d'apporter des modifications à la base d'établissement de la patente, à être conviée à collaborer à ce travail impossible à faire équitablement sans connaître à fond l'industrie de l'imprimerie. » Ce vœu devait rester vain puisque la Commission continua ses travaux sans faire appel à la collaboration souhaitée par les imprimeurs.

C'est auprès de la Commission sénatoriale que la Chambre et l'Union firent un effort commun pour essayer d'atténuer la rigueur du texte voté par les députés. Acceptant le principe d'un déplacement des charges au profit des petits imprimeurs sans augmentation du rendement total de l'impôt, elles fournirent au rapporteur tous les éléments d'appréciation nécessaires. Cette conduite loyale aboutit à la fixation du taux de 2 fr. 50 par ouvrier employé au lieu du taux de 3 fr. 60 primitivement adopté.

C'était un demi-succès à l'actif de l'organisation syndicale. Elle en remportait encore un autre peu de temps après en réussissant à faire écarter par le Sénat un projet nouveau qui devait frapper durement les éditeurs de périodiques.

II.

LÉGISLATION OUVRIÈRE

Dans l'industrie du livre, le chômage sévit avec intensité. Durant certaines époques de l'année, le travail manque; et, lorsqu'il est abondant, il est presque toujours nécessaire de produire avec la plus grande rapidité. C'est là une des plus dures nécessités de la profession; il paraît impossible de l'é luder, car pour une très grosse majorité des imprimés le problème se pose en ces termes : paraître le plus vite possible ou ne pas paraître du tout. Il est évident que l'imprimeur n'a pas le choix entre les deux solutions !

Cette situation explique, si l'on se place exclusivement sur le terrain économique et si l'on écarte le point de vue social, pourquoi les chambres syndicales patronales dans l'imprimerie typographique se sont toujours montrées opposées à toute réglementation légale sur la durée du travail.

La protection des femmes et des enfants. - La loi de 1892 sur les conditions du travail des femmes et des enfants, rencontra de la part de la Chambre syndicale des Imprimeurs une opposition très vive. Son Président se plaignait au Congrès de Lille, en 1896, de s'être « heurté à un véritable parti pris », et il attribuait « cette obstination des pouvoirs publics » à la façon dont avait été conduite l'enquête sur la question. « On s'est adressé, disait-il, aux syndicats d'hommes absolument ennemis du travail de la femme dans l'industrie et ce, par crainte de la concurrence. Sur un point aussi grave, la Chambre syndicale typographique de Paris n'a même pas été appelée à donner son avis ».

Le *Bulletin* de la Chambre déclarait que le vote de la loi « témoignait assurément de la part des législateurs d'intentions louables à l'égard des faibles, mais que tout philanthropiques qu'ils fussent, ils portaient atteinte à un principe essentiel, la liberté du travail ».

Quant la loi fut votée, la Chambre fit tous ses efforts pour que l'industrie de l'imprimerie profitât des exceptions que devaient prévoir les règlements d'administration publique et le décret du 15 juillet 1893 lui vint donner en grande partie satisfaction.

Cependant, le décret du 26 juillet 1895 supprima la latitude qui permettait aux imprimeurs typographes d'employer, du 15 novembre au 15 décembre et du 15 juin au 15 juillet, les femmes et les filles de plus de 18 ans jusqu'à 11 heures du soir, avec un maximum effectif de 12 heures de travail par 24 heures.

Désormais, tout travail était interdit aux femmes et aux enfants de moins de 18 ans à partir de 9 heures du soir, et les autorisations de prolonger la durée de la journée de travail devaient être accordées par l'inspecteur divisionnaire.

Ce nouveau régime amena, en août 1896, la protestation du Congrès. L'on décida d'agir auprès du Ministre pour obtenir que l'imprimerie fût assimilée aux industries saisonnières autorisées à la veillée jusqu'à 11 heures; vœu tout platonique qui n'apporta aucun changement à la situation.

Cependant, l'application de la loi de 1892 rencontrait quelques difficultés et l'on semblait d'accord sur l'utilité d'une revision partielle. Une commission spéciale avait été nommée par la Chambre des députés pour étudier la question. La Chambre syndicale, toujours fermement opposée au principe de la réglementation, fit aussitôt parvenir une

note à tous les membres de la Commission ; son Président vint lui-même en soutenir les termes devant les commissaires.

Après la promulgation de la loi du 31 mars 1900, qui unifiait la durée du travail des hommes et des protégés de la loi de 1892 dans les ateliers mixtes, l'Union se mit en devoir d'obtenir une interprétation large des textes nouveaux. A cet effet, une délégation se rendit le 2 juin, auprès du Ministre du Commerce et en obtint l'assurance que les hommes adultes pourraient continuer à faire des heures supplémentaires en vertu du décret de 1851.

La loi de 1900 prévoyait qu'un règlement d'administration publique serait publié qui fixerait les dérogations à apporter à la loi. La Chambre syndicale et l'Union s'occupèrent activement d'obtenir pour les imprimeurs les conditions les meilleures possibles. Elles intervinrent auprès du Comité des Arts et Manufactures, et auprès du Conseil supérieur du Travail pour qu'un certain nombre d'heures supplémentaires fussent accordées à l'imprimerie et que ces heures fussent comptées par ouvrier, mais non portées au crédit même du patron. Elles obtinrent enfin de défendre leurs intérêts devant la section du Conseil d'État chargée d'élaborer le projet de règlement. Celui-ci parut le 28 mars 1901, il supprimait le décret de 1851 qui permettait aux adultes une durée de travail illimitée, mais il accordait à la seule industrie de l'imprimerie le droit de faire deux heures supplémentaires par jour jusqu'à concurrence de 100 heures par an.

La loi sur les accidents du travail. La législation sur les accidents du travail fut encore plus mal accueillie peut-être que la loi de 1892, par le monde industriel patronal.

En 1896, dès que fut connu le projet de la Commission sénatoriale, les grands groupements syndicaux patronaux se

réunirent pour protester contre les conséquences fâcheuses qu'ils entrevoyaient; mais les organisations syndicales typographiques, tout en suivant de près les travaux préparatoires de la loi, ne cherchèrent pas à intervenir. Elles jugèrent sans doute que leur effort particulier ne présenterait qu'une utilité bien minime à côté de l'action de groupements patronaux beaucoup plus importants. Elles se bornèrent donc à éclairer les imprimeurs syndiqués sur la portée et sur les effets de la loi, et à les guider dans le choix d'un mode d'assurance.

Nous citerons, à titre de document caractérisant l'état d'esprit patronal au sujet de cette loi, le vœu suivant resté tout platonique d'ailleurs, qui fut voté à l'unanimité au Congrès de Bordeaux en 1898 :

« Le Congrès ne saurait protester trop vivement contre les charges intolérables dont la nouvelle loi relative aux accidents grève l'industrie. Il charge le Comité central de transmettre cette protestation dans les termes que la circonspection et l'opportunité lui inspireront, avant ou après la publication des règlements d'administration publique. Il charge en outre le Comité central de faire tous ses efforts pour exercer une influence sur la rédaction des règlements d'administration publique et notamment en déléguant un de ses membres au Comité d'étude qui siège au Musée social, à Paris. »

La loi sur le repos hebdomadaire. — Le repos du dimanche était très généralement observé dans l'imprimerie typographique, sauf à l'époque de surabondance de travail. La loi sur le repos hebdomadaire ne devait donc pas apporter une grande perturbation dans les conditions d'exercice de cette industrie, et l'élaboration de la loi se

poursuivit sans que l'organisation syndicale patronale intervint d'aucune façon. Cependant son application ne laisse pas d'être parfois gênante, notamment en ce qui concerne l'obligation de donner au personnel deux jours au moins de repos par mois.

Un crédit de 15 dimanches par an, pendant lesquels il est possible de travailler, paraît en général suffisant aux imprimeurs ; mais ils désireraient, et le vœu fut voté à l'unanimité par l'assemblée générale de Marseille en 1906, que la loi fût révisée d'une façon libérale en laissant « aux chefs d'industrie le soin de régler le repos hebdomadaire de manière à satisfaire au principe sans nuire à la bonne marche et à la prospérité de l'industrie ».

Le projet de loi sur les retraites ouvrières. — Parmi les lois ouvrières actuellement en élaboration et dont s'est préoccupée l'organisation syndicale patronale, nous ne retiendrons que le projet de loi sur les retraites ouvrières.

Il n'est peut-être plus d'esprit qui se refuse à admettre comme inéluctable la nécessité d'assurer une retraite aux vieux ouvriers. Les syndicats typographiques patronaux reconnaissent cette nécessité, et la question a fait de leur part l'objet de nombreux travaux.

La Chambre syndicale de Paris déclarait, en 1901, que « l'accomplissement du devoir qui s'impose à la société doit être recherché dans l'application et le développement du principe de la coopération mutualiste sous l'action féconde de la liberté ».

Au Congrès de Paris en 1900, un rapport très éloquent voyait la solution dans les efforts communs des deux groupements syndicaux patronal et ouvrier, afin d'organiser une caisse des retraites générales de la corporation.

La question de la création de cette Caisse, renvoyée au Comité central, ne donna lieu, par la suite, à aucune étude sérieuse.

Cependant on se rendait bien compte, qu'en pareille matière il fallait, pour aboutir, adopter le principe de l'obligation, et c'est sous cette forme que fut abordé le problème au Congrès de 1901. Après lecture d'un rapport remarquable et après une discussion approfondie, l'on s'arrêta à cinq vœux, très intéressants par la netteté de leurs conclusions et par leur portée pratique.

Ces vœux, avec quelques lignes d'explication, furent imprimés et envoyés à la Direction d'Assurance et de Prévoyance sociale au Ministère et à la Commission de la Chambre.

Ils étaient ainsi conçus :

« 1^o L'assurance est obligatoire, sous la surveillance et le contrôle de l'État et avec la responsabilité des patrons employeurs ou celle d'une collectivité de patrons par corps de métier : les ouvriers et les employés pourront contracter directement des assurances pour la constitution d'une retraite à l'âge de 65 ans, avec des compagnies françaises ou étrangères d'assurance sur la vie. Ces compagnies devant présenter toutes garanties d'honorabilité et de solvabilité pourraient être agréées par l'État.

« 2^o La prime annuelle de 60 francs, constituée par les retenues ouvrières et les versements patronaux, étant largement suffisante pour permettre de constituer une rente qui ne pourra être inférieure à 360 francs, l'Union syndicale des Maîtres Imprimeurs de France émet le vœu que ces retenues et versements soient uniformément fixés à 0 fr. 10, quel que soit le montant du salaire et ce jusqu'à concurrence de celui de 4,000 francs.

« 3° Pour venir en aide : dans le présent, aux travailleurs âgés ou infirmes ; dans l'avenir, aux travailleurs en chômage par suite de maladie, une Caisse nationale d'Assistance générale pourrait être instituée par l'État. »

Jusqu'au Congrès de 1905, la question n'avait été étudiée qu'au point de vue principe.

Le projet même de la Commission d'Assurance et de Prévoyance sociale fit à ce dernier Congrès l'objet d'une étude très approfondie. Sous l'influence des très éloquents et très pessimistes conclusions du rapporteur, impressionné surtout par la question financière, le Congrès, modifiant ses vues précédentes, vota le principe de la libre initiative individuelle à charge par l'État et les patrons de l'encourager.

DEUXIÈME PARTIE

L'Organisation et l'Action syndicales
chez les ouvriers.

DEUXIÈME PARTIE

L'ORGANISATION & L'ACTION SYNDICALES CHEZ LES OUVRIERS

Plan. — Nous aborderons dans la deuxième partie de notre travail l'étude de l'organisation et de l'action syndicales chez les ouvriers typographes.

Nous adopterons le même plan que celui que nous avons suivi pour l'étude de l'organisation et de l'action syndicales chez les patrons.

La Chambre syndicale typographique parisienne, les chambres syndicales provinciales, la Fédération des Travailleurs du Livre, les syndicats dissidents, feront l'objet de nos quatre premiers chapitres. Un cinquième traitera de l'importance de l'organisation corporative et de l'esprit syndical chez les ouvriers typographes.

Nous diviserons ensuite l'étude de l'action syndicale en cinq chapitres, consacrés successivement aux points de vue social, professionnel et technique, mutualiste, économique, et à l'attitude de l'organisation syndicale vis-à-vis de la législation industrielle et ouvrière.

CHAPITRE PREMIER

LA CHAMBRE SYNDICALE TYPOGRAPHIQUE PARISIENNE

I. La Société typographique. — II. La Chambre syndicale typographique parisienne.

I.

LA SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE

Les sociétés de secours mutuels. — Le nouveau régime d'individualisme économique, inauguré par la Révolution, avait eu pour effet de briser toute organisation syndicale chez les ouvriers typographes. Ce sera seulement en 1833 que se produiront les premiers efforts de ces derniers vers le groupement corporatif.

Il n'est pas à dire que jusqu'à cette date l'esprit d'association ne se soit manifesté sous aucune forme dans le monde typographique ouvrier. Bien au contraire, les sociétés de secours mutuels étaient nombreuses dans la profession ; il en existait plus de 30 en 1825, comprenant ensemble 2,617 adhérents.

Spéciales aux typographes, elles n'admettaient de membres étrangers à la corporation que juste dans la limite nécessaire pour pouvoir être autorisées par l'Administration. L'objet de ces sociétés étant exclusivement mutualiste, leur action n'avait rien de commun avec l'action syndicale. Tout

au contraire des syndicats, dont la propagande est toujours incessante, elles se montraient en général hostiles aux adhésions nouvelles.

Après la fondation d'une association corporative à tendances syndicales, ces sociétés, d'ailleurs, continuèrent de fonctionner et quelques-unes d'entre elles subsistent encore aujourd'hui.

Première tentative de groupement syndical en 1833.—

Un premier essai de groupement syndical se produisit en 1833. Une réunion corporative avait adopté un projet de tarif qui fut communiqué aux maîtres imprimeurs, mais les promoteurs ayant été arrêtés comme coupables du délit de coalition, les cotisations furent remboursées et la tentative ne put avoir aucune suite.

C'est toujours la nécessité de régler les question de salaires qui, chez les ouvriers, est la cause déterminante des groupements syndicaux. C'est pour faire appliquer un tarif qu'en 1833 les typographes avaient tenté de se syndiquer. C'est également la nécessité de régler le marché de la main-d'œuvre qui les poussera quelques années plus tard, en 1839, à renouveler leur tentative.

Fondation de la Société typographique de Paris. —

L'une des raisons primordiales qui avaient déterminé les maîtres imprimeurs à s'unir en 1839 était la concurrence à outrance que se faisaient à Paris les 80 titulaires du brevet. Or, la concurrence acharnée qui pousse les patrons à abaisser leur prix de revient jusqu'aux limites du possible, a trop souvent sa répercussion sur les prix de main-d'œuvre : pour pouvoir lutter, s'il n'est retenu par aucune considération humanitaire, le patron tend à réduire le plus possible les

salaires de ses ouvriers. Telle était bien la crainte des typographes en 1838, si nous en croyons la pétition qu'ils adressent à la Chambre des députés demandant l'institution d'une commission d'enquête, composée de patrons et d'ouvriers, qui serait chargée « d'instituer en commun une meilleure organisation de l'industrie ».

Sous l'empire de cette crainte, impressionnés également par la création de l'Association des Imprimeurs — que d'après M. Radiguer, ils semblaient croire formée en vue d'imposer une baisse générale des salaires — quelques typographes s'unirent pour fonder la *Société typographique de Paris*. 150 adhérents, versant une cotisation mensuelle de 1 franc, répondirent à l'appel des 13 fondateurs.

La Société typographique depuis cette époque a subi bien des transformations, mais elle s'est perpétuée jusqu'à nos jours, où elle est devenue la *Chambre syndicale typographique parisienne*, de même que l'Association des Imprimeurs Typographes est devenue actuellement la *Chambre syndicale des Imprimeurs Typographes*.

Le but de la Société était de faire adopter un tarif. Son existence était occulte et elle n'avait point de siège social. Elle était administrée par un Comité qui tenait ses réunions périodiques chez un marchand de vins. Des assemblées générales réunissaient trimestriellement les sociétaires en dehors de Paris ; ils y étaient conduits par le receveur (1) de chaque atelier, seul au courant du lieu de la réunion.

Ce ne fut qu'en 1844 que fut élaboré un règlement, rendu nécessaire par les malversations du sociétaire dépositaire des fonds (2).

(1) Le receveur est dans chaque atelier le sociétaire chargé de recueillir les cotisations.

(2) RADIGUER. — *Maîtres Imprimeurs et Ouvriers typographes*.

Sa forme de société secrète. — Si la Société typographique était une société secrète, elle n'en était pas moins reconnue par les patrons et tolérée par la police.

Les patrons en avaient reconnu l'existence en acceptant de créer une commission mixte, celle-là même qui élaborait le tarif de main-d'œuvre de 1843.

La police d'autre part ne fut jamais dupe de la précaution que prenait toujours la Société de se dissimuler derrière la Commission dans toutes les réunions officielles. Si, pendant plusieurs années, elle n'était pas intervenue dans le banquet qui réunissait annuellement patrons et ouvriers « syndiqués » depuis 1843, cette tolérance ne venait pas de son ignorance, mais probablement de ce que les patrons s'entremettaient auprès des Pouvoirs publics. Lorsqu'en 1846, en effet, les maîtres imprimeurs cessèrent de participer au banquet à la suite de dissentiments avec leurs ouvriers, la réunion des typographes fut aussitôt prohibée par la police (1).

Statuts de 1849. — Cependant, la Société prospérait ; elle comptait, en 1848, près de 1,500 adhérents, soit plus de la moitié des typographes parisiens.

Le 8 septembre 1849, elle revisa ses statuts. Le but avoué était le maintien des prix de main-d'œuvre, les secours mutuels en cas de maladie et de chômage, la propagation de l'esprit d'association générale, mais la Société devenait de plus en plus une « société de résistance », un véritable syndicat.

Une caisse centrale d'assurance contre la maladie fut adjointe à la Société le 4 août 1850. Cette création devait amener la zizanie dans le syndicat : divisés sur le point

(1) RADIGUER. *op. cit.*

de savoir si l'adhésion à la Caisse serait obligatoire, les sociétaires se séparèrent en deux groupes. La Société typographique conserva les partisans de l'obligation, mais les dissidents fondèrent une association libre du tarif.

La scission dura neuf ans entre *la mère et la fille*, sobriquets par lesquels on désignait les deux associations. La fusion se fit en 1860, grâce aux efforts d'une commission mixte composée d'adhérents des deux sociétés, et de nouveaux statuts furent élaborés.

Les statuts approuvés de 1861 ; leur caractère mutualiste. — Jusqu'alors, la Société n'avait pas eu d'existence légale. Bien qu'elle eût pris la forme d'une société de secours mutuels, l'autorité s'était refusée à l'autoriser parce qu'elle comprenait plus de 150 membres. Mais, en 1861, l'administration se montrait plus libérale. Les nouveaux statuts furent, eux aussi, en apparence ceux d'une société de secours mutuels, seul le placement des chômeurs sortait du cadre de l'action mutualiste. L'autorité accorda son autorisation et l'association s'installa rue de Savoie, 15, avec un effectif de 1,500 membres.

C'est de cette époque que date pour la Société typographique parisienne de Secours mutuels un régime de tolérance beaucoup plus large.

La Commission des primes. — Le fonctionnement de la résistance fut dès lors assuré par un organe distinct, dont l'existence s'affirmait au grand jour sous le nom de Commission des primes. Le rôle avoué de cette Commission consistait à effectuer trimestriellement entre les sociétaires le tirage au sort de deux primes, l'une de 50 francs, l'autre de 100 francs. Son rôle occulte était beaucoup plus important : c'était elle

qui veillait à l'application du tarif et qui tranchait les questions de salaire. Elle se mettait périodiquement en rapport avec les receveurs d'ateliers : la réunion des receveurs et des membres de la Commission formait l'Assemblée des primes. Toutes les dépenses occasionnées par la « résistance » figuraient sur les livres de la Société dans le compte *dépenses diverses*.

L'autorité connaissait fort bien le fonctionnement occulte de cette « résistance » ; elle le tolérait, se bornant à intervenir en cas de conflit violent, en cas de grève. C'est ainsi qu'en 1862 une grève ayant éclaté parmi le personnel de l'imprimerie Paul Dupont, le Préfet de police fit venir le Président de la Société et lui enjoignit de faire cesser l'agitation « sous peine de voir la Société dissoute et ses dirigeants broyés ». L'on ne pouvait mieux montrer que l'on connaissait le rôle occulte joué par la Société.

La « résistance » cesse d'être cachée. — Devant la tolérance évidente du Gouvernement, les typographes s'enhardirent, et la Société crut pouvoir affirmer au grand jour son rôle de résistance. Le 8 août 1867, sous forme d'appendice aux statuts, fut adopté le règlement d'une chambre syndicale : une caisse spéciale était affectée au service de la résistance.

L'effectif de la Société était à ce moment de 2.131 adhérents. En 1871, les dépenses de résistance se confondirent avec les dépenses générales, mais désormais ce fut sous leur vrai nom qu'elles figurèrent sur les livres.

Remaniement des statuts en 1879. — De nouveaux changements furent apportés aux statuts en 1879, concernant principalement les pensions de retraite. La Société typographique étant une société de secours mutuels approuvée, elle

devait soumettre ces modifications à l'approbation du Gouvernement; c'est alors que le Ministre exigea la suppression de tout ce qui ne rentrait pas étroitement dans le cadre mutualiste.

Cependant, le vote de la loi sur les syndicats paraissait imminent; la Société typographique reculait l'exécution des prescriptions ministérielles; elle atteignit ainsi l'époque où fut consacrée l'existence légale des syndicats.

A partir du 1^{er} janvier 1886, deux règlements distincts fonctionnèrent, l'un régissant la Société de Secours mutuels, conforme aux indications du Ministre, l'autre régissant les fonctions purement syndicales et qui est celui de la Chambre syndicale.

Nous laisserons de côté ce qui concerne la Société de Secours mutuels et nous nous bornerons à l'étude de l'organisation actuelle de la Chambre syndicale proprement dite.

II

LA CHAMBRE SYNDICALE TYPOGRAPHIQUE PARISIENNE

Son but. — La Chambre syndicale Typographique parisienne a pour but :

« 1° La défense des intérêts généraux et professionnels de tous ses adhérents ;

2° L'établissement et le maintien du tarif des prix de main-d'œuvre ;

3° La généralisation du système commanditaire et à son défaut de faire prévaloir le travail en conscience ;

4° La réduction de la journée de travail ;

5° De secourir ceux de ses membres qui auraient perdu leur travail en concourant au fonctionnement du syndicat ;

6° De faciliter le placement des syndiqués ;

7° De prendre l'initiative de tout ce qui peut intéresser le syndicat et contribuer au bien-être moral, matériel et intellectuel de tous ses membres. »

Sa composition. — Elle n'admet que les ouvriers compositeurs ou opérateurs linotypistes ayant terminé leur apprentissage depuis trois mois au moins, à l'exclusion de tous protes ou directeurs. Elle est adhérente à la Fédération dont elle constitue la 21^e section ; mais à côté des services fédéraux auxquels elle participe, elle a ses services propres de placement, de secours de chômage, de secours judiciaire en cas de poursuite autorisée devant les prud'hommes, de secours en cas de décès d'un syndiqué.

Son budget. — Les dépenses de la Chambre comprennent donc :

- 1° La contribution fédérative ;
- 2° Les frais propres à ses services particuliers ;
- 3° Les frais d'administration.

Pour faire face à ces dépenses, elle impose à chaque syndiqué, d'abord un droit d'entrée qui varie de 3 à 15 francs suivant l'âge du postulant, puis une cotisation mensuelle de 3 francs. Sur cette cotisation, elle prélève la cotisation fédérative de 2 francs, il lui reste donc une somme de 12 francs par an et par syndiqué pour équilibrer son propre budget.

Son administration. — Comme toutes les sections de la Fédération, la Chambre syndicale parisienne s'administre elle-même, par l'entremise d'un Comité composé de 15 membres, élus pour un an au scrutin secret et individuellement.

Est éligible tout syndiqué au pair de ses cotisations, ayant au moins trois ans de syndicat. Il faut en outre justifier d'un passé typographique irréprochable ; c'est ainsi, par exemple, que plusieurs radiations pour défaut de paiement des cotisations syndicales et que — indice très caractéristique du sentiment du Syndicat à l'égard de la main-d'œuvre féminine — le fait d'être marié ou de vivre maritalement avec une compositrice travaillant, entraîne l'inéligibilité à une fonction syndicale quelconque.

Pour assurer le caractère démocratique de la représentation syndicale, les statuts engagent chaque atelier à présenter un candidat, et l'élection a lieu à la majorité relative.

Le Comité nomme un Bureau qui est composé d'un délégué-secrétaire, d'un délégué-adjoint, d'un comptable et d'un trésorier.

Il n'y a point de président permanent, mais à chaque

réunion le Comité élit un président de séance parmi les membres présents.

Le délégué-secrétaire doit tous ses soins au Syndicat, il est rétribué et constitue l'organe permanent de relation du Syndicat.

L'assiduité aux séances du Comité est de rigueur et les absences répétées entraînent la radiation d'office.

Les pouvoirs du Comité sont les pouvoirs ordinaires d'administration, mais il est en outre investi des fonctions d'arbitre entre syndiqués. Il est particulièrement chargé de surveiller l'application des tarifs.

Seul maître de son action dans les limites statutaires, le Comité syndical est néanmoins soumis à la surveillance étroite d'une Commission consultative et de contrôle, composée de 30 membres élus annuellement, et qui a pour mission de vérifier « si, dans ses décisions, le Comité a respecté dans la lettre et dans l'esprit le Règlement et le Tarif. »

Les pouvoirs de surveillance de cette Commission ont pour sanction une mesure énergique. Si, en effet, un désaccord se manifeste entre elle et le Comité syndical, elle doit convoquer immédiatement une assemblée générale qui se rend juge du conflit. La Commission tient ses séances tous les trois mois, mais elle peut être convoquée extraordinairement soit par le Comité syndical, soit par son propre Bureau, soit sur la demande de la majorité de ses membres. Elle nomme dans son sein une commission de vérification des comptes composée de 7 membres, qui s'occupe spécialement de vérifier la comptabilité.

Signalons enfin l'existence d'un véritable organe de relation entre le Comité syndical et les syndiqués, le receveur, dont nous avons constamment constaté l'existence au cours de l'évolution des organisations ouvrières typographiques. Le

receveur existe dans chaque atelier; élu par ses camarades, sa principale fonction consiste à réunir les cotisations des syndiqués et à les verser entre les mains du trésorier, mais il est aussi chargé de veiller dans l'atelier à l'exécution du Règlement et du Tarif et de faire de la propagande syndicale.

Des assemblées générales bi-annuelles ont pour mission d'approuver la gestion du Comité syndical et de trancher les questions importantes. Mais ces assemblées ne réunissent en général qu'une faible partie des syndiqués inscrits (1), aussi les statuts prévoient-ils que dans le cas où 200 syndiqués en règle contesteraient dans un délai de 30 jours une décision prise en assemblée générale, la question ferait l'objet d'un referendum dans les ateliers.

Un referendum, seul, peut décider d'une grève générale de la corporation, d'un changement dans le taux des cotisations, et d'une modification aux statuts.

Les pouvoirs de la Commission de contrôle d'après les statuts de 1879. — Il paraît difficile d'imaginer une administration plus démocratique que celle que nous venons de décrire.

Les statuts adoptés fin 1879, cependant, exagéraient bien davantage ce caractère démocratique. Pour éviter l'omnipotence du Comité, dont le mandat ne durait pourtant que six mois, l'on avait en effet donné à la Commission de contrôle le droit de modifier ou d'annuler toutes les décisions du Comité.

Cette dualité des Pouvoirs eut pour résultat de favoriser les dissensions intestines qui, de 1886 à 1894, divisèrent en deux camps les typographes parisiens et aboutirent à la création d'un syndicat dissident.

(1) Compte rendu du Congrès de 1905, page 287.

Le syndicat dissident de la rue Bailleul. Il n'est pas dans notre sujet de faire l'histoire de ces dissensions, nous n'en dirons que quelques mots.

En 1883, se fondèrent deux associations indépendantes du syndicat, le *Cercle typographique* et l'*Union typographique*. Ces deux sociétés qui se proposaient pour but l'étude des questions sociales, procédaient de deux tendances très nettement différentes : l'une, le Cercle, était d'opinion collectiviste révolutionnaire, l'autre, l'Union, se réclamait d'un programme purement syndicaliste d'où était exclue toute politique.

Le *Réveil typographique*, organe du Cercle, le *Ralliement*, organe de l'Union, se livrèrent l'un à l'encontre de l'autre à une polémique de toute violence. Chaque parti luttait d'influence pour obtenir la direction du syndicat, les uns ayant acquis la majorité dans le Comité syndical, les autres dans la Commission de contrôle.

Le conflit entre les deux organes de direction, le Comité et la Commission de contrôle aboutit à une scission : un syndicat dissident unioniste fut fondé en 1886 par cette dernière. Il eut son siège rue Bailleul.

Les sociétaires restés fidèles au syndicat primitif adoptèrent alors de nouveaux statuts où la Chambre syndicale et la Société de secours mutuels étaient complètement séparées. Avertis par l'expérience, ils remplacèrent la Commission de contrôle par une commission d'examen, qui n'avait plus que les pouvoirs d'un simple conseil.

La fusion des deux syndicats. Les tentatives de rapprochement entre les deux syndicats, celui de la rue de Savoie et celui de la rue Bailleul furent nombreuses.

Le Congrès de 1887, une Assemblée générale des typographes

de la Seine en 1888, les Congrès de 1889, de 1892, firent tous leurs efforts pour amener une entente. Après de longs et laborieux pourparlers, la fusion se fit enfin, et le 24 mars 1894 furent approuvés les nouveaux statuts.

Les unionistes avaient exigé le rétablissement de la Commission de contrôle ; mais l'on se garda de lui accorder les attributions que lui avait données les statuts de 1879, l'on se borna à lui fixer le rôle que nous avons décrit.

Les tendances de la Chambre syndicale parisienne. —

Les dissensions qui séparèrent pendant longtemps les typographes parisiens nous montrent que l'accord était loin de régner entre eux au sujet des méthodes d'action syndicale. Depuis la fusion entre les deux syndicats, quelle est la tendance dominante de la 21^e section ?

Est-ce que l'esprit de collectivisme révolutionnaire, qui pendant quelques années fut celui des dirigeants de la rue de Savoie, sans d'ailleurs qu'il paraisse avoir été celui de la majorité des syndiqués, est resté depuis 1894 l'esprit de la 21^e section en tant que syndicat ?

Il semble bien, quelle que soit l'opinion particulière des membres du Comité, que l'action syndicale soit depuis lors restée sur le terrain purement corporatif. Au Congrès de Limoges, en 1894, la 21^e section se prononça d'ailleurs contre « la grève générale expropriatrice », opinion qu'elle a eu depuis l'occasion de confirmer à une grande majorité par referendum en 1898 (1) et en 1901 (2). Les quelques grèves partielles que le syndicat a soutenues jusqu'à ce jour ont été des grèves économiques procédant, non de tendances sociales révolutionnaires, mais du désir d'améliorer en quelque façon les conditions du travail.

(1) *Typographie Française*, n° 495.

(2) *Typographie Française*, n° 479.

En ce qui concerne enfin les questions générales et les questions de principe sur lesquelles la Fédération eut l'occasion de prendre position, la 21^e section se conforma aux tendances manifestées par la Fédération tout entière.

CHAPITRE II

LES CHAMBRES SYNDICALES EN PROVINCE

En ce qui concerne les syndicats d'ouvriers typographes en province, comme en ce qui concerne la Chambre syndicale parisienne, nous trouvons les mêmes conditions de formation et la même évolution.

Sortis eux aussi de la société de secours mutuels, peu à peu les syndicats provinciaux affirment leur caractère de « résistance ». D'abord occulte, celle-ci se dissimule de moins en moins pour arriver avec le régime actuel à former dans le Syndicat la partie la plus fortement organisée.

Au moment où se fonda la Fédération, il existait une vingtaine environ de syndicats provinciaux qui en devinrent les premières sections. Ces sections aujourd'hui, extrêmement nombreuses, sont au nombre de 168.

Leur organisation est, à très peu de chose près, la même, et leur action se confond le plus souvent, au point de vue général, avec celle de la Fédération française, leur tuteur naturel.

Nous choisirons dans cette courte étude sur les syndicats provinciaux, trois groupements parmi les plus importants, ceux de Lyon, de Marseille et de Bordeaux. L'histoire de leur formation nous montrera l'évolution de l'idée syndicale chez les typographes de province. En ce qui concerne leur organisation actuelle, nous ne dirons que quelques mots de ses

principales caractéristiques ; et nous trouverons l'histoire de leurs actes au cours de notre étude de l'action syndicale ouvrière dans la typographie française.

Chambre syndicale typographique lyonnaise. - La seule association professionnelle des typographes lyonnais fut pendant quarante ans une société de secours mutuels, la *31^e Société de Lyon*, fondée en 1822. Ce fut seulement en 1861, le 19 septembre, que les typographes adoptèrent les statuts d'une « *caisse annexe* » à la 31^e Société dont le but caché était celui d'un véritable syndicat.

L'établissement, en 1848, d'un tarif de main-d'œuvre d'accord entre ouvriers et patrons, indique nécessairement l'existence d'un groupement corporatif chargé de l'élaborer, mais ce groupement n'eut point d'organisation, et le tarif lui-même d'ailleurs tomba en désuétude deux ou trois années après son adoption. C'est donc bien au 19 septembre 1861 qu'il faut faire remonter la naissance de la Chambre syndicale des ouvriers typographes de Lyon.

La Caisse annexe fit approuver ses statuts par l'autorité : l'on avait pour but les secours de chômage, les secours aux passagers, le service de placement. Aussitôt constituée, la Caisse s'appliqua avec succès à faire revivre le tarif de 1848.

Le 15 juin 1862, elle comptait 200 membres. Son existence fut prospère et elle fut assez heureuse pour faire reviser son tarif en 1868 et en 1880.

Le 28 septembre 1883, elle prit le nom de Chambre syndicale, et ses nouveaux statuts ne furent que la reproduction presque intégrale des anciens.

A une période de paix avec les maîtres imprimeurs avait succédé, à partir de 1881, une ère de luttes incessantes. Mais à la veille du mouvement gréviste de 1906, la situation s'est

complètement transformée, grâce aux bons effets d'une Commission mixte qui réussit à établir l'entente entre les deux syndicats patronal et ouvrier. Depuis cette époque, la prospérité du syndicat s'est sensiblement accrue.

L'effectif qui, en 1900, était de 270 membres, comprend aujourd'hui 530 syndiqués.

Une cotisation mensuelle de 3 francs permet à l'association le fonctionnement de services mutualistes particuliers importants : secours de chômage, de maladie, d'incapacité.

L'activité de ce groupement le place à la tête du mouvement syndical ouvrier dans la typographie française.

Syndicat des ouvriers typographes de Marseille. —

Il existait à Marseille depuis 1820 une association de secours mutuels, la Société de Saint-Jean de Latran, dont l'effectif ne pouvait d'ailleurs statutairement dépasser 100 adhérents, lorsqu'en 1840, une réduction de salaires imposée par un imprimeur de la ville, provoqua la formation du premier groupement corporatif de résistance. Celui-ci ne survécut pas à la grève qui l'avait fait naître.

Cependant l'idée syndicale s'était emparée de quelques typographes qui entreprirent de constituer une association de résistance permanente. Pendant deux années, ils ne cessèrent point de faire une propagande active ; mais leurs efforts n'avaient pu réussir à entraîner la typographie marseillaise, lorsque, pour imiter les typographes parisiens, ils eurent l'idée d'organiser un banquet corporatif à l'occasion de la Saint-Jean Porte-Latine, le 8 mai 1847.

C'est de ce banquet que sortit le premier groupement syndical permanent des ouvriers typographes de Marseille. Les adhésions furent assez nombreuses pour que les ouvriers pussent croire le moment venu de proposer à leurs patrons

l'application d'un tarif. Le rejet des propositions ouvrières eut pour effet d'entraîner une mise-bas générale, et la grève amena à la société de résistance l'adhésion des derniers hésitants.

Après ce conflit, qui se termina par la réussite partielle des ouvriers, l'association fonctionna sous le nom de *Société de secours mutuels de Saint-Augustin* ; mais elle fut dissoute par le Gouvernement le 2 décembre 1851.

De 1851 à 1867, aucune association corporative n'exista chez les typographes de Marseille.

Cependant, en 1867, le Gouvernement était devenu beaucoup plus tolérant à l'égard des associations corporatives ouvrières. De véritables syndicats typographiques fonctionnaient à Paris et à Lyon. Les typographes marseillais fondèrent alors une *Caisse de service extraordinaire*, annexée à une société de secours mutuels, la *Société de secours mutuels typographique*. Le Gouvernement, bien qu'averti des tentatives de la Caisse de service extraordinaire, autorisa la Société. Les statuts en furent définitivement adoptés en assemblée générale le 18 janvier 1868 par les 137 premiers adhérents.

La Caisse avait son organisation et sa comptabilité particulières. Nous y retrouvons tous les éléments constitutifs du syndicat, le maintien d'un tarif, la mise-bas en cas de diminution de salaire, le placement des chômeurs, etc.

Le 22 juin 1870, elle prit le nom de Chambre syndicale et une nouvelle rédaction des statuts affirma encore plus nettement et de façon plus explicite le rôle de résistance dévolu au syndical.

La situation actuelle est prospère et nous verrons, lorsque nous étudierons l'action syndicale, la part qu'a prise ce groupement à l'action corporative typographique.

Association syndicale des typographes de Bordeaux. —

La première association typographique de Bordeaux fut une société de secours mutuels, fondée le 1^{er} août 1834, et dissoute en 1847 par ses 15 derniers adhérents qui se partagèrent le fond de caisse. Une autre société de secours mutuels fondée en 1848, comprenait 27 membres, lorsqu'elle fut dissoute par le Préfet.

Des débris de ces deux sociétés, se forma la *Société typographique de bienfaisance*, mère du syndicat actuel. Elle conserva son caractère de société de secours mutuels jusqu'en 1861 ; mais à cette époque elle prit le nom de *Société typographique bordelaise*, et les tendances purement syndicales commencèrent à se faire jour. Étant parvenue à faire appliquer dans les neuf imprimeries de Bordeaux un tarif de main-d'œuvre, elle s'attira ainsi l'adhésion de la presque totalité des typographes de la ville.

Le 15 février 1870, la Société adopta les statuts d'une chambre syndicale qui eut dès lors son administration particulière à côté de celle de la société de secours mutuels quoique la caisse restât commune. L'année suivante la séparation devenait complète entre les deux organisations.

Les statuts actuels datent de 1907. Ils sont d'une remarquable précision et comprennent sous forme d'annexes un règlement des cours professionnels, les statuts d'une caisse facultative de décès (1901) et ceux d'une caisse facultative de prêts gratuits (1904).

La cotisation est de 3 francs par mois et le Syndicat assure des secours mutualistes particuliers.

Très prospère, il réunit la grosse majorité des typographes bordelais ; il compte actuellement 330 membres et 20 pupilles, et il peut être considéré comme un des types les plus intéressants des syndicats locaux typographiques français.

CHAPITRE III

LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DES TRAVAILLEURS DU LIVRE

I. Création de la Fédération et son but. — II. Éléments constitutifs. Organisation. Situation légale. — III. Dépenses et ressources. — IV. Administration et Congrès. — V. Tendances et Méthode d'action.

I.

CRÉATION DE LA FÉDÉRATION ET SON BUT

Le premier effort vers la fédération. — L'Agrégation (1861). — L'idée de réunir en une fédération nationale, les associations professionnelles des typographes français, avait déjà été émise aux premiers jours de la Révolution. Elle fut reprise en 1861 par le Président de la Société typographique parisienne qui, munis des pouvoirs de l'association, entreprit de créer l'*Alliance des Sociétés de Secours mutuels de l'Imprimerie française*.

Le plan consistait à fonder des sociétés de secours mutuels dans toutes les villes qui n'en possédaient point, l'Alliance aurait ainsi réuni 483 associations réparties en 15 régions ; les membres agrégés auraient pu, à leur gré, passer d'une société dans une autre et des secours de route réguliers, « le viaticum actuel », auraient été alloués aux « voyageurs » munis du livret de l'*Agrégation*.

Trop vaste pour l'époque, le projet ne put être mis à exécution, mais un résultat important n'en fut pas moins obtenu. Des relations durables s'établirent, en effet, entre les sociétés alors existantes, et celles-ci ne manquèrent point de s'inviter réciproquement lors de leurs banquets annuels.

D'après les conseils de la Société parisienne, des sociétés nouvelles se fondèrent, à Toulouse, Tours, Rouen, Besançon, Dijon, Lille, Amiens, Corbeil, Alger, Reims, Nancy, etc.

Lorsque la nécessité de soutenir un conflit venait à grever lourdement la caisse d'une société de résistance, les autres sociétés lui prêtaient, en général, leur appui financier. Nous relevons ainsi parmi les secours envoyés :

Envois de Paris à Lyon	500	1863
— Marseille	2.000	1868
Envois de Lyon à Privas	400	1868
— Marseille	500	1868
— Toulouse	200	1880
Envois de Marseille à Saint-Etienne .	200	1868
— Avignon	200	1868
— Paris	5.000	1878
Envoi de Bordeaux à Lyon	200	1863

Fondation de la Fédération. — En 1878, éclatait à Paris une grève générale des typographes. Après 88 jours de lutte, le conflit se termina par l'échec des ouvriers, les patrons n'ayant rien accordé au delà de ce qu'ils offraient avant la grève. Le mouvement avait coûté à la Société typographique Parisienne la somme de 241,169 fr. 60 et une dette d'environ 60,000 francs restait à la charge de la Caisse de résistance.

Devant ce résultat, qui produisit en province une profonde impression, quelques militants crurent le moment venu de tenter de grouper en un faisceau unique toutes les forces ouvrières de la typographie française.

« Une proposition de Congrès ayant été faite par la Société du Mans en vue de la fédération, plusieurs villes de France furent consultées sur l'opportunité de cette organisation. Partout on répondit avec empressement; les plus précieux encouragements vinrent donner une impulsion plus grande à l'initiative du Comité parisien. » (1)

Ce fut en effet le Comité parisien qui prit l'initiative de rédiger le projet des statuts fédéraux et de réunir un Congrès typographique ouvrier.

Ce Congrès eut lieu du 30 août au 2 septembre 1881; il comprenait 17 délégués représentant 3,679 membres et ce fut de ses discussions que naquit la *Fédération typographique française et des Industries similaires*.

Son but. — Le but que s'était assigné la Fédération, n'était autre que celui des chambres syndicales déjà existantes, dont elle allait chercher à synthétiser l'action. L'article premier des statuts précise très nettement le programme de cette action :

Le développement de l'esprit de fraternité et de solidarité;

Le maintien ou l'amélioration des prix de main-d'œuvre;

L'établissement d'un tarif aussi uniforme que possible;

La réglementation de l'apprentissage;

L'établissement du viaticum;

La création de coopératives de production;

La création d'une caisse centrale de secours mutuels;

Et enfin la résistance à l'introduction de la main-d'œuvre féminine.

(1) *Typographie française*, 15 déc. 1881.

Depuis 1881, les statuts ont subi quelques changements, ils se sont surtout amplifiés et précisés ; mais dans ses grandes lignes, le but poursuivi est resté le même.

Les premiers statuts prescrivaient à la Fédération de chercher à établir un tarif *aussi uniforme* que possible. Cette restriction fut bientôt supprimée et, depuis 1885, l'idéal constant de l'organisation syndicale typographique est devenu l'établissement d'un tarif unique de base comportant pour certaines villes des majorations à déterminer.

Le développement du mode de travail commanditaire et du travail en conscience, la suppression du travail aux pièces, la création de nouveaux conseils de prud'hommes, la fondation de nouveaux syndicats, le perfectionnement des secours de grève, l'affiliation aux sociétés typographiques étrangères, l'application rigoureuse des lois de protection ouvrière, la diffusion de la marque syndicale ou label, tels sont aujourd'hui les principaux objectifs que la Fédération se propose d'atteindre et qu'elle a inscrits dans ses statuts.

L'action coopérative par contre a disparu.

II

ÉLÉMENTS CONSTITUTIFS. ORGANISATION.
SITUATION LÉGALE.

Éléments constitutifs de la Fédération. Aux termes de ses statuts la Fédération admet dans son sein « tous les syndicats existants ou qui viendraient à se fonder dans l'industrie du livre ».

Elle embrasse donc toutes les professions de l'imprimerie : nous y trouverons tous les métiers qui composent la branche typographique : fondeurs en caractères, compositeurs, correcteurs, imprimeurs-conducteurs, margeurs-pointeurs, professions diverses du papier ; puis tous ceux que comportent les autres procédés d'impression (1).

(1) Il nous paraît nécessaire d'indiquer brièvement quels sont ces divers métiers, pour permettre au lecteur, non familiarisé avec les choses de l'imprimerie, l'intelligence de ce qui va suivre.

Nos explications ne sont aucunement techniques, elles n'ont pour but que d'individualiser dans l'esprit du lecteur les divers artisans du livre.

Dans l'imprimerie typographique la surface imprimante est composée de la juxtaposition dans un châssis appelé *forme*, de *caractères* en plomb, dont la partie supérieure reproduit en relief tous les signes de l'écriture typographique. Les ouvriers qui établissent les formes sont dits *compositeurs*. Ceux qui effectuent les tirages sont les *imprimeurs*. Ceux enfin qui ont fondu les caractères sont les *fondeurs*.

L'établissement d'une forme se décompose en un certain nombre d'opérations successives. L'on compose d'abord les lignes ; la réunion des lignes superposées l'une au-dessus de l'autre dans l'ordre du texte forme les *paquets*. Le *correcteur* lit et corrige les épreuves de ces paquets afin que le compositeur puisse réparer ses erreurs de composition. Un *metteur en pages*, le chef de l'équipe des compositeurs, compose les titres, dispose les lignes en pages. Une dernière opération, l'*imposition*, consiste enfin à placer ces pages dans les formes, suivant une méthode donnée, afin que lorsque la *feuille* de papier aura été imprimée et pliée, les pages « tombent » dans l'ordre voulu et avec la marge nécessaire.

Le compositeur peut être payé *aux pièces*, ou *en conscience* c'est-à-dire à l'heure. Tous les travaux sont susceptibles d'être faits aux pièces ; mais, dans la pratique, les lignes se composent généralement aux pièces, tandis que tous les autres travaux,

Le titre primitif de la Fédération du Livre qui énonçait d'abord la branche typographique : *Fédération typographique française et des Industries similaires* pouvait laisser croire que les compositeurs typographes jouissaient dans la société d'une situation prépondérante. Aussi ce titre fut-il, au congrès de 1885, remplacé par celui de *Fédération française des Travailleurs du Livre*. On voulait indiquer nettement que la Fédération comprenait toutes les professions du livre avec pour chacune des droits égaux.

Mais, malgré son désir manifeste de grouper toutes les branches de l'industrie du livre, la Fédération fut toujours composée en grosse majorité de typographes, et cela même avant que fussent fondées d'autres fédérations dans l'imprimerie.

La question des similaires. — La question des « similaires » a toujours été assez délicate à résoudre pour la Fédération. Sans vouloir faire état de la jalousie dont les typographes sont parfois l'objet de la part des branches similaires, il faut reconnaître qu'il existe dans les conditions du travail et de la rémunération bien des différences pour chacune des branches de l'industrie. Il est souvent difficile de réussir à ménager les intérêts respectables des diverses parties ; de

composition des tableaux, et tous travaux typographiques divers en dehors de la ligne, se font le plus souvent en conscience.

Quant aux imprimeurs, les uns ont la responsabilité du tirage, ils conduisent la machine, ce sont les *conducteurs* ; ils ont sous leurs ordres le *margeur* ou *margeur-pointeur*, qui présente la feuille à l'impression, et le *receveur*, apprenti qui la saisit au sortir de l'impression.

Lorsque le papier est imprimé, il passe entre les mains des *ouvriers du papier*, qui le rognent, le découpent à son format. (Quand il s'agit de livres, les opérations sont plus complexes : pliage, brochage, couverture, rognage.)

En dehors de la typographie, les autres procédés d'impressions sont la lithographie et tous les procédés de gravure : taille-douce, eau-forte, photogravures diverses, phototypie, etc.

là à reprocher à la majorité un certain égoïsme il n'y a pas loin; et, en fait, l'accusation de négliger les intérêts des similaires fut souvent portée contre le Comité central au cours de l'existence de la Fédération. Celui-ci protesta toujours avec la dernière énergie contre ces accusations de partialité.

D'autre part, les tendances de la grosse majorité des typographes sont en général plus calmes et plus « raisonnées » que celles des ouvriers syndiqués des métiers similaires.

Ces considérations suffisent à expliquer pourquoi, malgré tous les efforts de la Fédération, les similaires tendent de plus en plus à se séparer d'elle. C'est ainsi que se formèrent la *Fédération lithographique française et des parties similaires*, la *Fédération française du Papier* (Syndicats fédérés du département de la Seine), la *Fédération nationale des Travailleurs des Presses typographiques*.

La formation de la Fédération nationale des Travailleurs des Presses typographiques, entreprise par le syndicat des margeurs-pointeurs, après qu'il se fut retiré de la Fédération, n'est guère qu'un épisode de la lutte sourde qui se continue depuis de longues années entre la Fédération du Livre et la Confédération générale du Travail.

Les syndicats des imprimeurs-conducteurs, laissés libres par le Comité central d'adhérer à la Fédération des Presses typographiques, restèrent fidèles à la Fédération; les sections de Bordeaux, de Rennes, de Limoges, d'Orléans, de Paris affirmèrent leur fidélité.

Cependant en ce qui concerne les imprimeurs-conducteurs l'on reconnaissait l'utilité qu'il pourrait y avoir à les réunir en un sous-groupement au sein même de la Fédération, aussi le Comité central fut-il invité par le Congrès de 1905 à

étudier un projet de création d'une section nationale des conducteurs fédérés. Un projet de statuts a paru dernièrement dans la *Typographie française* (1).

La création de la Fédération lithographique et de la Fédération du Papier procède uniquement du désir de se grouper par métier plutôt que par industrie.

Soucieuses d'attirer à elles le plus grand nombre d'adhérents, ces deux associations ont demandé à la Fédération du Livre de ne plus accepter parmi ses adhérents de membres de leur corporation.

La question, débattue au Congrès de 1905, était difficile à résoudre, en raison de la diversité des intérêts engagés; elle fut renvoyée à l'étude du Comité central. En fait, les similaires de la lithographie et du papier n'avaient guère adhéré à leur organisation respective que dans les centres où ils pouvaient former des groupes locaux; partout ailleurs, là où ils étaient trop peu nombreux pour se constituer en syndicat particulier, ils étaient restés adhérents à la Fédération du Livre.

Une convention passée entre les deux Fédérations typographique et lithographique, le 15 avril 1907, stipule qu'à l'avenir la Fédération du Livre ne pourra plus recevoir d'adhérents lithographes. Mais en ce qui concerne les ouvriers de cette profession déjà membres de la Fédération du Livre, ils restent libres d'adhérer ou non à leur fédération corporative (2).

Une convention de ce genre est en préparation entre les deux groupements fédéraux du livre et du papier.

(1) *Typographie française*, 16 février 1907.

(2) *Typographie française*, 1^{er} mai 1907.

Organisation intérieure de la Fédération. — Les sections.

— La Fédération est divisée en *sections*; elle ne reconnaît qu'une seule section par ville et un seul syndicat par branche des travailleurs du livre.

Il existe actuellement 168 sections (31 mars 1907).

Chacune d'elles conserve son autonomie, et s'administre elle-même. Elle seule est juge de l'admission de ses membres : dans le seul cas où un préjudice grave aurait été porté par le postulant aux intérêts fédéraux, le Comité central peut émettre un avis défavorable à l'admission du nouveau membre, mais sans pouvoir y opposer un veto absolu.

Libres de leur propre administration, les sections doivent naturellement se soumettre aux prescriptions fédérales statutaires en ce qui concerne les grèves, le *viaticum* ou secours de route, les secours de chômage. Si l'une d'elles, contrevenant sciemment à ces prescriptions, portait ainsi préjudice à la Fédération, la suspension temporaire de ses droits pourrait être prononcée par le Comité central. Celui-ci ne peut aller plus loin que cette sanction, c'est au Congrès qu'il appartient de prendre une décision définitive. Contre un fédéré, les pouvoirs du Comité central vont jusqu'à la radiation de l'association.

Depuis le Congrès de 1905 et à la suite d'un incident provoqué par la Chambre de Lille qui avait envoyé aux sections une communication critiquant la gestion du Comité central, toute section « désirant adresser une circulaire touchant l'administration et le règlement de la Fédération aux autres sections, devra, avant l'envoi, en communiquer le texte au Comité central (1) ».

Pour faciliter le fonctionnement des services fédéraux chaque adhérent possède un livret matricule où sont consignés tous les faits se rapportant à ces services. En outre, une

(1) Article 8 des statuts.

fiche d'identité concernant chaque fédéré, et qui reste toujours déposée à la section, enregistre successivement tous les actes fédératifs du titulaire (admission, mutation, suspension, etc). Un répertoire particulier par section, et un répertoire général au Comité central centralisent tous ces renseignements.

Les bureaux régionaux. — Un organisme intermédiaire existe depuis le Congrès de 1887 entre les sections et la Fédération, les *groupes régionaux*.

D'abord au nombre de 12, puis de 17 en exécution d'un vote du Congrès de 1892, le Congrès de 1905 les a ramenés au chiffre de 14. Chaque groupe possède un bureau régional, désigné par un vote des sections.

Le rapporteur de la question en 1905, reconnaissait que jusqu'alors cette organisation n'avait pas produit grand effet utile, aussi les nouveaux statuts s'attachèrent-ils à définir avec beaucoup de détails le rôle dévolu à cet organisme.

D'une façon générale, l'institution a pour but d'effectuer une large décentralisation des fonctions réservées au Comité central, notamment en ce qui concerne la propagande syndicale, les délégations en cas de conflit avec un patron. Ce furent aussi les bureaux régionaux qui furent chargés d'assurer le service de placement institué par le Congrès de 1905.

Durée de la Fédération. — La durée de la Fédération est illimitée. Les statuts stipulent en effet qu'elle ne pourra être dissoute qu'après un vote unanime des sections. En cas de dissolution, les fonds seraient répartis au prorata des versements des sections.

Ajoutons enfin que toute section qui vient à se dissoudre doit verser son avoir à la Fédération.

Situation légale de la Fédération. Lorsque la Fédération française des Travailleurs du Livre se constitua, elle ne se préoccupa en aucune manière de la législation des sociétés.

Après le vote de la loi sur les syndicats, elle négligea également, comme un grand nombre d'organisations ouvrières, de remplir les formalités prescrites par la nouvelle législation, et il s'en fallut de peu que cette omission volontaire ne provoquât sa dissolution en 1893.

La Fédération quittant son domicile de la rue de Savoie, avait, le 8 avril 1893, transporté son siège social à la Bourse du Travail. Or le 1^{er} mai suivant, de violentes manifestations se produisaient à la Bourse du Travail. Par ordre du Préfet de la Seine celle-ci fut fermée, en même temps qu'une instruction était ouverte contre les 120 syndicats réfractaires à la loi de 1884, qui y avaient élu domicile.

L'on discuta très vivement au Comité central sur la conduite que devait tenir la Fédération en cette occurrence. Quelques membres intransigeants voulaient se solidariser avec la Bourse du Travail. Très sagement, la majorité estima que l'agitation créée par celle-ci étant toute politique, il ne convenait pas que la Fédération se solidarisât avec les syndicats réfractaires; c'eût été en effet la dissolution certaine.

Par onze voix contre quatre, le Comité central décida qu'on se conformerait à la loi de 1884. Il pensait d'ailleurs que « les formalités exigées n'entravaient pas en réalité le fonctionnement des syndicats ouvriers, malgré le caractère incomplet de ladite loi et ses exigences (1) ».

La Fédération française des Travailleurs du Livre a donc depuis le mois de juillet 1893 une existence légale. Sa situation est la situation particulière donnée par la loi de 1884 aux Unions de syndicats, c'est-à-dire qu'elle ne peut posséder aucun immeuble, ni ester en justice.

(1) *Typographie française*, 4^{er} juillet 1893.

III.

DÉPENSES ET RESSOURCES DE LA FÉDÉRATION.

Le budget de la Fédération dans le sens large du mot, comprend l'ensemble de toutes les dépenses et de toutes les recettes effectuées par les sections. Or parmi celles-ci, les unes sont particulières aux sections, les autres restent à la charge de la Fédération. Nous ne nous occuperons ici que du budget fédératif proprement dit.

Dépenses de la Fédération. — Les dépenses propres de la Fédération comprennent les frais d'administration (indemnité des fonctionnaires, loyer et frais de bureau), de publication d'un journal bimensuel, de délégation pour propagande et arbitrage de grève, de congrès, de grève statutaire, les secours de grève aux corporations étrangères et aux fédérés qui ne se sont pas conformés aux prescriptions statutaires avant de faire mise bas, les frais de viaticum, et enfin, depuis 1900, les frais de secours de chômage.

Ses ressources. — Pendant près de vingt années, de 1881 à 1900, la Fédération eut pour faire face à ces dépenses un système d'une grande élasticité, mais qui avait le très grand inconvénient de laisser les sections dans l'incertitude des dépenses à venir, dépenses extrêmement variables d'un trimestre à l'autre.

Dans ce système, la cotisation fédérale se divisait en deux parties, l'une fixe l'autre variable.

La cotisation fixe comprenait :

- 1° une somme qui fut de 0 fr. 35 d'abord, puis de 0 fr. 40 par mois à partir du Congrès de 1887 ;
- 2° une somme de 0 fr. 50 par an destinée à couvrir les frais de Congrès (1).

La cotisation variable n'était autre que le quotient par le nombre des fédérés des dépenses totales de grève et de viaticum.

Ce système fut abandonné en 1900, et le Congrès le remplaça par celui de la cotisation fixe.

L'on estima alors que l'ancienne cotisation variable — qui allait dorénavant avoir à faire face aux dépenses nouvelles de la Caisse de chômage — pouvait être évaluée mensuellement à la somme de 0 fr. 85. La cotisation fédérale, mensuelle et fixe, devint donc de 1 fr. 25 (2).

Mais les frais d'indemnité de chômage furent beaucoup plus élevés qu'on ne l'avait présumé, et le budget de la Caisse se soldait par un déficit. A deux reprises différentes, le Comité central dut, par referendum, solliciter une augmentation de la cotisation. Élevée en 1902 à 1 fr. 50, elle fut portée à 2 fr. en 1904. Le Congrès de 1905, appelé à prendre une résolution définitive, maintint le chiffre de 2 fr. à une énorme majorité.

Afin de bénéficier des indemnités accordées actuellement par l'État aux caisses de chômage, les statuts fixèrent à 0 fr. 40 la part de la cotisation spécialement affectée au service de secours de chômage par manque de travail.

Ajoutons enfin que la cotisation des apprentis est de 0 fr. 50 par mois, et que les réservistes et les territoriaux sont dis-

(1) Décision du Congrès de 1892.

(2) Cette somme de 1 fr. 25 représentait l'ancienne cotisation fixe de 0 fr. 40 augmentée de la somme de 0 fr. 85. La cotisation annuelle de 0 fr. 50 pour frais de Congrès était supprimée.

pensés de payer leur cotisation pendant leur période d'instruction.

En dehors de ces ressources régulières, dans les cas graves, le Comité central peut prélever un impôt exceptionnel. Il n'a eu jusqu'ici recours à cette mesure que pour soutenir des grèves importantes.

C'est à l'occasion d'une longue grève déclarée en 1885 à Besançon que fut, pour la première fois, perçu l'impôt spécial.

La même année la Fédération dut de nouveau recourir à ce mode de ressources extraordinaires, à l'occasion de deux conflits qui éclataient au Mans et à Paris. Mais depuis 1886 jusqu'au mouvement gréviste de 1906 l'impôt de grève ne fut plus jamais décrété par le Comité central.

Nous devons citer enfin, bien que la mesure fût tout à fait exceptionnelle, le supplément de cotisation de 0 fr. 10 par semaine voté par le congrès de 1905, en vue d'une grève générale éventuelle en 1906.

Ses budgets. — Les finances de la Fédération sont administrées avec une méthode rigoureuse, et ses bilans trimestriels, très détaillés, sont portés à la connaissance de tous les fédérés.

Cette mesure fut prise à la suite d'un grave incident qui aurait pu compromettre « jusqu'à l'existence même de la Fédération » (1). La mauvaise gestion du délégué avait, en effet, amené un déficit dans les finances qui au 1^{er} juillet 1884 se montait à 5,916 fr. 30.

L'intégralité des dépenses imputables au budget fédéral n'est pas effectuée par la Fédération elle-même, de même que celle-ci ne touche point la totalité des cotisations fédé-

(1) *Typographie française.*

rales. Chaque section règle ses frais de chômage, de grève et de viaticum, et la somme qu'elle envoie à la Fédération n'est que la différence entre le montant des cotisations fédérales et le total de ces frais fédéraux.

Du 31 mars 1900 au 31 décembre 1904, soit pendant 19 trimestres, les principaux services fédéraux avaient absorbé les sommes suivantes (1) :

Grève	410.556 »	Secours de grève..	14.193 05
Viaticum	50.908 65	Infortunes typogr...	8.368 15
Chômage	186.715 35	Congrès 1900	22.024 74
Maladie	247.319 55	Journal, environ...	86.000 »
Délégations	20.907 35	Fonctionnaires env.	50.000 »

La situation financière trimestrielle du 31 mars 1907 accuse un avoir de 75,000 francs.

(1) Congrès 1905, compte-rendu.

IV.

ADMINISTRATION ET CONGRÈS

Le Comité central. — C'est à un Comité central, siégeant à Paris et composé de 27 membres élus pour cinq ans, qu'incombe l'administration de l'association.

La composition, le mode d'élection de ce Comité ont subi quelques modifications depuis la fondation de la Fédération avant d'arriver à l'état actuel.

Aux termes des statuts primitifs, la nomination du Comité alors composé de 11 membres, élus pour un an, mais indéfiniment rééligibles, était assurée par la section de Paris seule. Mais lorsque la Fédération se fut développée en province, il parut juste de faire à celle-ci la part qui devait lui revenir dans les élections au Comité central ; les syndicats similaires, en même temps, acquéraient le droit de s'y faire représenter.

C'est ainsi que le Congrès de 1885 décida que désormais le Comité central comprendrait 28 membres, dont 11 nommés par les compositeurs parisiens, 2 par les similaires et 15 par les fédérés provinciaux qui restaient libres de choisir leurs candidats parmi les syndiqués parisiens. La durée du mandat était portée à deux ans.

Après le Congrès de 1889, nouvelle modification. L'on ne fait plus de différence entre Paris et la province et les vingt-cinq membres typographes sont désormais nommés au scrutin de liste par toutes les sections. Les syndicats similaires conservent leurs deux représentants.

C'est aujourd'hui encore la façon dont est recruté le

Comité central. Il comprend 25 typographes et deux similaires. La durée du mandat est de cinq ans; en cours de mandat, des élections complémentaires sont faites par les soins du Comité, si le nombre des membres vient à être inférieur à vingt.

Est éligible tout « fédéré au pair de ses cotisations syndicales et fédérales, ayant trois ans de syndicat et un passé typographique irréprochable ».

Son Bureau. — Le Comité central règle lui-même son organisation intérieure. Les statuts se bornent à stipuler qu'il doit y avoir un secrétaire général, un secrétaire adjoint, un trésorier-comptable et un comptable adjoint. L'on remarquera que le mot de président n'est pas prononcé.

La question de la présidence fut en effet le point sur lequel il fut le plus difficile aux fédérés de se mettre d'accord, lorsque furent discutées les règles de l'administration de la Fédération. Quelques délégués s'opposaient vivement à l'institution d'une présidence. Un président, disait-on, n'est qu'un « fétiche dont le titre déguisé ne fait que rappeler le régime disparu de la monarchie »; toujours « inutile », il peut être « dangereux » et il devient forcément « un dictateur ».

Malgré ces vives critiques, 13 voix contre 4 décidèrent la création d'une présidence et d'une vice-présidence. La question, reprise au congrès de 1885, fut tranchée dans le sens contraire et la présidence permanente supprimée par 23 voix contre 16. Sans entrer dans le détail de ces discussions, qui n'étaient guère que des querelles de mots, nous nous bornerons à constater qu'aujourd'hui presque toutes les attributions de la présidence sont en fait détenues par le secrétaire général de la Fédération.

Pouvoirs du Comité central. Les pouvoirs du Comité central sont les pouvoirs normaux d'un conseil d'administration ; seuls les retraits de fonds déposés en banque ou à la Caisse d'épargne, sont assujettis à quelques formalités statutaires.

Toutes les fois que le Comité central croit devoir prendre une décision qui paraît sortir du cadre étroit des statuts, il prend soin de s'en rapporter à un referendum général organisé auprès des sections. Les augmentations de cotisation, diverses questions de principe, l'adhésion au Secrétariat international, la fondation de la Caisse de chômage, sont autant de questions qui ne furent décidées que par voie de referendum. Les statuts prévoient d'ailleurs eux-mêmes un cas de referendum obligatoire. C'est celui où le Comité central voudrait engager la Fédération dans une association ou une organisation quelconque.

Si le Comité central en ce qui concerne son administration, ne relève que des Congrès, il est au point de vue de sa gestion financière soumis à la surveillance et au contrôle d'une commission spéciale.

Cette commission comprend sept typographes et un membre de chaque partie similaire, elle est nommée par le même mode et dans les mêmes conditions que le Comité central.

Les Congrès. — Par la *Typographie française*, journal bimensuel et organe officiel de la Fédération, les fédérés sont tenus au courant des actes du Comité central ainsi que de tous les faits intéressants qui peuvent se produire dans la corporation.

A époque régulière, ils se réunissent en Congrès pour donner au Comité central quittance de son mandat et pour discuter les questions corporatives à l'ordre du jour.

Depuis sa fondation, la Fédération du Livre a tenu neuf congrès, en 1881, 1883, 1885, 1887, 1889, 1892, 1895, 1900 et 1905. C'est-à-dire que d'abord réunis tous les deux ans, puis tous les trois ans, les Congrès sont devenus aujourd'hui quinquennaux.

Si des questions en litige n'avaient pu avoir de solution ni par correspondance, ni par le vote des sections, sur la demande de la moitié des sections plus une, le Comité central serait tenu de convoquer un congrès extraordinaire.

Réuni par les soins du Comité central, le congrès est formé des délégués des sections. Chacune d'elles, à la condition d'être au pair de ses cotisations et d'être fédérée depuis un an au moins, peut envoyer un délégué. Le délégué de chaque section a droit à un nombre de voix proportionnel au nombre de sections qu'il représente, sans que ce nombre puisse être supérieur à sept.

Les frais de congrès sont supportés par la caisse fédérale et une indemnité de séjour est fixée par le Comité central suivant les ressources dont il dispose.

Une discipline très stricte règle les travaux du Congrès et l'expérience acquise actuellement par la Fédération en ce qui concerne ces assemblées lui permet d'accomplir en quelques séances et avec un remarquable esprit de méthode un travail souvent fort considérable.

Les premiers Congrès furent surtout organiques. Ils eurent à s'occuper de donner à l'organisation fédérale une forme définitive plus qu'à élucider certaines questions. Puis, peu à peu, ils abordèrent les grands problèmes qui agitent le monde typographique.

De toutes ces assemblées, la plus importante fut sans conteste la dernière, celle de 1905 qui a précisé les revendi-

cations des typographes et nettement approuvé l'attitude prise par la Fédération dans le mouvement social.

Nous n'examinerons pas en détail et congrès par congrès l'œuvre de ces « assises typographiques ouvrières », comme l'on s'est plu à les nommer ; nous retrouverons leurs discussions et leurs décisions lorsque nous étudierons l'action syndicale ouvrière dans son ensemble.

V.

TENDANCES ET MÉTHODE D'ACTION

Caractère strictement corporatif des tendances de la Fédération. — Étant donnée l'importance de l'effectif de la Fédération française des Travailleurs du Livre, il est particulièrement intéressant de rechercher quelles sont ses tendances, quel est l'état d'esprit qu'elle apporte dans sa participation au mouvement social contemporain.

Nous avons vu que sous la Révolution, les tendances montrées par les typographes pendant les quelques mois où ils purent s'organiser au grand jour ne révélaient aucune intransigeance de leur part. Nous avons vu qu'au cours du xix^e siècle, les organisations typographiques firent preuve, tout en maintenant très fermement leurs exigences, de leur volonté de vivre d'accord avec les patrons. C'est dans cet état d'esprit que fut fondée la Fédération.

Le but était de s'unir fortement, pour pouvoir faire triompher les revendications ouvrières, mais la Fédération s'est toujours montrée essentiellement pratique. Persuadée que seules les revendications « réalisables » en l'état actuel de la situation économique, auraient chance d'aboutir, elle s'est attachée à ne demander d'abord et à n'exiger ensuite que ce qu'elle croyait pouvoir être accordé par les patrons sans compromettre leur situation industrielle.

Nous trouvons là l'explication de toute sa conduite depuis sa fondation. Sans doute la Fédération est pénétrée de l'esprit socialiste ; mais, tout en laissant ses membres absolument libres d'orienter leurs tendances vers telle ou telle des hypo-

thèses que cherche à réaliser l'idée socialiste (collectivismes divers, systèmes coopératifs, communisme, etc.), elle-même, en tant que Fédération, ne s'est jamais attardée à prendre position dans le débat. Uniquement préoccupée de la question pratique, elle n'a jamais eu en vue que de vivre d'abord, de se fortifier ensuite, et lorsqu'elle s'est crue assez puissante, de faire triompher ses revendications.

En résumé : une organisation corporative et rien que corporative, c'est ce que veut rester la Fédération. Mais s'il faut caractériser d'une étiquette son action sociale, c'est évidemment l'étiquette de réformiste qui lui convient le mieux.

Le manifeste publié par la *Typographie française* le 15 décembre 1881, quelques semaines après la fondation de la Fédération, est très significatif de l'état d'esprit que nous venons d'indiquer :

Sans préjuger de l'avenir, le Comité central estime qu'il n'est plus permis aux travailleurs à quelque école ou à quelque profession qu'ils appartiennent, de ne pas prendre rang dans la lutte économique qui est engagée, lutte regrettable, mais inévitable, en présence de la méconnaissance par le patronat de ses devoirs sociaux vis-à-vis de ceux qui contribuent par le travail, l'intelligence et le dévouement à l'augmentation constante de la prospérité nationale.

L'observation attentive des phénomènes économiques qui viennent si profondément troubler la sécurité du prolétariat doit décider chaque travailleur à faire un léger sacrifice, afin de préparer et d'assurer cette force émancipatrice : la Fédération ; et ainsi participer à l'amélioration graduelle des conditions générales de la classe laborieuse.

Pour mettre une barrière infranchissable aux abus et aux injustices de l'individualisme moderne, il n'est pas nécessaire de recourir aux procédés violents que nous repoussons ; il faut d'abord conquérir les esprits, les éclairer sur leurs droits, les élever à la notion du devoir, afin qu'ils arrivent à cette conviction : qu'à la concentration, à l'asso-

ciation des capitaux, le travailleur doit opposer une fédération puissante, active, dévouée; que chacun doit apporter son concours à l'amélioration morale et matérielle du prolétariat par une répartition plus équitable de toutes les richesses, de tous les produits du pays.

Nous rappellerons que la conciliation doit toujours être tentée comme étant le moyen le plus sage, le plus rationnel, pour obtenir une augmentation de salaires ou toute autre amélioration. La cessation du travail, dont les conséquences sont souvent désastreuses, ne doit être employée que dans le cas où la conciliation ne peut pas aboutir malgré les efforts des syndicats.

Il ne faudrait pas, par un zèle intempestif, par des impatiences légitimes sans doute, mais imprudentes, par des revendications intempestives, compromettre ce qui a été édifié au prix de longs et pénibles efforts.

Caractère syndical de sa méthode. — La Fédération a réussi à maintenir sa méthode d'action jusqu'à ce jour, malgré les attaques dont elle fut souvent l'objet soit de la part de quelques-uns de ses membres, soit de la part des autres organisations ouvrières.

Si l'état d'esprit que nous venons de définir est bien celui de la Fédération en tant qu'organisme fédéral, il s'en faut de beaucoup, en effet, que ce soit celui de tous les membres du Comité central, et même de toutes ses sections.

L'histoire intérieure du Comité central révèle que les discussions furent souvent très vives sur l'attitude à prendre en certaines circonstances. Il exista longtemps, trois partis dans le sein même du Comité central : le parti collectiviste, le parti corporatif, le parti purement syndical enfin. C'est ce dernier qui finit toujours par l'emporter conformément à l'esprit des statuts.

Étant donné cet état d'esprit réformiste, il peut sembler étonnant que la Fédération ait adhéré aux différents grou-

pements ouvriers dont les tendances sont nettement révolutionnaires. C'est que la solidarité ouvrière est le principe constitutif même de la Fédération et que l'organisation syndicale est pour elle un dogme intangible.

C'est pour obéir à ce principe qu'elle s'affilia à la Confédération générale du Travail. Théoriquement, la Confédération générale du Travail poursuivant l'organisation générale des travailleurs, la Fédération crut devoir lui donner son adhésion, quel que soit l'éloignement qu'elle ait toujours montré pour la méthode d'action du Comité confédéral. Et c'est par fidélité à ses principes qu'elle a continué son adhésion à la Confédération malgré les très violentes attaques, malgré les pires calomnies qui lui furent prodiguées par quelques dirigeants de la Confédération.

Au dernier Congrès fédéral, en 1905, l'attitude du Comité central, dans le mouvement social actuel, fit l'objet d'une longue et intéressante discussion. A l'unanimité, 168 congressistes affirmèrent de façon catégorique leur volonté de voir la Fédération du Livre « continuer son œuvre d'émancipation sociale » par la méthode qu'elle avait employée jusqu'alors.

CHAPITRE IV.

LES SYNDICATS DISSIDENTS

L'organisation syndicale typographique que nous venons d'étudier n'est pas la seule organisation corporative des ouvriers du livre. Il existe en dehors de la Fédération, un groupement, d'une puissance bien moindre que la sienne, sans doute, mais dont le fonctionnement mérite néanmoins d'être examiné : *L'Union des syndicats ouvriers des industries du livre.*

Nous ne ferons que citer deux autres associations : un syndicat « jaune », la *Fédération typo-litho indépendante*, de création récente et dont l'effectif typographique est encore très restreint ; la *Chambre syndicale des femmes typographes*, dont le noyau se recrute surtout parmi les compositrices du journal *La Fronde*.

L'UNION DES SYNDICATS OUVRIERS DES INDUSTRIES DU LIVRE

Fondation du Syndicat ouvrier des industries du livre.—

En février 1898, quelques ouvriers du livre, mais non pas exclusivement des typographes, frappés des résultats obtenus par le *Syndicat des Employés du commerce et de l'industrie*, eurent l'idée de fonder, en s'inspirant de cet exemple, le *Syndicat ouvrier des industries du livre*.

La plus grande partie des promoteurs travaillaient dans la presse catholique, ils offrirent la présidence de leur association naissante à un maître imprimeur, patron de l'une des imprimeries catholiques parisiennes.

Les conditions de la fondation du syndicat, l'obligation inscrite dans les statuts d'être catholique, l'esprit de résignation chrétienne qui semblait avoir inspiré certains passages des statuts, firent que ce syndicat fut aussitôt désigné dans le monde typographique parisien, sous le nom de *Syndicat catholique*.

A la fin de 1899, l'existence du syndicat paraissait assurée. Son président donna sa démission et fut remplacé dans ses fonctions par un membre ouvrier. L'Assemblée générale le nomma président honoraire.

La part considérable prise par un patron au développement de ce syndicat, la présence dans l'association d'un maître imprimeur à titre de président honoraire, eut pour résultat d'attirer au nouveau syndicat l'accusation de n'être pas une organisation véritablement ouvrière. On le soupçonna dans le monde ouvrier de ne pouvoir vivre que grâce à une forte subvention patronale, quoique les diri-

geants s'en soient toujours énergiquement défendus en justifiant de leurs recettes par la publication des bilans trimestriels.

Création de l'Union en 1901. — En 1901, le groupement fut étendu à la province par la formation de sections, réunies sous le nom d'*Union des Syndicats ouvriers de l'Industrie du Livre* (23 juin 1901).

Son but et ses tendances. — L'Union se garda bien d'inscrire dans ses statuts l'obligation d'être catholique. Répudiant nettement tout caractère confessionnel, elle ne se réclamait que d'un programme purement professionnel et syndical.

Des 30 sections qu'elle comprend actuellement, aucune, en dehors de la section de Paris, ne se préoccupe statutairement de la religion professée par ses adhérents ; mais malgré tout, l'Union n'en reste pas moins pour les fédérés le « syndicat catholique. »

Tandis que la Fédération poursuit par la méthode réformiste une amélioration constante du sort des travailleurs, en tendant vers l'imprécise émancipation future, l'Union pose en principe que les inégalités sociales sont une des conséquences de l'existence humaine, sans toutefois que les intérêts ouvriers soient tenus de se sacrifier aux intérêts patronaux.

De l'acceptation du principe social de résignation relative découle toute la ligne de conduite de l'association.

C'est ainsi qu'elle considère que « les principes d'union, de solidarité et de fraternité basés sur la tolérance mutuelle et le respect des croyances font seuls la force des corporations ouvrières ; qu'il y a solidarité nécessaire entre le travail et le

capital ; que la conscience dans le travail et la fidélité au devoir sont donc un devoir des ouvriers ; mais que, d'autre part, ceux-ci ont le droit d'exiger un minimum de salaires, par des moyens justes et honnêtes et en évitant autant que possible les grèves, les attentats à la liberté du travail individuel ou commun. »

Le grand reproche fait à l'Union par quelques ardents militants de la Fédération est précisément cet esprit de résignation, qui leur paraît l'antithèse même de l'esprit de revendications sociales dont à leurs yeux doit être animé tout syndicat ouvrier. Ils avancent que les limites de la résignation sont bien difficiles à tracer et que ce mot ne sert bien souvent qu'à cacher de lâches capitulations.

L'Union des Syndicats ouvriers des industries du Livre a-t-elle mérité ce reproche ? Ses tendances ont-elles eu pour effet de l'empêcher de défendre avec assez d'énergie les intérêts de ses syndiqués ? Les quelques grèves qu'elle a soutenues, son attitude pendant la grève générale de la corporation en 1906, les mises à l'index qu'elle a été amenée à prononcer contre quelques patrons, la reconnaissance des mises à l'index prononcées « justement » par les syndicats similaires, les refus enfin d'admettre parmi ses membres les fédérés radiés pour sarrasinage « réel », semblent bien indiquer que l'esprit de résignation de l'Union n'est en fait que relatif et qu'il ne signifie point la passivité qu'on lui attribue.

Son but. — Aux termes de ses statuts, l'Union a pour but de poursuivre : « l'établissement et le maintien de tarifs des prix de main-d'œuvre, basés sur le principe d'un juste salaire et dans la condition particulière à chaque région, s'efforçant en même temps de prévenir et de régler à l'amiable les différends susceptibles de surgir entre patrons

et ouvriers, et agissant par la persuasion plutôt que par la force ».

Un service de placement et un service de secours en cas de chômage complètent les avantages que l'Union procure à ses adhérents.

D'une façon générale, elle se flatte avec une cotisation moins élevée, d'offrir des avantages matériels un peu plus considérables que ceux qui sont offerts par la Fédération.

Organisation et administration. — L'Union admet tous les ouvriers de l'industrie du livre.

Elle comprend 31 sections, qui conservent chacune leur autonomie administrative et ne sont soumises qu'aux prescriptions « unionistes ».

L'effectif total des syndiqués était au 1^{er} janvier 1907 de 994 adhérents.

L'association est administrée par un conseil central de 12 membres, élu par tiers pour six ans au scrutin de liste. Le Conseil nomme lui-même pour deux ans son bureau, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un trésorier.

Il a les pouvoirs les plus étendus pour la direction de l'Union et sa gestion financière.

Une commission de contrôle composée de 3 membres élus en même temps et de la même façon que le conseil central, a pour mission de vérifier trimestriellement la comptabilité à l'époque de la publication de chacun des bilans.

Dépenses et ressources. — Les dépenses de l'Union sont de même sorte que celles que nous avons rencontrées pour la Fédération : frais généraux, congrès, organe périodique, et secours de chômage et de grève.

La cotisation unioniste mensuelle est de 1 franc. La

plupart des sections ont augmenté cette cotisation d'une somme variant entre 0 fr. 15 et 0 fr. 25 afin de créer des services particuliers de secours, dont les avantages viennent s'ajouter aux avantages unionistes.

Suivant en cela l'exemple de la Fédération, l'Union fait paraître dans son bulletin *Les Chroniques syndicales* chacun de ses bilans trimestriels.

Les recettes ordinaires ont été pour 1905 de	Fr.	8.828	59
— — — — —	1906 de	—	10.541 41
Les dépenses ordinaires ont été pour 1905 de	—	6.289	75
— — — — —	1906 de	—	8.847 30
Le premier Congrès a coûté à l'Union . . .	—	1.041	»
Les frais de la grève de 1906 se sont élevés à	—	5.504	90
L'avoir au 31 mars 1907 était de	—	10.077	89

CHAPITRE V.

L'IMPORTANCE DE L'ORGANISATION CORPORATIVE CHEZ LES OUVRIERS TYPOGRAPHES ET LEUR ESPRIT SYNDICAL.

L'importance de l'organisation syndicale ouvrière. —

La Fédération, à peu d'exceptions près, groupe en un seul faisceau tous les typographes syndiqués (1).

Étudier l'importance de l'organisation syndicale dans la profession se résout donc presque entièrement à rechercher quel est le développement actuel de la Fédération.

Une année après sa fondation, la Fédération française des Travailleurs du Livre réunissait près de 6,000 fédérés en 44 sections. Au 1^{er} octobre 1885, elle comptait 91 sections et 6,500 adhérents.

Les dissentiments qui divisèrent la Typographie parisienne à partir de cette époque, eurent une répercussion sensible sur la prospérité de la Fédération. A la fin de l'année 1888, celle-ci comptait bien 112 sections, soit une vingtaine de plus que cinq années auparavant, mais elle avait perdu plus de 1,000 membres. Son effectif était passé de 6,500 à 5,362.

(1) Il existe en province en dehors de l'Union des syndicats ouvriers de l'Industrie du Livre quelques syndicats peu importants qui ne sont point adhérents à la Fédération.

A partir du moment où la paix fut faite entre les typographes parisiens, la Fédération reprit, de nouveau, sa marche en avant. Au 1^{er} juillet 1896, elle accusait 157 sections et 7,000 fédérés. En 1898, 8,074 adhérents et 136 sections. Au 1^{er} juillet 1900, 10,500 fédérés et 164 sections.

L'effectif actuel de la Fédération comprend 11,000 fédérés répartis en 168 sections, et la proportion des typographes fédérés par rapport au chiffre total des ouvriers typographes français est aujourd'hui d'environ 60 %.

Ces chiffres ne sont point d'une exactitude absolue, mais leur approximation est cependant suffisante pour qu'il soit permis d'en faire état dans l'appréciation des forces de l'organisation syndicale typographique ouvrière (1).

D'une statistique établie par la Chambre syndicale typographique parisienne en 1902, il résulte que le nombre des syndiqués parisiens était alors de 3,400 environ, sur un total de 5,832 ouvriers compositeurs. La proportion des syndiqués était donc de 60 % environ (2).

A Bordeaux, à Lyon, la proportion des typographes syndiqués serait de 90 0/0 environ (3).

D'un travail publié dans la *Typographie française* du 1^{er} mars 1902, il résultait que 153 localités comprenant 3 imprimeries au moins chacune et 627 au total ne possédaient point de syndicat typographique. Dans 35 de ces localités, l'Union des Maîtres Imprimeurs comptait des adhérents alors que la Fédération n'y était pas représentée.

(1) Nous avons dû nous en rapporter aux documents réunis par la Fédération (*Typographie française*, 1^{er} oct. 1906). Les statistiques officielles, en effet, donnent bien le nombre des ouvriers employés dans l'imprimerie — 80,000 en 1901 pour l'imprimerie typographique et lithographique — mais elles ne font point le départ entre les différentes spécialités et, dans celles-ci, entre les ouvriers, les ouvrières et les apprentis.

(2) *Typographie française*, 16 juillet 1902.

(3) Cette évaluation est celle des syndicats intéressés.

L'industrie du livre en France, quoique au premier rang du mouvement syndical, présente une proportion de syndiqués bien moindre que certains pays étrangers.

La *Fédération nationale de l'Imprimerie* comptait, en 1904, en Angleterre, 52,610 adhérents, et l'ensemble de tous les syndicats de la corporation 62,428, ce qui donne une proportion de syndiqués de 90 0/0. Le *Verband* allemand, groupement des ouvriers de l'industrie du livre, comprend actuellement un peu plus de 52,000 adhérents, soit environ 92 0/0 de l'effectif ouvrier de l'industrie. L'Autriche, la Suède, le Danemark, l'Alsace-Lorraine, la Suisse allemande, la Hongrie, la Suisse romande, la Norvège, ont une proportion de typographes syndiqués plus forte que la France (1).

Si la Fédération française des Travailleurs du livre, restée d'ailleurs presque exclusivement typographique, n'approche pas, au point de vue du nombre et de la richesse, de certaines fédérations étrangères, elle n'en est pas moins de beaucoup l'une des organisations ouvrières et corporatives les plus puissantes de France.

Rappelons que ses dépenses principales, non compris les frais généraux, se sont élevés, du 31 mars 1900 au 31 décembre 1904, soit pendant 19 trimestres, à la somme de 820,000 francs environ.

La grève de 1906, le plus gros effort qu'ait produit la Fédération depuis sa fondation, peut être considérée comme le critérium de sa force actuelle. Les résultats, s'ils n'ont pas été complètement ceux qu'elle poursuivait, n'en constituent pas moins une amélioration considérable dans la position des ouvriers typographes.

(1) *Bulletin de l'Office du Travail*.

Le conflit est trop près de nous encore pour que l'on puisse en juger les résultats de façon définitive, mais dès maintenant, et par les documents publiés par la Fédération, nous pouvons apprécier quel fut son effort financier dans cette grève. La dépense totale fut de 657,603 francs, soit 125,700 francs à la charge des sections et 531,903 francs à celle de la Fédération.

L'impôt de grève avait fourni. . . Fr. 166.296 »

Les secours du *Secrétariat international*

typographique et de divers syndicats

étrangers Fr. 165.386 »

Total. . . . Fr. 331.682 »

il restait donc à la charge de la Fédération 200,000 fr. à payer sur ses réserves.

L'esprit syndical chez les ouvriers typographes. — Tout en se félicitant des résultats obtenus par leurs efforts, les dirigeants de l'organisation syndicale ouvrière n'en déplorent pas moins que la proportion des syndiqués soit si faible par rapport à celle qu'ils constatent dans les autres pays, et dans toutes les réunions importantes de la corporation, nous relevons leurs plaintes sur l'atonie, sur l'indifférence syndicales qu'ils ont eu l'occasion de constater.

Les causes de cette indifférence étant humaines, ou tout au moins inhérentes à notre caractère national, si foncièrement individualiste, nous retrouverons ici les mêmes constatations que celles que nous avons été amenés à faire en analysant l'esprit syndical chez les patrons.

Pourtant si les raisons de se syndiquer paraissent aussi fortes pour les patrons que pour les ouvriers, il n'en est pas moins vrai que l'ouvrier trouve dans le syndicat des

avantages plus sensibles et plus immédiats que ceux qu'y peut rencontrer le patron : plus sensibles, en raison de toute la différence qui peut exister entre le « salaire » et le « bénéfice » et en raison de la différence de « puissance sociale » ; plus immédiats, en ce sens qu'il peut demander à son groupement des services mutualistes qui ne rentrent pas dans le cadre de l'action syndicale patronale.

Sans négliger les autres préoccupations syndicales, c'est d'ailleurs ce côté d'utilité immédiate, c'est-à-dire le côté mutualiste que les dirigeants ont cherché à développer d'abord dans l'organisation syndicale des ouvriers typographes.

Prenant exemple des fédérations étrangères si prospères, ils ont pensé que pour grouper et pour retenir la majorité des ouvriers, il était prudent de faire d'abord appel à l'intérêt immédiat plutôt qu'à l'esprit d'altruisme et de solidarité syndicale.

« La conquête du nombre, gage des victoires futures, devint ainsi un objectif vers lequel ils firent converger une grande partie de leurs efforts. Les ouvriers, une fois liés entre eux par des intérêts qu'ils hésitent d'autant plus à sacrifier qu'ils sont plus importants, arrivent à former un faisceau compact, un groupement solide, dont la vigoureuse intervention peut se faire efficacement sentir suivant les circonstances, soit dans la défensive, soit dans l'offensive. » (1)

Ce mode d'action a valu à la Fédération les sarcasmes des syndicats révolutionnaires de la Confédération générale du Travail qui, eux, se réclament d'un idéal syndical absolument pur et dégagé des contingences de l'intérêt immédiat ; mais il lui a valu aussi ses effectifs actuels.

Ces derniers ne sont pas d'ailleurs toujours animés d'un

(1) *Histoire d'une Caisse de chômage*. Monographie professionnelle.

esprit syndical aussi vif que le désireraient les dirigeants, et cela malgré les délégations de propagande, malgré les chaleureux appels qui de temps à autre paraissent dans la *Typographie française*.

« Nous avons la tristesse de constater, se plaint le Comité central, un désespérant relâchement dans les idées syndicales, principalement parmi les confrères parisiens. Ce qui est le plus affligeant, c'est l'inertie, l'indifférence, lorsque ce n'est pas la misérable critique, de ceux qui sont favorisés par un travail régulier et convenablement rétribué » (1).

Les actes des militants sont souvent en effet soumis à une critique acerbe ; mais, appréciant cet esprit de dénigrement, le Secrétaire général de la Fédération déclarait au Congrès de 1905, que « ce jugement est la conséquence à laquelle doivent s'attendre ceux qui osent prendre des responsabilités parce qu'ils voient plus loin que les camarades intéressés agissant sous l'influence de la colère, du mécontentement ou de la crainte. »

Le manque de discipline syndicale, dont font preuve parfois certaines sections de la Fédération, notamment en ce qui concerne les grèves, n'est pas sans donner de graves soucis au Comité central, obligé de rappeler ces sections au respect des prescriptions statutaires. « Sans cette discipline, disait le Secrétaire général dans un rapport, il n'y a plus de garantie, plus de fonctionnement ordonné ! (2) »

Le meilleur critérium qui soit pour juger de l'esprit syndical, c'est sans contredit le sacrifice que les syndiqués consentent à s'imposer pour leur cotisation. Or, rien de plus significatif à cet égard que la façon dont sont accueillies les augmentations de cotisations, et que les appréhensions et les

(1) *Typographie française*, 1^{er} janvier 1897.

(2) Congrès de 1905.

précautions des dirigeants lorsqu'ils croient devoir proposer une pareille mesure.

Nous avons vu que la cotisation fédérale, qui était de 1 fr. 25 par mois, fut en 1902 élevée à 1 fr. 50. Sur les 10,715 fédérés alors inscrits, 8,113 seulement firent connaître leur opinion et 6,509 se montrèrent favorables à l'augmentation.

En 1904, lorsque la cotisation fut portée à 2 fr., sur 11,456 inscrits, 9,414 prirent part au vote et 6,339 acceptèrent l'augmentation.

Le résultat de ces votes est surtout significatif, lorsque l'on songe que dans de nombreux pays la cotisation des syndiqués de l'industrie du livre est deux fois, trois fois et jusqu'à quatre fois supérieure à celle des fédérés français.

Des quelques réflexions que nous venons de faire sur l'esprit syndical des ouvriers typographes français, il ne faudrait pas conclure que cet esprit est peu développé chez eux. Certes, il n'arrive pas au degré de dévouement et d'abnégation syndicales que désirerait lui voir atteindre le Comité central composé de fervents adeptes de l'action syndicale. Il n'en constitue pas moins une force considérable, et il n'est pas en France de profession où la solidarité syndicale se manifeste plus que chez les typographes.

CHAPITRE VI.

RELATIONS DE L'ORGANISATION SYNDICALE TYPOGRAPHIQUE AVEC LES CONSEILS CONSTITUÉS ET AVEC LES GROUPEMENTS OUVRIERS

SON ACTION SOCIALE

- I. Rapports avec les conseils de prud'hommes et avec le Conseil supérieur du Travail.
— II. Rapports avec les Congrès ouvriers, la Confédération générale du Travail et la Fédération internationale typographique. — III. Action sociale.
-

I.

RAPPORTS AVEC LES CONSEILS DE PRUD'HOMMES ET AVEC LE CONSEIL SUPÉRIEUR DU TRAVAIL.

Conseils de prud'hommes. — Le premier conseil de prud'hommes, celui des métaux, fut institué à Paris en 1844 : il fut accueilli par les typographes avec la plus franche hostilité, et si les ouvriers firent à l'institution nouvelle un si mauvais accueil, c'est parce qu'un tribunal arbitral fonctionnait déjà dans la typographie parisienne à la satisfaction de tous.

La commission mixte, qui avait réussi à faire adopter le tarif de main-d'œuvre, avait en effet continué de fonctionner comme tribunal arbitral, connaissant de tous les

litiges soulevés par l'application du tarif. De 1843 à 1846, 30 différends furent ainsi réglés, dont 22 favorablement aux demandes ouvrières.

Aux yeux des typographes ce tribunal officieux avait le grand avantage de n'être composé que de gens du métier, par conséquent compétents, et de comprendre un nombre d'arbitres égal des deux côtés. Les conseils de prud'hommes au contraire étaient loin de leur présenter les mêmes garanties : ils réunissaient un grand nombre de professions, et de plus, le nombre des patrons devait toujours l'emporter sur celui des ouvriers.

Cependant, malgré la campagne menée par le journal typographique ouvrier *l'Atelier*, et soutenue par quelques journaux de la grande presse, trois nouveaux conseils de prud'hommes furent institués le 9 juin 1847. Parmi ceux-ci figurait le Conseil des Produits chimiques et Industries diverses dont une catégorie était réservée aux industries du livre.

La juridiction corporative officieuse à laquelle les ouvriers typographes se montraient si favorables, fut établie sur une base définitive en 1851. Elle fonctionna régulièrement à partir du mois de mars, mais en juin 1854, décidant d'accepter l'institution des conseils de prud'hommes, la Chambre des Maîtres Imprimeurs refusa de procéder au remplacement des commissaires patrons dont le mandat avait pris fin. Malgré l'expiration de ses pouvoirs officiels, la Commission continua néanmoins d'exercer ses fonctions jusqu'en 1858, où de nouveau la Chambre syndicale patronale affirma sa résolution de ne plus reconnaître la commission arbitrale permanente.

Peu après ces incidents, la Société typographique parisienne se décida enfin à accepter la juridiction des conseils

de prud'hommes, et, en 1860, elle s'y fit représenter par l'un de ses dirigeants. Depuis cette époque, elle n'a cessé de prendre une part active aux élections prud'hommales.

L'un des premiers soins de la Fédération fut de prendre position sur la question. Le Comité central, en 1882, engageait vivement, par la voix de la *Typographie française*, les fédérés à participer aux élections; et il était chargé par le Congrès de 1889 de faire « toutes les démarches nécessaires auprès des Pouvoirs publics pour obtenir la création de conseils de prud'hommes dans toutes les localités qui en étaient encore dépourvues, et ce, à la demande et avec l'appui des sections intéressées ».

De son côté, lors de son premier congrès, l'Union des Syndicats ouvriers des Industries du Livre décidait de poursuivre la réalisation d'un programme identique.

Conseil supérieur du Travail. — La fondation du Conseil supérieur du Travail, en 1891, fut favorablement accueillie par la Fédération. Son Secrétaire général, élu parmi les membres ouvriers, n'a jamais cessé d'en faire partie.

L'opinion sur l'utilité pratique que les ouvriers peuvent trouver dans cette institution n'est pas d'ailleurs unanime parmi les membres du Comité central; mais la majorité, tant au Comité central qu'au Congrès, fut toujours d'avis que le Secrétaire général continuât de remplir, au Conseil supérieur, le mandat dont il avait été chargé, et dont il s'acquittait de façon brillante.

II.

RAPPORTS AVEC LES CONGRÈS OUVRIERS,
LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL
ET LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE TYPOGRAPHIQUE.

Les Congrès ouvriers. L'organisation typographique ouvrière, tant par sa forme que par ses tendances et l'esprit dont elle est animée, présente, parmi les autres organisations ouvrières françaises, une personnalité bien particulière. Elle ne s'est cependant jamais tenue à l'écart du mouvement général ouvrier et elle a apporté sa participation à toutes les manifestations de l'organisation ouvrière, lorsque celle-ci s'est maintenue sur le terrain économique et corporatif.

Aux termes mêmes des statuts, le Comité central ne peut engager la Fédération dans une association ou une fédération quelconque sans un vote des sections réunissant les deux tiers des voix, mais le Congrès de 1887 décidait que la Fédération serait autorisée à participer aux congrès qui offriraient un caractère corporatif général et exclusivement professionnel.

Si quelques restrictions très sages sont apportées à la participation de la Fédération au mouvement ouvrier, il n'en est pas de même en ce qui concerne les sections. Celles-ci sont en effet absolument libres de leur action sociale.

D'une façon très générale, sinon absolue, les organisations typographiques locales, soit avant la fondation de la Fédération, soit après, ne se sont mêlées au mouvement ouvrier que dans les strictes limites de l'action économique et corporative.

C'est ainsi que nous voyons la Chambre syndicale des Typographes de Marseille, se prononcer nettement aux congrès ouvriers de Marseille (1879), du Havre (1880), contre la méthode d'action collectiviste qui y est proposée, puis refuser de participer au congrès de Reims (1881); mais, d'un autre côté, prendre en 1884 une part active à la création et au fonctionnement de l'*Union des Chambres syndicales ouvrières des Bouches-du-Rhône*.

A Bordeaux, c'est l'Association syndicale des Typographes qui prend l'initiative de créer une *Union des Chambres syndicales ouvrières*. Elle participe aux congrès de Paris (1876), de Lyon (1878), de Marseille (1879), et son attitude contraire à celle de la majorité procède de cet esprit purement syndical qui caractérise les typographes.

La Chambre syndicale parisienne, de son côté, avait participé aux congrès de Paris (1876) et de Lyon (1878). Au congrès du Havre en 1880, elle combat vigoureusement la méthode du collectivisme révolutionnaire et donne son adhésion à l'*Union des Chambres syndicales ouvrières*. Il n'est guère depuis de manifestations collectives ouvrières à laquelle la Chambre syndicale parisienne ne se soit mêlée.

Nous n'examinerons pas en détail la part prise par chacune des sections importantes de la Fédération au mouvement ouvrier. Il existe en effet parmi la grosse majorité de tous les typographes français un état d'esprit commun, que reflète fort bien le Comité central de la Fédération. L'attitude du Comité central dans le mouvement ouvrier, peut être réellement considérée, à quelques nuances près, comme l'attitude type moyenne de la Typographie française.

Le premier congrès auquel assista la Fédération, après la décision du Congrès fédéral de 1887, fut le congrès du

Parti ouvrier tenu à Charleville. Elle assista ensuite au Congrès international de Londres (6-10 novembre 1888). Son délégué y prit une part très considérable, notamment dans la discussion des quatre questions suivantes sur lesquelles il avait présenté un rapport :

« 1° Des moyens les plus efficaces pour faire disparaître à l'étranger les obstacles qui entravent l'association libre des travailleurs ;

« 2° Du meilleur moyen de combinaison entre les travailleurs des différents pays ;

« 3° Le moyen de restreindre la production excessive par la réduction des heures de travail ;

« 4° L'utilité ou non de la réduction des heures de travail par législation prohibitive ».

Parmi les plus importants des congrès internationaux du Parti ouvrier auxquels la Fédération apporta son concours, nous citerons les congrès de Paris (1889), de Zurich (1893), de Londres (1896).

Bien que se tenant soigneusement en dehors du mouvement socialiste militant, la Fédération assista néanmoins aux congrès de Châtellerault en 1889 et de Saint-Quentin en 1892.

D'une façon générale l'on peut dire qu'il ne s'est pas tenu depuis 1887 un congrès important au point de vue des intérêts corporatifs ou professionnels sans que la Fédération ne s'y soit fait représenter de la façon la plus active.

La Confédération générale du Travail et la Fédération française des Travailleurs du Livre. Avant d'aborder l'étude des relations de la Fédération française des Travailleurs du Livre avec la Confédération générale du Travail, il

nous paraît nécessaire de retracer rapidement l'histoire de cette vaste association qui s'efforce aujourd'hui de grouper toutes les forces ouvrières françaises organisées.

Organisation de la Confédération générale du Travail.

— La première organisation du Parti ouvrier français fut la *Fédération nationale des Syndicats ouvriers* fondée en 1886, et dont l'action fut presque exclusivement politique et guesdiste.

Un autre groupement ouvrier, la *Fédération des Bourses de Travail*, constituée en 1892, excluait au contraire toute action politique de son programme.

Ces groupements n'avaient guère de cohésion et ne présentaient point le caractère d'une véritable organisation des forces ouvrières. La Fédération des Travailleurs du Livre avait donné son adhésion à la Bourse du Travail de Paris.

Les premiers congrès annuels du Parti ouvrier, composés d'éléments divers, individuels ou collectifs, n'avaient pu réussir à fonder une organisation qui établit un lien véritable entre les groupements professionnels ou fédératifs de l'industrie française.

Au Congrès de Nantes en 1894, auquel assistait la Fédération, deux partis se trouvèrent en présence : d'un côté, le parti politique et guesdiste qui préconisait l'action politique et la conquête des Pouvoirs publics, — c'était celui de la Fédération nationale des Syndicats et groupes corporatifs ouvriers de France — et de l'autre le parti syndicaliste qui préconisait exclusivement la grève générale révolutionnaire et qui recrutait ses adhérents parmi la Fédération des Bourses.

La défaite du parti guesdiste, mis en minorité au Congrès, eut pour résultat de désorganiser la Fédération nationale des

syndicats. L'année suivante en 1895, le Congrès de Limoges, auquel la Fédération ne prit pas part mais auquel assistèrent les syndicats typographiques de Paris et de Limoges, élabora les statuts de la Confédération générale du Travail. Cette organisation tendait à grouper en un seul faisceau *toutes* les organisations syndicales ouvrières, et son but était exclusivement l'émancipation intégrale des travailleurs sans aucune ingérence politique.

Cependant, il y avait désaccord entre la Confédération générale du Travail et la Fédération des Bourses. Le conflit venait des divergences de vues qui séparaient les deux organisations. L'une, la Confédération générale du Travail, se montrait favorable à l'action législative, l'autre était purement révolutionnaire. Le Congrès de Tours (1896) crut amener l'union entre les deux adversaires, en faisant entrer la Fédération des Bourses dans la Confédération générale du Travail; mais devant le résultat négatif obtenu par cette fusion, l'on fut contraint, au Congrès de 1898, de voter de nouveau la séparation.

Ce fut le Congrès de Montpellier qui, réunissant les deux organisations, élabora, en 1902, les statuts définitifs de la Confédération générale du Travail.

La Confédération générale du Travail est avant tout, comme son nom l'indique, une fédération de fédérations ou d'unions, et, de bourses de travail; cependant elle admet dans son sein les syndicats dont les professions ne sont pas constituées en fédération d'industrie ou de métier, ou dont la fédération n'est pas adhérente à l'organisation confédérale.

Elle se divise en deux sections autonomes, la *Section des Fédérations d'industries ou de métiers et des Syndicats isolés*, et la *Section de la Fédération des Bourses de Travail*. Chaque section s'administre elle-même, l'une par le *Comité des Fédé-*

rations d'industries ou de métiers et des Syndicats isolés, l'autre par le Comité des Bourses de Travail.

Le Comité confédéral est formé par la réunion du Comité des deux sections. Il s'assemble ordinairement tous les trois mois et se prononce sur tous les points d'ordre général.

La réunion des bureaux des deux Comités forme le bureau du Comité confédéral.

La Confédération générale du Travail enfin, nomme trois commissions permanentes : la *Commission du Journal*, la *Commission des grèves et de la grève générale*, la *Commission de contrôle*.

Rapports entre la Confédération générale du Travail et la Fédération des Travailleurs du Livre. La Fédération française des Travailleurs du Livre est adhérente à la Confédération générale du Travail. Elle prit dans les premières années une part active au fonctionnement de l'organisation nouvelle.

Au Congrès de Toulouse en 1897, sur 82 délégués l'on comptait 5 typographes qui firent tous partie des commissions d'études. C'est dans ce congrès que fut décidée la création du journal de la Confédération générale du Travail : les typographes étaient tout naturellement indiqués pour prendre part à la discussion.

Le Congrès de Rennes en 1898, comptait 8 fédérés parmi les délégués. La marque syndicale, les salaires dans les adjudications, le travail des femmes et l'inspection du travail firent particulièrement l'objet de leurs discussions.

En 1900, la Fédération, sollicitée comme toutes les autres organisations, augmenta ses cotisations à la Confédération générale du Travail ; en même temps elle prenait 18 abonnements à la *Voix du Peuple*, le journal de la Confédération qui venait de se fonder.

Jusqu'alors la Fédération des Travailleurs du livre et la Confédération générale du Travail avaient vécu en bonne intelligence. Mais peu à peu, à mesure que grandissait son influence sur les organisations ouvrières, la Confédération générale du Travail laissait percer une hostilité manifeste contre la Fédération, hostilité qui alla bientôt jusqu'à des attaques violentes. « Si, disait le Secrétaire général de la Fédération, au congrès fédéral de 1905, le prétexte avoué de ces attaques vise la méthode d'action de la Fédération, le but réel c'est qu'on veut en conquérir la direction, et si ce résultat ne peut être obtenu, on poursuivra par tous les moyens l'effacement et par suite l'émiettement de notre organisation. »

Cependant les attaques de quelques dirigeants de la Confédération générale du Travail devenaient si violentes, qu'après le Congrès de Bourges en 1904, auquel avait pris part la Fédération et où s'étaient affirmées les divergences qui séparaient les deux organisations, l'un des membres du Comité central proposa la démission de la Fédération.

Le Comité central, à l'unanimité moins une voix, affirmait alors sa volonté de se tenir « malgré tout à son poste de combat et de rester uni avec les autres organisations ouvrières de France » (1).

Le Congrès de 1905 confirmait cette attitude et la Fédération n'a point cessé jusqu'à l'heure actuelle de faire partie de la Confédération générale du Travail, malgré que les rapports entre les deux organisations soient toujours extrêmement tendus.

La Fédération internationale des Travailleurs du Livre et la Fédération française. L'initiative de la création

(1) Congrès de 1903, compte rendu, p. 67.

d'une fédération internationale des travailleurs du livre revient à la Fédération française. Son quatrième congrès avait, en 1887, décidé qu'un congrès international aurait lieu à Paris en 1889, et c'est ce dernier qui adopta le principe de la création d'une fédération internationale ; les deux fédérations de la Suisse allemande et de la Suisse romande furent chargées d'en élaborer les statuts.

La constitution de la nouvelle organisation fut discutée au Congrès international de Berne (25, 26, 27 août 1892) qui décida la fondation d'un *Secrétariat typographique international*, dont le but serait surtout d'établir un service international de secours de grève. Les deux fédérations suisses restaient chargées d'organiser le nouvel organe et d'en élaborer le règlement d'après les grandes lignes votées par le Congrès.

Un vote général des sections répondant au questionnaire du Comité central, décida l'adhésion de la Fédération française au Secrétariat international et fixa à 0 fr. 10 la cotisation hebdomadaire.

Cependant, le très grand nombre des abstentions rendait peu claire la signification de ce vote. D'autre part, le syndicat parisien de la rue de Bailleul avait imposé comme condition à sa fusion avec le syndicat de la rue de Savoie que le nouveau syndicat n'aurait à supporter aucune cotisation destinée à assurer le fonctionnement d'une association internationale. Le Comité central crut donc devoir prendre à la charge de la Fédération le paiement de la cotisation et attendre que se réunît le Congrès de 1895 pour lui soumettre la question.

Celui-ci, en majorité favorable au principe, décida qu'on s'en référerait au vote général des sections, et que l'adhésion au Secrétariat international, pour être maintenue, devrait être décidée par les deux tiers au moins des votants.

Sur 5,489 fédérés qui votèrent, il y eut 2,649 « pour » et 2,687 « contre ». En conséquence, la Fédération dut cesser de faire partie du Secrétariat international.

Malgré cette retraite elle n'en envoya pas moins un délégué au Congrès international qui se tint à Genève en 1896.

Le Comité central, d'ailleurs, ne s'était pas découragé devant cet échec et il continuait sa propagande en faveur de la Fédération internationale, bien d'accord en cela avec sa conception de l'organisation ouvrière. C'est ainsi qu'un éloquent rapport d'un membre du Comité central au Congrès de 1900, amenait l'assemblée à voter le principe de l'adhésion, tout en chargeant le Comité central d'entreprendre une nouvelle consultation des fédérés.

En 1902, des grèves importantes de typographes avaient eu lieu en Italie et en Hongrie, et la Fédération avait envoyé d'importants secours aux grévistes. Le Comité central crut alors le moment venu de tenter un nouvel effort pour amener l'adhésion de la Fédération française au Secrétariat international, et en mars 1903, il organisa un referendum général. Sur 11,484 fédérés, il y eut 9,081 votants, dont 8,177 « pour », 784 « contre » et 120 bulletins nuls. C'était pour le Comité central un succès éclatant dû à son active campagne.

De nouveau et à dater du 15 avril 1903, la Fédération française des Travailleurs du Livre fut donc adhérente au Secrétariat typographique international.

Ce Secrétariat a pour but :

« 1^o de régler les rapports entre les différentes fédérations typographiques en tant qu'ils comportent des intérêts internationaux ;

« 2° d'obtenir des informations complètes sur la constitution, les cotisations payées, les institutions de secours, l'avoir, les conditions du tarif, etc, de toutes les fédérations existantes, et de fournir constamment des rapports sur ces informations aux organes professionnels et aux comités fédéraux ;

« 3° d'accorder son aide pour le règlement des conditions de tarif dans le rayon des fédérations appartenant au Secrétariat typographique international. »

Les fonds nécessaires pour subvenir aux frais causés par le Secrétariat sont versés par toutes les fédérations affiliées au prorata du nombre de leurs membres.

Le Secrétariat se compose :

1° du Secrétaire typographique international, organe exécutif ; 2° d'une Commission de 5 membres.

Les secours en cas de grève sont un des services les plus importants du Secrétariat international. Ils sont délivrés aux fédérations adhérentes suivant certaines formalités déterminées. C'est ainsi que les 20 fédérations étrangères adhérentes au Secrétariat international contribuèrent « obligatoirement » à la grève de 1906 pour une somme de 139,173 francs.

Ajoutons enfin que des contrats signés entre les fédérations ont pour effet de faire bénéficier réciproquement les fédérés des deux parties contractantes, des secours de route et de chômage.

III.

ACTION SOCIALE

Nous connaissons déjà quel est l'esprit et quelles sont les tendances de l'organisation syndicale typographique ouvrière. Ces tendances ont eu fréquemment l'occasion de se manifester dans les faits.

Nature des rapports de l'organisation syndicale ouvrière avec les patrons. — En ce qui concerne les rapports entre ouvriers et patrons, les efforts du Comité central ont « toujours tendu à ramener sinon à créer entre patrons et ouvriers ces bons rapports de loyauté et de confiance desquels dépendent l'avenir de l'industrie » (1).

Nombreuses sont les occasions où se sont affirmées ces tendances. La fondation de la Commission mixte notamment devait donner à la Fédération l'occasion de mettre ses idées en pratique, et si les résultats obtenus n'ont pas répondu à l'espoir qu'avait fait naître la création de cet organe, il faut en chercher la cause dans la fausse direction où se trouva engagée cette Commission et non dans la mauvaise volonté des membres de la Fédération ou des membres de l'organisation patronale.

Mais si l'action du Comité central, dégagée des contingences particulières et locales, peut assez facilement adopter un caractère conciliant, les relations entre les sections et les patrons sont, au contraire, empreintes de toutes les difficultés qui naissent du choc des intérêts immédiats. Elles ont donné lieu naturellement à des incidents assez fréquents.

(1) Rapport du Comité central au Congrès de 1883.

Nombreuses sont les localités où les deux syndicats patronaux et ouvriers affectent mutuellement de s'ignorer.

Toutefois, à l'occasion de la dernière grève, un assez grand nombre de syndicats ouvriers et patronaux importants ont pu réussir à s'entendre pour établir en commun les éléments d'un *modus vivendi* acceptable.

Nature des rapports de la Fédération avec les associations ouvrières révolutionnaires. — Dans ses rapports avec les organisations ouvrières révolutionnaires, la Fédération a toujours revendiqué le droit absolu de conformer sa conduite à ses méthodes, et les conflits furent à ce sujet assez fréquents, notamment avec la Bourse du Travail de Paris et avec la Confédération générale du Travail.

C'est ainsi que, contrairement à l'avis de la Bourse du Travail de Paris, le Comité central fit le nécessaire pour soumettre la Fédération à la loi de 1884 sur les syndicats, et qu'il maintint ses délégués au Conseil supérieur du Travail.

Tandis que le congrès confédéral décidait à Bourges, en 1904, que la journée de huit heures devait être revendiquée par le prolétariat français tout entier, la Fédération décida dans son congrès corporatif de 1905, de ne revendiquer que la journée de neuf heures.

Fidèle cependant à ses principes, et bien qu'elle avoue « ne pouvoir compter sur la tolérance, sur l'esprit d'équité de ceux qui ont aujourd'hui entre leurs mains la direction du prolétariat français, eux qui, avec tant de violence et d'acharnement, ont réclamé la liberté pour eux » (1), la Fédération française des Travailleurs du Livre continue de figurer dans l'organisation confédérale du prolétariat français.

C'est pour obéir à cette idée de solidarité qu'elle ne

(1) Rapport du Comité central au Congrès de 1905.

manqua jamais d'envoyer des secours aux grévistes de toutes les professions qui firent appel à sa générosité, quelle que fût la nature de la grève et quelles que fussent les tendances de ceux qui en avaient la direction.

Du 1^{er} avril 1900 au 31 décembre 1904, la Fédération a dépensé ainsi une somme de 14,193 fr. 05; elle avait, en outre, fait un prêt de 2,000 francs aux tourneurs en optique de Paris alors en grève (1).

L'organisation syndicale typographique et les divers modes d'action syndicalistes. — Depuis la fondation de la Fédération, le mouvement ouvrier français, après avoir été presque exclusivement collectiviste révolutionnaire, a évolué vers ce qu'on appelle aujourd'hui le « syndicalisme », c'est-à-dire l'émancipation intégrale des travailleurs par leurs propres forces organisées.

Les méthodes d'action du syndicalisme ont donné lieu à de nombreuses discussions chez les militants, et l'action directe est un sujet toujours à l'ordre du jour. La Fédération fut plusieurs fois amenée à prendre nettement position sur la question.

L'action directe. — Il est particulièrement difficile de donner une définition de l'action directe, car il semble bien résulter des discussions dont elle a fait l'objet dans les congrès ouvriers que nul n'est d'accord pour en préciser les limites.

Quel est donc le sens que la Fédération des Travailleurs du Livre donne à l'action directe et quels sont les effets qu'elle en croit pouvoir attendre?

(1) Rapport du Comité central au Congrès de 1905.

Elle consiste pour elle dans « l'intervention corporative incessante de tous ceux qui sont intéressés aux réformes ».

« Cette action directe, écrit le Secrétaire général de la Fédération, est féconde, elle assure la conquête définitive des améliorations obtenues; d'autre part, sous l'excitation explicable d'une légitime indignation créée par des abus monstrueux auxquels des employeurs sans conscience ne voudraient pas remédier, cette action directe peut devenir violente et amener éventuellement des améliorations; mais je conteste très nettement que ce soit là un moyen normal. La violence de l'action, que je réprouve, peut tourner et tournerait finalement contre les travailleurs eux-mêmes (1) ».

Parmi les modalités les plus caractéristiques de l'action directe, on peut citer le sabotage, le boycottage auquel se rattache l'usage de la marque syndicale ou label, enfin et surtout la grève générale expropriatrice.

Nous nous proposons d'examiner quelle est l'attitude de l'organisation typographique ouvrière à l'égard de ces différents modes d'action.

Sabotage. — La Fédération du Livre s'est toujours prononcée contre le sabotage des instruments de production, malgré l'opinion de quelques-uns de ses dirigeants. Les typographes jugent généralement que le procédé marque un manque de dignité de la part de l'ouvrier.

Il n'en est peut-être pas toujours de même du sabotage qui consiste à restreindre volontairement sa production et que les typographes ont eu parfois tendance à employer dans certains moments de crise.

Boycottage. — Le boycottage des produits industriels,

(1) *Typographie française*, 1^{er} janvier 1904.

très employé en Amérique, exige une organisation et une discipline syndicales qui sont loin d'exister en France.

Dès 1887, par des articles parus dans la *Typographie française*, la Fédération avait fait connaître les résultats très appréciables obtenus par les organisations américaines grâce à cette méthode d'action; elle engageait vivement les fédérés à utiliser cette arme nouvelle et redoutable contre les patrons réfractaires à leurs revendications.

Mais les essais de boycottage tentés par l'organisation syndicale typographique, contre les journaux notamment, ne paraissent pas avoir produit les résultats escomptés.

Signalons, comme une tactique très chère aux syndicats typographiques, l'apposition d'affiches contenant appel à l'opinion publique, et le collage sur les affiches sortant des imprimeries visées de petits papillons portant la mention: « Travail exécuté par des renégats payés au-dessous des tarifs syndicaux — A BOYCOTTER — ».

La mise à l'index qui, de tous temps a été employée par les organisations typographiques, est un véritable boycottage de la main-d'œuvre: dans l'atelier du patron en conflit avec le syndicat aucun syndiqué ne doit accepter de travailler sous peine d'être radié.

Cette mesure n'est jamais prise par le syndicat qu'à la dernière extrémité. Elle ne paraît pas avoir jamais eu une très grande efficacité: quand en effet une maison est mise à l'index, c'est presque toujours qu'elle a réussi à se constituer un personnel réfractaire à l'influence du syndicat.

D'une façon générale, le boycottage n'a pu s'implanter en France, et seule la généralisation de l'usage du label permettrait de le pratiquer utilement; il n'est donc pas étonnant que l'organisation ouvrière considère l'usage du label comme l'une de ses armes les meilleures dans la lutte sociale.

La marque syndicale ou Label, son but. La *marque syndicale* ou *label* (1) est une marque spéciale délivrée par le syndicat d'une profession aux patrons payant le tarif de main-d'œuvre syndical. Les patrons apposent la marque sur leurs produits et en principe les ouvriers organisés ne doivent acheter que les marchandises portant le label, boycottant tout produit qui n'en est pas muni.

En d'autres termes, le label a pour but de mettre l'acheteur en garde contre toute concurrence déloyale faite au moyen de la baisse des salaires.

Pour avoir un effet utile, pour être vraiment le moyen qui permette le boycottage, il est nécessaire que le label soit exigé par une masse imposante de consommateurs, et il n'y a qu'une très forte organisation corporative des travailleurs qui soit susceptible de grouper cette masse indispensable de consommateurs.

L'organisation ouvrière française est loin de réunir les conditions nécessaires à un emploi efficace de la marque syndicale. Aussi les efforts de la Confédération générale du Travail, pour en amener l'usage, n'ont-ils pu produire que de très minces résultats.

Efforts faits par l'organisation typographique pour en amener l'usage. — A quelques exceptions près, c'est uniquement dans l'industrie du livre que l'usage du label a pu faire quelques progrès, grâce aux efforts considérables des organisations syndicales typographiques.

Dès 1883, le délégué de la Fédération à l'exposition de Bos-

(1) Le *Union-label* est d'origine américaine. Il apparut pour la première fois vers 1876, en Californie, où les cigariers l'employèrent pour lutter contre la main-d'œuvre chinoise. La Fédération américaine du travail consacra tous ses efforts à la propagation du label, dont l'usage est entré aujourd'hui dans les mœurs américaines.

ton faisait connaître, dans son rapport, les résultats obtenus en Amérique par l'emploi du label.

Au Congrès typographique de Marseille, en 1895, le principe fut voté par l'Assemblée. La marque syndicale devait consister dans la mention suivante : *Ce journal (ou ce volume) a été composé et imprimé aux conditions du tarif du syndicat typographique de...*

La question fut de nouveau agitée au Congrès de 1900, mais ce fut surtout à l'initiative et à la campagne de la Chambre syndicale parisienne que fut due l'introduction de l'usage du label dans l'industrie française du livre.

Le Syndicat parisien paraît avoir été partisan du label dès les premiers jours où son usage fut connu dans la typographie française : on peut voir une *marque* syndicale sur certains de ses imprimés datant de 1887. Depuis 1895, il s'était fait une règle générale de son emploi, mais c'est principalement depuis ces dernières années que la campagne entreprise par le syndicat devint active.

Un gros effort de propagande fut accompli à cet effet en 1904 à l'occasion des élections municipales parisiennes.

50,000 affiches de grand format, 20,000 plus réduites, furent apposées sur les murs de la ville, et 100,000 prospectus furent distribués, pour recommander aux électeurs cette méthode d'action syndicale inconnue du gros public. En outre, le Comité syndical présentait dans chaque quartier de Paris un candidat, dit « candidat du label », qui avait uniquement pour mission de combattre le ou les candidats qui seraient opposés au principe.

Le Comité central s'associait à cette vigoureuse campagne et engageait vivement, par la voie de la *Typographie française*, toutes les sections de province à suivre l'exemple de la section parisienne.

Une ligue s'était fondée pour favoriser l'usage de la marque syndicale en France : *La ligue sociale d'acheteurs* ; la Fédération y donna son adhésion en 1904 (1).

Caractère confédéral et corporatif du label. — L'emploi du label parmi les méthodes d'action syndicale, avait été décidé en Congrès par la Confédération générale du Travail. Mais la Fédération du Livre et la Confédération n'étaient point d'accord sur le caractère même que devait avoir le label. La Fédération le voulait corporatif et la Confédération générale du Travail le voulait confédéral.

L'on ne put s'entendre, et la décision fut renvoyée au Congrès confédéral de Bourges (1904).

« C'est en fin de congrès, écrit dans son rapport, le délégué du Comité central au Congrès, au milieu d'un véritable brouhaha et de l'indifférence générale, que notre représentant put donner lecture de son consciencieux et intéressant rapport. La question valait pourtant d'être examinée de près car elle touche à l'indépendance même des organisations ouvrières. C'est à mains levées et durant les allées et venues des uns et des autres qu'il fut décidé que le label serait confédéral. » (2).

Cependant le Comité central crut devoir soumettre la question au Congrès fédéral qui se tint à Lyon en 1905. Malgré l'opposition de la Chambre parisienne, celui-ci décida par esprit de discipline syndicale de s'incliner

(1) Cette ligue, fondée en 1902, groupait alors, en dehors des organisations ouvrières, 1.200 ligueurs environ. Son action s'était manifestée par la publication de *trois listes blanches*, concernant des métiers féminins, et donnant le nom des maisons payant à leur personnel le tarif syndical.

(2) *Typographie française*, 16 novembre 1904.

devant le vote de la Confédération générale du Travail, mais l'on décida en même temps que le label ne serait pas seulement confédéral, et qu'il serait aussi corporatif.

Cette modification au label de la Fédération fut interprétée par beaucoup de maîtres imprimeurs comme une adhésion aux principes révolutionnaires de la Confédération générale du Travail, et le Congrès patronal de 1905 donna au nouveau label la signification suivante :

« Les imprimeurs qui consentiraient dorénavant à accoler à leur nom le label de la Fédération, aujourd'hui label corporatif et confédéral, contresigneraient par le fait même les théories de la suppression du patronat par la grève générale et la révolution et les principes de l'internationalisme.

« L'Union les engage, en conséquence, à faire connaître à leurs clients qui leur demandent ou leur demanderaient l'apposition du label, quelle est sa véritable signification, et à les avertir que l'apposition du label sur leurs imprimés signifie pour eux aussi, adhésion à la suppression du patronat et de la classe bourgeoise, à la grève générale, à l'internationalisme. » (1)

Le Comité central avait bien pris soin d'affirmer au Congrès de 1905 que la Fédération restait syndicaliste et syndicaliste seulement, et que l'adoption du label confédéral ne signifiait en aucune façon qu'elle abdiquât son indépendance d'action en face de la Confédération générale du Travail; mais il faut cependant reconnaître que la situation était peu claire et qu'il était nécessaire pour comprendre l'état d'esprit « tout de bonne foi » de la Fédération, d'être initié à tous les détails de son action.

(1) Congrès de 1905, compte rendu, p. 99.

Sa délivrance aux maîtres imprimeurs. Le label actuel de la Fédération réunit donc dans un même dessin les attributs corporatifs et les attributs confédéraux.

Aux termes de la loi de 1884, la Fédération n'ayant pas le droit d'ester en justice, elle ne peut poursuivre en vertu de l'article 1382 du Code civil les imprimeurs qui feraient de sa marque syndicale un usage frauduleux. Aussi chaque section est-elle propriétaire de sa marque et doit-elle faire les dépôts nécessaires pour s'en assurer la propriété légale.

Aucun syndicat, néanmoins, ne peut déléguer la marque syndicale à un maître imprimeur sans en avoir au préalable obtenu l'autorisation du Comité central.

Le label dans la pratique. Malgré les efforts de l'organisation syndicale ouvrière, l'usage du label est encore très peu répandu dans l'industrie du livre.

Bien que quelques syndicats patronaux aient vu dans son emploi un moyen efficace de lutte contre la concurrence, il ne semble pas que ce soit en principe de l'initiative patronale que l'on pourrait attendre la généralisation de l'usage du label.

Les raisons de la défiance des patrons à l'encontre de l'emploi de la marque syndicale sont en effet assez nombreuses.

En l'état actuel de l'opinion, aux yeux du maître imprimeur soucieux de rester absolument neutre parmi des clients d'opinions sociales et politiques souvent différentes, l'apposition de la marque syndicale est toujours susceptible d'une interprétation nuisible à ses intérêts. D'autre part, son emploi suppose entre les patrons et le syndicat ouvrier un accord qui n'existe pas toujours. Nous avons vu enfin quelle était l'interprétation généralement donnée par les maîtres imprimeurs au caractère confédéral du label.

Seule la demande impérieuse de la clientèle peut entraîner l'usage de la marque syndicale. Or, sans entrer dans la psychologie du sujet, il est facile de se rendre compte des raisons pour lesquelles cette demande ne se produit généralement pas.

C'est surtout pour tous les imprimés électoraux que l'usage du label est le plus fréquent en France.

La grève générale. — Le sabotage, la mise à l'index, sont des incidents de l'action syndicale. Bien autrement grave est la question de la grève générale révolutionnaire, dont le principe met en jeu l'existence même de l'organisation économique et sociale actuelle.

Il n'est peut-être pas de Congrès du Parti ouvrier, où la question du principe de la grève générale révolutionnaire n'ait été soumise au vote des délégués.

Les organisations typographiques se montrèrent toujours les adversaires de ce mode d'action, sauf dans un seul cas, au Congrès ouvrier de Nantes (1894). Mais le vote du délégué de la Fédération avait été un véritable vote de surprise. Lorsqu'en effet le délégué avait reçu du Comité central un mandat impératif, 14 membres seulement assistaient à la séance et c'étaient les voix de 7 collectivistes révolutionnaires qui, cette fois, avaient composé la majorité.

A la fin de l'année 1895, et sur la demande du *Comité de la grève générale* émanant du Congrès corporatif ouvrier, un referendum fut organisé dans la typographie française, il donna les résultats suivants :

1^{re} Question. — Êtes-vous partisan de la grève générale immédiate?

Syndiqués	280	oui.
Non-syndiqués	48	—
Syndiqués	1.859	non.
Non-syndiqués	118	—

2^e Question. — Êtes-vous contre la grève générale ?

Syndiqués	823	non.
Non-syndiqués	56	—
Syndiqués	1.114	oui.
Non-syndiqués	101	—

3^e Question. — Êtes-vous partisan de la grève générale si on venait à porter atteinte aux organisations ouvrières ?

Syndiqués	1.495	oui.
Non-syndiqués	117	—
Syndiqués	384	non.
Non-syndiqués	44	—

(Quinze sections n'avaient pas répondu aux questions parce qu'elles les considéraient comme utopiques. Cinquante-deux s'étaient abstenues sans donner de raison).

Cependant le Comité de la grève générale, se basant sur le vote émis à Nantes, réclama au Comité central le versement de subsides destinés à subvenir au fonctionnement du Comité lui-même. Le Comité central de la Fédération déclara alors que les « statuts fédératifs ne lui permettaient pas de prélever des fonds sur la caisse fédérale pour cet objet et que la question de la grève générale ne serait plus portée à l'ordre du jour jusqu'au Congrès de 1895 ». (1)

Le congrès lui-même jugeait à l'unanimité moins quelques voix que la Fédération n'avait pas à se préoccuper de l'éven-

(1) Séance du Comité central, 17 novembre 1894.

tualité d'une grève générale, « momentanément irréalisable ».

Ce n'est pas seulement dans les congrès, et sur le principe que la Fédération fut amenée à donner son avis. Elle eut à prendre position en deux occasions, alors qu'il s'agissait de déterminer si oui ou non l'on organiserait la grève générale.

En 1898, les employés de chemins de fer s'agitaient. Ils envoyèrent à toutes les organisations ouvrières, une circulaire où étaient posées les deux questions.

« 1° Si les Chemins de fer se mettent en grève, les syndicats que vous groupez sont-ils résolus par esprit de solidarité à supporter sans protestation la grève momentanée qui en résultera ? »

« 2° Sont-ils décidés à se joindre au mouvement des Chemins de fer en cessant eux-mêmes le travail, pour arracher au patronat les réformes qu'ils réclament ? »

Le Comité central répondit oui à la première question, et à l'unanimité moins deux voix, non à la deuxième (1).

Les typographes parisiens consultés par voix de referendum firent une réponse analogue.

Au cours de 1901, la Fédération des mineurs se préparait à faire la grève générale, elle fit une enquête auprès de toutes les corporations pour savoir si elles étaient prêtes à faire la grève générale révolutionnaire.

La Fédération répondit nettement qu'elle ne croyait pas à l'efficacité de la grève générale expropriatrice, mais que d'ailleurs, elle soutiendrait les mineurs s'ils se mettaient en grève.

Fidèle à cette promesse, elle versa aux mineurs en grève une somme de 6,000 francs à titre de secours.

(1) Comité central, 11 juin 1898.

CHAPITRE VII.

ACTION TECHNIQUE ET PROFESSIONNELLE

I. Les cours techniques : les bibliothèques. — II. L'hygiène du travail. — III. Attitude de l'organisation syndicale à l'égard des différents modes de travail. — IV. Le placement des chômeurs.

I.

LES COURS TECHNIQUES. — LES BIBLIOTHÈQUES

La prétention d'être un « bon ouvrier » est, chez les typographes, très fiers en général de leur profession, une petite vanité courante. Aussi la valeur professionnelle de leurs adhérents a-t-elle toujours préoccupé les organisations ouvrières typographiques.

Écoles professionnelles. — C'est avec beaucoup de scepticisme cependant que les syndicats de typographes considèrent l'utilité des écoles professionnelles au point de vue technique ; ils montrent même à leur égard une hostilité véritable.

Peut-être, en l'occasion, se laissent-ils influencer par une certaine jalousie à l'égard des privilégiés auxquels furent épargnés les rigoureux débuts de l'apprentissage à l'atelier, mais il semble bien que la cause principale de leur animosité soit la peur de la concurrence de l'apprenti.

A l'encontre des écoles professionnelles patronales, les organisations typographiques croient avoir encore un autre sujet de défiance : elles semblent craindre que les maîtres imprimeurs ne cherchent surtout dans l'école un moyen de se façonner aisément les cadres futurs d'un personnel dévoué et facilement maniable.

Cours professionnels. — Hostile au principe des écoles professionnelles, c'est du côté des cours professionnels de perfectionnement que s'est orientée l'action syndicale ouvrière.

Le Congrès de 1883 en adoptait le principe et décidait qu'une propagande active serait faite auprès des sections pour les amener à créer des cours professionnels.

Le Syndicat typographique de Lyon fut l'un des premiers à entrer dans cette voie. Aidé de l'Union des Syndicats du Papier, encouragé par une subvention municipale, il inaugura, le 5 novembre 1894, des cours professionnels à l'usage des apprentis. Les leçons ont lieu le soir et pour les suivre il faut être apprenti depuis six mois au moins dans l'une des imprimeries de la ville. Dès les premières années de leur fonctionnement, ces cours réunissaient en moyenne une quarantaine d'assistants.

Le 15 août 1895, le Syndicat de Toulouse organisait à son tour des cours professionnels.

Paris ne voulut pas rester en arrière de ce mouvement, et le 26 février 1896, la Chambre syndicale ouvrait ses cours professionnels, qu'encourageaient les subventions de la municipalité et du gouvernement. Dès le début, le nombre des assistants fut d'environ 60. Pendant l'année 1906, 175 personnes fréquentaient les cours de la rue de Savoie et la Chambre enregistrait 1,535 présences.

La Typographie française compte actuellement 8 syndicats ouvriers ayant organisé des cours professionnels (1).

Concours techniques. — Parmi les efforts faits par l'organisation ouvrière pour développer les connaissances professionnelles, il y a lieu de mentionner les concours techniques organisés à Marseille en 1888 et qui durèrent jusqu'en 1894. Chaque année le Syndicat publiait en une plaquette les compositions primées.

Le programme de la Fédération. — Le développement de la valeur professionnelle est intimement lié à la question de l'apprentissage, car des conditions dans lesquelles se produira l'apprentissage dépendra en grande partie la valeur technique de l'ouvrier.

C'est sous l'empire de ces préoccupations que le Congrès de 1905 décida :

« De poursuivre l'institution, dans toutes les sections de la Fédération, de commissions d'examen de capacité professionnelle;

« De modifier comme suit le texte de l'article 11 du règlement d'apprentissage en vigueur :

« A la fin de la quatrième année d'apprentissage, l'apprenti devra
« subir un examen devant une Commission composée d'un président
« et de quatre assesseurs au moins, dont un membre des Conseils
« de Prud'hommes. L'élément ouvrier devra y être en majorité. De
« l'examen doit résulter la preuve que l'apprenti exerce, avec une
« habileté suffisante, les travaux en usage dans son métier. En cas
« d'échec, la Commission détermine le délai avant l'expiration duquel
« une nouvelle épreuve ne pourra être tentée. En cas de non-réus-
« site, après la cinquième année d'apprentissage, le patron devra
« payer à l'apprenti le dédit prévu à l'article 7 » ;

(1) Office du Travail, janvier 1907.

« Qu'à dater de ce jour et jusqu'au fonctionnement régulier des Commissions susvisées, toute demande d'admission au Syndicat devra être suivie d'un examen pratique passé devant les membres du Bureau de la section intéressée. Le « Brevet ouvrier » délivré par les commissions d'examen devra toujours accompagner les demandes d'admission ;

« D'instituer entre les apprentis fédérés, dans leur section d'abord, par groupes régionaux ensuite, des concours annuels à l'occasion desquels des prix syndicaux et fédéraux seront créés. »

Ces longues résolutions, votées à l'unanimité, montrent bien l'état d'esprit actuel de la Fédération. Elles sont très intéressantes à constater en présence de l'abaissement réel du niveau professionnel moyen chez les ouvriers compositeurs.

Cet excellent programme n'a pu malheureusement passer encore dans la pratique ; le mouvement gréviste de 1906 ayant, depuis le Congrès de 1905, absorbé toutes les forces de la Fédération.

Cependant la ténacité qu'apporte généralement celle-ci à faire aboutir les résolutions prises en Congrès permet de lui faire crédit de quelque temps, et il faut espérer que le « Brevet ouvrier » entrera prochainement dans les coutumes de la corporation.

Le développement du nombre des machines à composer semble faire un devoir à l'organisation syndicale ouvrière de perfectionner les connaissances techniques de ses « *consciencieux* », puisque de plus en plus la machine tend à s'emparer de la composition des lignes.

Les articles techniques de la « Typographie française ».

— Signalons enfin que la *Typographie française*, quoique les

nécessités de la propagande absorbent presque toujours la totalité de la place dont elle dispose, a publié quelques articles techniques dont la réunion serait des plus intéressantes au point de vue professionnel.

Bibliothèques. — L'organisation typographique n'a point borné son action au perfectionnement des connaissances techniques des syndiqués; quelques sections s'occupèrent également de favoriser le développement des connaissances générales chez leurs adhérents. Des bibliothèques syndicales se sont fondées, parmi lesquelles il convient de citer tout particulièrement pour leur importance celle de Marseille (1881) et celle de Paris (1887).

II.

L'HYGIÈNE DU TRAVAIL

Préoccupations statutaires. L'hygiène professionnelle fit fréquemment, depuis la fondation de la Fédération, le sujet d'articles, de communications et de conseils qui parurent dans la *Typographie française*. La question fut souvent agitée dans les congrès.

Dès 1885, la Fédération inscrivait dans ses statuts que l'une des principales préoccupations de l'organisation devait consister à « aider les syndicats typographiques à réclamer énergiquement, auprès des Pouvoirs constitués, la mise en vigueur des règlements d'hygiène et de salubrité, et une application rigoureuse des lois sur le travail des enfants et sur les accidents du travail et de revendiquer également la représentation des syndicats ouvriers dans la Commission d'hygiène. »

La question au Congrès de 1905. Le Congrès de 1905 consacra une longue discussion à la question d'hygiène.

« 96 0/0 des décès dans la typographie sont dus à la tuberculose, écrit le rapporteur. La plupart des ouvriers sont ignorants de l'hygiène. Il serait temps de réagir contre ce lamentable état de chose. C'est aux organisations ouvrières d'assumer la tâche difficile, d'assurer aux travailleurs des conditions de santé moins précaires. A défaut de sentimentalité c'est, d'ailleurs, leur intérêt de diminuer les malades et partant les secours. » (1) La discussion se termina par l'adoption des résolutions suivantes :

(1) Congrès 1905. Rapport sur l'Hygiène dans l'Imprimerie, p. 107.

« La Fédération du Livre fera tout son possible pour répandre parmi les travailleurs de l'imprimerie les principes de l'hygiène.

« Des notes, des articles, des extraits d'ouvrages ayant trait à l'hygiène seront publiés fréquemment dans la *Typographie française*.

« Des brochures et circulaires indiquant les précautions à prendre pour éviter les maladies seront envoyées dans les sections pour être distribuées à tous les ouvriers de l'imprimerie.

« La Fédération engagera les sections à organiser des réunions où des hommes compétents traiteront spécialement la question de l'hygiène des travailleurs.

« Les sections seront invitées à exiger des patrons imprimeurs l'observation du décret du 29 novembre 1904, en signalant au besoin aux Inspecteurs du Travail les infractions dont elles auraient connaissance.

« Enfin, constatant l'insuffisance du service actuel d'inspection du travail, la Fédération s'associe dès maintenant aux vœux d'un grand nombre d'organisations ouvrières réclamant la création d'inspecteurs pris parmi les ouvriers (1).

« Afin d'établir une statistique sur les maladies professionnelles, les sections seront tenues d'indiquer sur les feuilles comptables qu'elles envoient au Comité central le nom du médecin qui a soigné le confrère décédé, les dates de la première et de la dernière visite qu'il a faites, la nature de la maladie et les causes qui l'ont provoquée. » (2)

(1) Congrès 1903. Compte rendu, p. 109.

(2) Congrès 1903. Compte rendu, p. 273.

III.

ATTITUDE DE L'ORGANISATION SYNDICALE A L'ÉGARD
DES DIFFÉRENTS MODES DE TRAVAIL

Nous avons vu plus haut ce que l'on entendait dans la typographie par travail en conscience et par travail aux pièces. Il nous faut maintenant dire quelques mots de cette forme particulière de travail qu'on appelle la *commandite*.

La commandite. — La commandite est un véritable marchandage collectif; c'est la prise en charge par un groupe d'ouvriers d'un travail de composition, sous l'entière responsabilité de ce groupe et moyennant un prix débattu d'avance, qui est en général le prix du tarif syndical des pièces diminué d'un pourcentage quelconque. La commandite est *égalitaire*, lorsque le prix du travail est également partagé entre les ouvriers. Elle est dite *au prorata* lorsque chaque ouvrier est payé suivant son travail et que le bénéfice de la commandite — gains sur les mises en pages, sur les espaces blancs, sur les compositions conservées qui sont payées comme si elles étaient de nouveau composées, — est réparti entre chacun au prorata de sa production. Une forme plus récente de la commandite, la *commandite mixte*, combine les deux caractères de la commandite égalitaire et de la commandite au prorata.

Elle apparut pour la première fois dans une imprimerie parisienne en 1853. En 1864, dix-huit compositeurs formaient

une équipe de commanditaires et gagnaient 42 francs par semaine.

La commandite présente aux yeux des ouvriers typographes de nombreux avantages matériels et moraux : une rémunération plus élevée d'abord, une grande indépendance ensuite, le patron n'ayant plus à intervenir dans la répartition du travail entre ouvriers, ni dans sa surveillance.

Aussi n'est-il pas étonnant que les organisations syndicales typographiques aient toujours fait tous leurs efforts pour faire appliquer ce mode de travail.

La commandite et le Syndicat parisien. — Depuis 1867 la Chambre syndicale parisienne n'a cessé de lutter pour développer et même pour généraliser la commandite dans les ateliers parisiens.

Lors de la revision des tarifs en 1867 et en 1877, elle essaya de faire de la commandite un mode de travail obligatoire ; mais ses tentatives échouèrent devant le refus absolu des patrons et devant l'opinion contraire de la majorité des sociétaires.

Elle dut se borner à réglementer la commandite et, pour en faciliter l'acceptation par les patrons, à permettre à l'équipe commanditaire de consentir un rabais sur les prix d'établissement jusqu'à concurrence de 10 0/0.

Malgré une propagande syndicale incessante, qui se manifesta sous la forme d'articles dans le journal corporatif et de brochures, la commandite est très peu employée à Paris.

L'une des plus importantes est celle du *Journal officiel*. La confection du *Journal officiel* fut, en 1880, confiée directement aux ouvriers par le Gouvernement qui leur fournissait gratuitement le local et le matériel. La Chambre syndicale, n'ayant pas alors d'existence légale, ne pouvait prendre l'en-

treprise à son compte ; une société anonyme fut fondée au capital de 5,600 francs entre 28 actionnaires, dans le but d'assurer la composition et aussi l'expédition et la distribution du journal. Elle occupe des auxiliaires dont le nombre varie de 80 à 200. Tout le travail de composition du journal est exclusivement fait en commandite.

Depuis 1901, la commandite a été introduite parmi les typographes de l'Imprimerie Nationale, conformément à un vote du Parlement. Elle fonctionne à l'Imprimerie Municipale, à l'imprimerie de la Chambre pour les travaux parlementaires. Quelques journaux parisiens enfin se composent en commandite égalitaire.

Les commandites de la Chambre typographique lyonnaise. — A Lyon, la Chambre syndicale réussit, en 1869, à faire accepter la commandite comme mode de travail obligatoire dans les journaux. Tous les tarifs postérieurs reconurent cette prescription et l'*Annexe* était toujours parvenue à la faire respecter, lorsqu'en 1887, le journal le *Petit Lyonnais* crut devoir supprimer sa commandite. Cette suppression faillit amener un conflit ; mais le Comité central de la Fédération ayant conseillé la prudence, en raison du nombre considérable des typographes lyonnais non syndiqués, la Chambre syndicale accepta le système du travail aux pièces. Dans le tarif de 1889, la commandite cessait d'être obligatoire.

Le travail aux pièces. — Le travail aux pièces a suscité bien des discussions parmi les typographes français et les opinions sont très partagées à son égard.

Cependant, aux termes de l'article 1^{er} des statuts fédéraux,

les efforts de la Fédération doivent tendre à « combattre l'avilissement des salaires en favorisant l'application du système commanditaire, et, à son défaut, en cherchant à faire prévaloir le mode de travail en conscience de préférence au travail aux pièces dont il faudra poursuivre la suppression. »

La suppression du travail aux pièces faisait partie des revendications des typographes lors du mouvement gréviste de 1906 ; mais la question ne fut pas sérieusement envisagée.

IV.

PLACEMENT DES CHOMEURS.

L'organisation d'un service de placement est l'une des premières tâches que se puisse donner une association syndicale ; aussi ce service a-t-il fonctionné dans les premiers syndicats de typographes et fonctionne-t-il aujourd'hui dans toutes les sections un peu importantes de la Fédération du Livre.

Avant le mouvement gréviste de 1906 qui a amené les organisations patronales à créer des offices de placement, il n'y avait pas dans la profession d'autre service de placement que celui de l'organisation syndicale ouvrière.

Service de placement local. — L'organisation d'un service de placement au siège du syndicat n'est pas une œuvre difficile ni coûteuse. Il consiste à inscrire tous les chômeurs sur un registre par ordre de date et à répondre aux offres d'emploi faites par les patrons.

La seule question délicate qui se soulève ici, est celle de la valeur professionnelle du chômeur ainsi proposé à l'embauchage.

La règle généralement suivie dans les syndicats de typographes est absolument démocratique. L'ordre de placement est rigoureusement l'ordre d'inscription sans distinction de valeur professionnelle. Il semble que les syndicats en agissant ainsi restent bien dans la logique des choses, les tarifs de main-d'œuvre n'étant que des tarifs minima ; mais la

pratique de cette règle révèle de graves inconvénients dont les patrons se plaignent et que les ouvriers reconnaissent eux-mêmes.

Service de placement régional. — Ce service de placement local, malgré ses imperfections, peut certes, rendre de grands services. Mais l'on conçoit combien les résultats seront plus féconds, si l'organisation au lieu de se restreindre à une localité s'étend à toute une région : elle permettra dès lors de diriger sur la ville où il y a abondance de travail, les chômeurs des localités voisines, tandis qu'en l'absence du service ces localités différentes seraient restées dans l'ignorance de leurs besoins réciproques.

L'idée d'organiser un service de placement fédéral n'est pas nouvelle. C'était le but principal que se proposait le Président de la Société typographique parisienne lorsqu'il songeait à créer l'agrégation.

Depuis longtemps la Fédération nourrissait le même projet, mais « les exigences de la lutte, des préoccupations plus pressantes et plus impérieuses n'avaient pas cessé d'absorber le maximum des forces que peuvent donner ceux qui supportent les responsabilités. Le concours dévoué et assidu d'un trop petit nombre de militants ne permet pas de trop entreprendre, car il ne suffit pas d'innover, de créer, il faut encore être certain d'être compris et d'assurer la marche du nouveau service (1). »

Ce fut seulement en août 1902, que le Comité central tenta d'organiser le service de placement fédéral, dont le principe avait été voté au Congrès de 1900.

Ce nouveau service incombait au bureau régional, chargé de centraliser les états envoyés tous les quinze jours par les

(1) *Typographie française*, 1^{er} mai 1902.

sections. La comparaison des offres et des demandes dans des villes relativement voisines devait permettre une répartition facile du travail entre les forces productrices de la région.

Cette création ne rendit pas tous les services qu'on en pouvait attendre et, d'un rapport présenté au Congrès de 1905, il résultait que malgré les efforts de quelques bureaux régionaux, un seul, celui de Dijon, avait pu obtenir des résultats intéressants, grâce à quelques perfectionnements dans la méthode.

Le système consistait essentiellement à établir chaque semaine la situation des offres et des demandes dans toutes les sections de la région, et à communiquer rapidement cette situation à chacune d'elles. Les résultats avaient été aussitôt des plus encourageants : le chômage avait presque disparu en même temps que le nombre des « trimardeurs » baissait considérablement.

Le rapporteur concluait à la nécessité d'organiser sur ces bases nouvelles un service de placement fédéral dont l'établissement aurait pour effet ces résultats déjà *vérifiés* à Dijon : diminution des frais de chômage et de viaticum, répartition du travail entre les bras disponibles, augmentation plus facile des salaires et peut-être aussi unification des tarifs, propagande plus active et plus efficace.

Ces conclusions furent adoptées par le Congrès et les statuts actuels de la Fédération règlent minutieusement le fonctionnement du service de placement.

Depuis cette époque, quelques progrès semblent avoir été réalisés. Mais le fonctionnement efficace de l'institution est encore de date trop récente pour qu'il soit possible d'en juger les effets.

CHAPITRE VIII.

L'ACTION SYNDICALE MUTUALISTE

I. Secours de route ou viaticum. — II. Caisse de chômage.

L'idée mutualiste chez les typographes. — De tous temps l'idée mutualiste a été très développée chez les typographes. La Confrérie et les Chapelles sous l'ancien régime, les sociétés de secours mutuels si nombreuses sous le régime actuel, en sont les manifestations probantes. L'on peut dire que c'est par la mutualité que les typographes sont venus au Syndicat et que c'est surtout par la mutualité que le Syndicat a prospéré. Le fait n'est d'ailleurs point particulier aux typographes français, nous le retrouvons chez ceux de la plupart des autres pays.

La Fédération a fait les plus grands efforts pour développer ses services mutualistes. Les organisations révolutionnaires en ont pris prétexte pour l'accuser d'être une société de secours mutuels plus qu'un syndicat, elles ont même été jusqu'à la traiter de réactionnaire ; mais, forte de sa propre expérience, forte de l'exemple des fédérations étrangères, la Fédération a toujours persévéré dans la voie de la mutualité,

et les services mutualistes absorbent aujourd'hui un peu plus de la moitié de ses ressources budgétaires.

¶ Ses services de mutualité se divisent en deux catégories, les secours de route accordés aux chômeurs qui se déplacent pour trouver du travail, et les secours de chômage (maladie ou absence de travail) et de décès.

I.

SECOURS DE ROUTE OU VIATICUM

Les voyageurs. — Il y eut toujours parmi les typographes des « voyageurs », c'est-à-dire des ouvriers qui, sans attache nulle part, se plaisaient à parcourir la France suivant les nécessités du travail. Autrefois, d'ailleurs, et cela jusque vers le milieu du xix^e siècle, le « tour de France » était presque de rigueur pour les jeunes ouvriers dans la typographie comme dans un grand nombre d'autres métiers.

Pour venir en aide à ces voyageurs, l'on avait coutume de faire à leur profit des collectes dans les ateliers. Les premières organisations syndicales avaient bien ébauché la création de services réguliers de secours de route, mais ces efforts étaient restés individuels, sans cohésion ni uniformité.

Création du viaticum fédéral. — Aussi, l'une des premières tâches de la Fédération fut-elle la création d'un service de secours pour les voyageurs. Aux termes de ces statuts, celle-ci devait « constituer une solidarité entre toutes les sociétés typographiques françaises et étrangères, afin que le sociétaire trouvât aide et protection dans toutes les sections ».

Le « viaticum » — ce fut le nom de ce secours de route — ne constituait donc pas seulement un service national, il devait constituer un service international organisé à titre de réciprocité entre les diverses fédérations.

Les frais occasionnés par l'institution furent, au début de son fonctionnement extrêmement lourds à supporter pour les finances fédérales ; mais malgré les attaques

violentes, auxquelles le service fut en but, la majorité se maintint toujours presque unanime, en sa faveur, persuadée que supprimer le viaticum ce serait « décapiter la Fédération ».

Les efforts du Comité central, sanctionnés par les Congrès successifs, tendirent seulement à assurer un meilleur fonctionnement du service et à réprimer les nombreux abus auxquels il donnait lieu, soit par la négligences des sections, soit par l'habileté consommée de certains *trimardeurs*, « tristes sires qui ne savent que viatiquer et quémander auprès des confrères » (1).

Conditions de délivrance du viaticum. — Tout fédéré a droit au viaticum, pourvu qu'il ait accompli un noviciat de six mois dans la Fédération, et que la raison de son départ à la recherche de travail soit le chômage ou la mise-bas.

Le délai de noviciat n'existait pas dans les premiers statuts. Il fut créé par le Congrès de 1883 qui le fixa à trois mois, et fut porté à six mois par le Congrès de 1887.

D'ailleurs, presque chaque Congrès, depuis 1883, devait apporter aux conditions de délivrance du viaticum quelque précision rendue indispensable par les abus se produisant dans le fonctionnement du service. Nécessité de porter sur le livret la mention « parti faute de travail », signée du président ou du secrétaire de la section (1883). — Remise au voyageur arrivant dans une section, d'une feuille type contenant le nom de toutes les imprimeries de la ville; le viaticum n'est délivré que sur la présentation de cette feuille, signée du préposé de chaque atelier (1885). — Le viaticum ne sera désormais délivré aux voyageurs que lorsqu'il y aura au moins dix-huit mois qu'ils seront passés dans les sections

(1) *Typographie française.*

où ils se présentent de nouveau (1887). — La mention « parti faute de travail » doit être refusée à tout voyageur qui quittera volontairement sa place ou qui en sera renvoyé pour inconduite notoire. — Le viaticum est refusé à l'ouvrier dont la dette est supérieure à trois mois de cotisation, dette contractée pour d'autres motifs que le chômage ou la maladie dûment justifiés (1892).

Ces modifications successives apportées aux conditions de délivrance du viaticum montrent bien quels sont les excès auxquels avait donné lieu ce service.

Il ne peut en effet fonctionner régulièrement que grâce à une vigilance très grande de la part des sections et à l'application scrupuleuse des règles de la comptabilité du service.

Les statuts ont soin d'ailleurs de stipuler certaines précautions contre les abus possibles. C'est ainsi que tout syndiqué qui aura touché frauduleusement le viaticum sera tenu de le rembourser sous peine de radiation, qu'il sera privé du viaticum pendant un an et qu'en cas de récidive il sera radié. C'est ainsi encore que les sections doivent publier dans la *Typographie française* les noms et matricules des ouvriers qui ont atteint le maximum de leur droit et la date à laquelle ils pourront de nouveau recevoir les secours de route.

Il appartient enfin au Comité central de surveiller rigoureusement les conditions de fonctionnement du service au moyen des renseignements ainsi fournis par les sections.

Montant du viaticum. — Le montant du viaticum a subi de nombreuses variations depuis 1881. Primitivement les statuts n'avaient déterminé aucune limite, se bornant à poser le principe.

Mais l'on sentit bien vite qu'il fallait uniformiser les secours

ainsi distribués par les sections. Ce fut l'une des résolutions du Congrès de 1883, qui stipula que le viaticum serait établi « d'après un tarif basé sur cinq centimes par kilomètre parcouru depuis la section la plus voisine ou depuis la frontière française et avec un maximum de 200 kilomètres. »

Ce système ne donna pas satisfaction et fut modifié par le Congrès de 1885. Chaque voyageur recevait un premier secours de 1 fr. 50 pour toute distance égale ou inférieure à 40 kilomètres, ensuite 0 fr. 50 par fraction de 20 kilomètres jusqu'à concurrence de 200 kilomètres.

Le Congrès de 1887 limita à 150 francs la somme maximum qu'un fédéré pouvait recevoir en trois ans. « Passé cette somme, il devra s'écouler dix-huit mois avant qu'il puisse avoir droit de nouveau aux secours de route, à moins qu'il n'ait quitté sa place pour cause de mise-bas. »

Actuellement et depuis le Congrès de 1900, la somme totale que peut recevoir un fédéré à titre de viaticum n'est plus que de 100 francs, mais sans fixation d'un laps de temps quelconque. Le même délai de dix-huit mois est stipulé lorsque le total de l'indemnité a été touché. Le premier secours enfin a été porté de 1 fr. 50 à 2 francs.

Pour donner une idée de l'importance du service du viaticum dans la typographie française, nous rappellerons que du 1^{er} avril 1900 au 31 décembre 1904, les dépenses du viaticum ont été au total de 51,000 francs. Ces dépenses s'étaient élevées pour les vingt trimestres précédents à la somme de 36,456 fr. 95. C'est-à-dire que la moyenne par trimestre fut, de 1895 à 1900, de 1,822 fr. 84, et de 1900 à 1905, de 2,679 fr. 40. En 1905 le total des frais de viaticum fut de 9,879 francs et en 1906 de 9,162 francs; soit pour 1906 une diminution de 716 francs, par rapport à 1905. Cette diminu-

tion est due au mouvement gréviste de 1906, les voyageurs grévistes touchaient l'indemnité de grève qui ne se cumule pas avec celle du viaticum.

La Caisse de secours des passagers à Paris. Comme appendice à l'étude du viaticum fédératif, il nous faut signaler l'existence d'une intéressante organisation annexe, fonctionnant à Paris, la Caisse de secours des passagers.

Nous avons eu l'occasion de dire que la collecte dans les ateliers au profit des typographes passagers était une vieille coutume dans le monde typographique ouvrier. Cette coutume, particulièrement répandue à Paris, avait le gros inconvénient de ne donner qu'un résultat très aléatoire, suivant les ateliers où elle pouvait se faire, et aussi suivant le jour où elle avait lieu, plus ou moins propice selon qu'il était plus ou moins rapproché du jour de banque.

D'autre part, un certain nombre d'ouvriers ne consentaient pas par amour propre à solliciter ainsi la générosité de leurs camarades.

Ces collectes ayant donné lieu à de nombreux abus, le syndicat parisien eut l'idée, pour les supprimer, de créer une caisse de secours pour les passagers, alimentée par des cotisations volontaires de 0 fr. 05 par semaine. La Caisse commença de fonctionner en décembre 1896; elle assure aux voyageurs le logement et la nourriture pendant deux jours.

Pendant les trois premières années de son fonctionnement la Caisse des passagers et de secours immédiats délivrait 949 repas coûtant 1,191 fr. 05 et assurait 288 nuits d'hôtel représentant 360 fr. 50; elle versait en secours de maladie 2,200 fr., et en secours divers 575 francs, ce qui, avec un prélèvement de 1,000 francs en faveur des verriers grévistes

de Carmaux, portait le total de ses dépenses à 5,326 fr. 55. Elle avait encaissé 7,395 francs et il lui restait en caisse le 1^{er} décembre 1899 la somme de 2,069 fr. 55.

Les augmentations qu'a subies la cotisation syndicale pendant ces dernières années ont eu pour effet de diminuer assez sensiblement le chiffre des recettes de la Caisse.

II.

CAISSE DE CHOMAGE.

Les caisses de chômage, soit par maladie, soit faute de travail, sont les services mutualistes qui de tous temps ont été les plus prospères et les mieux réglés dans l'organisation corporative typographique.

Nous avons vu en étudiant les premières organisations syndicales locales, que la forme première du syndicat a toujours été la société de secours mutuels, dont l'objet principal était l'assurance contre le chômage. Nous ne nous arrêtons pas à décrire le mode de fonctionnement de ces caisses de chômage locales, nous nous bornerons à indiquer sommairement par quelques chiffres quelle fut leur importance avant la création d'une caisse de chômage fédérale.

Les secours de chômage à Paris. — La Société typographique de Paris fut jusqu'en 1886 à la fois une société de secours mutuels et une société de résistance. Depuis 1860, jusqu'au moment où la Chambre syndicale proprement dite se rendit indépendante, les dépenses pour chômage s'élevaient élevées à une somme totale de 773,000 fr. 50 (1).

Ce ne fut qu'à partir du 1^{er} septembre 1891 qu'une caisse de chômage fonctionna à la Chambre syndicale parisienne. L'adhésion en était facultative et la cotisation s'élevait à 0 fr. 25 par semaine. L'essai ne réussit pas et la caisse cessa de fonctionner en 1895. Son avoir n'était alors que de 452 fr. 50.

(1) *Associations professionnelles ouvrières typographiques.*

Les secours de chômage et les syndicats provinciaux. —

La Chambre syndicale de Lyon, l'une de celles dont les services de mutualité sont le mieux organisés, dépensa de 1888 à 1897, pour les secours de chômage, faute de travail ou par maladie, la somme de 24,189 francs. L'avoir actuel de la caisse locale est de 6,000 francs.

La caisse de chômage faute de travail, fondée à Bordeaux le 1^{er} octobre 1892, avait, au 31 décembre 1897, secouru depuis sa fondation, 62 chômeurs qui avaient touché 3,520 fr. 45. Elle possédait au 1^{er} janvier 1898 un capital de 8,880 fr. A partir de l'année 1898, la caisse adjoignit le chômage par maladie au chômage faute de travail, et au 1^{er} janvier 1900, elle avait ainsi distribué en secours pendant les deux années précédentes la somme totale de 7,470 fr. 95 à 112 chômeurs. Son avoir était de 11,200 francs environ (1).

En 1899, sur 88 sections — en dehors du Syndicat parisien — comprenant 3,857 fédérés, 32 sections à l'effectif total de 3,011 sociétaires possédaient une caisse de chômage (2).

L'on peut donc dire que, sauf à Paris, où ce service n'existait pas, il n'y avait en France aucun syndicat typographique quelque peu important qui fût dépourvu d'une caisse de chômage.

C'est là probablement la raison qui, jointe à la très grande envergure de l'entreprise, retarda pendant vingt années la création d'une caisse de chômage fédérale.

La fondation de la Caisse de chômage fédérale. — Le principe de la centralisation des services de mutualité était posé par les premiers statuts de la Fédération qui dès les

(1) *Historique de l'Association-syndicale des typographes de Bordeaux.*

(2) *Typographie française*, 1^{er} décembre 1899.

premières années de son fonctionnement se préoccupa de réaliser l'idée.

Le Congrès de 1883, saisi d'un projet de création d'une caisse centrale de retraite et de secours mutuels, renvoya l'étude de la question au Congrès suivant.

Le principe de la caisse de chômage était accepté par tous, ce furent toujours les considérations budgétaires qui firent reculer les typographes chaque fois qu'il s'agit de prendre une décision aux Congrès de 1887 et de 1889. L'étude de la question était d'ailleurs particulièrement difficile pour une organisation encore très jeune, et ce ne fut que peu à peu que les données de cette étude se précisèrent.

Au Congrès de 1892 le délégué de la section de Lille y apporta la première contribution sérieuse par un rapport étayé de chiffres, et le Congrès vota d'enthousiasme la mise à l'étude de la question par le Comité central.

La discussion fut reprise en 1895 par un délégué du Syndicat parisien, dans une série d'articles très solidement conçus qui parurent alors dans la *Typographie française* (1) puis dans un rapport présenté au Congrès de 1895. La section de Lille de son côté présentait un nouveau projet. Une commission spéciale élaborait un contre-projet dont le principe adopté par le Congrès fut soumis au vote des sections.

La majorité des 2/3 des votants, qui avait été stipulée nécessaire, ne fut pas atteinte. L'opposition venait en grande partie des sections possédant une caisse de chômage locale (2).

Cependant malgré cet échec la question restait à l'ordre du jour et elle était fréquemment agitée dans la *Typographie française*. Le Comité central, désireux de s'entourer des

(1) *Typographie française*, 16 avril, 16 mai, 16 juin, 16 juillet 1895.

(2) *Typographie française*, 16 juin 1896.

renseignements les plus complets avant d'essayer une nouvelle tentative, se livra auprès des sections à une enquête approfondie pour déterminer : 1° les conditions de fonctionnement des caisses de chômage locales ; 2° les résultats obtenus par elles au point de vue de la propagande syndicale ; 3° le nombre total moyen des chômeurs fédérés.

Appuyé sur les résultats de l'enquête, un rapport exposant nettement la question parut dans la *Typographie française* du 1^{er} décembre 1899. Il démontrait la possibilité de l'entreprise, sa nécessité absolue devant l'invasion prochaine de la machine à composer, et il insistait sur l'utilité de l'institution au point de vue de la propagande syndicale. Citant l'exemple des fédérations étrangères où fonctionnaient les secours de chômage, il constatait que le nombre des fédérés français avait péniblement augmenté d'un tiers en quinze ans, alors que les Fédérations d'Amérique, d'Angleterre, d'Allemagne, etc., doubleraient et tripleraient dans le même temps leur effectif syndical.

C'est alors que le Comité central crut le moment venu, après un dernier appel énergique aux fédérés, de tenter l'établissement d'une caisse, sans attendre le Congrès de 1900. Il soumit au vote des sections l'institution d'un impôt spécial de 0,25 ou 0,50 par mois, destiné à assurer les ressources de la Caisse dont le Congrès de 1900 aurait à élaborer le règlement. Il invitait les sections à se prononcer « non pas sur l'impôt lui-même mais sur sa quotité » (1). Une très forte majorité se prononça pour l'impôt de 0,50.

Le but visé depuis quelques années avec tant d'active persévérance par le Comité central paraissait enfin atteint, car il y avait tout lieu de croire que le Congrès mis ainsi en face du fait accompli et de la constitution d'un

(1) *Histoire d'une caisse de chômage*. Monographie professionnelle.

fonds de réserve déjà assez important, élaborerait le règlement définitif de la Caisse. Ce fut bien là ce qui se produisit, et après une longue discussion, les statuts furent adoptés. L'institution devait commencer à fonctionner à partir du 1^{er} janvier 1901. Le Congrès de 1905 a apporté à ce règlement quelques modifications que l'expérience avait prouvées nécessaires.

Fonctionnement du service des secours de chômage. —

La Caisse délivre deux sortes de secours, les secours de chômage faute de travail ou par maladie, et les secours de décès.

Tout fédéré, chômeur depuis plus de quatre jours a droit au secours, pourvu, s'il a moins de 25 ans, qu'il fasse partie de la Fédération depuis un an au moins et qu'il ait versé ses 12 premières cotisations, et pourvu, s'il a plus de 25, 30, 35 ou 40 ans, qu'il ait au moins dix-huit mois, deux, trois ou quatre ans de sociétariat et qu'il soit au pair de ses cotisations. S'il était en retard de deux cotisations, il ne commencerait à avoir droit au secours qu'un mois après s'être mis en règle.

Le fédéré qui devrait 3, 4, 5 ou 6 cotisations et qui, de ce fait, n'aurait pas été rayé, ne toucherait l'indemnité qu'après une période égale à la « moitié du nombre de mois acquittés en une seule fois » (1).

Un stage d'un mois au moins dans une section est nécessaire pour pouvoir y être reconnu chômeur, sauf le cas de maladie.

Des sanctions consistant en la privation partielle des droits de secours, sont applicables aux fédérés pour qui le chômage serait la conséquence de l'inconduite ou de la négligence, et aux fédérés qui auraient frauduleusement cherché à recevoir des secours.

(1) Article 39 des statuts.

Les secours de chômage ne suppriment pas le droit au viaticum, mais le cumul des deux n'est pas autorisé, sauf dans le cas spécial où, un long chômage étant en perspective, le fédéré voudrait quitter la ville pour chercher du travail ailleurs.

Le montant des secours de chômage. -- L'indemnité est hebdomadaire; elle court du premier jour du chômage, et s'élève à 12 francs par semaine. Si pendant la semaine le chômeur travaillait « en coup de main » et faisait un gain inférieur à 12 francs, les sommes gagnées seraient déduites de l'indemnité hebdomadaire.

Le maximum de secours que puisse toucher un fédéré en une année est de 72 francs; c'est-à-dire qu'il est assuré à raison de 2 francs par jour contre un chômage d'au plus six semaines. Son assurance est d'ailleurs limitée à une période de trois ans, car s'il vient à recevoir le secours total pendant trois années consécutives, un délai de deux années est nécessaire pour qu'il puisse de nouveau être secouru.

Nous avons vu comment, pour faire face aux frais occasionnés par les secours de chômage, la Fédération dut élever successivement le montant de la cotisation mensuelle (1).

La part afférente au service de la caisse dans la cotisation fédérale mensuelle est de 1 franc. Cette somme qui semble très considérable à beaucoup de fédérés français est cependant très inférieure à celle que payent pour le même objet les fédérés étrangers.

Le service des secours de chômage est vite devenu le service financier, de beaucoup le plus important de la Fédération. C'est ainsi que jusqu'au 31 décembre 1904, les dépenses

(1) Voir page 163.

totales de la caissé s'élevaient à 434,000 francs, dont 186,715 francs pour le chômage faute de travail et 247,310 fr. pour le chômage par maladie, soit une moyenne totale de 26,500 francs par trimestre. Pendant la même période les dépenses de grève s'étaient élevées à la somme de 110,556 francs.

En 1905 le nombre total de chômeurs indemnisés s'éleva à 3,305, soit 30,63 % des effectifs de la Fédération; en 1906 il fut de 3,097 soit 44,77 % du nombre total des fédérés (1).

Le secours de décès. — Le service de secours de décès complète les secours fédéraux mutualistes statutairement réglés.

Ce secours de décès consiste en une somme de 50 francs, que la Fédération accorde soit à la compagne du fédéré décédé après deux ans au moins de sociétariat, soit à ses ascendants ou descendants, soit encore à la personne qui l'aurait soigné pendant sa dernière maladie.

La Caisse spéciale des infortunes typographiques. — Indépendamment des services de mutualité réguliers que nous venons d'étudier, la Fédération a créé une Caisse spéciale des infortunes typographiques, qui a commencé de fonctionner à partir du 1^{er} juillet 1903.

Aux termes de l'article 98 des statuts, le Comité central est autorisé, lorsqu'une infortune lui sera signalée par le bureau d'une section, à accorder un secours exceptionnel à un fédéré malade ou à ses ascendants, à sa veuve, ou à ses enfants mineurs, sans que ce secours puisse excéder 50 francs.

C'est devant le nombre croissant de ces infortunes que le Comité central décida l'organisation d'une Caisse spéciale.

(1) *Typographie française*, 1^{er} Juin 1907.

La Caisse avait en outre pour but de participer aux charges de l'Orphelinat du Livre.

Du 1^{er} juillet 1903 au 31 décembre 1904, les dépenses de la Caisse s'élevèrent à 8,368 fr. 15, dont 3,000 francs d'allocation à l'Orphelinat du Livre.

Ses ressources ne proviennent point des cotisations fédérales, mais uniquement de dons volontaires et de l'organisation de tombolas.

Les services de chômage de l'Union des Syndicats ouvriers de l'Industrie du Livre. - L'Union des Syndicats ouvriers de l'Industrie du Livre possède elle aussi ses services mutualistes; mais ceux-ci ne comprennent que les secours de chômage et de décès, à l'exclusion de tout secours de route. Le service de secours de chômage organisé le 1^{er} juillet 1901, ne concernait d'abord que le chômage faute de travail, il fut étendu six mois après au chômage par maladie.

Les conditions de délivrance des secours sont un peu moins rigoureuses dans l'ensemble que celles imposées par la Fédération et le montant total de l'indemnité plus élevé. Celle-ci est fixée à 12 francs par semaine, elle ne peut dépasser 48 francs par semestre, soit 96 francs par an. En outre, après épuisement des secours réglementaires, le Conseil central peut accorder une allocation journalière de 1 franc pendant huit semaines : ces fonds sont fournis par une caisse spéciale de secours extraordinaires.

Le total des secours unionistes de chômage peut donc atteindre en une année 192 francs.

L'Union compte beaucoup sur ces avantages pour augmenter le nombre de ses adhérents. Elle se flatte « avec une cotisation de moitié moindre, un droit d'entrée bien moins

élevé et après un stage plus court dans l'ensemble que ceux exigés par la Fédération, d'assurer des avantages de beaucoup supérieurs aux siens » (1).

Soupçonnée de ne pouvoir assurer son service de mutualité que grâce à des générosités patronales anonymes, elle s'en défendit toujours vigoureusement, en faisant remarquer qu'elle n'avait à supporter aucun frais de viaticum, de délégations coûteuses, de subventions à des grèves en dehors de la corporation, que la plupart de ses adhérents étaient pourvus d'une place stable et, qu'enfin, elle n'accordait de secours qu'à partir du cinquième jour de chômage sans effet rétroactif.

Les bilans de la Caisse sont d'ailleurs publiés dans l'organe syndical bimensuel.

Du 1^{er} juillet 1901 au 31 décembre 1905, le nombre des chômeurs avait été de 105, le montant des secours ordinaires de 2,743 francs et de secours extraordinaires de 1,370 francs, soit au total 4,113 francs. Le total des secours en 1906 a été de 2,956 francs, dont ont bénéficié 111 syndiqués, ce qui représente une moyenne de 26 fr. 72. Sur ces 111 syndiqués, 4 avaient touché respectivement 86, 100, 122 et 132 francs.

(1) Brochure de propagande : *Lisez, comparez, adhérez.*

CHAPITRE IX.

L'ACTION SYNDICALE AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE

I. L'action syndicale et la coopération. — II. L'attitude de l'organisation syndicale vis-à-vis de l'Imprimerie Nationale. — III. L'organisation syndicale et la question des livres liturgiques. — IV. L'action syndicale au point de vue des salaires. — V. La question de la main-d'œuvre féminine. — VI. La question de l'apprentissage. — VII. La machine à composer. — VIII. La durée de la journée de travail.

C'est tantôt à l'occasion de questions intéressant la profession à un point de vue général (coopératives de production, l'Imprimerie Nationale, livres liturgiques), tantôt à l'occasion des problèmes que soulèvent les conditions de production dans l'imprimerie (salaires, main-d'œuvre féminine, apprentissage, machine à composer, réduction de la durée de la journée de travail), que s'est manifestée au point de vue économique l'action syndicale ouvrière dans la typographie française.

Nous nous proposons d'examiner maintenant quelle fut l'attitude de l'organisation typographique à l'égard de toutes ces questions.

I.

L'ACTION SYNDICALE ET LA COOPÉRATION

Les ouvriers typographes se sont toujours montrés très favorables aux associations coopératives de production, et les idées de coopération ouvrière qui florirent avec la période du socialisme doctrinaire dans le deuxième quart du xix^e siècle ne trouvèrent nulle part de plus fervents adeptes que dans la typographie française.

Bien que l'action syndicale dans la profession ait toujours été intimement mêlée au mouvement coopératif, l'étude de ce mouvement, en lui-même, nous ferait sortir de notre sujet. Nous nous bornerons à dire quelques mots des associations coopératives typographiques émanées directement de l'organisation syndicale ou à la fondation desquelles les syndicats prirent une part prépondérante, et à examiner ensuite quelle fut l'évolution de l'idée coopérative dans la Fédération du Livre.

Le mouvement coopératif et le Syndicat parisien. — En 1849, la Société typographique parisienne avait acquis de nombreuses sympathies dans le monde de la pensée et sous l'influence du mouvement socialiste de l'époque, quelques écrivains voulurent lui confier directement l'exécution de leurs ouvrages.

Cependant, n'ayant pas d'existence légale, la Société ne pouvait agir en son nom personnel. Elle tourna la difficulté en instituant un *Comptoir typographique* sous la forme d'une société commerciale, en nom collectif à l'égard des membres

du Comité et en commandite à l'égard de tous les autres sociétaires. L'objet de cette société était l'exploitation de toutes les branches du commerce et de l'industrie ayant rapport à la typographie et le but de l'atelier social était de venir en aide aux compositeurs en chômage ou en mise-bas. L'existence du comptoir fut de peu de durée et il disparut peu après le Coup d'État de décembre 1851.

De 1851 à 1880, la Société typographique parisienne était restée étroitement liée avec les coopératives de production, mais elle n'était jamais intervenue dans leur fondation en tant que Chambre syndicale.

En 1880, le gouvernement voulut confier directement aux ouvriers la composition du *Journal officiel*. Le Syndicat choisit 28 de ses membres qui formèrent entre eux une société anonyme au capital de 5,600 francs. Ce fut le Syndicat qui avança les fonds nécessaires (1).

Depuis cette époque, la Chambre n'est plus intervenue dans la création des imprimeries coopératives ouvrières. Celles-ci sont actuellement nombreuses à Paris, une douzaine environ. Nous citerons particulièrement l'Imprimerie Nouvelle, fondée en 1869.

Cette entreprise, d'abord très florissante, fut gravement atteinte par la crise industrielle de 1882-1883, et elle dut déposer son bilan en 1884. Elle obtint son concordat à 25 0/0 en dix années. Son capital était de 500,000 francs, elle avait depuis sa fondation exécuté pour 4,308,681 francs de travaux, représentant une main-d'œuvre de 2 millions 123,461 francs (2). Elle existe encore aujourd'hui, mais sa situation est loin d'être ce qu'elle fut entre 1875 et 1880.

(1) Voir page 223.

(2) *Associations professionnelles ouvrières typographiques*, page 24.

Le mouvement coopératif et le Syndicat des typographes de Lyon. Le Syndicat typographique lyonnais présente un exemple très caractéristique et très complet de l'action coopérative émanant de l'organisation syndicale elle-même, et le cas est d'autant plus intéressant que la participation de la Fédération fut ici très active.

La Société typographique lyonnaise venait, en juin 1881, de soutenir sans succès une grève pénible et coûteuse, et 35 compositeurs syndiqués se trouvaient sans travail.

Le délégué de la Fédération proposa la création d'une imprimerie coopérative. « Nous avons, disait-il, un moyen plus efficace que la grève pour combattre, sur le terrain économique, les patrons qui menacent notre pain quotidien, c'est de devenir possesseur de l'outil... Fondez une Imprimerie Nouvelle lyonnaise et j'ai la conviction qu'elle prospérera comme celle de Paris et que vous fermerez à jamais l'ère des grèves pour votre section. »

L'idée fut acceptée et un impôt exceptionnel fut prélevé sur tous les syndiqués pour constituer le fonds social. La Fédération prêta la somme de 5,000 francs et l'on émit pour 10,000 francs d'obligations à 5 francs. Malgré un détournement de 8,000 francs commis au préjudice de l'œuvre nouvelle, les premiers fonds nécessaires purent être réunis et les statuts furent adoptés le 12 novembre 1882.

Le capital social était fixé à 40,000 francs divisé en actions de 100 francs.

L'Imprimerie Nouvelle avait commencé de fonctionner dès qu'avait été réunie la première mise de fonds nécessaire, mais ce ne fut que petit à petit et au moyen de l'impôt exceptionnel que des ressources suffisantes purent être amassées. Cet impôt fut d'abord de 5 0/0 ; à partir du 1^{er} avril 1883, il fut réduit à 3 0 0 et perçu jusqu'à la fin de l'année 1885.

Les actions et les obligations avaient été attribuées nominativement à tous les sociétaires, mais en fait l'Imprimerie Nouvelle était l'œuvre et la propriété du Syndicat lui-même et non des sociétaires. Aussi l'actionnaire cessant de faire partie du Syndicat, était-il d'office rayé de la liste des actionnaires sans indemnité ni remboursement.

Cette situation dura jusqu'au 5 août 1888, date à laquelle un vote de l'Assemblée générale décida la séparation complète entre la Chambre syndicale et l'Imprimerie Nouvelle.

C'est qu'en réalité l'organisation de cette coopérative avait été une mauvaise affaire pour le Syndicat, qui y engloutissait la majeure partie de ses ressources. Au moment de la séparation, les actions n'étaient libérées que de 59 fr. 50, et elles furent attribuées à ceux des syndiqués qui s'engagèrent à parfaire les versements jusqu'à concurrence du capital nominal.

A partir de cette époque, l'Imprimerie Nouvelle perdit son caractère d'organisation syndicale, pour devenir une coopérative de production ordinaire. Elle eut à traverser des moments difficiles, mais elle existe encore à l'heure actuelle.

Le mouvement coopératif et les Syndicats de Marseille et de Bordeaux. — Le principe de la création d'une imprimerie coopérative par le Syndicat de Marseille, fut voté en assemblée générale le 29 mars 1885, mais la motion n'eut aucune suite. Reprise en dehors du Syndicat, l'idée aboutit à la création d'une coopérative qui ne put réussir à vivre.

La Société typographique bordelaise avait inscrit dans ses statuts de 1870 la formation d'un atelier social. Une tentative faite dans ce sens en 1871 échoua, par suite d'un vol dont l'association fut victime. Deux nouvelles tentatives, en 1884 et en 1887, n'obtinrent pas plus de succès.

Le mouvement coopératif et la Fédération. — Tous ces efforts faits par les organisations syndicales locales montrent bien quel était l'état d'esprit de la corporation pendant les premières années de la Fédération. Beaucoup de dirigeants du mouvement syndical dans la Typographie française allaient jusqu'à voir dans la coopération la solution de la question sociale.

La Fédération avait d'ailleurs inscrit dans ses statuts parmi ses principaux sujets d'activité, la création d'associations coopératives typographiques, et c'est pour se conformer à cette tendance que le Comité central prit une part si active à la fondation de l'Imprimerie Nouvelle.

Cependant quelques typographes auraient voulu que la Fédération prit l'initiative de fonder elle-même une vaste association coopérative de production. Saisi de la proposition, le Congrès de 1883 en renvoya l'étude au prochain Congrès.

En raison de cette décision, le Comité central avait cru pouvoir supprimer des statuts fédératifs le paragraphe relatif à la création des coopératives de production ; mais son attitude fut vivement critiquée au Congrès de 1885, et, par 23 voix contre 10 et 6 abstentions, le paragraphe supprimé fut rétabli dans les statuts.

Pourtant, l'idée coopérative perdait rapidement du terrain chez les typographes syndiqués, et les déboires qui avaient marqué le fonctionnement des coopératives que nous pourrions appeler syndicales, semblaient en être la cause. Cette évolution apparut nettement au Congrès de 1892.

L'Imprimerie Nouvelle, arguant des statuts fédératifs, avait en effet adressé au Comité central une demande de prêt. La requête fut soumise au Congrès qui la repoussa à l'unanimité après avoir adopté la motion suivante formulée par la section de Marseille :

« Le Congrès, considérant que les coopératives de production sont généralement condamnées par les expériences faites; qu'elles se heurtent à des difficultés énormes, telles, que l'impossibilité de grouper les capitaux nécessaires et de trouver des gérants, qui d'ailleurs ont le plus souvent déposé leurs coassociés;

« Considérant que, tant que la loi du 21 mars 1884 ne sera pas abrogée et remplacée par un article unique autorisant les Chambres syndicales à se constituer librement, celles-ci ne pourront acquérir ni posséder des immeubles, et que les coopératives ne pourront être sous la gérance directe des Chambres syndicales, gérance qui aurait pour effet que les bénéfices du travail soient totalement versés dans la Caisse syndicale;

« Le Congrès engage les travailleurs du livre à subordonner un intérêt matériel, relatif et secondaire, à l'intérêt général, en renonçant à ces projets de capitalisation individuelle. »

Depuis 1892, l'action coopérative ne figure plus parmi les sujets d'activité que se propose la Fédération et le paragraphe des statuts qui la concernait a disparu.

Ce n'est pas à dire que la Fédération se soit déclarée l'adversaire des coopératives de production; elle s'est bornée à rester absolument neutre dans la question, tout en donnant l'hospitalité dans les colonnes de la *Typographie française* aux communications et aux avis des coopératives existantes.

Ajoutons que d'après les statistiques dressées par l'Office du Travail, il existait au 1^{er} janvier 1906 trente coopératives d'imprimeurs, et qu'à l'exception de l'industrie du bâtiment, c'est dans l'imprimerie que l'on compte en France le plus d'associations coopératives de production.

II.

L'ATTITUDE DE L'ORGANISATION SYNDICALE VIS-A-VIS DE
L'IMPRIMERIE NATIONALE.

Nous avons vu plus haut quelle fut l'attitude de l'organisation syndicale patronale vis-à-vis de l'Imprimerie Nationale. Il est intéressant de comparer quelle fut dans la question celle de la Fédération française des Travailleurs du Livre.

Les mobiles directeurs de l'action syndicale dans la question. — Le principal objectif de l'organisation syndicale est de faire appliquer les tarifs de main-d'œuvre les plus élevés possible. Or l'Imprimerie Nationale assurant à ses ouvriers des salaires qui sont parmi les meilleurs payés sur la place de Paris, il n'est pas surprenant que les dispositions de la Fédération à son égard aient toujours été favorables.

« Du moment qu'un travail typographique doit se faire, nulle part plus qu'à l'Imprimerie Nationale, l'on ne sera certain qu'il sera exécuté au tarif syndical ». Tel est le raisonnement fréquemment tenu par les dirigeants de l'organisation syndicale et qui motiva souvent leur attitude.

La Fédération prend position dans la question. — La première fois que la Fédération prit position dans la question, ce fut en 1882, à l'occasion de l'Assemblée générale du syndicat patronal parisien. Dans son rapport sur l'exercice écoulé le Président avait vivement critiqué les empiètements de l'Imprimerie Nationale sur l'industrie privée.

En rendant compte de ces critiques la *Typographie française* ajoutait : « L'Imprimerie Nationale est appelée à

devenir un jour une vaste association ouvrière, c'est-à-dire un atelier ouvert à tous les syndiqués de la grande corporation du livre. L'association du *Journal officiel* est l'œuvre de la Société parisienne comme l'association de l'Imprimerie nationale sera celle de la Fédération française. Nous marchons à grands pas vers notre émancipation morale et intellectuelle (1) ».

Les faits, jusqu'à ce jour tout au moins, se sont chargés de démentir cette appréciation enthousiaste.

L'attitude de l'organisation ouvrière lors de la campagne patronale de 1897. — Ce fut seulement lorsque l'organisation patronale fit son plus grand effort, au moment de la discussion du budget de 1897 et du dépôt du rapport Bozérian (2), que l'activité syndicale ouvrière se porta sur la question, et dans un sens nettement opposé aux vues patronales.

« Si, disait le Secrétaire général de la Fédération, nous avons la certitude que les prix de main-d'œuvre soient respectés, nous ne nous élèverions pas avec autant de vigueur contre les propositions de la Commission du budget. Que les typographes travaillent rue Vieille-du-Temple (3) ou autre part, cela ne ferait rien, si le salaire normal était payé dans les maisons où doivent se faire les travaux. Mais nous avons la certitude et, nous l'avons démontré, que ces travaux seraient confiés aux plus intrigants, aux plus mauvais et aux moins scrupuleux des patrons, sans aucune garantie pour les ouvriers (4) ».

A la suite de la démarche de l'Union des Maîtres Impri-

(1) *Typographie française*, 13 juin 1882.

(2) Voir plus haut, page 94.

(3) L'Imprimerie Nationale est située rue Vieille-du-Temple.

(4) *Typographie française*, 1^{er} novembre 1896.

meurs auprès du Président du Conseil et du Ministre de la Justice (1), les délégués de la Fédération se rendirent à leur tour auprès des mêmes ministres pour demander le maintien du *statu quo*. Une communication insérée dans la *Typographie française* recommandait à tous d'intervenir, dans ce sens et sans délai, auprès des sénateurs, députés, et conseillers généraux.

En janvier 1898, nouvelle démarche ouvrière auprès du Ministre de la justice en réponse à celle que venait de faire le Président de la Chambre syndicale patronale.

L'organisation ouvrière adoptait exactement la même tactique que l'organisation patronale s'appliquant ainsi à en paralyser l'effet.

Nous avons vu au cours de notre étude de l'action syndicale patronale, quel fut le résultat de cette campagne ardente.

Raisons qui décident la Fédération à demander le maintien du « statu quo ». — Cependant, en raison de la divergence des intérêts qu'elle avait à ménager dans la question, l'organisation syndicale ouvrière allait bientôt se trouver dans un grand embarras en présence de certaines tentatives faites par l'Imprimerie Nationale pour étendre son privilège.

« Le Comité central dont le devoir est de soutenir les intérêts de tous, disait à ce sujet un article de la *Typographie française*, se trouve dans une posture délicate, car, en soutenant les ouvriers de l'Imprimerie Nationale contre les tentatives qui aboutiraient à l'exode du travail et des ouvriers, il lui faut veiller à ce que les intérêts des ouvriers de l'industrie privée ne soient pas lésés, intérêts tout aussi légitimes que ceux des ouvriers de l'État, favorisés par une entière sécurité (2). »

(1) Voir page 96.

(2) *Typographie française*, 1^{er} janvier 1904.

C'est au maintien rigoureux du *statu quo*, comme étant la solution la plus impartiale, que devait s'arrêter la Fédération française des Travailleurs du Livre ; des démarches en ce sens furent faites par le Comité central, soit de sa propre initiative, soit à la demande des sections, notamment de celles de Châlons-sur-Marne et du Mans.

L'attitude actuelle de la Fédération. L'attitude définitive à prendre vis-à-vis de l'Imprimerie Nationale fit l'objet des discussions du Congrès de 1905. A une très forte majorité, l'Assemblée adopta l'ordre du jour suivant, qui forme le programme actuel de la Fédération :

« Le Congrès invite formellement le Comité central :

« 1° A demander à être représenté par deux de ses membres au sein de la Commission d'exception prévue par le décret de 1889 ;

2° A s'opposer énergiquement à ce que le nombre des machines à imprimer de l'Imprimerie Nationale soit augmenté, celles qui existent actuellement étant largement suffisantes pour répondre aux besoins de cet établissement ;

« 3° A ce que les impressions administratives qui ne sont pas prévues par le décret de 1889 et par les circulaires interprétant ce décret soient exécutées dans la localité ou tout au moins dans le département où elles sont consommées ;

« 4° A ce que tous les travaux sans exception qui sortent de l'Imprimerie Nationale portent sur chaque feuille le nom d'imprimeur. »

III.

L'ORGANISATION SYNDICALE ET LA QUESTION DES
LIVRES LITURGIQUES

C'est avec beaucoup d'attention que la Fédération avait suivi la campagne menée par les groupements patronaux à l'occasion des impressions liturgiques. L'intérêt des patrons se trouvait dans cette question lié avec celui des ouvriers.

La France comprend environ 40,000 églises, c'est une clientèle considérable, et le détournement vers l'éditeur de Ratisbonne des commandes qui alimentaient jusqu'alors l'industrie française du livre aurait eu pour effet d'accroître le chômage dans de fortes proportions.

La Fédération crut devoir envoyer une délégation au Ministre du Commerce pour le prier d'intervenir auprès de son collègue des Affaires étrangères; et, par la voie de la *Typographie française*, elle donnait aux sections le conseil d'agir activement dans les limites de leur influence politique.

Le 3 août 1894 enfin, elle envoyait au Ministre des Affaires étrangères une lettre très précise sollicitant une intervention plus efficace de notre diplomatie auprès du Vatican.

IV.

L'ACTION SYNDICALE AU POINT DE VUE DES SALAIRES

L'amélioration des salaires, l'établissement d'un tarif local de main-d'œuvre, et plus tard l'unification des salaires par région, figurent parmi les questions primordiales qui sont l'essence même de l'action syndicale.

Nous ne nous occuperons ici que des résultats obtenus par l'action syndicale au point de vue des salaires et de l'unification des salaires par région (1).

Les salaires dans la typographie française. Les salaires payés dans la typographie française varient de façon considérable entre les diverses localités : ils vont du simple au double ; l'influence de la Fédération tend cependant à atténuer ces différences. Il ne faut pas oublier, d'ailleurs, que la valeur économique de l'argent présente bien des variations suivant les régions.

L'on peut apprécier les salaires typographiques au moyen de deux étalons, le prix minimum de l'heure et le prix de composition du mille des lettres employées le plus normalement (2). Nous n'envisagerons ci-dessous que les salaires de la moyenne des ouvriers, sans faire état des spécialistes ni des chefs d'équipe.

A Paris, le prix de l'heure était en 1843 de 0 fr. 50 ; il fut élevé à 0 fr. 55 en 1862 ; à 0 fr. 60 en 1868 ; à 0 fr. 65 en 1878. Le prix du mille était de 0 fr. 55 en 1843 ; il fut de 0 fr. 60 à partir de 1862 et de 0 fr. 65 à partir de 1878. Lors du mou-

(1) L'étude de l'établissement des tarifs et des grèves déclarées pour le maintien ou l'amélioration des salaires fera l'objet de la troisième partie de notre ouvrage.

(2) Les prix de composition varient avec la grosseur du caractère employé.

vement gréviste de 1906, les typographes parisiens réclamaient 0 fr. 72 de l'heure pour neuf heures de travail et 0 fr. 75 du mille de lettres.

La grève n'ayant abouti à aucun tarif régulier, des salaires très différents sont payés actuellement à Paris. Tandis que d'une façon générale, le prix de l'heure a été augmenté et varie de 0 fr. 70 à 0 fr. 80, le prix du mille ancien a été conservé par quelques grosses maisons : il varie entre 0 fr. 65 et 0 fr. 75.

Si l'on adopte comme salaires moyens, payés à Paris actuellement, le chiffre de 0 fr. 75 l'heure et de 0 fr. 70 le mille, l'on peut évaluer à 50 0/0 pour les compositeurs en conscience et à 30 0/0 pour les compositeurs aux pièces l'augmentation des salaires obtenue en 67 ans par l'organisation syndicale ouvrière.

A Lyon, en 1848, l'heure valait 0 fr. 40 et le mille de lettres 0 fr. 50. Le tarif de 1878 portait le prix de l'heure à 0 fr. 60 et le prix du mille à 0 fr. 55.

Les salaires actuels sont de 0 fr. 65 l'heure ou le mille de lettres.

A Marseille, le prix du mille était de 0 fr. 50 depuis 1840 ; il fut augmenté de 0 fr. 05 en 1868, et la journée de conscience fut de 5 francs. A partir de 1884, le prix du mille fut de 0 fr. 60. L'heure de conscience fut également payée 0 fr. 60 à partir de 1898.

Aujourd'hui, la grève n'ayant pas amené l'adoption d'un tarif unique, les salaires varient suivant les maisons.

A Bordeaux enfin, avant la grève de 1906, le tarif était de 0 fr. 60 l'heure de conscience et le mille de lettres.

D'après le tarif actuel le mille vaut 0 fr. 64. Le prix de la journée est resté pour 9 heures ce qu'il était auparavant pour 10 heures de travail.

L'unification des salaires par région. L'unification des salaires par région fut l'un des premiers objectifs que se proposa d'atteindre la Fédération. Aux termes de ses premiers statuts, elle devait s'efforcer d'établir un tarif aussi uniforme que possible pour toute la France, afin d'éviter l'émigration du travail d'une ville à l'autre, émigration produite par les énormes différences existant entre les tarifs en vigueur.

Mais le Congrès de 1885 modifia légèrement le but assigné à la Fédération à ce sujet. Elle avait dorénavant pour mission « d'établir un tarif type pour toute la France, avec une différence de tant 0/0 pour chaque section, différence basée sur le prix de revient des objets de première nécessité ».

La question avait certes une importance capitale aux yeux des dirigeants de l'action syndicale ouvrière, mais elle exigeait, pour être résolue, une organisation corporative très fortement constituée. La Fédération devait donc, avant d'aborder le problème, songer tout d'abord à s'organiser sur des bases solides.

La question avait été discutée au Congrès de 1892, mais ce fut seulement au Congrès de 1905 qu'elle donna lieu à un rapport et à des débats intéressants.

« La grande utilité de cette réforme, disait le rapporteur, serait d'enrayer la concurrence entre patrons, l'argument le plus sérieux des maîtres imprimeurs pour refuser une augmentation de salaires. — Par région, il ne devrait y avoir qu'une différence de 5 à 15 0/0. — Si les patrons français comprennent bien l'obligation d'une entente, s'ils sont vraiment convaincus du sincère besoin d'efforts communs pour

relever notre industrie si profondément mise à mal par leur concurrence effrénée, ils arriveront sûrement à l'unification. Que les patrons, qui voient comme nous et qui ont poussé à l'unification des salaires, obtiennent que l'Union agisse comme la Fédération allemande et d'avance le résultat est assuré (1). »

Le Congrès de 1905 se montra presque unanime sur la question, et il fut décidé que la Fédération tenterait « d'établir, par région, un tarif proportionnel, suivant l'importance et les conditions de la vie de chaque localité; que l'établissement de ce tarif se ferait sur l'initiative et avec le concours des sections intéressées et du groupe régional; qu'aucun tarif ne pourrait comporter de salaires inférieurs à 4 fr. 50. »

L'unification des salaires par région fut l'une des réclamations des typographes lors de la grève de 1906, mais elle s'effaça devant l'importance des autres revendications, et le problème n'a reçu jusqu'à ce jour aucun commencement de solution.

De nombreux patrons, d'ailleurs, sont partisans de l'unification des salaires par région. Le Syndicat des Maîtres Imprimeurs de Bordeaux particulièrement a fait nettement connaître son sentiment à cet égard.

(1) Congrès de 1905. *Rapport sur l'unification des salaires*.

V.

LA QUESTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE FÉMININE

L'introduction de la main-d'œuvre féminine dans la Typographie. — Quelques femmes avaient déjà été employées dans la Typographie française à l'époque de la Révolution, mais c'étaient là des exceptions qui ne pouvaient pas être considérées comme des expériences relatives à l'introduction d'une main-d'œuvre nouvelle.

La première tentative de ce genre est due à Théotiste Lefèvre, l'auteur expérimenté du meilleur traité de composition typographique qui ait été écrit. Chargé, vers 1835, par un libraire parisien de créer une imprimerie dans l'ancien monastère de Fontenay, près Montbard (Côte-d'Or), il y introduisit 24 « *typotes* ». L'imprimerie de Montbard n'ayant pas réussi, son matériel fut acheté par MM. Firmin-Didot, en même temps que la main-d'œuvre féminine était transportée à leur imprimerie de Mesnil-l'Estrée, sous la direction de Théotiste Lefèvre. L'on comptait, en 1855, une quinzaine de compositrices au Mesnil.

A la même époque se fondait l'imprimerie de Corbeil qui occupa 50 typographes, dont 15 femmes. L'on comptait alors, outre ces deux maisons, deux imprimeries à Paris, une à Poissy, trois autres en province, qui employaient quelques femmes à la composition. En 1865, une succursale de l'atelier Paul Dupont se fonda à Cllichy en faisant un large appel à la main-d'œuvre féminine.

Depuis, celle-ci s'est beaucoup répandue dans la composition typographique. La grève de 1878 à Paris, les grèves

successives à Lyon contribuèrent largement à l'introduction de ce nouvel élément.

En 1902, l'enquête de la Chambre syndicale typographique ouvrière révélait, tant à Paris que dans le département de la Seine, l'existence de 1,069 compositrices, et de 5,124 compositeurs. Sur 1,008 apprentis il y avait 226 femmes, et l'on comptait enfin 149 opérateurs de machine à composer et 96 opératrices.

Parmi les villes de province qui, à l'heure actuelle, emploient le plus de femmes compositrices nous citerons, d'après la *Typographie française*, comme en occupant plus de 100, Marseille, Mâcon, Bar-le-Duc, Tours, Montluçon, Poitiers (1). L'effectif total des compositrices en France paraît être actuellement de 3,000 environ, soit le septième ou huitième de l'effectif typographique français.

La résistance des organisations typographiques locales

— Ce ne fut pas sans une lutte opiniâtre que l'élément féminin put conquérir la place qu'il occupe aujourd'hui. Toutes les organisations syndicales locales s'étaient donné pour mission de s'opposer de toutes leurs forces à cet envahissement.

En 1862, la grève éclata à Paris par suite du remplacement de 6 compositeurs par des femmes dans une imprimerie de la rue Cassette, et de l'introduction des femmes à la succursale Dupont à Clichy, avec un rabais de 30 pour 100 sur les salaires.

En 1874, à Lyon, les compositeurs du *Courrier de Lyon* firent mise-bas, parce que le journal venait de créer un atelier de compositrices. Celles-ci, d'ailleurs, furent congédiées et les hommes réintégrèrent l'atelier (2).

(1) *Typographie française*. Tableau des résultats par section du mouvement pour la journée de neuf heures, 1^{er} octobre 1906.

(2) *Associations professionnelles ouvrières typographiques*, p. 84.

L'attitude de la Fédération. — La Fédération devait dès sa création grouper tous ces efforts, et sans relâche continuer la lutte contre l'envahissement de la main-d'œuvre féminine.

Les statuts primitifs portaient, en effet, qu'elle devait s'opposer, par tous les moyens légaux, au travail de la femme dans la composition ?

Quelle était la raison de cette attitude ? La question a donné lieu à une quantité de discussions, à des conférences, à des brochures où l'on s'efforçait de justifier, de poétiser cet article de foi syndicale, l'exclusion de la femme ; mais, en réalité, la crainte de la concurrence et de l'abaissement des salaires fut la seule déterminante de la conduite des typographes.

Sans doute, ils firent état de toutes les objections d'ordre général, qu'on a toujours opposées au travail féminin dans l'industrie ; mais très franchement, sachant d'ailleurs que leur intérêt personnel s'alliait ici à l'intérêt social, ils ne cherchèrent jamais à cacher que leur attitude procédait d'un sentiment de défense personnelle.

« Nous ne repoussons pas la femme de nos ateliers parce qu'elle est femme, disait-on au Congrès de 1883, mais parce qu'on nous l'oppose comme un concurrent destiné à éliminer l'élément masculin de notre industrie au profit de quelques trafiquants » (1).

Au même Congrès, fut votée par 23 voix contre 3 abstentions, la motion suivante qui très nettement caractérise l'attitude de la corporation :

« Écarter par tous les moyens légaux, même à salaire égal, la femme de l'atelier, et particulièrement de l'atelier de composition, sa présence constituant un danger permanent d'abaissement des prix de main-d'œuvre dans ces derniers

(1) *Typographie française*, 1^{er} septembre 1883.

ateliers, où elle entre non pas comme auxiliaire, mais comme concurrente. »

Cette motion est devenue le texte des statuts.

De 1883 à 1889, la question de la main-d'œuvre féminine donna lieu dans la Fédération à bien des manifestations et à bien des discussions.

En 1883, une grève était déclarée au Havre par suite de l'introduction de la femme dans l'atelier de composition. La même année paraissait une brochure due à un membre du Comité central : *Le Travail de la femme dans l'Imprimerie typographique ; ses conséquences physiques et morales*, par Jacques Alary. A Dijon, en 1884, une grande conférence était donnée sur la question, par M. Lagrange, député du Rhône et sociétaire de Lyon, assisté de deux membres du Comité central. Une rubrique spéciale enfin était ouverte dans le journal la *Typographie française* en 1885, véritable tribune où les opinions des deux camps étaient invitées à se faire connaître.

Cependant le nombre avait augmenté de ceux qui se montraient partisans d'accepter le fait accompli, et de poursuivre l'organisation syndicale du nouvel élément.

Cette opinion notamment paraissait dominer dans la section parisienne où elle recrutait surtout ses partisans parmi les collectivistes qui tendaient à entraîner la corporation dans le mouvement du Parti ouvrier.

Au Congrès de 1889, ce fut la Chambre typographique parisienne qui proposa que les sections fussent autorisées à poursuivre la création des syndicats féminins. Le *statu quo* fut maintenu par le Congrès.

La question fut reprise au Congrès de 1900 et vivement discutée. Quelques délégués demandèrent que la femme fût

admisè dans les syndicats, conformément aux décisions des Congrès corporatifs nationaux qui avaient consacré le principe de l'admission de la femme et adopté la formule « à travail égal, salaire égal. »

La solution fut renvoyée au vote des sections, et c'est à une majorité considérable que triomphèrent les adversaires de la femme. Sur 8,453 votants, 5,633 se prononçaient contre la femme, 1,850 pour, il y eût 970 abstentions.

Malgré les résultats de ce vote le Comité central faisait connaître au Congrès de 1905 qu'il restait toujours d'avis que la Fédération devait donner à la question une solution plus libérale, non seulement pour des considérations d'équité, mais aussi pour des considérations de prudence et d'intérêt corporatif (1).

L'attitude de la Fédération était d'ailleurs en contradiction avec les idées de la Confédération générale du Travail, et, pour faire cesser les accusations d'égoïsme qui étaient prodiguées à l'organisation syndicale typographique l'on proposa de modifier le paragraphe des statuts concernant la question et de le remplacer par la rédaction suivante :

« La Fédération a pour but : de combattre l'emploi de la femme dans l'imprimerie lorsqu'elle est une cause d'abaissement du salaire ».

La proposition fut repoussée et le texte des statuts maintenu. L'attitude de la Fédération reste donc aujourd'hui ce qu'elle fut toujours : l'exclusivisme complet à l'égard de la main-d'œuvre féminine.

La question au Conseil supérieur du Travail. — La question de la femme dans l'imprimerie avait fait l'objet des discussions du Conseil supérieur du Travail en 1892.

(1) Congrès de 1905, Compte rendu, p. 39.

La Chambre syndicale des Maîtres Imprimeurs de Lyon ayant annoncé l'intention de créer à l'école professionnelle de la Martinière de Lyon un cours de typographie pour les jeunes filles, le Syndicat typographique ouvrier protesta auprès du Ministre du Commerce. Celui-ci saisit de la question le Conseil supérieur du Travail, et parmi les conseillers ce fut le Secrétaire général de la Fédération qui en fut nommé le rapporteur. Les conclusions de son rapport furent adoptées par le Conseil supérieur, et la question étendue à l'industrie tout entière, portée à l'ordre du jour des travaux du Conseil supérieur du Travail.

L'attitude de l'Union des Syndicats des ouvriers des Industries du livre. — La question de la main-d'œuvre féminine étant l'une de celles qui tiennent le plus au cœur du typographe français, il n'est point surprenant que l'Union des Syndicats ouvriers des Industries du livre s'en soit elle aussi préoccupée.

Le problème fut longuement discuté au Congrès de 1905; toutes les raisons mises en avant jusqu'à ce jour furent passées en revue et la formule « à travail égal, salaire égal », fort habilement réfutée.

« Chercher à faire obtenir à la femme un salaire égal à celui de l'homme, disait le rapporteur, serait en quelque sorte, par l'appât d'un salaire de beaucoup supérieur à ceux consentis dans les autres métiers, un encouragement pour un plus grand nombre à l'entrée dans la profession » (1).

C'était là faire adroitement intervenir la règle économique en vertu de laquelle les gains élevés appellent la concurrence proportionnellement à leur importance.

En conséquence, le Congrès décidait que l'Union n'admet-

(1) Congrès de 1905, Compte rendu, p. 39.

trait pas les femmes parmi ses adhérents, qu'elle respecterait les situations acquises, mais que l'introduction de la main-d'œuvre féminine dans un atelier justifierait, après toutes les mesures de conciliation possibles, la mise-bas et la mise à l'index de la maison.

VI.

LA QUESTION DE L'APPRENTISSAGE

L'importance de la question. — Nulle question ne sollicite l'activité de l'organisation corporative typographique plus que la question de l'apprentissage sous sa double forme : la réglementation des conditions de l'apprentissage et la limitation du nombre des apprentis.

Sous l'ancien régime, les plaintes des ouvriers contre la concurrence que leur font les apprentis s'élèvent dès les premières grèves de Lyon et Paris, et jusqu'à la Révolution la question ne cessera de donner lieu à des procès, des « remontrances », des suppliques. Nous retrouvons ces doléances au xix^e siècle et notamment au moment de la fondation de la Société typographique. Depuis il n'y a pas eu un tarif, pas eu un *modus vivendi* signé entre une organisation syndicale locale et les patrons qui ne stipulât la réglementation du nombre des apprentis.

La question aux Congrès de 1889 et de 1895. Le Congrès de 1889 avait consacré à l'apprentissage une longue discussion ; mais il recula devant les difficultés d'une limitation du nombre des apprentis et se borna à décider que « les sections feraient connaître l'état réel de la typographie à toutes les familles qui destineraient leurs enfants à la profession de typographes. »

Les chambres syndicales devaient employer tous leurs efforts à faire appliquer un contrat d'apprentissage, qu'elles étaient chargées d'élaborer elles-mêmes, sous la direction du Comité central.

Ce fut le Congrès de 1895 qui posa le principe de la limitation à un apprenti pour cinq ouvriers. Mais la question ne fit, sauf quelques rares exceptions, aucun progrès dans la pratique, tant que les sections restèrent livrées à leur propre initiative.

Le rôle de la Commission mixte. Cependant la Commission mixte venait d'être créée par les deux Congrès patronaux et ouvriers réunis à Marseille en 1895. Sa première œuvre, considérable par son étendue et par la difficulté de se procurer les renseignements nécessaires, fut l'élaboration d'un règlement d'apprentissage. Nous verrons plus loin quelles difficultés rencontra la Commission mixte dans cette tâche.

Le règlement avait été adopté par les patrons au Congrès de Bordeaux en 1899, il le fut par les ouvriers à l'unanimité moins quatre voix au Congrès de la Fédération en 1900.

Le Règlement sur l'apprentissage. - Le nombre des apprentis est fixé à un sur cinq ouvriers. La durée de l'apprentissage est de cinq années : trois années effectives d'apprentissage réel, deux années pendant lesquelles l'apprenti est considéré comme petit ouvrier et payé comme tel, au demi-tarif la quatrième année, aux deux tiers la cinquième. Des dispositions particulières règlent les droits et devoirs réciproques du patron et de son apprenti.

Le Comité central de la Fédération et l'Union des Maîtres Imprimeurs se sont mis d'accord pour faire une propagande active en faveur de ce contrat. Des affiches, des circulaires, le texte du règlement adopté furent imprimés à un grand nombre d'exemplaires et envoyés aux sections.

Le Congrès fédéral de 1905, après avoir entendu un très

intéressant rapport sur la question, présenté au nom du Comité central, prit à l'unanimité la décision d'exiger rigoureusement l'application du règlement adopté en 1899 et en 1900.

L' " appel aux familles " . — Il nous faut signaler dans la lutte contre l'augmentation du nombre des apprentis, la propagande faite par le Comité central depuis 1900, pour fermer le plus possible l'entrée de la carrière aux jeunes gens. A cet effet, le Comité central a fait imprimer une circulaire, un « appel aux familles », où la situation de la typographie française est dépeinte sous les couleurs les plus noires. Les sections en reçoivent un grand nombre au moment des vacances, et elles sont chargées de les répandre dans les familles.

Le règlement sur l'apprentissage et l'Union des Syndicats ouvriers des Industries du Livre. — Le règlement d'apprentissage adopté en 1899 et en 1900 a été adopté également par l'Union des Syndicats ouvriers des Industries du Livre dans son Congrès de 1905.

VII.

LA MACHINE A COMPOSER.

L'attitude de principe de l'organisation syndicale. — L'introduction de la machine à composer est toute récente en France. L'attitude prise à son égard par la Fédération du Livre, montre bien que l'organisation syndicale corporative est arrivée dans la Typographie française à un degré de culture sociale et économique véritable, et nous sommes loin des fureurs qui accueillirent dans l'industrie du livre les premières machines à imprimer mécaniques.

Consciente des réalités économiques et suffisamment avertie des problèmes généraux du machinisme, l'organisation syndicale typographique ne chercha point à lutter contre le progrès, en déclarant la guerre à la machine. Certes, c'est avec une réelle angoisse qu'elle considère les progrès, assez lents pourtant, de la composition mécanique en France; mais elle songe bien plutôt qu'à la combattre, à assimiler la machine en restreignant le plus possible ses effets sur la main-d'œuvre.

L'horizon n'en reste pas moins noir de ce côté dans la Typographie française. Nous n'en voulons pour preuve que les incidents qui ont amené la disparition de la Commission mixte, impuissante à faire adopter, entre patrons et ouvriers, un *modus vivendi* général relatif à la machine.

Il est à espérer que la lenteur que met celle-ci à s'introduire en France, permettra d'éviter les conflits violents et de trouver un terrain définitif d'entente.

L'envahissement prochain de la machine est un des arguments actuels des plus décisifs que l'organisation typographique mette en avant dans sa propagande syndicale.

La question au Congrès de 1895. - Avant que la machine à composer eût droit de cité en France, le Congrès de 1895 était saisi d'un rapport sur la question. Ce rapport étudiait la machine en elle-même au point de vue technique, son influence sur la main d'œuvre aux États-Unis et les mesures prises par les sociétés typographiques américaines, les probabilités de son introduction dans l'imprimerie française.

A ce sujet, le rapporteur ne croyait pas qu'il y eût danger immédiat, en raison des habitudes françaises de composition typographique. Les événements ne tardèrent pas à lui donner tort sur ce point.

Le Congrès s'était rangé aux conclusions suivantes :

« 1^o Aussitôt qu'une machine à composer sera signalée dans une localité, le Comité de la section devra en aviser de suite le Comité central, qui se mettra immédiatement en rapport avec le patron, pour obtenir que la machine soit conduite par des ouvriers typographes syndiqués, et arrêter ensemble les prix de main-d'œuvre (prix qui restent à fixer);

« 2^o En aucun cas, les apprentis n'ayant pas terminé leur apprentissage, ne pourront être employés à la machine à composer;

« 3^o Si le patron refusait d'accepter les propositions indiquées plus haut, les fédérés devront quitter le travail et seront considérés comme grévistes;

« 4^o Les fédérés qui perdraient leur travail par suite de l'adoption de la machine, acceptée dans les conditions régulières sus-indiquées, ne pourront être considérés comme grévistes; ils bénéficieront de l'indemnité de la Caisse de chômage. »

Une section de la Fédération, celle de Toulouse, s'était montrée intransigente sur la question, mais sa motion fut repoussée. Elle avait demandé que « sitôt que la machine à

composer ferait son apparition en France, l'on dût faire mise bas dans les ateliers où elle serait introduite ».

En adoptant cette attitude, la Fédération s'inspirait de l'exemple des États-Unis. C'était, en effet, le Président de l'*Union typographique ouvrière des États-Unis* lui-même, qui avait fortement documenté le Comité central sur la conduite tenue par l'organisation typographique américaine à l'encontre des machines.

« Quand les machines furent introduites, écrivait-il, elles produisirent une crise, mais au bout d'une année ou deux, nous trouvions le métier en aussi bonne condition qu'auparavant, et beaucoup sont enclins à rire des craintes qu'ils avaient éprouvées quand ils virent l'installation des « hommes de fer ».

L'introduction de la machine en France. - Cependant la machine faisait lentement son entrée en France. A la fin de l'année 1899, elle était employée par deux ou trois imprimeries pour la composition des livres; quatre ou cinq journaux se composaient à la machine.

Le Comité central crut le moment venu de publier un manifeste qui parut dans la *Typographie française* du 1^{er} décembre 1899.

« Il nous faut, disait-il, à l'exemple de ce qu'ont fait nos confrères étrangers, rechercher le moyen d'atténuer le fléau, d'utiliser dans la mesure du possible ce qu'on désigne socialement par un dérisoire et cruel euphémisme, le *Progrès*.

« Nous soutiendrons, si nos camarades nous y aident, une lutte acharnée de tous les jours, pour rendre moins dur le chômage de nos confrères, pour améliorer le salaire, et réduire la durée du travail à la machine. »

C'est en effet sur ces trois points qu'ont porté constamment les efforts de l'organisation syndicale.

Les tarifs concernant la machine. - Le Congrès de 1900 s'occupa longuement de la question en discutant les conclusions d'un important rapport.

Un tarif inspiré des tarifs étrangers fut adopté, dont on devait s'efforcer de faire accepter les bases par les patrons.

Il est à remarquer que l'organisation syndicale ne céda pas au désir de limiter étroitement la production de la machine : le chiffre de production qui avait été adopté était un chiffre moyen assez raisonnable quoiqu'il pût être fréquemment dépassé par des ouvriers habiles. Il y avait à ce moment 84 machines en France.

La Commission mixte ne put arriver à faire accepter par les deux parties un tarif de composition mécanique. Mais le Comité central apporta une extrême vigilance à régler les conditions du travail de la machine, dans toutes les imprimeries qui en faisaient l'acquisition.

Ce sont les journaux qui résistent le moins à l'adoption du tarif; c'est ainsi que d'après le rapport du Comité central sur l'exercice 1900-1905, nous comptons 20 journaux provinciaux, et la majorité des journaux parisiens ayant accepté le tarif.

La résistance est bien plus vive dans les imprimeries de livres, nous ne relevons dans la même période à l'actif de l'organisation ouvrière, que 3 réussites complètes, 2 réussites partielles contre 12 échecs.

Les bases des tarifs syndicaux sont : la journée de 7 heures pour les journaux, 8 heures et 8 heures 1/2 pour les livres, un salaire bien supérieur aux salaires courants et une moyenne de production.

Cette moyenne avait été fixée à 5,000 à l'heure par le Congrès de 1900 ; le Congrès de 1905 a décidé qu'au fur et à mesure que les conventions actuelles viendraient à expiration l'on adopterait la production moyenne de 4,500.

Cette production est sensiblement inférieure à la capacité de la machine ; aussi le Secrétaire général de la Fédération a-t-il demandé au Congrès et obtenu « toute latitude de faire des concessions sur ce point quand une situation toute spéciale l'exigerait. »

Nous ferons remarquer que les chiffres que nous venons de donner ne s'appliquent qu'à la machine à composer dite *linotype*. Il existe d'autres types de machines, mais leur emploi n'est pas encore suffisamment répandu, pour qu'on ait pu fixer une moyenne de production.

L'attitude de l'Union des Syndicats ouvriers des Industries du Livre. — L'Union des Syndicats du Livre a adopté, vis-à-vis de la machine à composer, une attitude moins catégorique que la Fédération.

Elle a décidé, au Congrès de 1905, que les opérateurs devront toujours être pris parmi les ouvriers dont la machine supprime le travail, qu'ils devront être payés en conscience suivant leur production avec un tarif minimum et qu'il y a lieu de s'inspirer du tarif actuellement en vigueur, soit comme production, soit comme durée des heures de travail.

VIII.

LA DURÉE DE LA JOURNÉE DE TRAVAIL.

La réduction de la durée de la journée de travail fut la cause de la première grande bataille livrée par la Fédération sur le terrain économique, première affaire où il semble que l'organisation syndicale typographique ait essayé ses forces.

La question avant le Congrès confédéral de Bourges (1904). — Le principe de la réduction de la journée de travail, l'une des premières revendications ouvrières d'origine socialiste, fut adopté par la Fédération dès les premières années de son existence.

Les Congrès de 1885, de 1889 avaient proclamé le principe.

Un remarquable rapport présenté au Congrès de 1895, faisait l'histoire complète de la durée de la journée de travail en France et à l'étranger et de nouveau était émis un vœu en faveur de la journée de huit heures.

Au Congrès de 1900, nouveau rapport, mais ce fut le Congrès de 1905 qui fut appelé à décider si le moment était venu de réclamer effectivement dans la corporation cette réduction de la durée de la journée de travail, dont le principe était platoniquement voté depuis si longtemps.

La question au Congrès de Bourges (1904). — La question, d'ailleurs, venait d'être tranchée par le Congrès confédéral de Bourges en 1904.

Celui-ci ayant eu à opter entre deux méthodes : l'action législative ou l'action purement syndicale, s'était prononcé

pour la seconde en donnant « mandat à la Confédération générale du Travail d'organiser une agitation intense et grandissante à l'effet que le 1^{er} mai 1906 les travailleurs cessassent d'eux-mêmes de travailler plus de 8 heures » (1).

La Fédération avait vivement combattu cette décision et le Comité central estimait que la motion n'avait pas été sérieusement discutée à Bourges. Dans son esprit la lutte devait être très âpre, et il puisait sa conviction dans les difficultés qu'avait entraînées l'application de la loi de 1900, bien que celle-ci n'intéressât qu'une faible minorité. Les délégués avaient fait au Congrès de nombreuses objections sur la façon dont on allait engager la lutte. La grève des bras croisés après huit heures de travail, avaient-ils dit, c'était certainement la grève générale et « quand on s'engage dans une lutte aussi sérieuse que celle-là, il faut mettre de son côté non seulement le droit mais encore les moyens de faire aboutir les revendications formulées. »

L'attitude de la Confédération générale du Travail avait, par ailleurs, été qualifiée d'étourdie, parce qu'elle avait pour effet « d'encourager les ouvriers de France à considérer comme très facile et très simple une réforme qui compte parmi les plus difficiles et les plus complexes qui soient » (2).

La question au Congrès fédéral de Lyon (1905). — Aussi lorsque le Comité central vint défendre ses idées sur la réduction de la journée de travail devant le Congrès fédéral de 1905, ne se gêna-t-il point pour critiquer vigoureusement la décision prise à Bourges.

Moins intransigeant que la Confédération générale du Travail, il estimait qu'il ne fallait pas *a priori* repousser

(1) Congrès de Bourges. Compte rendu.

(2) *Petite République*, 7 avril 1905, ÉTIENNE BUISSON.

l'action législative en la matière, et que « la solution consistait à mener parallèlement la lutte pour l'obtention des lois protectrices du travail et à constituer de fortes organisations syndicales, fédérales, confédérales, pour imposer partout où l'on pourrait les résolutions votées par les Congrès ouvriers ».

Après avoir passé la revue des résultats obtenus par les fédérations typographiques étrangères, il concluait nettement que la journée de neuf heures était en l'état actuel des choses une « possibilité économique » et que la journée de huit heures ne l'était pas encore.

Il déclarait que la Fédération ne devait pas se compromettre en demandant plus que ce qu'elle croyait pouvoir obtenir, et qu'elle compromettrait sa dignité en demandant huit heures pour en obtenir neuf.

Le concours du Secrétariat international d'ailleurs serait certainement refusé à la Fédération française si elle ne se bornait pas à réclamer la journée de neuf heures.

Le Congrès s'inspirant enfin de l'exemple donné par l'Allemagne et l'Angleterre, estimait que c'était par les commissions mixtes qu'il fallait d'abord tenter d'obtenir la journée de neuf heures.

Après une très longue discussion, le Congrès décida que la Fédération poursuivrait à partir du 1^{er} mai 1906 l'application de la journée de neuf heures, étape nécessaire avant d'arriver à la journée de huit heures, le but final. Les salaires à la journée resteraient les mêmes, et les salaires des pièces seraient augmentés dans la proportion de un neuvième.

Sur 167 votants, 51 voix s'étaient prononcées pour la journée de huit heures et 116 pour la journée de neuf heures.

Un impôt spécial de 0 fr. 10 par semaine, payable à partir

du 1^{er} juillet 1905, devait assurer la réunion des fonds nécessaires pour engager la lutte.

Le but poursuivi par la Fédération. — En préconisant la réduction à neuf heures de la journée de travail, les dirigeants de la Fédération avaient eu surtout en vue la diminution du chômage.

Ils estimaient qu'une diminution de un neuvième dans la durée de la journée aboutirait à une diminution de la production journalière. En outre, pensaient-ils, la réduction du nombre des chômeurs, de l'*armée de réserve*, suivant la formule d'un économiste moderne, réduction si intéressante déjà par elle-même, devait avoir pour effet de permettre l'augmentation des salaires.

Moins de fatigues, plus de loisirs, moins de chômeurs, telle devait être la signification du mouvement (1).

Le mouvement gréviste de 1906 pour l'obtention de la journée de 9 heures. — Dès que le Congrès eut pris la grave résolution d'exiger la journée de 9 heures, le Comité central fit une propagande extraordinairement active pour « galvaniser les énergies. »

Cependant, l'organisation syndicale patronale ayant repoussé le principe, la grève générale de la corporation devenait inévitable. Elle éclata en avril 1906, partout où les organisations locales ouvrières et patronales n'avaient pu réussir à s'entendre.

D'après une statistique dressée par le Comité central et publiée dans la *Typographie française* du 1^{er} août 1906. Les résultats de ce mouvement ont été les suivants :

(1) *Typographie française*, 1^{er} janvier 1907.

Ont obtenu la journée de 9 heures sans grève.	126 sections.
— — — après grève.	41 —
— — — de 9 h. 1/2	11 —
Ont échoué dans leurs revendications	7 —
N'ont pas pris part au mouvement.	12 —

Ces chiffres ont paru exagérés à certains patrons, qui ont avancé que dans les sections que la Fédération annonçait comme acquises à la journée de 9 heures la totalité des imprimeries n'avait point cédé aux revendications ouvrières.

La vérité « historique » sur le résultat du mouvement en faveur de la journée de 9 heures ne pourra donc être établie que lorsque l'Union des Maîtres Imprimeurs aura de son côté fait paraître une statistique des résultats de la grève de 1906, et après comparaison des statistiques patronale et ouvrière.

CHAPITRE X

L'ACTION SYNDICALE ET LA LÉGISLATION OUVRIÈRE

I. Lois sur l'organisation syndicale. — II. Lois de protection ouvrière. — III. Les décrets Millerand. — IV. Les retraites ouvrières.

L'opinion de l'organisation syndicale sur l'utilité de l'action législative. — Bien des militants du syndicalisme ouvrier pensent que les ouvriers ne doivent pas compter sur la législation pour améliorer leur sort, et que seule l'action directe du prolétariat aboutira aux réformes réclamées par lui. L'on sait avec quelle intransigeance la Confédération générale du Travail professe cette opinion.

La Fédération française des industries du Livre pense, au contraire, que la législation ouvrière est utile, indispensable même, les ouvriers n'étant pas encore suffisamment organisés. Certes, il arrive que les non-syndiqués présentent des revendications et cherchent à les faire aboutir par la grève, mais n'ayant pas derrière eux une caisse syndicale pour les soutenir, ils réussissent assez rarement. Il arrive même que les syndiqués échouent. En l'état actuel, l'action ouvrière ne peut donc obtenir des résultats suffisants, et c'est un devoir pour le législateur d'intervenir. Telle est l'opinion constamment soutenue par la Fédération.

Aussi la Fédération française des Travailleurs du Livre ne s'est-elle jamais désintéressée de l'élaboration des lois ouvrières, et la *Typographie française* a-t-elle toujours tenu les fédérés au courant des démarches faites par le Comité central, soit pendant les travaux préparatoires, soit après le vote de la loi au sujet de son application.

Tous les textes de législation ouvrière furent publiés et commentés dans la *Typographie française* afin de faciliter aux syndiqués la connaissance de leurs droits.

I.

LOIS SUR L'ORGANISATION SYNDICALE.

Loi de 1884. — C'est la loi de 1884 qui est la charte constitutionnelle des syndicats. La Fédération avait suivi son élaboration avec la plus grande attention et des articles très approfondis avaient paru dans la *Typographie française* en 1882 lors des travaux préparatoires.

La situation d'ailleurs était particulièrement intéressante pour la Fédération, le Sénat n'ayant pas cru devoir accorder aux Unions de syndicats la personnalité légale.

Lorsque le projet revint devant les Chambres, une délégation de trois membres du Comité central vint le 21 février 1883 déposer devant la Commission parlementaire, pour demander que la nouvelle loi reconnût l'existence légale des Unions, non seulement nationales mais même internationales.

« Une idée sombre, disait le rapport du Comité central, n'a cessé pendant tout le cours de la discussion du Sénat de planer sur la majorité, c'est la crainte de voir l'Union fédérative, groupement des Chambres syndicales collectivistes, embrasser la France entière. Ce fait est profondément regrettable, car il n'y a pas en France que la Fédération collectiviste, il y a... il y a enfin la Fédération typographique qui comprend 52 chambres syndicales, dont les principes sont absolument différents de ceux de l'Union fédérative, non seulement en repoussant la révolution violente comme moyen, mais en n'acceptant pas la théorie communiste pour base de ses revendications... La grande masse de l'opinion publique

ne manifeste aucune sympathie pour les théories collectivistes, et aura plutôt confiance dans la conciliation, par la discussion des intérêts réciproques des ouvriers et des patrons, au moyen des commissions arbitrales mixtes que nous considérons comme indispensables.

« Nous avouons cependant que si l'on continue à refuser aux travailleurs les moyens efficaces de lutter pour le maintien de leurs salaires et l'amélioration de leur condition sociale, si on leur défend de s'unir, de solidariser leurs intérêts déjà trop compromis, si enfin le patronat persiste à ne voir dans les prolétaires que des machines à produire, oui, nous avouons qu'alors, il pourrait se faire une réaction dans l'esprit de nombreux ouvriers qui souffrent et peinent dans les grands centres industriels et populeux » (1).

Malgré la très grande habileté de ce plaidoyer *pro domo*, la loi de 1884 devait se borner à simplement reconnaître l'existence des Unions syndicales nationales sans leur permettre de posséder.

C'est seulement en 1893, au moment des incidents de la Bourse du Travail de Paris, que la Fédération se mit en règle avec la loi de 1884 en accomplissant les déclarations voulues.

Projet de loi Bovier-Lapierre. — Le projet de loi Bovier-Lapierre qui vint en discussion au Sénat, en 1891, après adoption par la Chambre, avait pour but de protéger la liberté syndicale des ouvriers, en édictant des mesures sévères contre les patrons convaincus d'avoir entravé cette liberté chez leurs salariés. L'on conçoit facilement que la Fédération ait fait un accueil enthousiaste au projet.

(1) *Typographie française*, 1^{er} mars 1883.

Lorsque la loi vint devant le Sénat, une délégation du Comité central déposa devant la Commission, et la Fédération du Livre eut les honneurs de la tribune, dans une appréciation très flatteuse faite par le Ministre de la Justice dans son discours.

II.

LOIS DE PROTECTION OUVRIÈRE.

Loi de 1892. - Dès que fut promulguée la loi de 1892 sur le travail des femmes et des enfants, le Comité central en fit connaître les dispositions aux sections par des commentaires détaillés.

Le 16 février 1893, il recommandait à celles-ci par la voie de la *Typographie française*, d'adresser une pétition au Comité consultatif des Arts et Manufactures, afin d'obtenir que les règlements d'administration publique ne restreignissent point l'application des dispositions légales; il invoquait l'intérêt de la corporation et des raisons sociales du caractère le plus élevé.

Désireux d'intervenir, dans le même sens auprès du gouvernement, il entreprenait une enquête « sur les conditions du travail, la nuit et le dimanche, imposé aux femmes et aux enfants des deux sexes dans les ateliers de Paris et des départements (1) », en même temps qu'il faisait une démarche auprès du Ministre du Commerce.

Loi de 1900. — Nous avons vu en étudiant l'action syndicale patronale quelles difficultés d'application rencontra la loi de 1900.

Le Comité central se réunit extraordinairement le 5 juillet 1900 pour étudier la question. Il décida de demander au Ministre du Commerce de ne plus maintenir l'imprimerie parmi les exceptions prévues par le décret de 1851, et en conséquence, de ne tolérer pour les adultes que les déroga-

(1) *Typographie française*, 16 novembre 1893; 16 février 1895.

tions prévues par le décret de 1895 qui fixait à 60 jours par an, le droit de faire travailler les femmes et les enfants pendant douze heures par jour.

Le Congrès de 1900 fut appelé à statuer sur la question. Il se rangea à l'avis du Comité central, contrairement à l'opinion du Secrétaire général. Celui-ci aurait voulu, qu'outre le régime d'exception prévu par le décret de 1895, la faculté de veiller fût accordée aux hommes adultes pendant deux ou trois mois.

Cependant, cette décision était contraire aux réclamations des patrons qui demandaient l'établissement de dérogations concernant les adultes; et, l'on risquait de compromettre ainsi l'existence de la Commission mixte alors saisie de la question, puisque les mandats des délégués devenaient impératifs et divergents.

Pour éviter ce fâcheux résultat, le Congrès atténua la portée de son vote en décidant que le Comité central pourrait y apporter des tempéraments si les intérêts supérieurs de la Fédération l'exigeaient.

Appelées postérieurement à se prononcer sur le principe des dérogations, les sections répondirent par le vote suivant :

Pour l'application rigoureuse de la loi.	3,047 oui.
— — — — —	1,512 non.
Pour le principe des dérogations. . . .	3,215 oui.
— — — — —	1,908 non.

C'était donc les partisans des dérogations qui l'emportaient et l'on sait que le décret de 1902 devait leur donner satisfaction, puisqu'il stipule le droit pour les adultes de veiller cent heures par an avec un maximum de deux heures par jour.

Ajoutons enfin que conformément à la circulaire Millerand, les organisations syndicales se tiennent en rapports constants avec l'inspection du travail.

Loi de 1906 sur le repos hebdomadaire. — Le repos hebdomadaire existait dans l'imprimerie, si ce n'est peut-être dans quelques équipes de journaux avant le vote de la loi de 1906.

Les typographes ne se désintéressaient cependant pas des travaux préparatoires de la loi et le 15 juin 1902, paraissait dans la *Typographie française* un article très documenté étudiant comparativement l'état de la question en France et à l'étranger.

III.

LES DÉCRETS MILLERAND

Le système des adjudications. Toutes les fournitures de l'État, toutes celles des communes et des établissements de bienfaisance, sauf quelques exceptions, ne s'obtiennent que par adjudication.

Ce système aboutit parfois à des rabais tellement considérables, que les gens du métier en restent stupéfaits. C'est ainsi que dans l'industrie du livre, par exemple, l'on a pu constater des cas où le prix des fournitures d'adjudication était inférieur au seul prix du papier exigé par le marché !

Ces rabais excessifs ont naturellement pour effet d'amener l'adjudicataire à réduire le plus possible son prix de revient ; et comme dans l'imprimerie, les salaires forment une grosse partie de ce prix de revient, très souvent le patron se trouvera amené à diminuer tant qu'il le pourra ses prix de main-d'œuvre.

L'on conçoit très bien dès lors que les organisations syndicales typographiques aient toujours cherché à pallier aux conséquences que ce système pouvait avoir sur les salaires.

Efforts des organisations locales pour faire introduire dans les marchés des clauses protectrices des salaires. —

Dès 1879, l'initiative de l'*Annexe* amena le Conseil général du Rhône à décider que « pour être admis à soumissionner à l'adjudication des imprimés départementaux, les maîtres imprimeurs devraient adhérer aux conditions du tarif établi

d'un commun accord entre patrons et ouvriers en 1868 et produire à cet effet un certificat du Président de la Société ouvrière (1) ». Le 9 novembre 1892, le Conseil municipal de Lyon prenait une décision semblable, en se référant au tarif de 1889 (2).

Depuis 1880 jusqu'au jour où furent rendus les décrets Millerand, nombreuses furent les pétitions des typographes aux Conseils généraux et aux Conseils municipaux pour obtenir que, dans les cahiers des charges des adjudications, fussent introduites des clauses protectrices du travail.

Quelques assemblées consentirent à entrer dans les vues des ouvriers, mais partout les préfets s'opposèrent à l'admission de ces clauses qu'ils considéraient comme contraires aux dispositions légales (Limoges, Toulouse, Toulon, Lorient, Albi, Béziers, Amiens, Perpignan, Isère).

A Paris, la question avait pris une certaine envergure à propos des travaux de l'Exposition de 1889. Les entrepreneurs, éliminés des adjudications pour avoir refusé de souscrire à l'insertion des clauses et conditions concernant le travail, demandèrent l'annulation des adjudications et un arrêt du Conseil d'État leur donna gain de cause.

L'action de la Fédération. — La question avait été discutée, en 1887, au Congrès de la Fédération. Celui-ci avait décidé qu'une propagande générale serait faite par les sections auprès des Pouvoirs publics, mais ce fut surtout à partir de 1895 que la campagne menée par la Fédération se fit très vive.

Un très remarquable rapport, où la question était étudiée tant en France qu'à l'étranger, fut déposé par le Secrétaire

(1) *Associations professionnelles ouvrières typographiques*, p. 85.

(2) *Associations professionnelles ouvrières typographiques*, p. 97.

général de la Fédération au Congrès de 1895, et celui-ci en accepta toutes les conclusions. Après avoir déterminé les garanties à insérer dans les cahiers des charges relativement aux conditions du travail, le rapporteur préconisait une active propagande auprès des conseillers municipaux et généraux, et auprès des députés.

Édité sous forme de brochure, le rapport fut envoyé aux conseillers municipaux et généraux et à toutes les associations ouvrières.

La question enfin fit l'objet des discussions du Conseil supérieur du Travail dans sa session de 1897, et le rapporteur, précisément le Secrétaire général de la Fédération, fit adopter toutes ses conclusions par le Conseil.

Les Décrets de 1899. — La campagne si vigoureusement menée devait porter ses fruits. Devançant l'action législative, — le Parlement discutait lentement un projet de loi sur les marchés publics, — le Ministre du Commerce, M. Millerand, fit paraître, le 10 août 1899, les deux décrets connus depuis sous son nom.

L'un de ces décrets, concernant les travaux de l'État, *exige* l'introduction dans les cahiers des charges de clauses protectrices des conditions du travail (salaires, durée de la journée, repos hebdomadaire, limitation du nombre des ouvriers étrangers, etc); mais l'autre, concernant les travaux des départements et des communes, se borne à laisser à celles-ci l'initiative de l'introduction de ces clauses dans leurs marchés.

La tâche des organisations typographiques n'était donc point terminée et elles continuèrent leur campagne afin d'amener les conseils généraux et les conseils municipaux à user de la faculté qui leur était laissée.

D'une statistique parue dans le *Bulletin de l'Office du Travail*, il résulte que 52 départements avaient en avril 1903 appliqué en totalité les clauses du décret.

Ajoutons que c'est à des commissions mixtes, spécialement constituées à cet effet, qu'est dévolue la tâche de fixer le taux normal des salaires par régions.

IV.

LES RETRAITES OUVRIÈRES

L'organisation syndicale typographique a été amenée à prendre part aux travaux préparatoires du projet de loi sur les retraites ouvrières actuellement pendant devant le Parlement. En raison de la très grande complexité de la question, la Chambre des députés avait en effet décidé que les organisations ouvrières seraient appelées à donner leur avis sur le principe de la création d'une caisse de retraites ouvrières et sur l'origine des ressources qui devaient l'alimenter.

Tous les syndicats typographiques locaux furent donc consultés et, afin de guider leur opinion, la Commission nommée à cet effet par le Comité central fit connaître ses conclusions dans la *Typographie française* du 15 septembre 1901.

Elle adoptait le principe de la constitution d'une caisse de retraites ouvrières dont les ressources seraient fournies par les économies budgétaires et par l'établissement de taxes nouvelles frappant les grosses fortunes acquises. Toutes les catégories de travailleurs devaient être appelées à en bénéficier à partir de 60 ans, et même de 55 ans pour les professions insalubres. Elle terminait son rapport par cette parole de sagesse :

« Comprenant l'énorme difficulté qu'il y a à réaliser une réforme de cette importance, en raison des intérêts en jeu et des divergences profondes qui se manifestent, le Comité central de la Fédération du Livre estime qu'il faut absolument laisser au Parlement et au public le temps nécessaire

pour étudier avec maturité les moyens propres à créer et à assurer le fonctionnement d'une institution sociale si ardemment désirée par les travailleurs. »

L'on sait que le résultat du referendum général, ainsi organisé auprès de tous les intéressés, fut tel, que le projet de loi dut être complètement remanié.

TROISIÈME PARTIE

Rapports
entre l'Organisation syndicale ouvrière
et l'Organisation syndicale patronale.

TROISIÈME PARTIE

RAPPORTS ENTRE L'ORGANISATION SYNDICALE OUVRIÈRE ET L'ORGANISATION SYNDICALE PATRONALE

Plan. — L'étude que nous venons de faire de l'organisation et de l'action syndicales dans la typographie française nous a permis de déterminer quelles sont les tendances générales qui ont dominé jusqu'à ce jour dans les rapports entre les groupements corporatifs patronaux et ouvriers.

Les relations entre patrons et ouvriers ont toujours été empreintes d'une grande réserve depuis la formation des organisations syndicales, mais il faut reconnaître que les dirigeants de ces organisations ont généralement fait de louables efforts pour améliorer les rapports mutuels.

Si les résultats acquis n'ont pas toujours été à la hauteur de ces bonnes volontés, c'est que la divergence des intérêts en jeu, l'intransigeance de quelques-uns des chefs de l'action syndicale, et enfin le manque de discipline syndicale des deux côtés, rendaient parfois difficile une sincère entente entre l'élément patronal et l'élément ouvrier.

Dès leur formation, les organisations syndicales s'efforcèrent de régler les rapports entre maîtres imprimeurs et ouvriers typographes. Elles avaient deux moyens à leur disposition pour arriver à ce résultat : l'établissement d'un Tarif, sorte de concordat qui déterminait les conditions générales du travail et de sa rémunération, puis l'organisation de Commissions mixtes permanentes, terrain neutre où se rencontraient les intérêts opposés pour chercher à se concilier, et dont le rôle par conséquent consistait à élaborer les règles du Tarif et à en surveiller l'application.

C'est dans ce sens, en effet, que s'orienta l'action syndicale. Nous nous proposons d'examiner les résultats obtenus et d'étudier les exemples les plus intéressants des *modus vivendi* ou Tarifs et des Commissions mixtes permanentes.

Dans un troisième chapitre, nous ferons une courte étude du mouvement gréviste dans la corporation depuis la création des organisations syndicales.

CHAPITRE PREMIER

MODUS VIVENDI OU TARIFS

Les tarifs à Paris. — Le premier tarif qui fut adopté d'accord entre les patrons et les ouvriers, fut appliqué à Paris à partir de 1843.

La Chambre des Maîtres Imprimeurs, afin d'unifier les prix de main-d'œuvre pratiqués dans l'Imprimerie parisienne, avait élaboré un projet de tarif. Cette tentative étant venue à la connaissance des ouvriers, la Société typographique demanda la réunion d'une Commission mixte qui serait chargée d'établir les bases de ce traité. Les ouvriers insistaient sur le surcroît d'autorité que ne pourrait manquer de gagner un tarif rédigé par les deux parties et faisaient valoir que son application en serait facilitée d'autant (1).

La Chambre syndicale patronale accéda à ce désir et une Commission mixte fut constituée. Les grandes différences existant dans les ateliers parisiens entre les prix de composition, rendirent la tâche des commissaires très longue et très laborieuse. Réunis pour la première fois le 18 janvier 1843, ce ne fut que le 10 juillet qu'ils purent définitivement arrêter les termes du contrat.

Il était applicable pendant cinq ans; il fut prorogé de deux années en 1848 et révisé de nouveau en 1850.

(1) *Associations professionnelles ouvrières typographiques*, page 13.

Au mois de mai 1861, une pétition réunissant la signature de 2,682 typographes sur les 3,056 compositeurs parisiens, demanda aux patrons la revision du tarif et une commission se réunit le 9 janvier 1862.

De graves difficultés marquèrent les travaux de cette Commission et aboutirent à la rupture des négociations. Une vive agitation se produisit alors chez les ouvriers, un mouvement gréviste éclata à Paris, mais les typographes durent reprendre le travail en se contentant des améliorations de salaires proposées par les patrons.

Après quelques difficultés, une Commission mixte put arriver, en 1868, à élaborer un nouveau tarif qui fut appliqué jusqu'en 1878.

A cette époque, la Société typographique ayant préparé un nouveau projet, demanda à la Chambre syndicale la réunion d'une Commission mixte. L'on ne put réussir à s'entendre et une rupture complète se produisit entre les patrons et les ouvriers. La grève générale fut déclarée à Paris le 21 mars 1878, elle dura 88 jours.

Sauf quelques désaccords passagers, la paix avait duré 39 ans entre la Chambre syndicale patronale et la Société typographique.

Depuis 1878, des rapports réguliers n'ont été repris entre les deux organisations, qu'à l'occasion du mouvement gréviste de 1906; mais ils aboutirent à une nouvelle rupture.

Les Tarifs à Lyon. Un premier tarif fut accepté à Lyon par 18 maîtres imprimeurs en 1848. Il ne fut appliqué que pendant trois ou quatre ans (1); mais en 1862 l'Annexe parvint à faire appliquer le taux des salaires qui y était stipulé.

(1) *Associations professionnelles ouvrières typographiques*, p. 78.

C'est à partir de 1869, qu'entra en usage un véritable tarif dont la principale caractéristique était l'établissement du mode de travail commanditaire pour les journaux. Les typographes lyonnais avaient été plus heureux à ce sujet que les typographes parisiens qui n'avaient pu réussir à obtenir ce résultat en 1868.

Une revision du tarif fut péniblement acceptée en 1880 par les dix-huit plus grosses maisons de Lyon, mais à partir de cette époque, les relations devinrent difficiles entre les patrons et la Société typographique, et une ère de grèves et de conflits commença pour la typographie lyonnaise.

En 1889, un nouveau tarif fut accepté par quinze maîtres imprimeurs. Une annexe au tarif, signée entre le Syndicat ouvrier et le Syndicat patronal adoptant la journée de 9 heures, évita la grève aux imprimeurs lyonnais en 1906, et c'est ce contrat qui règle actuellement les conditions du travail dans la typographie lyonnaise.

Les Tarifs à Bordeaux. — A Bordeaux, la Société typographique avait élaboré un projet que les patrons refusèrent de signer. Il n'y eut pas de tarif officiel, mais à partir de 1869, les prix de main-d'œuvre stipulés dans le projet étaient généralement appliqués.

Lorsque se fut formé le syndicat patronal, le syndicat ouvrier lui proposa l'établissement d'un tarif. Après de longues négociations, celui-ci fut élaboré et appliqué à partir de 1895.

En 1906, un nouveau contrat fut signé entre les deux organisations syndicales, adoptant la journée de 9 heures à partir du 1^{er} janvier 1907; il est applicable pendant cinq ans.

La situation actuelle. — Lors du mouvement pour la journée de 9 heures en 1906, de nombreux tarifs furent signés en province entre les syndicats patronaux et les sections de la Fédération.

Nous citerons notamment les contrats passés entre les deux organisations patronale et ouvrière, à Nantes et à Annecy (Syndicat des deux Savoies).

CHAPITRE II.

LES COMMISSIONS MIXTES

I. Commissions mixtes locales. — II. Commission mixte entre l'Union des Maîtres Imprimeurs et la Fédération française des Travailleurs du Livre.

Ce furent toujours des commissions mixtes qui élaborèrent les tarifs appliqués dans la typographie française. Ce n'est pas de ces commissions, intéressantes seulement par le traité dont elles arrivèrent à arrêter les termes, que nous nous occuperons ici.

Nous nous proposons d'étudier ce que furent dans la typographie les commissions mixtes permanentes, tantôt organe « exécutif », chargé de veiller à l'application du tarif et jouant, en cas de besoin, le rôle de tribunal d'arbitrage, comme les commissions mixtes locales, tantôt, véritable organe « législatif » comme la Commission mixte formée par l'Union des Maîtres Imprimeurs de France et la Fédération française des travailleurs du Livre.

I.

COMMISSIONS MIXTES LOCALES

Les Commissions mixtes permanentes à Paris. — Dès 1843, lors des travaux de la Commission mixte chargée d'élaborer un tarif, les ouvriers avaient demandé « qu'il fût formé une commission mixte permanente pour veiller à l'exécution du tarif, statuer sur tous les cas omis ou non prévus, servir d'arbitre pour la fixation des prix à établir de gré à gré, et pour toutes les contestations relatives au travail » (1).

La Commission avait fait sienne cette demande, en exprimant le vœu qu'une commission fût formée, dite *Commission d'exécution*.

La Commission d'exécution ne fut point constituée, mais la Commission mixte en tint lieu, prolongeant ainsi son existence au delà du terme qui lui était naturellement assigné.

De 1843 à 1846, trente différends furent ainsi réglés, et la solution fut favorable aux ouvriers dans 22 cas ; la décision prise fut toujours acceptée sans appel par les deux parties (2).

La Commission avait mis à l'étude la création d'une Caisse générale de secours en cas de maladie, au fonctionnement de laquelle devaient participer les patrons, mais le projet ne put réussir.

Lors de la revision du tarif en 1850, la Commission arbitrale permanente fut organisée par le tarif lui-même. Elle se composait de douze membres, six patrons et six ouvriers, et était renouvelée par moitié chaque année. Elle fonctionna

(1) *Associations professionnelles ouvrières typographiques*, p. 14.

(2) *Associations professionnelles ouvrières typographiques*, p. 15.

régulièrement jusqu'en 1854; mais les patrons refusèrent alors de procéder au renouvellement des membres sortants, en donnant pour raison que la Commission faisait double emploi avec le Conseil des Prud'hommes.

Aucune tentative n'a été faite depuis lors pour faire revivre cette très intéressante institution qui avait pendant onze ans rendu de grands services à la typographie parisienne.

Les Commissions mixtes permanentes à Lyon. — A Lyon, une commission arbitrale permanente fut établie par le tarif en 1868. Elle était composée de 8 membres, 4 patrons, 4 ouvriers.

Elle siégea assez rarement, quoique son action n'ait pas été inutile. En 1875, elle eut à prendre une décision au sujet du délai de huitaine : l'usage de la huitaine cessa d'être obligatoire (1).

L'existence de la Commission arbitrale permanente fut confirmée par le tarif de 1880; mais de 1882 à 1886, elle ne fut pas réunie. A cette date, elle eut à juger un différend et sa décision fut respectée. Son existence a été confirmée par le tarif de 1906 qui s'est borné à changer le nom de Commission arbitrale en celui de Commission mixte.

En résumé, si cette commission n'a pas cessé d'exister depuis 1868, elle fut rarement utilisée, quoique la ville de Lyon ait été l'une des villes de France où les conflits furent les plus fréquents durant ces trente dernières années.

Les Commissions mixtes permanentes à Rouen. — En 1877, après des négociations accidentées, une commission arbitrale fut instituée à Rouen. Son but était « d'établir entre les deux Chambres des rapports réguliers pour tout ce

(1) *Associations professionnelles ouvrières typographiques*, p. 85.

qui concerne les besoins de l'imprimerie rouennaise et de juger les différends qui viendraient à s'élever parmi les membres de la corporation. » Elle était spécialement chargée de connaître des contestations qui s'élevaient à propos du tarif.

Lors de la discussion sur l'organisation du tribunal d'arbitrage en cas de grève, au Congrès patronal de 1897, l'on constatait que la Commission n'avait eu jusque-là à se réunir qu'une seule fois, et que son arbitrage avait été efficace.

Tentatives infructueuses à Lille. — A Lille une tentative faite par la Chambre syndicale ouvrière avait été repoussée par la Chambre syndicale patronale qui déclara ne pas considérer comme nécessaire la création d'une commission arbitrale permanente.

II.

LA COMMISSION MIXTE
ENTRE L'UNION DES MAÎTRES IMPRIMEURS
ET LA
FÉDÉRATION FRANÇAISE DES TRAVAILLEURS DU LIVRE

Fondation de la Commission mixte. — La création de commissions mixtes locales, était l'une des parties du programme d'action de la Fédération qui lui tenait le plus au cœur. Aussi engagea-t-elle souvent les sections à tenter la fondation de ces commissions. Le Congrès de 1889 en avait adopté le principe, mais en recommandant la prudence dans le choix des délégués des deux parties.

Cependant à côté de la Fédération qui groupait en un faisceau unique les ouvriers typographes français syndiqués, s'était constituée l'Union des Maîtres Imprimeurs, qui, elle aussi, aspirait à grouper en une vaste association tous les imprimeurs de France.

A Marseille, et à la même époque, en septembre 1895, devaient se tenir le Congrès des Maîtres Imprimeurs et le Congrès de la Fédération.

Un militant de l'idée syndicale, un ouvrier fédéré de Marseille, M. Antomarchi, eut l'idée de profiter de cette circonstance pour essayer de mettre en contact patrons et ouvriers dans une réunion mixte. Par une lettre circulaire, il fit connaître sa proposition aux principaux imprimeurs alors à la tête du mouvement syndical.

La Commission permanente de l'Union, après avoir dis-

cuté l'idée, fut d'avis que la question avait une importance de principe telle qu'il fallait laisser au Congrès le soin de prendre une décision.

Lors de l'ouverture des Congrès l'idée s'était affirmée et élargie, tant dans le monde patronal que dans le monde ouvrier. L'on ne songeait plus seulement à organiser une séance mixte, profitant ainsi de la concomittance fortuite des deux assemblées, on songeait à affirmer le principe d'un contact permanent entre l'organisation patronale et l'organisation ouvrière.

Dans ces conditions, la mise en pratique de l'idée ne devait pas rencontrer de difficultés dans les deux assemblées. Les ouvriers nommèrent 7 délégués; de leur côté, les patrons chargèrent une commission de s'aboucher avec les sept délégués ouvriers.

C'est de la réunion de ces délégués, dont les décisions furent ratifiées à l'unanimité par les congressistes, que devait naître la Commission mixte.

Cette Commission fut composée de 18 membres, 9 patrons et 9 ouvriers, renouvelables par tiers tous les trois ans. Elle devait se réunir une fois par an à Paris en séance plénière, et nommer dans son sein une sous-commission permanente de 6 membres. Cette sous-commission, l'organe actif de la nouvelle institution, était chargée de l'étude des questions à l'ordre du jour; elle siégerait suivant les nécessités; conformément au règlement qu'élaborerait la Commission elle-même.

L'accueil fait à la Commission mixte. — La création de cette Commission mixte fut considérée comme un événement d'importance capitale dans le monde typographique. Accueillie avec enthousiasme par les patrons comme par

les ouvriers, elle fit naître les plus beaux espoirs de concorde et d'amélioration sociales.

Le *Bulletin de la Chambre syndicale de Paris* déclarait « que les heureux résultats que ne peuvent manquer d'obtenir les patrons et les ouvriers, s'ils persévèrent dans la voie où ils se sont engagés, auront une influence beaucoup plus grande qu'on ne serait tenté de le croire. Non seulement, en effet, leur industrie verra croître sa prospérité, mais l'exemple donné sera suivi sans doute par d'autres industries et nous verrons enfin succéder à la décevante théorie de la lutte des classes, la féconde doctrine de l'union des employeurs et des employés. »

Quelques grands quotidiens commentaient favorablement la nouvelle institution et notamment le *Journal des Débats* qui affirmait que « rien ne contribuerait plus au maintien de la paix sociale que le développement de ces institutions ».

De son côté, la *Typographie française* écrivait, le 1^{er} octobre 1895 :

« Sans nous exagérer la portée d'une pareille institution, nous pouvons cependant déclarer qu'elle pourra être féconde en résultats moraux et matériels, selon que des deux côtés on apportera un esprit relatif et loyal dans les discussions qui auront lieu. »

Au Congrès de Lille enfin, en 1896, passant en revue l'action de l'Union pendant l'exercice qui venait de s'écouler, le Président disait : « Patrons et ouvriers se sont rapprochés, se sont connus ; je dis se sont connus, car ils ont échangé là d'autres idées que celles qu'ils échangent d'ordinaire. Ils se sont donc vus sous un autre aspect et je crois s'en sont mutuellement réjouis. Des préventions sont tombées, des étreintes ont été échangées qui sont des engagements tacites. »

Les travaux de la Commission mixte. — La Commission mixte se réunit la première fois le 26 mai 1896 pour s'organiser et pour nommer la Commission permanente.

Les questions portées à l'étude de cette dernière furent le travail dans les prisons et dans les établissements de bienfaisance, et le contrat d'apprentissage.

Mais la Commission permanente ne tarda pas à trouver sa tâche trop lourde, l'importance des questions à l'ordre du jour demandant « non seulement un travail assidu, mais encore une grande circonspection ». L'année suivante, elle fut augmentée de six unités, trois membres patrons et trois membres ouvriers.

Lors des deux séances plénières de la Commission mixte, en 1897, l'ordre du jour portait toujours l'étude du contrat d'apprentissage. Mais on y avait ajouté une question d'importance capitale : l'organisation de commissions d'arbitrages destinées à prévenir les grèves ou à les résoudre au mieux des intérêts en présence. C'était la généralisation des commissions mixtes locales existant déjà dans quelques villes.

La Commission permanente fut chargée d'élaborer deux projets de règlement qui devaient être soumis à la discussion de la Commission mixte lors de sa prochaine session fixée au 26 mai 1898.

Mais si les commissaires patrons s'étaient jusqu'alors montrés très assidus aux réunions plénières de la Commission mixte, il n'en fut pas de même en 1898 : en raison de l'absence d'un grand nombre de patrons, causée par un concours fortuit d'empêchements, la Commission ne crut pouvoir prendre aucune décision.

L'incident produisit dans le monde typographique ouvrier

- une impression fâcheuse et fut porté officiellement à la connaissance des maîtres imprimeurs réunis en leur Congrès par la lettre suivante lue en séance par le Président :

Paris, le 22 juillet 1898.

*A Monsieur le Président du Congrès des Maîtres Imprimeurs,
Limoges.*

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

A l'ordre du jour du Congrès des Maîtres Imprimeurs de France, figurent deux questions importantes qui ont été étudiées par la Commission mixte permanente : *la réglementation de l'apprentissage* et *la création de commissions de conciliation*. Ces deux questions, rapportées par la Commission permanente, ont été soumises à l'examen et à l'approbation de la Commission mixte qui s'est réunie le 26 mai dernier. Mais, en raison du nombre insuffisant de patrons à la réunion *annuelle*, les deux rapports n'ont pu être discutés ni adoptés; la Commission a dû se borner à décider que les rapports seraient communiqués au Congrès patronal, et que, suivant les modifications qui y seraient apportées, ils seraient soumis à l'appréciation et au vote des intéressés, membre des deux fédérations patronale et ouvrière, après que la Commission mixte les aurait mis au point.

Dans l'hypothèse favorable que le Congrès patronal adoptera ces deux rapports, en les modifiant peut-être, il ne vous échappera pas que, néanmoins, l'absence de la majorité de la représentation patronale à la séance plénière de la Commission mixte a, pour ainsi dire, annulé le résultat de cette réunion; elle a rendu inutile ou à peu près le *déplacement coûteux de sept délégués ouvriers*, et a discrédité dans l'esprit de bon nombre d'ouvriers et de patrons l'utilité de la Commission mixte. Les sept délégués ouvriers dont nous parlons venaient de différentes villes de France; ils ont coûté à la Fédération près d'un millier de francs. Nous ne regretterions pas la dépense si elle avait été faite utilement; mais c'est le contraire qui a eu lieu.

Aussi suis-je chargé, Monsieur le Président, de vous adresser cette lettre et vous prier de la communiquer aux membres du Congrès patronal et de leur exprimer nos plus sincères regrets pour les faits que je signale. Je suis chargé de déclarer au nom de mes camarades, pour éviter le renouvellement de la tenue d'une session stérile, que nous n'assisterons plus à une réunion plénière sans avoir l'assurance formelle de la présence de la majorité des membres patrons et laisserons aux patrons la responsabilité de l'avortement d'une institution qui pourrait rendre des services si, des deux côtés, on était animé d'un sincère désir de travailler dans l'intérêt général à l'amélioration de la situation actuelle des ouvriers et des patrons.

Nous vous serions très obligés, Monsieur le Président, de vouloir bien nous faire connaître la décision du Congrès sur ce point, et recevez, je vous prie, l'assurance de notre sincère considération.

Pour le Comité central,

A. KEUFER, délégué.

Si cette lettre laissait percer un mécontentement non équivoque, l'incident avait d'ailleurs été l'objet de regrets unanimes de la part des patrons. Pour éviter le renouvellement d'une aussi fâcheuse occurrence, il fut décidé par le Congrès que les membres de la Commission se trouvant dans l'impossibilité *absolue* d'assister à la séance plénière annuelle devraient prévenir le Président de l'Union. Celui-ci assurerait le remplacement du commissaire absent par un membre du Comité central.

L'exercice 1898-1899 fut pour la Commission mixte fécond en résultats, puisqu'il aboutit à l'adoption par les Congrès, patronal et ouvrier du projet d'établissement de commissions d'arbitrage et du projet de contrat d'apprentissage.

Le Président de l'Union, d'ailleurs, s'était plu à reconnaître l'assiduité des commissaires et à « constater dans le fruit de

ces efforts communs les sentiments de parfaite courtoisie qui n'avaient cessé de régner entre les délégués patrons et ouvriers. »

« Quand, ajoutait-il, des hommes de bonne foi se trouvent en présence pour discuter des intérêts parfois divergents, on peut être assuré que l'entente finira pas s'établir. Vous en avez aujourd'hui des témoignages irrécusables et l'avenir nous en réserve de nouveaux. En dehors des deux questions que je viens de citer (1), d'autres ont été agitées dans les réunions de la Commission mixte. Elles continueront à faire l'objet de ses études dans le plus large esprit de conciliation. »

Après l'élaboration des règlements sur le contrat d'apprentissage et sur les commissions d'arbitrage, l'ordre du jour des travaux de la Commission mixte se trouvait épuisé. Dans la séance plénière du 27 mai 1899, les commissaires ouvriers proposèrent l'étude de trois questions nouvelles :

La réglementation de l'apprentissage des margeurs-pointeurs.

Le calibrage alphabétique.

La machine à composer.

De ces trois questions, la plus importante parce qu'elle était la plus grosse en conséquences, était celle de la machine à composer.

Cependant, le Congrès des Maîtres Imprimeurs appelé à donner son avis sur la nécessité de porter ces questions à l'étude de la Commission mixte, estima que l'élaboration d'un tarif de composition mécanique était prématurée en raison du petit nombre des machines alors en usage en France, et il renvoya la discussion de la question à un congrès ultérieur.

(1) Les deux questions des commissions d'arbitrage et du contrat d'apprentissage.

Les deux autres questions restèrent donc seules à l'ordre du jour.

A côté de l'importance capitale des travaux précédents de la Commission permanente, les travaux qu'elle poursuit pendant les années 1899-1900 et 1901-1902, sur le calibrage alphabétique, paraissent bien modestes. D'ailleurs en l'absence de décision à prendre à cet égard, aucune réunion plénière de la Commission mixte n'eut lieu ni en 1900, ni en 1901.

Cependant la machine à composer faisait de rapides progrès en France. Les congrès patronaux et ouvriers s'en étaient occupés tant au point de vue technique qu'au point de vue des tarifs.

Dans leur Congrès tenu à Dijon, en juin 1901, les maîtres imprimeurs venaient d'adopter les bases d'un tarif. De son côté, le Congrès ouvrier avait également élaboré un tarif, que la Fédération était désireuse de soumettre à l'approbation des patrons.

La Commission mixte fut saisie de la question et elle reçut pour mission d'essayer de tirer des deux tarifs, très dissemblables, un tarif unique qui pût donner satisfaction aux deux parties.

La tâche était lourde. La Commission permanente se mit au travail; et le 8 juillet 1902, elle apportait à la réunion plénière de la Commission mixte, un projet, très laborieusement établi grâce à de nombreuses concessions réciproques.

Les commissaires ouvriers demandèrent alors en séance plénière les modifications suivantes au projet proposé :

1° Interdiction de faire travailler les femmes à la linotype, et exclusion des opératrices actuelles par voie d'extinction d'emploi;

2° Limitation de la journée de travail à 9 heures, dont 8 heures 1/2 effectives ;

3° Suppression du travail aux pièces.

Les délégués patrons estimèrent que ces trois points soulevaient de graves questions de principe, et qu'ils ne pouvaient prendre de décision sans outrepasser leur mandat. En conséquence les trois propositions ouvrières furent soumises au Congrès patronal, qui les repoussa à l'unanimité.

La résolution était grave, car elle révélait une divergence d'idées radicales entre les deux éléments patronaux et ouvriers.

C'était mettre la Commission mixte dans l'impossibilité de jouer aucun rôle utile, puisque dans cette Commission, dont l'objectif devait être de poursuivre l'entente entre deux parties divergentes, les représentants de ces deux parties recevaient un mandat impératif et dissemblable.

Le rôle de la Commission mixte d'ailleurs paraissait n'être plus compris par la majorité des ouvriers et des patrons ainsi qu'il l'avait été par ceux qui en furent les promoteurs, et qu'il l'était encore par quelques-uns de ceux qui en faisaient partie. Dans la réunion du Comité central de l'Union, en février 1902, la question avait été discutée, et le Comité, afin de reprendre vigoureusement la direction perdue, avait décidé de faire connaître aux ouvriers quel était le point de vue auquel il fallait se placer pour faire produire à la Commission mixte toute l'utilité qu'on était en droit d'en attendre.

Cet effort pour reprendre la tradition fut vain, puisqu'en juillet 1902, la Commission mixte devait se trouver dans l'impossibilité de continuer toute œuvre utile. D'ailleurs, à la suite de la décision prise par le Comité central de la Fédé-

ration de soutenir les grévistes dans une mise-bas faite à Nancy contrairement aux statuts fédératifs, c'est-à-dire sans que tous les moyens de conciliation eussent été épuisés, les patrons avaient décidé que la Commission mixte ne se réunirait plus.

Cette situation se prolongea pendant trois années.

Mais pendant ce long laps de temps, au point de vue des rapports entre patrons et ouvriers, la situation s'était profondément modifiée dans le monde typographique. Les questions soulevées par les commissaires ouvriers en 1902 étaient devenues brûlantes. La question de la journée de neuf heures; la question de la suppression du travail aux pièces ne se limitaient plus exclusivement à la composition mécanique, elles avaient été étendues à la composition typographique dans son ensemble.

D'autres s'y étaient jointes, l'unification des salaires par région, et l'application rigoureuse du contrat d'apprentissage.

La Fédération du Livre menait campagne avec ardeur en faveur de ces revendications qu'elle semblait décidée à faire aboutir par tous les moyens possibles. Cependant, lorsqu'elle crut les esprits suffisamment prêts chez les ouvriers typographes, fidèle à sa tactique constante, elle voulut entreprendre d'assurer amiablement le succès de ses réclamations.

Par lettre du 7 juillet 1905, elle fit connaître au Congrès patronal, alors réuni à Rouen, son désir de soumettre les questions pendantes à l'étude d'une commission mixte, soit à celle qui avait existé il y avait trois ans et qui n'avait plus fonctionné par suite de la décision du Congrès patronal de Rennes, soit à une nouvelle commission mixte qu'organiserait le Congrès.

En conformité de ce désir, six membres patrons choisis trois à Paris, trois en province, furent délégués pour entrer en contact avec six délégués représentant la Fédération et choisis dans les mêmes conditions. Ils devaient engager une conversation générale préliminaire avec leurs collègues ouvriers, et en rendre compte au Comité central. Le Congrès confiait au Comité le soin d'examiner la suite qu'il y aurait lieu de donner à l'entretien.

La conversation eut lieu le 16 décembre 1906 ; ce fut la dernière entre l'Union patronale et la Fédération du Livre, car la question préjudicielle de l'acceptation du principe de la journée de 9 heures, ayant été repoussée par les patrons en assemblée générale, les pourparlers furent rompus.

Appréciation du rôle de la Commission mixte. — Après avoir esquissé l'histoire de la Commission mixte, il convient de jeter un coup d'œil en arrière et de résumer l'œuvre de cette Commission.

Certes, l'enthousiasme qui avait accompagné sa naissance ne permettait pas de croire que son rôle utile serait si vite terminé. Elle semblait ouvrir une ère nouvelle de concorde et de paix, et après avoir établi les bases de deux institutions excellentes, elle ne tardait pas à se voir transformer en un rouage absolument inutile.

Quelle fut la raison de cette stérilité ? Nous croyons la trouver dans l'orientation très fausse qui fut donnée à cette Commission.

Le rôle d'une commission mixte, c'est de chercher un terrain d'entente. Ce terrain paraît introuvable tant que l'on ne s'est pas rencontré ; puis, à la faveur des discussions les délégués apprennent à se connaître, à s'apprécier même, les esprits se pénètrent mutuellement, les impossibilités et les

affirmations s'atténuent de part et d'autre, enfin le désir d'aboutir aidant, l'on finit par trouver un *modus vivendi* acceptable, que l'on défendra ensuite devant ses commettants avec d'autant plus de chaleur que l'on a eu de peine à le trouver.

Donner aux commissaires un mandat impératif nous paraît donc l'inconséquence même, puisque cela se résume à envoyer ses mandants discuter en leur défendant d'écouter !

Puis il est permis de se demander si en chargeant la Commission mixte de trouver certaines solutions ardues, les patrons et les ouvriers avaient une foi bien solide dans l'efficacité du rôle de cette Commission.

Certes, un certain nombre d'esprits étaient convaincus, les membres de la Commission entre autres — et il fallait qu'ils le fussent pour s'astreindre à un travail aussi considérable que le leur — mais la majorité nous paraît être restée sceptique.

Les questions soumises à la Commission mixte étaient de solution difficile, mais nécessaire. Or, une solution quelle qu'elle soit, c'est toujours une certaine atteinte portée à la liberté d'action absolue des patrons et des syndicats ouvriers : le renvoi à la Commission mixte c'était gagner du temps ; c'était aussi d'ailleurs s'épargner la peine de résoudre soi-même le problème. Quant à l'approbation des travaux des commissaires, il était difficile de ne pas la donner, puisque l'on avait reconnu qu'il fallait faire quelque chose et que la solution proposée paraissait être réellement la meilleure possible.

L'on était ainsi amené à se mettre d'accord sur le principe, mais il était bien plus difficile de l'appliquer.

Des deux institutions créées par la Commission mixte,

celle qui pouvait entrer le plus facilement dans les mœurs c'était la question d'apprentissage, parce que, pour la majorité des maîtres imprimeurs, tout au moins, elle n'apportait pas un bouleversement profond dans les conditions de production. Le texte du contrat, élaboré après un laborieux travail de la Commission permanente, avait été adopté par les Congrès patronal et ouvrier ; à frais communs, l'Union et la Fédération avaient fait parvenir à chaque maître imprimeur et à chaque section fédérale une circulaire, une affiche et quelques exemplaires du contrat ; et cependant, quelques années plus tard, l'on constatait que le règlement d'apprentissage n'était généralement pas appliqué. En 1906, sept ans après qu'il eut été adopté, la Fédération du Livre faisait de son application un des chefs des revendications qu'elle présentait impérativement.

Quant aux commissions d'arbitrage dont on avait admis le principe et réglé le fonctionnement, elles n'étaient pas parvenues à entrer dans les mœurs. Une seule tentative avait eu lieu, à Dijon, où la Commission mixte eut l'occasion de fonctionner de façon utile.

CHAPITRE III.

CONFLITS ENTRE PATRONS ET OUVRIERS

- I. La Fédération du Livre et les grèves.
 - II. L'Union des Maîtres Imprimeurs et la grève.
-

I.

LA FÉDÉRATION DU LIVRE ET LES GRÈVES

Les prescriptions statutaires. — Conformément à la méthode qu'elle préconisait, la Fédération inscrivit dans ses premiers statuts qu' « aucune grève ne pourrait être déclarée avant que tous les moyens de conciliation aient été épuisés ».

Pour assurer l'application de cette prescription, tout dissentiment entre patrons et ouvriers devait être soumis, avant mise-bas, à l'appréciation du Comité central qui décidait souverainement de l'opportunité de la grève. Le Comité se réservait le droit d'envoyer un délégué pour participer à la direction du mouvement.

Par exception, « dans les cas urgents, demandant une action prompte et énergique, comme une tentative d'abaissement de salaires par les patrons », les sections pouvaient cesser le travail sans l'autorisation préalable du Comité central.

Les seuls cas de mise-bas primitivement prévus concernaient les conflits nés à l'occasion des salaires. Quant aux secours à accorder aux grévistes, les statuts se bornaient à décider que « toutes les branches de la typographie seraient solidaires en cas de grève partielle ou générale dans une section et que le but de la Fédération était de maintenir ou d'améliorer les prix de main-d'œuvre en se prêtant un mutuel appui moral et financier ».

Ces prescriptions étaient extrêmement larges et la Fédération ne tarda pas à sentir la nécessité d'y apporter des limitations. Les sections, en effet, sûres d'être soutenues par la corporation, et naturellement portées à estimer irréfutable la justice de leurs revendications, avaient tendance à déclarer précipitamment la grève sans en référer à Paris, usant ainsi de l'exception prévue par les statuts.

Le Comité central, qui jugeait les choses de loin et avec plus de sang-froid, et qui, d'autre part, pouvait seul se rendre compte des forces financières de l'organisation, ne cessait de rappeler aux sections que les prescriptions statutaires devaient être très étroitement interprétées. Il obtint, au Congrès de 1885, que les présentations de tarifs ne pourraient être faites dorénavant sans son autorisation.

L'indemnité de grève fut fixée statutairement à 3 fr. 50 par jour ouvrable et pour y avoir droit un noviciat de trois mois était exigé des nouvelles sections.

Le Congrès de 1887 prit encore de nouvelles mesures pour enrayer les déclarations de grèves trop précipitées en votant les résolutions suivantes :

« Les sections impatientes de faire modifier leur tarif ne provoqueront aucun conflit avec leurs maisons tant que durera la crise industrielle qui sévit sur tout le territoire, et aussi pour permettre à la caisse fédérative de former un

capital efficace pour la défense de leur cause en temps opportun ; le Comité central n'appuiera que les grèves suscitées par des tentatives faites contre les droits acquis, et préalablement approuvées par lui. »

Un noviciat de six mois au lieu de trois était exigé des nouvelles sections, pour pouvoir bénéficier des secours de grève.

Le Congrès de 1889, enfin, limitait à 13 semaines la durée de l'indemnité de grève.

Soucieuse d'abord de se fortifier, la Fédération n'entendait agir qu'avec réserve, se bornant à maintenir le *statu quo* et à rester sur la défensive, tant que ses forces ne lui permettraient pas d'aller de l'avant.

Puis, peu à peu, le nombre des causes de grève statutaire fut augmenté.

A partir de 1892, le remplacement des fédérés par des femmes dans les maisons où l'on n'employait pas déjà de compositrices et leur remplacement par des jeunes gens n'ayant pas terminé leur apprentissage ou travaillant au-dessous du tarif, furent considérés comme une raison de grève valable. « Les fédérés qui auraient perdu leur travail à raison de leur qualité de fédéré, de leurs fonctions syndicales ou fédérales, ou pour avoir exécuté les décisions du bureau de la section ou du Comité central » furent reconnus grévistes individuels. Le renvoi de ces derniers pourrait actuellement devenir la cause d'une mise-bas statutaire.

Les statuts ajoutent aujourd'hui aux cas de grève que nous venons d'énumérer la non-observation des prescriptions relatives à l'apprentissage, et ils stipulent que les compositeurs fédérés qui perdraient leur travail à la suite de l'emploi de la machine à composer confiée à des apprentis, à

des femmes ou à des sarrasins (1), seraient considérés comme grévistes individuels.

Enfin, d'une façon générale, tous les cas non prévus sont jugés par le Comité central qui décide si l'indemnité de grève et un secours exceptionnel devront être accordés.

Le mouvement gréviste dans la Fédération. - Depuis la fondation de la Fédération, le Comité central ne cessa jamais de lutter pour obtenir que les mises-bas ne fussent point faites sans son assentiment; et cependant ces infractions à la discipline syndicale furent toujours fréquentes. Autorisé par les statuts à laisser les frais de grève ainsi déclarée à la charge des sections, le Comité fut parfois obligé à titre d'exemple d'appliquer la sanction prévue.

A Paris notamment, en 1886, une grève importante fut autorisée par le Comité syndical sans l'avis du Comité central : tout en soutenant les grévistes par l'ouverture d'une souscription, le Comité central décida de laisser les frais de grève à la charge de la section.

A Brest, en 1887, l'indemnité fut refusée aux grévistes dans un cas de mise-bas anti-statutaire.

Du 1^{er} janvier 1885 au 1^{er} janvier 1898, la Fédération dépensa en indemnités de grèves statutaires, la somme de 175,184 fr. 75 et en subsides aux grèves des autres professions et aux grèves non statutaires, la somme de 21,502 fr. 30 (2).

De juillet 1900, à mai 1905, nous avons relevé dans la Fédération du Livre, cinquante-deux conflits dont trente-six donnèrent lieu à des grèves partielles. Parmi celles-ci cinq

(1) Les typographes syndiqués appellent *sarrasins* les ouvriers qui consentent à travailler au-dessous du tarif syndical.

(2) *Associations professionnelles ouvrières typographiques*, p. 179.

avaient été déclarées sans l'autorisation du Comité central, et notamment la plus importante, celle de Nancy, en 1901.

L'année 1906 a été marquée par le plus grand mouvement gréviste qui ait jamais existé dans la typographie française. Pour faire aboutir les revendications relatives à la journée de neuf heures, la Fédération avait en effet organisé la grève générale de toute la corporation en France.

D'après la statistique de la Fédération, le total des typographes grévistes fut de 4,899 dont 3,147 syndiqués et 1,752 non syndiqués.

Ont réalisé la journée de 9 heures sans grève, au moyen de la Commis- sion mixte	23 sections
Ont réalisé la journée de 9 heures sans grève, par des négociations individuelles	38 —
Ont réalisé la journée de 9 heures sans grève, par l'action combinée de la Commission mixte et des négo- ciations individuelles	7 —
Soit au total, n'ayant point eu besoin de recourir à la grève	<u>68 sections</u>
Ont été obligés de déclarer la grève.	59 sections
Sur lesquelles ont obtenu un résultat total ou partiel	52 —
Sur lesquelles	7 —
ont obtenu un résultat négatif.	
N'ont pas pris part au mouvement.	14 —

Nous avons eu déjà l'occasion de dire que l'exactitude *rigoureuse* de ces chiffres était révoquée en doute par les patrons, et qu'en l'absence d'une statistique émanant de l'organisation patronale, il ne nous paraissait pas possible d'établir la vérité historique.

L'on peut affirmer cependant que le résultat du mouvement fut beaucoup plus heureux en province qu'à Paris, où d'ailleurs la lutte aurait pu être évitée, avec un peu plus de cohésion dans l'action des deux organisations syndicales, patronale et ouvrière.

II.

L'UNION DES MAÎTRES IMPRIMEURS ET LA GRÈVE

En face de l'accroissement des forces de la Fédération des Travailleurs de l'Industrie du Livre, l'idée de s'organiser pour pouvoir lutter efficacement contre les grèves, apparaît en 1898, chez les maîtres imprimeurs.

Le Congrès patronal avait en effet adopté le vœu suivant :

« Dans le cas d'un conflit collectif, tout imprimeur qui serait victime d'une grève malgré une sentence arbitrale rendue en sa faveur, aura le droit, s'il le juge indispensable, de s'adresser à ses confrères de l'Union par l'intermédiaire du bureau du Comité central pour faire exécuter ses travaux ou partie de ses travaux jusqu'à ce qu'il ait eu le temps moral de reconstituer ses ateliers. »

À la suite du mouvement gréviste de 1906, à l'occasion duquel l'action de l'Union des Maîtres Imprimeurs s'était fait peu sentir, l'élaboration d'un règlement général d'assurances mutuelles en cas de grève fut porté à l'étude du Comité central. Cette question est la plus importante de celles dont s'occupent actuellement les dirigeants de l'Union.

Vu :

Le Président,

Raoul JAY.

Vu :

Le Doyen,

A. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE

- 1° Études générales sur l'Imprimerie ;
 - 2° Notes, rapports et documents divers ;
 - 3° Périodiques.
-

1° ÉTUDES GÉNÉRALES SUR L'IMPRIMERIE

Histoire de l'Imprimerie, par PAUL DUPONT.

Paris, 2 vol., 1854.

Histoire de la Typographie, par VITU.

Paris 1886.

Maitres Imprimeurs et Ouvriers typographes, par LOUIS RADIGUER.

Paris 1903.

La Fédération française des Travailleurs du Livre, par HENRI
FACDOUEL.

Lyon 1904.

Histoire économique de l'Imprimerie. TOME I. *L'Imprimerie sous
l'ancien régime*, par PAUL MELLOTTÉE.

Paris 1903.

2^e NOTES, RAPPORTS & DOCUMENTS DIVERS

Mémoire sur le rétablissement de la Communauté des Imprimeurs,
par STOUPE.

Paris 1806.

Idées générales sur les causes de l'anéantissement de l'Imprimerie
et sur la nécessité de rendre à cette profession, ainsi qu'à celle
de Libraire, le rang honorable qu'elles ont toujours tenu l'une et
l'autre parmi les arts libéraux.

Orléans 1806.

Rapport de la Commission des Imprimeurs nommée le 15 mai 1838,
pour l'établissement d'une Chambre des Imprimeurs.

Paris 1838.

Statuts de l'Association des Imprimeurs de Paris.

Paris 1839.

Tarif des Prix de main-d'œuvre discuté et adopté par les délégués
patrons et ouvriers le 15 septembre 1843. SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE
DE PARIS.

Paris, Septembre 1849.

Congrès des Imprimeurs de France. — Assemblée générale des
Imprimeurs de Paris. — Procès-verbaux de la séance du 9 no-
vembre 1848.

Paris 1849.

Congrès des Imprimeurs de France, ouvert à Tours le 20 no-
vembre 1848.

Tours 1849.

**Statuts de la Société typographique de Paris en nom collectif et en
commandite.**

Paris, août 1850.

Règlement de l'Association des Imprimeurs de Paris.

Paris 1850.

Tarif révisé des prix de composition. CONFÉRENCE MIXTE de 1850.

Paris 1850.

Compte rendu de la Commission des ouvriers compositeurs sur la revision du tarif des prix de composition.

Paris 1850.

Rapport fait par la Commission du Tarif à l'Association des Imprimeurs dans l'assemblée générale du 23 janvier 1851.

Paris 1851.

Circulaire des membres et délégués des deux Chambres dans le but d'obtenir l'adhésion à l'union projetée pour rejet du crédit de 60,000 francs à l'Imprimerie Nationale. CHAMBRE DES IMPRIMEURS DE PARIS ET CHAMBRE DES LITHOGRAPHES.

Paris 1851.

Note soumise à MM. les Représentants par les délégués de la Typographie et de la Lithographie à l'occasion du projet de loi demandant un crédit de 60,000 francs pour l'établissement d'une presse mécanique à l'Imprimerie Nationale.

Paris 1851.

Pétition à MM. les Représentants contre le monopole commercial de l'Imprimerie Nationale, signée par les Imprimeurs de Paris.

Paris 1851.

Réponse de la Chambre des Imprimeurs aux observations de l'Administration de l'Imprimerie Nationale.

Paris 1851.

De l'état de l'Imprimerie parisienne en 1851, par BOUCHER

Paris 1854.

Observations adressées à MM. les Imprimeurs de Paris sur la
brochure intitulée : *De l'état de l'Imprimerie parisienne en 1854.*

Paris 1854.

Des Intérêts typographiques devant la Conférence mixte des maitres
imprimeurs et des ouvriers compositeurs. BROCHURES OUVRIÈRES.

Paris 1861.

Conférence mixte de 1862. — Section des ouvriers.

Paris 1862.

Tarif des Prix de main-d'œuvre. SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE PARISIENNE.

Paris 1868.

Le Budget de 1874 et l'Imprimerie Nationale. — Observations pré-
sentées à MM. les membres de la Commission du budget par la
Chambre syndicale des Imprimeurs de Paris

De la Commandite obligatoire et autres questions typographiques,
par LE ROY.

Paris 1876.

Projet de Tarif des Prix de main-d'œuvre. COMMISSION DE REVISION DU
TARIF DE 1868 (section ouvrière).

Paris 1878.

Tarif définitif. COMMISSION PATRONALE.

Paris 1878.

Revision du Tarif de 1868. Rapport de la Commission ouvrière.

Paris 1878.

Le Travail de la femme dans l'Imprimerie typographique, ses consé-
quences physiques et morales, par JACQUES ALARY.

1883.

Protestation de la Chambre des Imprimeurs de Paris contre le
budget de l'Imprimerie Nationale en 1883.

Les Corporations ouvrières de Paris du XII^e au XVIII^e siècle, par
ALFRED FRANKLIN.

Paris 1884.

Rapport sur l'Exposition de Boston, par A. KEUFER.

Paris 1884.

Déposition faite par M. Jousset, président de la Chambre des Imprimeurs devant la Commission d'enquête parlementaire sur la situation des ouvriers de l'industrie et de l'agriculture en France et sur la crise industrielle à Paris, le 3 mars 1884.

Paris 1884.

Observations présentées par la Chambre syndicale des Imprimeurs à M. le Garde des Sceaux et à MM. les membres de la Commission chargée d'étudier le régime et le fonctionnement de l'Imprimerie Nationale.

Décret du 21 avril 1887.

Notice sur l'École Gutenberg.

Paris 1889.

Réponses des Chambres syndicales des Imprimeurs Typographes et Lithographes réunies au questionnaire du Conseil supérieur du Commerce et de l'Industrie.

Paris 1890.

Association syndicale des Typographes de Bordeaux. HISTORIQUE. 1834-1900.

Bordeaux 1900.

Réponse de l'Imprimerie Nationale aux attaques de ses adversaires.

Paris 1896.

Adjudications (Rapport tendant à rechercher le moyen de parer aux funestes conséquences du système actuel des), par AUGUSTE KEUFER.

Paris 1896.

Les Associations ouvrières de production en France. OFFICE DU TRAVAIL.

Paris 1897.

Propagation des Commandites. CHAMBRE SYNDICALE TYPOGRAPHIQUE PARISIENNE.

Paris 1898.

Les Associations professionnelles ouvrières typographiques. OFFICE DU TRAVAIL.

Paris 1899.

Chambre syndicale des Ouvriers typographes de Marseille. 1868-1893. NOCES D'ARGENT CÉLÉBRÉES le 21 mai 1893 par le Syndicat des Ouvriers typographes de Marseille.

Marseille 1893.

Rapport sur l'Apprentissage dans l'Imprimerie (1899-1901) OFFICE DU TRAVAIL.

Paris 1902.

Histoire d'une Caisse de chômage. FÉDÉRATION FRANÇAISE DES TRAVAILLEURS DU LIVRE.

Paris 1902.

Rapport sur la Linotype. CHAMBRE SYNDICALE TYPOGRAPHIQUE PARISIENNE.

Paris 1902.

La Commandite. CHAMBRE SYNDICALE TYPOGRAPHIQUE PARISIENNE.

Paris 1906.

Congrès de la Fédération française des Travailleurs du Livre (Comptes rendus des). La collection de la *Typographie française* et en brochures séparées : *VI^e Congrès, 1892 ; VII^e Congrès, 1895 ; VIII^e Congrès, 1900 ; IX^e Congrès, 1905.*

Congrès annuels corporatifs (Comptes rendus des). CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL.

Congrès de l'Union des Syndicats ouvriers des Industries du Livre
(Compte rendu du premier).

Paris 1905.

Statuts de l'Association des Typographes de Bordeaux.

Paris 1907.

Annuaire de l'Imprimerie, par ARNOLD MULLER.

1891 à 1907.

Annuaire des Syndicats professionnels.

1897 à 1905.

Bibliographie générale de l'Imprimerie, par DELALAIN. (*Bulletin de la
Chambre syndicale des Imprimeurs.*)

3° PÉRIODIQUES

Périodiques paraissant actuellement :

Bulletin de l'Union syndicale des Maîtres Imprimeurs de France.

Mensuel, fondé en 1896.

Bulletin de la Chambre syndicale des Imprimeurs Typographes.

Mensuel. Paris, fondé en 1891.

Bulletin des Maîtres Imprimeurs Typographes et Lithographes de
Lyon.

Mensuel. Lyon.

Bulletin officiel du Syndicat des Maîtres Imprimeurs, Relieurs
Cartonniers de la région du Nord.

Trimestriel. Lille, fondé en 1907.

L'Union typographique (Imprimeurs à façon).

Mensuel, fondé en 1907.

Bulletin mensuel de la Fédération des Maîtres Imprimeurs de la région du Centre.

Fondé en 1906.

La Fonderie typographique.

Mensuel. Paris, fondé en 1899.

L'Imprimerie, journal de la Typographie et des arts qui s'y rattachent.

Bimensuel. Paris, fondé en 1863.

Le Courrier du Livre.

Bimensuel. Paris, fondé en 1899.

Revue des Arts graphiques (*Gutenberg-Journal*).

Hebdomadaire. Paris, fondé en 1879.

Revue des Industries du Livre.

Mensuel. Paris, fondé en 1893.

Bulletin officiel de la Chambre syndicale des Ouvriers typographes de Marseille.

Trimestriel. Marseille.

La Typographie Française, organe officiel de la Fédération française des Travailleurs du Livre.

Bimensuel. Paris, fondé en 1881.

Les Chroniques syndicales, rédigées et publiées par l'UNION DES SYNDICATS OUVRIERS DES INDUSTRIES DU LIVRE. Paraissant avec le *Courrier du Livre*.

Paris, fondées en 1905.

La Fédération typo-lithographique indépendante.

Paris, fondé en 1906.

Bulletin de l'Office du Travail.

Fondé en 1893.

Bulletin de l'Inspection du Travail.

Fondé en 1893.

Périodiques ayant cessé de paraître :

Le Réveil typographique.

Mensuel. Paris 1883.

Le Ralliement typographique.

Mensuel. Paris 1884.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

L'Organisation et l'Action syndicales dans la Typographie française sous l'ancien régime et sous la Révolution.

CHAPITRE PREMIER

L'Organisation et l'Action syndicales patronales.

I. Situation économique de l'Imprimerie à ses débuts.

	Pages
Régime de liberté légale.	3
Restrictions à la liberté économique	4

II. La Confrérie de Saint-Jean l'Évangéliste.

Caractère de la Confrérie.	7
------------------------------------	---

III. La Communauté des Imprimeurs.

Création de la Communauté de Paris.	8
Débuts de la Communauté.	9
Les relieurs sont éliminés de la Communauté	10

	Pages
Dissensions entre les imprimeurs et les libraires.	11
L'organisation des Communautés d'imprimeurs en province.	12
Le caractère de l'action des Communautés.	13
Les diverses manifestations de cette action.	13
La délivrance des brevets.	14
La surveillance des imprimés.	14
La direction du marché de la main-d'œuvre.	15

IV. L'organisation patronale pendant la Révolution.

La Communauté jusqu'au décret de 1791.	18
--	----

CHAPITRE II

L'Organisation et l'Action syndicales ouvrières

I. L'organisation occulte des Compagnons.

La Confrérie des Compagnons.	19
Caractère occulte de la Confrérie.	20
Mesures préventives contre les organisations ouvrières.	22
Les Chapelles.	23
Les manifestations collectives ouvrières.	24

II. Action syndicale ouvrière.

xvi ^e siècle.	27
xvii ^e siècle.	28
xviii ^e siècle.	28

III. L'organisation corporative ouvrière sous la Révolution.

Les clubs de typographes.	30
L'action syndicale.	31

PREMIÈRE PARTIE

L'Organisation et l'Action syndicales chez les Patrons.

CHAPITRE PREMIER

La Chambre syndicale des Imprimeurs de Paris

I. Situation économique de l'Imprimerie avant 1839.

L'évolution de l'idée syndicale chez les maîtres imprimeurs.

	Pages
Situation économique de l'Imprimerie après la Révolution	37
Création des brevets.	38
Les succursalistes.	39
La Commission de 1838	40

II. L'Association des Maîtres Imprimeurs.

Son objet.	42
Organisation intérieure de l'Association.	44
Situation légale de l'Association.	46
Son fonctionnement et les modifications de son organisation jusqu'en 1870. .	47
L'Association des Imprimeurs après la suppression du brevet jusqu'à 1880. .	48
Les nouveaux statuts de 1880.	49

III. La Chambre Syndicale des Imprimeurs Typographes.

L'Association prend le nom de Chambre syndicale.	50
La formation de la Commission parisienne de la Chambre	51

CHAPITRE II

L'Union syndicale des Maîtres Imprimeurs de France.

I. Les premiers Congrès des Maîtres Imprimeurs.

	Pages
Congrès de Tours, 20 novembre 1848.	53
Congrès de 1867.	54
Congrès de 1869.	55

II. L'Union syndicale des Maîtres Imprimeurs.

Les premiers statuts de l'Union.	57
Transformation de l'Union en un syndicat professionnel proprement dit . . .	59
Éléments constitutifs de l'Union	61
Tendances vers une orientation nouvelle	62
Les ressources financières de l'Union	62
Les Congrès.	64
L'administration de l'Union.	65

CHAPITRE III

Les Chambres syndicales provinciales.

Rouen	67
Bordeaux.	68
Lyon.	69
Chambre syndicale des Maîtres Imprimeurs de l'Est.	69
Syndicat des Maîtres Imprimeurs de la Nièvre.	69
La Fédération des Maîtres Imprimeurs de la région du Centre.	70

	Pages
Syndicat patronal des Maîtres Imprimeurs Typographes et Lithographes, Papetiers et Libraires de l'arrondissement de Béziers.	70
Syndicat des Maîtres Imprimeurs, Relieurs, Cartonniers de la région du Nord.	71
Syndicat des Maîtres Imprimeurs de la Vienne	71
Chambre syndicale des Maîtres Imprimeurs de Troyes et du département de l'Aube	72

CHAPITRE IV

L'Esprit syndical chez les Maîtres Imprimeurs et l'importance de leur organisation.

L'esprit syndical.	73
L'esprit syndical chez les maîtres imprimeurs	79
Puissance de l'organisation patronale	79

CHAPITRE V

L'Action syndicale et les Questions industrielles.

I. L'École professionnelle Gutenberg.

L'École Gutenberg de 1885 à 1902	82
--	----

II. Les questions d'Assurances.

Incendie	83
Accidents	85

III. Le Brevet de Maître Imprimeur.

	Pages
Attitude de la Chambre syndicale parisienne.	87
Intervention de l'Union	88

CHAPITRE VI

**L'Action syndicale et les Questions commerciales
et économiques.**

I. L'Imprimerie Nationale et les Imprimeurs français.

Réclamations des imprimeurs.	92
Intervention de l'Association des Imprimeurs	93
Décret de 1889	93
La discussion du budget de l'Imprimerie Nationale en 1897.	94
Nomination d'une Commission d'enquête extraparlamentaire	95
La question au Congrès de Paris en 1897.	96
Les résultats pratiques de la lutte.	97
Procès de M. Paul Dupont et du Président de la Chambre syndicale contre le Directeur de l'Imprimerie Nationale.	98
Attitude actuelle de l'organisation patronale	99
Nouvelle intervention patronale à l'occasion de l'édition des Œuvres de Victor Hugo.	100
La situation actuelle.	102

II. La question des Impressions liturgiques.

Menace d'un monopole en faveur d'un éditeur étranger	103
Intervention de l'organisation syndicale.	103

III. La Concurrence entre Imprimeurs.

L'importance de la question	105
Les causes de la concurrence	106
Tarifs de prix de revient.	106

	Pages
Tarifs de prix de vente	107
Perfectionnement de l'éducation technique des imprimeurs	108
Bureau central de renseignements industriels	109

IV. Les Arbitrages entre Imprimeurs et les Arbitrages judiciaires.

L'arbitrage entre imprimeurs.	110
Les arbitrages judiciaires.	111

CHAPITRE VII

L'Action syndicale et les questions de Législation industrielle.

I. Législation industrielle et commerciale.

Dépôt légal	114
Timbrage des affiches	114
Marques de fabrique.	115
Propriété des dessins	115
Tarifs postaux.	115
Impôts et taxes diverses	116
La patente	118

II. Législation ouvrière.

La protection des femmes et des enfants	120
La loi sur les accidents du travail.	122
La loi sur le repos hebdomadaire.	123
Le projet de loi sur les retraites ouvrières.	124

DEUXIÈME PARTIE

L'Organisation et l'Action syndicales chez les Ouvriers.

CHAPITRE PREMIER

La Chambre syndicale typographique parisienne.

I. La Société typographique.

	Pages
Les sociétés de secours mutuels	131
Fondation de la Société typographique de Paris.	132
La Commission des primes.	135
Remaniements des statuts en 1879	136

II. La Chambre syndicale typographique parisienne.

Son but ; sa composition ; son budget.	138
Son administration	139
Le Syndicat dissident de la rue de Bailleul	142
Les tendances de la Chambre syndicale parisienne.	143

CHAPITRE II

Les Chambres syndicales en province.

	Pages
Chambre syndicale typographique lyonnaise.	146
Syndicat des Ouvriers Typographes de Marseille.	147
Association syndicale des Typographes de Bordeaux.	149

CHAPITRE III

La Fédération française des Travailleurs du Livre.**I. Création de la Fédération et son but.**

Le premier effort vers la fédération. — L'agrégation (1861).	151
Fondation de la Fédération	152
Son but	153

II. Éléments constitutifs, Organisation, Situation légale.

Éléments constitutifs de la Fédération	155
La question des similaires.	156
Organisation intérieure de la Fédération. — Les sections.	159
Les Bureaux régionaux	160
Durée de la Fédération	160
Situation légale de la Fédération	161

III. Dépenses et ressources de la Fédération.

Dépenses de la Fédération.	162
Ses ressources	162
Ses budgets	164

IV. Administration et Congrès.

	Page.
Le Comité central.	166
Les Congrès	168

V. Tendances et Méthode d'action.

Caractère strictement corporatif des tendances de la Fédération	171
Caractère syndical de sa méthode.	173

CHAPITRE IV**Les Syndicats dissidents.****L'Union des Syndicats ouvriers des Industries du Livre.**

Fondation du Syndicat ouvrier des Industries du Livre.	176
Création de l'Union en 1901.	177
Son but et ses tendances.	177
Organisation et administration.	179
Dépenses et ressources	179

CHAPITRE V**L'importance de l'Organisation corporative
chez les ouvriers typographes et leur esprit syndical.**

L'importance de l'organisation syndicale ouvrière	181
L'esprit syndical chez les ouvriers typographes	184

CHAPITRE VI

**Relations de l'Organisation syndicale typographique
avec les Conseils constitués
et avec les Groupements ouvriers.**

Son action sociale.

**I. Rapports avec les Conseils de Prud'hommes et avec
le Conseil supérieur du Travail.**

	Pages
Conseils de Prud'hommes	189
Conseil supérieur du Travail.	191

**II. Rapports avec les Congrès ouvriers, la Confédération générale
du Travail et la Fédération internationale typographique.**

Les Congrès ouvriers	192
Organisation de la Confédération générale du Travail	193
Rapports entre la Confédération générale du Travail et la Fédération des Travailleurs du Livre	197
La Fédération internationale des Travailleurs du Livre et la Fédération française	198

III. Action sociale.

Nature des rapports de l'organisation syndicale ouvrière avec les patrons . .	202
Nature des rapports de la Fédération avec les associations ouvrières révo- lutionnaires.	203
Sabotage	205
Boycottage	205
La marque syndicale ou Label	207
Efforts faits par l'organisation typographique pour en amener l'usage. . . .	207
Caractère corporatif et confédéral du Label.	209
Le Label dans la pratique.	211
La Grève générale.	212

CHAPITRE VII

Action technique et professionnelle.**I. Les Cours techniques. — Les Bibliothèques.**

	Pages
Écoles professionnelles	213
Cours professionnels	216
Le programme de la Fédération	217
Bibliothèques	219

II. L'Hygiène du travail.

La question au Congrès de 1905	220
--	-----

**III. Attitude de l'Organisation syndicale à l'égard
des différents modes de travail.**

La commandite	222
La commandite et le Syndicat parisien	223
La commandite et la Chambre typographique lyonnaise	224
Le travail aux pièces	224

IV. Placement des chômeurs.

Service de placement local	226
Service de placement régional	227

CHAPITRE VIII

L'Action syndicale mutualiste.**I. Le Secours de route ou « Viaticum ».**

	Page
Création du Viaticum fédéral.	231
Conditions de délivrance.	232
Montant du secours	233
La Caisse de secours des passagers à Paris	235

II. Caisse de chômage.

Les secours de chômage à Paris	237
Les secours de chômage en province	238
La fondation de la Caisse de chômage fédérale.	239
Fonctionnement du service de secours de chômage	241
Le montant des secours de chômage	242
Le secours de décès.	243
La Caisse spéciale des infortunes typographiques	243
Le service de chômage de l'Union des Syndicats ouvriers des Industries du Livre	244

CHAPITRE IX

L'Action syndicale au point de vue économique**I. L'Action syndicale et la Coopération.**

Le mouvement coopératif et le Syndicat parisien	248
Le mouvement coopératif et le Syndicat des Typographes de Lyon	250
Le mouvement coopératif et les Syndicats de Marseille et de Bordeaux	251
Le mouvement coopératif et la Fédération.	252

II. L'attitude de l'Organisation syndicale vis-à-vis de l'Imprimerie Nationale.

	Pages
Les mobiles directeurs de l'action syndicale dans la question	254
La Fédération prend position dans la question.	254
L'attitude de l'organisation ouvrière lors de la campagne patronale de 1897	255
Raisons qui décident la Fédération à demander le maintien du <i>statu quo</i>	256
L'attitude actuelle de la Fédération.	257

III. L'Organisation syndicale et la question des livres liturgiques.

L'attitude de la Fédération.	258
--------------------------------------	-----

IV. L'Action syndicale au point de vue des salaires.

Les salaires dans la typographie française	259
L'unification des salaires par région	261

V. La question de la main-d'œuvre féminine.

L'introduction de la main-d'œuvre féminine dans la typographie	263
La résistance des organisations typographiques locales.	264
L'attitude de la Fédération.	265
La question au Conseil supérieur du Travail	267
L'attitude de l'Union des Syndicats ouvriers des Industries du Livre.	268

VI. La question de l'apprentissage.

L'importance de la question	270
La question aux Congrès de 1889 et de 1895	270
Le rôle de la Commission mixte	271
Le Règlement sur l'apprentissage.	271
L'appel aux familles	272
Le Règlement sur l'apprentissage et l'Union des Syndicats ouvriers des Industries du Livre	272

VII. La Machine à composer.

L'attitude de principe de l'organisation syndicale.	273
La question au Congrès de 1895.	274
L'introduction des machines en France	275
Les tarifs concernant la machine	276
L'attitude de l'Union des Syndicats ouvriers des Industries du Livre	277

VIII. La durée de la journée de travail.

	Pages
La question avant le Congrès confédéral de Bourges (1904)	278
La question au Congrès de Bourges (1904)	278
La question au Congrès fédéral de Lyon (1905)	279
Le but poursuivi par la Fédération	281
Le mouvement gréviste de 1906 pour l'obtention de la journée de neuf heures .	281

CHAPITRE X**L'Action syndicale et la Législation ouvrière.**

L'opinion de l'organisation syndicale sur l'utilité de l'action législative . . .	283
---	-----

I. Lois sur l'Organisation syndicale.

Loi de 1884	285
Projet de loi Bovier-Lapierre	286

II. Lois de protection ouvrière.

Loi de 1892 sur le travail des femmes et des enfants.	288
Loi de 1900 sur le travail des femmes, des enfants et des adultes dans les ateliers mixtes	288
Loi de 1906 sur le repos hebdomadaire	290

III. Les Décrets Millerand.

Le système des adjudications.	291
Efforts des organisations locales pour faire introduire dans les marchés des clauses protectrices des salaires	291
L'action de la Fédération	292
Les décrets de 1890	293

IV. Les Retraites ouvrières.

L'attitude la Fédération	295
------------------------------------	-----

TROISIÈME PARTIE

**Rapports entre l'Organisation
syndicale ouvrière et l'Organisation
syndicale patronale.**

CHAPITRE PREMIER

Modus vivendi ou Tarifs.

	Pages
Le tarif à Paris	301
Le tarif à Lyon	302
Le tarif à Bordeaux	303

CHAPITRE II

Les Commissions mixtes.

I. Commissions mixtes locales,

Les Commissions mixtes permanentes à Paris	306
Les Commissions mixtes permanentes à Lyon	307
Les Commissions mixtes permanentes à Rouen	307

II. La Commission mixte entre l'Union des Maîtres Imprimeurs et la Fédération française des Travailleurs du Livre.

	Pages
Fondation de la Commission mixte.	309
L'accueil fait à la Commission mixte	310
Les travaux de la Commission mixte	312
Appréciation du rôle de la Commission mixte	319

CHAPITRE III.

Conflits entre Patrons et Ouvriers.

I. La Fédération du Livre et les grèves.

Les prescriptions statutaires.	323
Le mouvement gréviste dans la Fédération	326

II. L'Union des Maîtres Imprimeurs et la grève.

L'attitude de l'Union	329
---------------------------------	-----

BIBLIOGRAPHIE

1° Etudes générales sur l'imprimerie.	333
2° Notes, rapport et documents divers	334
3° Périodiques	339

